

**REVUE  
DES ÉTUDES  
SUD-EST  
EUROPEENNES**

**TOME IX-1971**

**N° 2**

ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE  
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à l'INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES, Bucarest, sectorul 1, str. I. C. Frimu 9, pour la REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES.

Les articles seront remis dactylographiés en trois exemplaires. Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 25—30 pages dactylographiées pour les articles, et de 5 à 8 pages pour les comptes rendus.

**REVUE  
DES ETUDES  
SUD-EST  
EUROPEENNES**

**TOME IX-1971**

**N° 2**

ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE  
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

## Comité de redaction

**M. BERZA**, membre correspondant de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie — *rédacteur en chef* : **EM. CONDURACHI**, **A. ROSETTI**, membres de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie ; **H. MIHĂESCU**, **COSTIN MURGESCU**, **D. M. PIPPIDI**, membres correspondants de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie ; **AL. ELIAN**, **VALENTIN GEORGESCU**, **FR. PALL**, **MIHAI POP**, **EUGEN STĂNESCU** ; **AL. DUȚU** — *secrétaire de Rédaction*.

## SOMMAIRE

	Page
<i>LE CINQUANTENAIRE DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN . . . . .</i>	149
<i>150 ans depuis 1821</i>	
DAN BERINDEI et EMIL COJOCARU, La crise orientale et le problème des Principautés roumaines en été 1821 Informations tirées des archives de Vienne . . . . .	203
<i>Relations politiques et culturelles</i>	
SAVA IANCOVICI, Relations roumano-albanaises à l'époque de la renaissance et de l'émancipation du peuple albanais (II) . . . . .	225
<i>Textes et documents</i>	
CONSTANTIN N. VEI.IGHI, Deux lettres inédites du D <sup>r</sup> Pierre Beron . . . . .	219
<i>Discussions</i>	
Expressions parallèles en grec et en roumain (Al. Graur). Relations roumano-serbes et roumano-yougoslaves dans les travaux du P <sup>r</sup> Radu Flora (I. D. Suciu), Le Bas-Danube dans un projet diplomatique français au temps du Premier Empire (Andrei Pipidi) . . . . .	263
<i>Chronique</i>	
CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, Le II <sup>e</sup> Congrès international des études du Sud-Est européen, Athènes, 7—13 mai 1970 (II) . . . . .	281
EUGEN STĂNESCU, Le XIII <sup>e</sup> Congrès International des Sciences historiques. Moscou, août 1970 . . . . .	287
<i>Comptes rendus</i>	
J. J. WILKES, Dalmatia (H. Mihăescu); CORNELIA BODEA, The Romanians' Struggle for Unification, 1834—1849 (Alexandru Duflu); VL. DICULESCU, SAVA IANCOVICI, CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, Relațiile comerciale ale Țării Românești cu Peninsula Balcanică, 1829—1858 (Anca Iancu) . . . . .	291
C. TH. DIMARAS, Δημήτριος Καταρτζής, Τὰ εὐρισκόμενα (Cornelia Papacostea-Danielopolu); Rumanian Studies (Alexandru Duflu) . . . . .	301
<i>Notices bibliographiques . . . . .</i>	307
<i>Livres reçus . . . . .</i>	327

## LE CINQUANTENAIRE DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN

*Le 8 mai 1971, le peuple roumain fête le cinquantenaire de la constitution du parti révolutionnaire de la classe ouvrière, le Parti Communiste Roumain. Au printemps de l'année 1921, à Bucarest, les délégués des travailleurs décidaient — dans l'esprit des traditions progressistes des patriotes combattants — de créer un parti capable de mettre fin à l'exploitation et à l'injustice sociale, de donner libre cours à l'énergie créatrice des masses en vue du parachèvement de l'idéal révolutionnaire du prolétariat roumain.*

*Le Parti Communiste Roumain a affronté, deux décennies durant, la terreur des autorités gouvernementales, a été obligé de combattre sous la permanente menace des plus dures répressions ; toutefois, conjugant actions illégales et légales, le Parti a mobilisé les forces ouvrières qui, par des actions de grande envergure, ont marqué des moments glorieux dans l'histoire du peuple roumain. Les âpres luttes sociales des années 1929—1933 (c'est en 1933 qu'à eu lieu la première grève antifasciste, après la prise du pouvoir par les nazis en Allemagne) ont été organisées et dirigées par le parti communiste ; c'est à l'époque de la pression fasciste que le parti a fait appel à la résistance du peuple et qu'il a soutenu les projets d'une entente balkanique vouée à contrecarrer l'expansion du fascisme.*

*Au cours des dures années de la dictature militaire-fasciste, le Parti Communiste Roumain, en concordance avec les aspirations les plus profondes du peuple, s'est allié aux plus représentatives forces démocratiques et patriotiques, en organisant la lutte du peuple contre la participation de la Roumanie à la guerre hitlérienne.*

*Analysant avec lucidité et esprit réaliste la situation de la Roumanie pendant la seconde guerre mondiale, le Parti Communiste Roumain a su agir avec fermeté afin de parfaire la solidarité de tous les éléments actifs qui entendaient renverser le régime d'Antonescu, faire sortir le pays de la guerre, chasser les troupes d'occupation et rallier la Roumanie à la coalition anti-hitlérienne.*

*En organisant avec succès l'insurrection nationale antifasciste du 23 Août 1944, le Parti Communiste Roumain a ouvert la voie vers la conquête de la liberté sociale et nationale, vers la création du régime socialiste. L'instauration de la République populaire, le 30 Décembre 1947, a constitué l'accomplissement d'un but fondamental que le Parti s'était fixé dès sa création.*

*D'amples réalisations économiques, sociales et politiques ont marqué les décennies qui suivirent : l'édification d'une économie socialiste unitaire, d'une société homogène, autant que l'essor extraordinaire de la vie intellectuelle se rangeant parmi les succès qui témoignent de l'activité créatrice du Parti.*

*Dans la politique internationale, la Roumanie socialiste s'est affirmée comme un facteur dynamique, en promouvant les principes du respect réciproque et de l'égalité en droits de tous les Etats et en participant activement à la lutte pour la paix et le progrès social, problèmes essentiels du monde contemporain.*

*C'est par l'entretien de relations internationales multilatérales, par l'organisation d'un échange actif des valeurs matérielles et spirituelles, par la participation aux actions communes, destinées à consolider la solidarité des peuples et la sécurité internationale, par l'effort incessant de résoudre, d'une manière pacifique, les différends entre divers Etats que la politique internationale de la Roumanie exprime les aspirations profondes du peuple roumain et, en même temps, les intérêts de l'humanité tout entière.*

*La Roumanie a affirmé sans cesse la nécessité de créer des régions dénucléarisées dans différentes parties du monde, tout en militant sans répit pour l'instauration d'une ambiance de détente et de confiance, d'entente et de coopération entre les Etats balkaniques.*

*Du haut de la tribune de l'O.N.U., dans son ample discours du 19 octobre 1970, le Président de Conseil d'Etat de la Roumanie, N. Ceaușescu, affirmait que : « La Roumanie agit avec esprit de suite afin d'établir d'amples relations de bon voisinage, d'entente et de collaboration multilatérale avec les pays balkaniques, sans tenir compte des régimes sociaux, et ceci pour transformer cette partie du monde dans une zone de collaboration et de paix, sans armes nucléaires ». Sa parole s'accorde parfaitement aux réalités des dernières années, lorsque les relations de la Roumanie avec tous les Etats du Sud-Est européen ont connu une période de progrès continu. Le progrès devient manifeste à travers les accords économiques, la collaboration technico-scientifique, les échanges de visites entre les chefs d'Etat, les traités politiques conclus ces dernières années.*

*Dans cet ample contexte, la collaboration culturelle contribue à une meilleure connaissance des valeurs de cette partie de l'Europe, à la mise en*

*évidence des éléments qui ont rapproché les peuples au cours de leur existence millénaire.*

*La fête du cinquantenaire du Parti Communiste Roumain souligne l'importance fondamentale de cette époque dans l'existence du peuple roumain et rend un juste hommage à la force politique qui a su polariser les énergies créatrices du pays tout entier et guider notre nation socialiste vers le noble but du progrès social, de la dignité et de l'entente qui affermit la paix et assure le développement de la civilisation humaine.*



LA CRISE ORIENTALE ET LE PROBLÈME DES PRINCIPAUTÉS  
ROUMAINES EN ÉTÉ 1821. INFORMATIONS TIRÉES DES  
ARCHIVES DE VIENNE

DAN BERINDEI et EMIL COJOCARU

Au début de l'été 1821, l'état de tension s'était aggravé dans le sud-est de l'Europe. Les atrocités commises contre le haut clergé grec — le patriarche de Constantinople, trois métropolitains et 80 évêques furent tués, les premiers étant traînés vers le lieu de pendaison tout habillés de leurs vêtements sacerdotaux et, puis, leurs cadavres profanés<sup>1</sup> — de même que le soulèvement du Péloponnèse, avaient approfondi l'abîme qui s'était creusé entre la Russie et la Turquie. L'incendie de la révolte se propageait de plus en plus sur les territoires grecs de l'Empire ottoman, semant l'exaltation et une certaine panique parmi les musulmans, panique partiellement justifiée par le danger de généralisation de la révolte, vu que *les Grecs étaient éparpillés sur toute l'étendue de l'Empire*. Dans les Principautés roumaines, où l'étincelle de l'insurrection s'était allumée dès le début de l'année, s'étant amplifiée ultérieurement comme suite de l'action conjuguée des pandours et des hétéaristes, la Porte avait passé aux répressions, ce qui fit également accroître l'état de tension entre la Russie et la Turquie. Devant les armées ottomanes — qui avaient pénétré dans les Principautés le 1<sup>er</sup>/13 mai — Tudor Vladimirescu et *bimbaşa* Sava s'étaient retirés de Bucarest, dont les Turcs s'emparèrent le 16/28 mai<sup>2</sup>. Dix jours plus tard, le dirigeant du mouvement révolutionnaire roumain tombait victime des menées et de la méfiance des leaders de l'Hétéairie. Dans le premier combat de Drăgăşani (29 mai/10 juin), les pandours, bien que privés de munitions

<sup>1</sup> Andrei Oşetca, *Tudor Vladimirescu și mișcarea eleristă în Țările Românești. 1821—1822* (Tudor Vladimirescu et le mouvement hétéariste dans les pays roumains. 1821—1822), Bucarest, 1945, p. 210.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 289—290, 303—305 ; Dan Berindei et Traian Mutaşcu, *Aspecte militare ale răscoalei populare din 1821* (Aspects militaires de la révolte populaire de 1821), Bucarest, 1962, p. 138—141, 145—146.

et surtout de l'apport de leur chef, triomphèrent des Ottomans<sup>3</sup>, pour que, le 7/19 juin, les hétéristes soient écrasés dans une seconde bataille, où les Mavrophores firent le sacrifice de leur vie, sans réussir cependant à empêcher le désastre de l'armée d'Ypsilanti.

L'occupation des Principautés par les armées turques contraria fort la diplomatie russe, dont le représentant à Constantinople avait accepté dès le mois de mars la pénétration de forces armées ottomanes dans les deux pays, mais seulement « pour accompagner les nouveaux princes et rétablir l'ordre, en respectant, en tout et partout, la population pacifique »<sup>4</sup>. Le Cabinet de Pétersbourg, tenant compte de la nouvelle situation qui s'était créée, rédigea une note destinée à être envoyée par Stroganov aux dignitaires ottomans. Dans le projet de cette note du 1<sup>er</sup> /13 juin, on imputait à la Porte qu'elle avait déclaré la guerre à la religion chrétienne et armé contre les orthodoxes de l'empire toute la population musulmane. « Or — était-il mentionné dans le projet — si les désordres allaient continuer ou ne comportaient plus de remèdes, la Russie, loin de trouver un gage de paix dans la durée de l'Empire ottoman, se verrait, au contraire, forcée d'accomplir, tôt ou tard, ce qui lui commanderait sa religion insultée, ses traités enfreints, ses coreligionnaires proscrits »<sup>5</sup>. Déclarant le problème soumis au débat comme « une cause européenne », demandant la reconstruction des églises détruites, le rétablissement dans ses droits de l'Eglise orthodoxe, la fixation d'« une distinction équitable » entre ceux impliqués dans la révolte et le reste des chrétiens de l'Empire ottoman et, finalement, prétendant l'association de la Russie à l'action de rétablissement de l'ordre, le Cabinet de Pétersbourg montrait clairement qu'il était disposé, éventuellement, à s'engager même dans des actions extrêmes. « Si cependant — relevait ledit document — le gouvernement turc témoignait, contre toute attente, que c'est par suite d'un plan librement arrêté qu'il prend les mesures < contre la religion chrétienne >, il ne resterait à l'empire qu'à déclarer dès à présent à la Sublime Porte . . . qu'elle se constitue en état d'hostilité ouverte contre le monde chrétien, qu'elle légitime la défense des Grecs qui dès lors combattraient uniquement pour se soustraire à une perte inévitable et que, vu le caractère de cette lutte, la Russie se trouverait dans la stricte obligation de leur offrir aide n(otre soulignement), parce qu'ils seraient persécutés ; protection, parce qu'elle en aurait le droit ; assistance, conjointement avec toute la chré-

<sup>3</sup> *Ibidem*, p. 174—182.

<sup>4</sup> Andrei Oțetea, *op. cit.*, p. 209. Au sujet de l'attitude des grandes puissances à l'égard du problème des Principautés, à l'été 1821, voir aussi : Vasile Lungu, *Les grandes puissances et les Principautés roumaines de 1821 à 1826*, « Mélanges de l'École Roumaine en France », XII (1934), II-ème partie, p. 24—35, 49—50.

<sup>5</sup> A. Oțetea, *Les grandes puissances et le mouvement hétériste dans les Principautés roumaines*, « Balkan Studies », 7 (1966), p. 391.

tienté, parce qu'elle ne pourrait livrer ses frères de religion à la merci d'un aveugle fanatisme »<sup>6</sup>.

Alexandre I<sup>er</sup> approuva le texte définitif de la note ultimative le 16/18 juin et Stroganov la remit à la Porte le 6/18 juillet, demandant, conformément aux instructions reçues, un délai de huit jours pour la réponse<sup>7</sup>. La réponse verbale de Reis Effendi, transmise par le drogman Franchini, ne fut pas de nature à satisfaire le représentant du tsar ni par sa forme ni par son contenu et il refusa également de recevoir avec retard la note écrite de la Porte. Stroganov interrompit ses relations avec la Porte et, accompagné des membres de la mission russe, il s'embarqua sur un navire ancré au Bosphore et prit la route d'Odessa le 29 juillet/10 août<sup>8</sup>. Cela aggrava au maximum la crise, une guerre russo-turque apparaissant comme inévitable.

A l'été 1821, la diplomatie des Habsbourg, particulièrement par l'intermédiaire du comte Lützwow, internonce de l'Autriche à Constantinople, s'efforça de déterminer une détente, afin d'écartier le danger d'une nouvelle guerre. Craignant le déclenchement de nouveaux soulèvements dans son propre empire, où les mouvements révolutionnaires d'Italie s'étaient à peine apaisés, la cour de Vienne essaya d'éviter toute nouvelle complication à l'échelon européen et surtout la combinaison entre la lutte de libération des peuples du sud-est de l'Europe et une guerre où la Russie aurait joué, au moins apparemment, un rôle de libératrice. C'est à juste raison que « Metternich mit tout en œuvre pour éviter la guerre »<sup>9</sup>. D'autre part, il créa un « front commun » des puissances européennes qui empêchèrent la Russie de commencer les opérations militaires et, d'autre part, agit fermement, par l'internonce Lützwow, pour déterminer l'Empire ottoman à faire les cessions nécessaires à éviter le déclenchement de la guerre<sup>10</sup>.

Les excès répressifs ottomans inquiétaient, par ailleurs, sincèrement les milieux dirigeants des Habsbourg. Ce ne fut pas l'effet du hasard que Metternich avait déclaré au comte Nesselrode, quelques mois auparavant, que pour la cour de Vienne l'offense faite à l'Eglise orthodoxe par le sauvage assassinat du patriarche de Constantinople était « une insulte à l'adresse du Pape »<sup>11</sup>. Le 20 juin/2 juillet, Lützwow transmet à Metternich la traduction d'un ordre du grand vizir par lequel on rappelait aux musulmans « qu'en conséquence de l'interruption générale de la sûreté publique par la ligue des infidèles grecs contre les musulmans », le sultan avait

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 392.

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 393.

<sup>8</sup> *Ibidem*.

<sup>9</sup> *Idem*, *Tudor Vladimirescu...*, p. 337.

<sup>10</sup> *Ibidem*, p. 337—338.

<sup>11</sup> A. von Prokesch-Osten, *Geschichte des Abfalls der Griechen vom türkischen Reiche im Jahre 1821 und der Grundung des hellenischen Königreichs*, vol. III, Wien, 1967, p. 87—88.

demandé « que tous les vrais croyants » considèrent « le moment présent non comme un temps de paix, mais comme un état de guerre ». Par conséquent le vizir demandait l'armement général des musulmans, car « tous et chacun des musulmans devront, jusqu'à ce que les troubles actuels soient entièrement passés et la sécurité rétablie pour tous, être habillés comme des guerriers et prêts à marcher ». « Tous ceux qui sont au service des ministres et officiers de la Sublime Porte — recommandait encore le vizir, soulignant par là la gravité de la situation — doivent également s'abstenir de dépenser leurs revenus en achetant des châles ou autres objets de luxe, et ils doivent, au contraire, employer leurs moyens pécuniaires à se procurer des chevaux pour les monter quand l'occasion l'exigera, et à compléter leur garniture d'armes »<sup>12</sup>. S'opposant aux projets de guerre russes, mais combattant en même temps ce qu'elle considérait comme des excès fanatiques à graves conséquences de la part de la Porte, la diplomatie autrichienne agit énergiquement sous la direction de Metternich dans le sens de la politique contre-révolutionnaire de la Sainte-Alliance, mais plus particulièrement pour la défense des intérêts de la Cour de Vienne.

Lutzow tenait au courant Metternich avec l'évolution de la situation de l'Empire ottoman, ses rapports étant complétés par les informations transmises à Vienne par les agents consulaires accrédités dans les Principautés, mais qui s'étaient retirés par suite des événements au-delà des frontières de celles-ci<sup>13</sup>. Entretien de bonnes relations tant avec le représentant de la Russie, qui allait le charger, par ailleurs, de représenter les intérêts des sujets russes, de même qu'avec lord Strangford, représentant de l'Angleterre avec lequel il agissait d'habitude de commun accord, Lutzow communiquait souvent à Vienne, dans l'annexe de ses rapports, les documents qu'il détenait de ceux-ci ou des hauts dignitaires de la Porte, ce qui confère aux archives diplomatiques autrichiennes de Constantinople une valeur documentaire particulière.

Dans l'annexe du rapport n° 96 C du 2 juillet 1821<sup>14</sup>, Lutzow transmettait certains extraits des nouvelles communiquées par Reis Effendi à lord Strangford concernant l'évolution des événements dans les Principautés, la note adressée par le représentant de l'Angleterre à la Porte le 24 juin, par laquelle il exprimait son inquiétude en ce qui concerne les

<sup>12</sup> Annexe du rapport de Lutzow à Metternich, n° 96 B du 2 juillet 1821 (Vienne, Haus-, Hof- und Staats Archiv (Cité plus loin : H.H.u.S.A.) Türkei, Berichte 1821, f. 105—106).

<sup>13</sup> Voir ces rapports dans I. Nistor — Dan Berindei, *Rapporte consulare austriecce (1812—1823)* (Rapports consulaires autrichiens (1812—1823)), Bucarest, 1967, p. 660 et suiv. (*Documente Hurmuzaki* (Documents Hurmuzaki), nouvelle série, vol. II).

<sup>14</sup> Rapport n° 96 C du 2 juillet 1821 (H. H. u. S. A., Türkei, Berichte 1821, f. 110, 116).

préparatifs de guerre de la Porte et l'exacerbation des actions répressives, ainsi qu'un communiqué du gouverneur d'Odessa sur les mesures de sécurité qui devaient être prises par les négociants russes établis à Constantinople. Dans la première annexe était annoncée la conquête des villes de Craiova et de Focșani par les armées ottomanes qui avaient pénétré dans les Principautés, de même que l'envoi à Constantinople, par suite du combat qu'on avait livré dans cette dernière ville, des « oreilles » et des « drapeaux » des vaincus ! On annonçait également la défaite infligée à Drăgășani au « scélérat » Alexandre Ypsilanti « à la tête de son exécration armée » et l'on communiquait pour la première fois que le chef de l'Hétairie « s'est empressé de s'enfuir adroitement sur le territoire autrichien »<sup>15</sup>.

Toujours le 2 juillet—cette fois-ci dans l'annexe du rapport n° 96 D — Lützow transmettait à Vienne le texte de la lettre que le grand vizir avait adressée à Nesselrode. Dans son rapport, le diplomate autrichien faisait remarquer le style « diffus, prolix et tortueux » du document ottoman, exprimant en même temps la surprise quant au passage « où relativement aux transfuges il est dit que l'internonce avait déclaré, au nom de Sa Cour, qu'elle ne balancerait pas un instant à leur infliger par la potence la punition qu'ils ont méritée »<sup>16</sup>. Dans la lettre adressée à Nesselrode<sup>17</sup>, vers la fin du mois de juin, le grand vizir déclarait, essayant de repousser les accusations qui pouvaient être apportées à l'Empire ottoman, que la Porte n'avait cessé « de punir tout musulman qui, contre sa volonté, oserait commettre des injustices envers lesdits sujets habitants de ses provinces ». Mais l'on insinuait en même temps que la Russie avait provoqué l'état insurrectionnel des Principautés roumaines. « Ainsi — soutenait le grand vizir — immédiatement après la mort d'Aléco Soutzo, ci-devant hospodar de Valachie, le sujet russe Théodor Vladimiresko qui se trouvait en Valachie osa, sous une autre forme, lever l'étendard de l'insurrection, et immédiatement après, le traître fils d'Ypsilanti sorti de l'intérieur de la Russie avec la qualité de général russe et passant en Moldavie, extermina sans aucune raison, tous les musulmans “bechlys” et autres

<sup>15</sup> Extrait des informations communiquées par le Reis Effendi à lord Strangford le 30 juin 1821, annexe du rapport de Lutzow à Metternich, n° 96 C du 2 juillet 1821 (H.H.u.S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 111); des fragments du même document — une copie découverte dans les archives prussiennes — ont été publiés par N. Iorga (*Actes et fragments relatifs à l'histoire des Roumains*, vol. II, Bucarest, 1896, p. 585—586).

<sup>16</sup> Lutzow à Metternich, rapport n° 96 D du 2 juillet 1821 (H.H. u. S.A., Turkei, Brichte 1821, f. 117).

<sup>17</sup> Le grand vizir à Nesselrode, lettre traduite du turc en français, annexe du rapport de Lutzow à Metternich n° 96 D du 2 juillet 1821 (H. H.u.S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 118—128; quelques fragments du document ont été publiés par N. Iorga, *op. cit.*, vol. II, p. 584—585).

musulmans qui se sont trouvés dans la capitale de cette province » (nos soulignements).

Puis, le grand vizir — après avoir précisé que le représentant de la Russie à Constantinople « avait d'abord . . . , avec des préambules de sincérité, déclaré plus d'une fois à la Sublime Porte que la Cour de Russie ignorait et désapprouvait entièrement lesdites menées révolutionnaires » et « qu'elle considérait Théodore et Ypsilanti comme des révoltés » — imputait au consul Pini de Bucarest que « par diverses représentations contradictoires adressées aux agents du gouvernement dans le but de ne point permettre l'entrée des troupes de la Sublime Porte dans le pays pour en chasser les insurgés, empêcha longtemps cette entrée, et contribua ainsi à l'augmentation et au renforcement des troupes insurgées » ! Mais le représentant du tzar à Constantinople n'échappait non plus aux accusations, le haut dignitaire de la Porte signalant à Nesselrode le fait que Stroganov avait demandé « le pardon » pour Ypsilanti et qu'il avait proposé « l'expédient de faire obtenir aux deux chefs des révoltés susmentionnés et à leurs adhérents un passage par le territoire autrichien », ce qui constituait une confirmation de plus de l'essai de résoudre la crise des Principautés par un compromis fondé sur la renonciation d'Ypsilanti de forcer le passage du Danube. C'est le moment où le chef de l'Hétairie se retire à Tirgoviște attendant le résultat des négociations russo-turques<sup>18</sup>. La thèse de l'immixtion de la Russie dans le déclenchement des événements insurrectionnels des Principautés roumaines apparaît à nouveau dans la lettre du grand vizir lorsqu'il souligne que « les insurgés et les malfaiteurs . . . sont sortis de la Russie et que les révoltés et les criminels qui prennent la fuite passent et se réfugient dans les Etats de cette puissance ».

Le grand vizir essayait ensuite de justifier les mesures de répression adoptées par la Porte envers les Grecs. L'assassinat du patriarche de Constantinople était motivé par le fait qu'il avait été « le premier moteur du complot » et l'on soutenait que sa punition était due à ce « crime » et « nullement pour aucune matière de religion ». Le dignitaire ottoman faisait par ailleurs un parallèle entre l'assassinat du patriarche de Constantinople et une prétendue exécution du patriarche de la Russie par le tzar Pierre I<sup>er</sup>. Dans la partie finale de la lettre étaient formulées de nouvelles accusations à l'adresse de Stroganov qui, d'une part, avait appuyé les insurgés à s'évader et, d'autre part, en refusant de coopérer avec la Porte, avait fait venir les navires russes au Bosphore, réussissant finalement à s'embarquer sur l'un d'entre eux. Avant de recevoir les do-

<sup>18</sup> Dan Berindei et Traian Mutașcu, *op. cit.*, p. 110–111.

cuments envoyés par Lützow, Metternich s'était vu dans la situation de transmettre à celui-ci le 5 juillet 1821 des instructions urgentes par suite du passage en Transylvanie des frères Ypsilanti. Dans un message chiffré, l'internonce fut informé qu'Alexandre Ypsilanti « accompagné de ses deux frères s'est présenté le 28 juin à Rothenthurm ». Reçu sous un faux nom, le chef de l'Hétairie fut « sur le champ renvoyé à l'intérieur ». Il était évident que Metternich avait l'intention de faire éviter à Ypsilanti les effets de l'extradition et qu'il désirait en même temps que la Porte soit convaincue de l'innocence de l'Autriche. Lützow était prévenu de manière significative que l'information qui lui avait été transmise devait demeurer « à sa connaissance exclusive ». Il recevait des instructions de répondre à une éventuelle intervention de Reis Effendi dans ce problème par l'assertion qu'Ypsilanti avait pu éventuellement passer la frontière en Transylvanie en prenant « un masque, fait en lui même très simple et difficile à empêcher sur une étendue de frontière aussi grande que l'est la nôtre avec la Valachie »<sup>19</sup>.

Le 17 juillet, Metternich s'adressait à nouveau à Lützow, lui transmettant d'amples instructions sur les négociations que l'internonce devait continuer de mener avec la Porte. Le chancelier prenait ouvertement la défense de la Russie, écrivant que « l'Empereur de Russie n'a point borné son démenti à des paroles ; il a prouvé par des faits incontestables son éloignement de toute vue contraire à la teneur des traités ou favorable à l'esprit de sédition ». Metternich imputait à l'Empire ottoman d'avoir aggravé la situation par les mesures qu'il avait entendu adopter et par l'implication de la Russie. « Que désire l'Empereur de Russie — écrivait-il — la guerre ? Non ! Il est ami de la paix politique. La vengeance ? Non, il est ami de la Justice. L'impunité des crimes ? Non ! Mais la séparation des coupables d'avec les innocents ». Le chancelier plaidait en faveur de la simplification et de la localisation du problème. « Il existe une insurrection dans l'Empire ottoman — écrivait-il à Lützow — Ce fait doit être pris tel qu'il est dans toute sa simplicité, car ce n'est pas en le compliquant que le gouvernement turc pourra faciliter le retour à l'ordre ». Metternich critiquait en même temps les mesures de répression excessives, tout comme l'incitation de la population musulmane contre les Grecs par les milieux gouvernants ottomans et signalait le danger d'une « guerre étrangère ». Il recommandait en échange à la Porte de faire allier « la clémence à la sévérité » et de résoudre de la sorte « la paci-

<sup>19</sup> Metternich à Lützow, le 5 juillet 1821 (H.H.u.S.A., Türkei VI, Karton 11, Weisungen 1821, f. 45) ; voir aussi Alfred Roth, *Theodor Vladimirescu und die Orientpolitik*, Leipzig, 1942, p. 56 et annexe : *Die Aufnahme Alexander Ypsilantis in Österreich*, loc. cit., p. 71-74.

fication intérieure de son Empire », sans créer en plus d'autres complications <sup>20</sup>.

Le même jour, on expédiait à Lützwow deux autres notes de Vienne. Dans la première l'on soutenait la satisfaction par le gouvernement ottoman des quatre desiderata exprimés par la Russie relativement à l'état de crise qui s'était créé dans l'Europe orientale. « Nous sommes entièrement convaincus — était-il mentionné dans la note — que la Porte peut accepter chacune de ces propositions sans compromettre ni sa dignité, ni aucun de ses intérêts réels ». Relativement à la destruction de certaines églises l'on considérait que ce fait était dû à des « excès populaires » et qu'il est juste que l'autorité publique fasse remettre les choses dans l'état où elles étaient auparavant. On recommandait également à la Porte — par l'intermédiaire de Lützwow — de rétablir les privilèges de l'Eglise orthodoxe et de satisfaire l'exigence de la Russie concernant « la distinction à établir entre les innocents et les coupables ». « En proclamant — était-il suggéré dans la note — que ceux des Grecs qui sont restés soumis ou qui se soumettront dans un délai à fixer, ne seront plus, sous aucun rapport, confondus avec les coupables, et jouiront de la même protection que tout autre sujet fidèle de la Porte, en observant strictement cette maxime et en punissant ceux qui l'enfreindraient par des actes arbitraires, le gouvernement turc se mettrait à l'abri de toute inculpation et prendrait en même temps le parti le plus sage et le plus efficace pour dégoûter de la révolte ceux qui s'en sont ... (un mot indéchiffrable) jusqu'ici pour ramener un grand nombre de ses adhérents et pour arrêter les progrès d'un mal, qui sans des mesures pareilles, bravera longtemps les efforts de la Porte et finira par amener les plus épouvantables catastrophes ». Relativement à cette dernière exigence russe, notamment que la Russie soit mise dans la situation « de contribuer dans l'esprit des traités à la pacification des Principautés de Valachie et de Moldavie », la note autrichienne était en quelque sorte plus réservée. Les instructions prenaient acte de l'occupation de ces pays par les troupes ottomanes et du fait que « les principaux employés de la Porte n'ont pas abusé de leurs pouvoirs », mais ne se référaient pas au fait que la Russie devrait être mise dans la situation de « contribuer » à la pacification. En échange, l'on demandait à la Porte — précisément pour parer à « une intervention » tsariste ! — « de rétablir dans les Principautés l'état de choses qui y existait avant les troubles actuels ». En conclusion, l'on recommandait avec insistance, justement aux fins d'éviter l'aggravation de la situation et des relations russo-turques, que la Porte s'abstienne de porter atteinte à la « liberté »

---

<sup>20</sup> Metternich à Lutzow, le 17 juillet 1821 (H.H.u.S.A., Türkei VI, Karton 11, Weisungen 1821, f. 47-55).



et à la « santé » de Stroganov, car « le mal serait alors sans remède »<sup>21</sup>. La note révélait dans l'ensemble que l'Autriche se maintenait, malgré l'appui qu'elle accordait à la satisfaction des doléances exprimées par la partie russe, sur une position qui lui était propre. Elle visait en tout premier lieu à éviter une aggravation de la situation, obsédée par une éventuelle propagation, au-delà des frontières de l'Empire ottoman et des pays qui lui étaient assujettis, des germes de la révolution, tout en essayant d'empêcher le déclenchement d'une nouvelle guerre, ce qui aurait pu contribuer à détruire l'équilibre de forces sud-est européen et à assurer à la Russie une position trop puissante dans cette zone de l'Europe.

Dans la dernière note envoyée le 17 juillet à Lützwow on justifiait la position de l'Autriche face au refuge qu'avait trouvé Alexandre Ypsilanti en Transylvanie. Après avoir soutenu que l'on avait donné « les ordres les plus sévères » pour que la pénétration des « rebelles » dans l'Empire soit empêchée, ceux-ci devant être repoussés « même par la force » au cas où ils auraient essayé d'y passer « les armes à la main », il était montré que les troupes autrichiennes étaient mises dans la difficulté par « la nature même du terrain, dans cette longue chaîne de montagnes plus ou moins inaccessibles ». La pénétration d'Ypsilanti sur le territoire de l'Empire autrichien était attribuée précisément à ces circonstances géographiques ! « C'est ainsi que le prince Alexandre Ypsilanti, sous le masque d'un simple négociant, réussit à franchir le cordon et à pénétrer jusqu'à Hermannstadt » ! Ce n'est que là — était-il relaté dans la note — que le général commandant de Transylvanie, auquel parut insolite l'arrivée de cet étranger travesti en négociant et muni de papiers attestant cette qualité, se rendit compte « que c'était le chef de l'insurrection lui-même qui était venu se livrer entre ses mains ». Informé sur les faits découverts à Sibiu — alors que les Autrichiens avaient connu dès le premier moment la vraie identité du réfugié et s'étaient déclarés d'accord de l'accueillir ! — l'empereur se mit à consulter les traités stipulant les rapports entre l'Autriche et la Turquie, afin de définir sa position. Par suite, « Sa Majesté s'est empressé d'ordonner que ledit prince Alexandre Ypsilanti fut secrètement transféré dans une forteresse éloignée, et qu'il y fut gardé avec une telle sévérité qu'il lui soit non seulement impossible de correspondre avec qui que ce soit au dehors, mais que jusqu'au lieu de son existence reste enseveli dans le plus profond mystère »<sup>22</sup>.

<sup>21</sup> Mettermich à Lützwow, le 17 juillet 1821 (H.H.u.S.A., Türkei VI, Karton 11, Weisungen 1821, f. 57—60).

<sup>22</sup> Metternich à Lützwow, le 17 juillet 1821 (H.H.u.S.A., Türkei VI, Karton 11, Weisungen 1821, f. 61—62). De Sibiu, Ypsilanti à été envoyé à Arad, accompagné par un officier; ici on lui a donné le nom de comte Schonwarth et ensuite il a été enfermé avec ses frères Georges et Nicolas dans la forteresse de Munkács (Alfred Roth, *op. cit.*, p. 72).

La note était rédigée de manière à faire comprendre à la Porte, qui en devait être certes informée, que l'Autriche n'avait pas favorisé la fuite d'Ypsilanti sur son territoire, mais qu'elle avait été mise devant un fait accompli, et que, tout en prenant des mesures sévères envers les dirigeants de l'Hétairie, celle-ci n'aurait pas été d'accord avec une éventuelle demande d'extradition de la part de la Porte.

Le jour qui suivit l'expédition des trois notes à Constantinople, le représentant de l'Autriche à Paris envoya un ample rapport à Vienne, où il relatait, entre autres, une conversation qu'il avait eue avec le duc de Richelieu, chef du gouvernement français, mais qui connaissait à fond la situation du sud-est de l'Europe et la politique russe, lui-même ayant servi dans l'émigration pendant de longues années le tsar et occupé de hautes fonctions dans l'administration impériale (inclusivement celle de gouverneur d'Odessa). Richelieu considérait que l'état d'effervescence enregistré dans l'Empire ottoman n'était pas dû à quelque « menées » des « libéraux », car « le mouvement insurrectionnel qui a éclaté dans différentes provinces de l'Empire ottoman il le regarde comme une suite simple et naturelle des pratiques russes depuis le règne de Catherine II », les agents de la Russie entretenant les rêves d'indépendance des Grecs et leur promettant l'appui du puissant empire. En échange, Richelieu considérait que les événements d'Italie avaient engendré le climat favorable au déclenchement du mouvement grec de libération à un moment où le tsar et son gouvernement ne l'auraient pas désiré<sup>23</sup>.

Mais, alors que dès le 17 juillet Metternich avait donné des dispositions à Lützwow à ce qu'il explique les circonstances dans lesquelles l'Autriche avait donné asile à Ypsilanti, le 25 juillet l'internonce rapportait encore ses stériles discussions avec la Porte à ce sujet — certes, avant d'avoir reçu la note du 17 juillet — où il avait nié la véracité des nouvelles qui étaient parvenues à Constantinople, mais il avait reconnu en même temps avec habileté la possibilité de leur éventuelle confirmation ! Pour apaiser les appréhensions des dignitaires ottomans, l'internonce avait donné des garanties rassurantes relativement à cette éventualité. « L'expérience — avait-il relevé — a du reste suffisamment prouvé au gouvernement ottoman que ceux de ses ennemis qui mettaient ou qui jamais ont mis le pied sur le territoire autrichien cessent dès lors à être redoutables ; ils sont civilement morts et peuvent être considérés comme effacés de la liste des vivants »<sup>24</sup>. Il est vrai que la détention d'Ypsilanti eut précisé-

<sup>23</sup> Vincent à Metternich, le 18 juillet 1821 (H.H. u.S.A., Frankreich, Berichte 1821, Karton 243, f. 106—109).

<sup>24</sup> Lützwow à Metternich, rapport n° 98 F du 25 juillet 1821 (H.H. u.S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 182—184).

ment ce caractère, signifiant pratiquement l'éviction du dirigeant de l'Hétairie du jeu politique de l'Europe du Sud-Est.

De Pétersbourg, l'ambassadeur de l'Autriche rapportait pendant ces mêmes jours à Metternich la satisfaction du tsar devant l'attitude adoptée par l'Autriche envers les frères Ypsilanti. Le même rapport révélait le fait qu'initialement le gouvernement autrichien avait craint une demande d'extradition de la part de la Porte, car le refus de la satisfaire aurait eu de mauvaises conséquences pour le sort des sujets autrichiens vivant sur le territoire de l'Empire ottoman et aurait pu « affaiblir » en même temps « le langage ferme » employé par l'Autriche dans ses négociations avec la Porte « pour lui faire abandonner un système aussi barbare qu'impolitique de destruction et de vengeance ». Mais, ultérieurement, l'on avait découvert qu'en vertu des traités turco-autrichiens, les personnes accusées de trahison ne devaient pas être extradées, mais seulement éloignées de la frontière <sup>25</sup>.

Entre temps, Stroganov faisait ses préparatifs de départ. Le 15 27 juillet il demandait à l'internonce de prendre soin des sujets russes dont les affaires réclamaient leur présence à Constantinople et d'accorder protection aux intérêts des citoyens russes dans l'Empire ottoman <sup>26</sup>. Le même jour, Stroganov faisait connaître à Lützow par deux lettres, sa décision irrévocable de quitter Constantinople. Le retard qu'avait mis la Porte à répondre à la note russe dans le délai fixé de 8 jours, ainsi que les explications verbales vagues et non concluantes données par le Reis Effendi au drogman Franchini l'avaient fait prendre cette décision — affirmait-il. Stroganov indiquait à Lützow qu'il n'attendait que le vent favorable pour prendre la route d'Odessa, même si la Porte lui aurait refusé les firmans de départ qu'il avait demandés <sup>27</sup>.

L'internonce ne put s'empêcher de relater à Metternich, trois jours plus tard, l'évolution du conflit russo-ottoman, de même que ses essais de déterminer Stroganov à accepter que la Porte lui remette, avec retard, la réponse écrite à la note russe du 6/18 juillet, intervention qui avait poussé le diplomate russe à lui adresser les lettres ci-dessus. Lützow faisait connaître à Metternich que face à l'irrévocable décision de Stroganov de quitter Constantinople il avait demandé aux autorités ottomanes d'éviter toute action qui aurait menacé « la sûreté personnelle

<sup>25</sup> Rapport à Metternich, n° 3 du 16/28 juillet 1821 (H.H.u.S.A., Russland, Berichte, 1821, f. 28—29, 39).

<sup>26</sup> Stroganov à Lützow, 15/27 juillet 1821, annexe du rapport de Lützow à Metternich, n° 99 A (H.H.u. S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 219).

<sup>27</sup> Stroganov à Lützow, 15/27 juillet 1821, annexes du rapport de Lützow à Metternich, n° 99 A (H.H.u. S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 209, 211—212).

de M. l'Envoyé et de toute la Légation de Russie », ce que les dignitaires ottomans n'hésitèrent pas à promettre <sup>28</sup>.

Mais l'aggravation de la situation ainsi que les instructions qu'il venait de recevoir de la part de Metternich (17 juillet) déterminèrent Lützow à demander une entrevue au Reis Effendi. A cette occasion il insista pour que la Porte reprenne ses relations avec la Russie et le Reis Effendi lui déclara que la réponse ottomane à la note russe du 6/18 juillet allait être transmise par l'un des généraux russes se trouvant tout près des frontières de l'Empire ottoman. Lützow demanda au dignitaire de la Porte que dans la rédaction de la réponse soit tenu compte des principaux points de la note russe, ceux-ci devant trouver dans le texte du document « la solution la plus complète ». Cherchant à rassurer l'internonce, le Reis Effendi l'annonça que le Divan n'avait pas l'intention de délivrer les firmans sollicités par Stroganov « parce qu'il ne voulait pas avoir l'air de consentir à ce départ inopiné », mais qu'en même temps l'on avait donné aux commandants des forteresses du Bosphore l'ordre de laisser passer « sans le moindre obstacle » les vaisseaux russes à bord desquels devaient s'embarquer Stroganov et sa suite <sup>29</sup>.

Lützow essaya aussi pendant les jours suivants de décider la Porte à devenir plus maléable, œuvrant pour éliminer le danger d'une guerre russo-turque, mais il se heurta à des difficultés évidentes, le Reis Effendi lui avouant, par ailleurs, ouvertement, ses sentiments d'hostilité envers Stroganov, que la Porte considérait comme « l'ennemi de son existence politique ». « La Porte lui a donc promis — se plaignait le dignitaire ottoman à Lützow relativement à Stroganov — que les églises pillées ou détruites seront reconstruites, aussitôt que les circonstances le permettront, mais il n'a pas été satisfait de cette promesse, il semble qu'il aurait voulu que je m'en aille moi-même, que je dépose mes habits, et que j'offre mes bras pour bâtir des églises aux Grecs ». Essayant d'apaiser l'irritation du dignitaire, l'internonce essaya de le convaincre sur la nécessité devant laquelle se trouvait la Porte de satisfaire aux desiderata des autres puissances. « Je déclarais au Reis Effendi — relatait le diplomate autrichien — qu'il fallait au monde chrétien une preuve parlante que la Sublime Porte accordait de nouveau à la religion chrétienne cette protection que la loi du prophète justifiait et qu'elle n'avait point refusé jusqu'au moment fatal où la flamme de la révolte et de la sédition s'était répandue dans les

---

<sup>28</sup> Lützow à Metternich, rapport n° 99 A du 30 juillet 1821 (H.H.u. S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 208).

<sup>29</sup> Lützow à Metternich, rapport n° 99 B du 30 juillet 1821 (H.H.u. S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 226—227).

Etats de Sa Hautesse ». Il avait recommandé le délivrement d'un firman en ce sens, mais les réponses et l'attitude du dignitaire ottoman ne l'avaient point satisfait, car celui-ci « eut l'air d'un homme esclave de la volonté ou des passions d'un supérieur dont les décrets n'admettent point de modifications ». Quant à la suggestion qu'il fit relativement à l'octroi d'une amnistie, Lützow essuya un autre insuccès, bien qu'il ait déclaré au Reis Effendi que la mesure qu'il préconisait « était celle et uniquement celle qui rétablirait la tranquillité et détruirait le plus tôt possible jusqu'au germe de la sédition et de la trahison ».

A cette même occasion, l'internonce aborda le problème des Principautés roumaines, demandant que la Porte manifeste à cet égard également le désir de rétablir l'état de choses antérieur. « J'engageais finalement le Reis Effendi — relatait Lützow — à mettre en vigueur ces mesures dans les deux principautés de Moldavie et de Valachie et d'essayer le système d'une sage clémence unie à une juste sévérité là où l'esprit de la révolte s'est manifesté le premier ; je lui fis envisager le succès d'autant plus certain que ces deux provinces étaient déjà militairement occupées par les troupes de Sa Hautesse, et que le grand nombre des habitants n'avaient jamais pris part aux plans extravagants et insensés des révolutionnaires de la Grèce ». Le Reis Effendi répondit en assurant l'internonce que les deux principautés seront confiées à l'administration des hospodars « dès que l'ordre et la tranquillité y seront rétablies », mais soutenant en même temps que « ces deux provinces se trouvaient encore actuellement en état de révolte et que des bandes d'insurgés infestaient encore ces contrées ». Le représentant de l'Autriche s'opposa à cette assertion, avouant au dignitaire turc son étonnement « puisque — avait-il déclaré — je savais Wladimiresko tombé sous la hache du bourreau... quant à Alexandre Ypsilanti, je pourrais garantir à la Sublime Porte que sa carrière était terminée et qu'il ne reparaitrait plus ». Mais le Reis Effendi ne se laissa pas convaincre par l'argumentation de Lützow, dévoilant en même temps dans sa réponse que l'Empire ottoman ne craignait pas tant une révolte qu'une éventuelle intervention de la Russie. A cet égard, il se montra tout surpris : « comment on pouvait constamment conseiller à la Sublime Porte de se désarmer et de dégarnir ses provinces tandis que la Russie avait un demi-million d'hommes sur pied et que des armées considérables entouraient de toutes parts les Etats de Sa Hautesse ». Lützow n'avait pas réussi à convaincre son interlocuteur des intentions pacifiques du tsar et dans le même temps il s'était convaincu du fait que « la Porte » croyait ne rien avoir à craindre de la part de la Russie et qu'« elle se croyait tellement forte de la justesse de sa cause qu'elle négligeait même ces ménagements et ces considérations qu'autrefois elle avait souvent poussés trop loin ».

Face à la situation constatée, l'internonce s'était décidé à concentrer ses efforts aux fins de déterminer la Porte à atténuer la teneur et la formulation de sa réponse à la note russe du 6/18 juillet. A cet effet, il rédigea une lettre officielle qu'il lut au Reis Effendi. Après l'avoir entendue, ce dernier déclara au nom de la Porte que le sultan « n'avait jamais douté de la sincérité et des dispositions amicales de l'Autriche envers l'Empire ottoman » et que la Porte considérait Lützow comme « un véritable ministre de paix », mais il renouvela les accusations à l'adresse du gouvernement tzariste. « Ypsilanti et ses coupables adhérents — déclara-t-il — ne nous sont-ils pas venus des fonds de la Russie ? Michel Souzzo et tous les autres chefs de cette criminelle sédition n'ont-ils pas été accueillis en Russie avec distinction et bienveillance ? N'avons-nous pas partout rencontré des sujets, protégés ou employés de Russie, dans les rangs de nos ennemis, ou bien même comme complices de la rébellion, que l'on nous suscitait dans notre intérieur ? »<sup>30</sup> Il était évident que les divergences entre l'Empire ottoman et la Russie tzariste s'étaient aggravées et que les efforts de l'Autriche n'allaient pas être couronnés de succès de sitôt. Mais si l'Empire des Habsbourg n'avait pas la possibilité de déterminer à cette date-là une reprise des relations diplomatiques russo-turques, il pouvait au moins agir en direction de l'écartement du danger de guerre contraire à ses propres intérêts.

Toujours le 5 août, Lützow présentait à Metternich un intéressant document, qui lui avait été transmis par Stroganov. C'était un rapport d'un agent secret du général Langeron, gouverneur général d'Odessa, concernant les événements des Principautés roumaines. Particulièrement significatif apparaît le fait que Lützow, lorsqu'il transmit ce rapport à l'ambassadeur britannique avec lequel ils avaient collaboré dans les démarches faites auprès de la Porte, se sentit poussé à éliminer les lignes où l'on relatait le passage d'Ypsilanti et de ses frères en Transylvanie. Le fragment éliminé spécifiait que les autorités autrichiennes avaient délivré le passeport à Ypsilanti « avant son entrée à la quarantaine » — affirmation de l'évident accord de l'Autriche quant au refuge du chef de l'Hétairie en Transylvanie. Les passeports d'Ypsilanti et de ses frères auraient été livrés « sous le nom de Paléologue et ses neveux et ensuite sous celui de Paléogénide ». En outre, il était montré qu'Ypsilanti, ses frères « et quelques domestiques », accompagnés aussi d'un officier autrichien, étaient passés par Sibiu et Timișoara, s'arrêtant à Arad pour attendre « les ordres du gouvernement autrichien sur leur destination ultérieure »<sup>31</sup>. L'élimi-

<sup>30</sup> Lützow à Metternich, rapport n° 100 A du 5 août 1821 (H.H.u.S.A., Türkei, Berichte 1821, f. 5-8).

<sup>31</sup> Lützow à Metternich, rapport n° 100 B du 5 août 1821 (H.H.u.S.A., Türkei, Berichte 1821, f. 87-88).

nation du passage mentionné, qui aurait poussé, certes, Stroganov à demander des explications désagréables à son collègue autrichien, démontre une fois de plus le parfait consensus de la Cour de Vienne au sujet de l'asile donné au chef de l'Hétairie sur le territoire autrichien.

Dans la lettre jointe au rapport communiqué par Stroganov, Lützwow mentionnait encore les remerciements adressés par le diplomate russe au Reis Effendi pour les mesures prises par celui-ci relativement au départ du ministre russe et signalait la rumeur de source ottomane sur « la très prochaine arrivée d'un nouveau ministre de Russie ». En outre, l'internonce signalait « plusieurs exécutions » qui avaient eu lieu à Constantinople — pour la plupart des Grecs qui avaient essayé de quitter la ville afin de rejoindre les Hétairistes — ainsi que des nouvelles de Morée, Samos et Canée concernant les conflits sanglants intervenus entre les Ottomans et les insurgés, nombre d'entre eux s'étant soldés par le succès de ces derniers <sup>32</sup>.

Le rapport de l'agent secret <sup>33</sup> complète les informations contenues dans les sources internes et d'autres sources externes — au premier chef les amples rapports du consul général Fleischhackl de Hakenau qui avait quitté Bucarest pour Sibiu par suite des événements, d'où il tenait au courant Metternich de l'évolution de la situation en Valachie <sup>34</sup>. Il mérite de comparer le rapport de l'agent secret aussi avec les amples relations de I. P. Liprandi qui, à la différence du rapport mentionné, ne justifie pas les actions de l'Hétairie contre Tudor, mais, au contraire, exprime une certaine estime à l'égard du dirigeant du mouvement de Valachie <sup>35</sup>.

Le rapport de l'agent secret est un « extrait des rapports sur les mouvements des troupes turques et des insurgés en Valachie », donc une synthèse de plusieurs rapports. La première information contenait une inexactitude, à savoir, que seulement le 16/28 mai l'on aurait appris à Bucarest « qu'un grand corps de troupes turques s'avancait vers cette ville », alors que dès le 13/25 mai les Ottomans se trouvaient à Oblești et le 14/26 mai à Copăceni, aux alentours de la ville, ce qui avait déterminé Tudor Vladimirescu et *bimbașa* Sava à sortir de Bucarest le 15/27 mai et non pas le 17/29 mai, ainsi qu'il est soutenu dans le rapport. En échange, les directions de retrait des deux corps d'armées sont conformes à la réalité. Mais le rapport parle de 4 000 pandours au lieu de 5 000 et de cinq canons

<sup>32</sup> *Ibidem*.

<sup>33</sup> Le rapport est annexé au rapport n° 100 A du 5 août 1821 (H.H.u.S.A., Türkei, Berichte 1821, f. 84—87). La première partie du rapport — jusqu'aux excès de l'armée d'invasion ottomane — a été publiée, sans commentaires, par Alfred Roth, *op. cit.*, p. 91—93.

<sup>34</sup> Voir I. Nistor — Dan Berindei, *Rapoarte consulare austriece (1812—1823)*..., p. 606 et les suiv.

<sup>35</sup> *Documente privind istoria României. Răscoala din 1821* (Documents concernant l'histoire de la Roumanie. La révolte de 1821), vol. V, Bucarest, 1962, p. 299, 425.

au lieu de six que possédait l'armée de Tudor Vladimirescu. A la différence de Liprandi, l'auteur de la synthèse soutient que le chef des pandours avait eu l'intention de se diriger vers Pitești pour « attaquer, à ce qu'on disait, le corps grec sous les ordres des capitaines Yorgaky et Farmaky, et tomber ensuite sur le corps commandé par le prince Ypsilanti lui-même, qui devait être simultanément attaqué par les troupes turques du côté opposé ». Liprandi émettait une opinion diamétralement opposée au sujet de Tudor Vladimirescu, soutenant que « pour ce qui est des intentions hostiles qu'il aurait eu envers les Hétairistes et du fait qu'il aurait quitté Bucarest animé de ces intentions, conformément à l'entente avec *Kehaia beï*, ce sont là des affirmations dépourvues de tout fondement »<sup>36</sup>.

Le rapport de l'agent secret du gouverneur général Langeron relate les événements enregistrés durant l'espace compris entre l'entrevue, à Golești, de Tudor avec Iordaky l'Olympiote, jusqu'à la mort du dirigeant de la révolte de Valachie, dans les termes suivants : « Le capitaine Iordaky, instruit des intentions perfides de Vladimiresko, alla avec son corps à sa rencontre et l'obligea à faire la paix avec lui et à promettre sous serment de verser son sang pour la cause des chrétiens ; mais à peine Iordaky l'avait-il quitté que Vladimiresko expédie un courrier au Pacha de la forteresse de Vidin pour lui demander de prompts secours afin de pouvoir attaquer les Grecs. Le capitaine Iordaky averti par Hadjy Prodano (Bosnian), qui commandait les Serviens et les Bulgares sous les ordres de Vladimiresko, des démarches du sludjar Vladimiresko, fit aussitôt intercepter ses lettres. Convaincu par leur contenu des intentions criminelles de Vladimiresko, Iordaky se rendit immédiatement à la tête de 400 hommes à Golești où se trouvait Vladimiresko, l'arrêta sans opposition et l'expédia garotté chez le prince Ypsilanti à Tirgoviște, où sans formes de procès il fut condamné à mort et exécuté »<sup>37</sup>.

Liprandi donne des informations complètement différentes quant aux résultats de l'entrevue de Golești, relevant que Nicolas Ypsilanti et le capitaine Iordaky l'Olympiote « ont essayé par tous les moyens de persuader Tudor d'agir à côté d'eux et de joindre ses forces à celles des hétairistes », mais que ce dernier demeura « inflexible », refusant de « changer le plan de sa révolte » (antérieurement, Liprandi avait montré qu'en procédant au retrait de son armée de Bucarest, Tudor avait visé à « rassembler toutes les troupes dispersées au-delà de l'Olt, à choisir un endroit propice et à attendre la fin des actions des hétairistes, qu'il considérait comme vouées à l'échec »)<sup>38</sup>. Liprandi soutenait encore que Vladimirescu

<sup>36</sup> *Ibidem*, p. 299.

<sup>37</sup> II H.u.S.A, Turkei, Berichte 1821, f. 84.

<sup>38</sup> *Documente privind istoria României. Răscoala din 1821*, vol. V, p. 298–299.



s'était engagé à secourir les hétairistes au cas où ils auraient été attaqués par les Turcs, mais qu'en réalité « il avait une intention tout à fait contraire » et qu'il aurait conservé « la neutralité »<sup>39</sup>. En fait, Vladimirescu avait voulu s'assurer la libre route vers l'Olténie, n'ayant nullement eu l'intention d'attaquer les hétairistes, car dans ce cas-là il aurait pu le faire à Golești même, où ses troupes étaient, au point de vue numérique, supérieures à celles commandées par Iordaky l'Olympiote<sup>40</sup>.

Le rapport fournissait encore des détails sur la lutte qu'on avait livrée le 27 mai/8 juin aux alentours de Tîrgoviște et pendant laquelle, alors que Duca s'était enfui, Colcotroni et Orphano « combattirent contre les Turcs, en tuèrent quelques-uns et sont parvenus à chasser leurs avant-postes consistant en 800 hommes »<sup>41</sup>. En échange, Liprandi parle d'une courageuse résistance opposée par Colcotroni dans le monastère de Nucet, mais aussi du fait qu'il s'y était retiré en profitant « tant de la pluie, que des ténèbres de la nuit »<sup>42</sup>.

Le retrait d'Ypsilanti à Rîmnic est expliqué dans le rapport de l'agent secret du gouverneur général Langeron par la nouvelle concernant le passage du *bimbașa* Sava du côté des Ottomans et par « les faux rapports donnés par le pusillanime Duca ». Il convient de relever la précision faite dans le rapport au sujet de la date préconisée pour le déclenchement de la lutte de Drăgășani entre les hétairistes et les Turcs, étant montré que « l'affaire devait avoir lieu le 8 juin ». Le plan n'avait pas été respecté du fait de l'attaque prématurée de Caravia — ce qui ne manqua pas d'être connu ; celui-ci, pris de panique devant l'ennemi, s'enfuit, provoquant la débandade dans l'armée hétairiste. Le rapport mentionne « la résistance héroïque » des Mavrophores, le vain effort d'Ypsilanti d'arrêter la déroute, son retour à Rîmnic, le passage à Cozia « dans l'intention de s'y retrancher et dans l'espoir de réunir ses troupes dispersées » et, finalement son refuge en Transylvanie. Le document relate ensuite le fait que Iordaky, Farmaky et Prodan « sont répandus chacun avec quelques centaines d'arnaoutes dans les districts montagneux de la Valachie, où il semble qu'ils sont déterminés à vendre cher leurs vies aux Turcs ».

« Les excès » ottomans — qui « n'ont en effet plus de bornes » — font l'objet de quelques pages du rapport de l'agent secret du général Langeron fondées sur les informations « données par plusieurs émigrés valaques ». « Le pillage et les massacres sont à l'ordre du jour » — est-il écrit dans le rapport — n'étant respectés « ni sexe ni âge », et les monastères

<sup>39</sup> *Idem*, p. 399.

<sup>40</sup> Voir Dan Berindei et Traian Mutașcu, *op. cit.*, p. 159–162.

<sup>41</sup> H.H u.S.A., Turkei, Berichte 1821, f 81

<sup>42</sup> *Documente privind istoria României. Răscoala din 1821*, vol. V, p. 311–312.

sont « le théâtre des profanations les plus révoltantes ». On rappelle également que les Turcs « font transporter avec beaucoup de célérité dans leurs forteresses une quantité de vivres et de bestiaux qu'ils rencontrent dans leur passage, de même que tout le sel que les fermiers avaient exploité aux salines ». On y précise également qu'à Bucarest les excès étaient moins nombreux, du fait de l'existence des autorités consulaires et de certains effectifs ottomans plus restreints, mais qu'en échange les actions de pillage étaient plus accentuées « aux environs de cette ville », où « plusieurs maisons des boyards sont ruinées de fond en comble ». Le rapport mentionne toutefois que « seulement à Bucarest et dans ses environs » il y a eu 2 000 victimes. La ville de Focșani fut incendiée et les envahisseurs « ont fait main basse sur ses habitants et surtout les femmes et enlevé comme esclave le fils d'un postelnik » ; au monastère de Gavanele furent massacrés 35 hommes et emportés 160 chevaux, étant demandés ensuite à l'abbé « des certificats de bonne conduite » ! Des céréales et du bétail furent emportés en masse des départements de Rîmnic, Buzău et Ialomița, où furent aussi incendiées « plusieurs maisons de campagne » et pris comme esclaves « deux petits boyards ». Plusieurs prêtres furent tués dans l'église et dans un village, massacrés « le postelnik Kivo, le postelnik Panajotti, son beau-frère, deux domestiques et plusieurs autres individus, et chemin faisant ils < les envahisseurs > ont livré à la mort la famille des boyards Episcopești, quoiqu'escortée par deux Turcs ». Au monastère de Viforita, le prêtre fut tué « au pied de l'autel » et les envahisseurs « ont violé devant le sanctuaire toutes les religieuses de l'hermitage ». A Balotești l'on assassina cinq hommes ; dans un village de Muscel — Roncalo ! — l'église fut incendiée, de même que le manoir du maître du domaine et toujours là furent pillés et tués 17 négociants qui essayaient d'atteindre la frontière avec la Transylvanie. A Cîmpulung les maisons et les églises furent détruites, et l'on est allé jusqu'à exhumer les morts et les jeter « loin de leurs sépulcres ». Le rapport ajoutait également : « On dit que les forêts sont remplies de cadavres dont le nez et les oreilles sont envoyés comme trophées à Constantinople ». On estimait que les armées d'invasion avaient tué 4—5 000 insurgés, mais que le nombre total des victimes se montait à 16 000.

En conclusion du rapport de l'agent secret l'on faisait des précisions quant au nombre des troupes ottomanes qui se trouvaient en Valachie — 20 000 ! — et l'on soulignait l'intention de la Porte de ne pas retirer ses unités durant l'hiver, de même que les mesures prises par le commandant ottoman pour assurer l'approvisionnement des soldats. Dans le même temps on informait qu'à son tour, l'Autriche avait renforcé

le cordon militaire au long de la frontière entre la Transylvanie et les Principautés, les effectifs autrichiens atteignant à 30 000 hommes <sup>43</sup>.

Entre-temps, Stroganov était parti vers Odessa et les représentants de l'Autriche et de l'Angleterre près de la Porte s'efforçaient d'atténuer le différend turco-russe afin d'éviter le déclenchement d'une nouvelle guerre. L'internonce faisait des démarches auprès de la Porte dans le sens des instructions reçues de la part de Metternich. Le 18 août, il annonçait avec satisfaction à Vienne « que le Divan n'a pas été sourd aux représentations et avis salutaires qui lui avaient été adressés par l'Auguste Cour Impériale ». L'internonce faisait connaître à Metternich que « la Porte a rendu un document dont l'histoire de cet Empire ne nous offre point de semblable » et qu'« elle a accordé ce qui semblait contraire à ses principes religieux, contraire à la loi islamique et répugnant tant aux usages de ce pays que, bien plus encore, au caractère fougueux et vindicatif de ses habitants ». Le firman promettait « la même protection » aux Grecs qui se soumettraient, « comme à tous les autres sujets fidèles de la Porte ». Mais si l'Empire ottoman se montrait disposé à cesser les actions répressives contre ceux qui allaient se soumettre, il ne manifestait pas autant de souplesse en ce qui concerne le problème de l'évacuation des Principautés et celui de la nomination des nouveaux princes, conditionnant la solution de ces problèmes de « la dispersion totale des bandes d'insurgés qui infestent encore la Valachie et la Moldavie » et de « la restitution des traîtres fuyards qui avaient été accueillis en Russie ». Lützwow faisait remarquer au sujet des extraditions prétendues par la Porte que « l'on aura de la peine à lui faire abandonner cette demande », ajoutant qu'une autre difficulté était constituée aussi par « le manque total d'individus qui mériteraient la confiance de la Porte et qui seraient dignes et capables à la fois d'occuper le poste élevé de Prince Hospodar ». L'internonce signalait le fait que tous ceux qui auraient été autorisés parmi les Phanariotes à occuper le trône étaient impliqués dans le mouvement grec de libération ou entretenaient des rapports avec la Russie. Il émettait l'hypothèse selon laquelle la Porte reviendrait à la formule des princes autochtones : « La Porte ne pouvant confier l'administration de ces Provinces à des Pachas, ne serait peut-être pas contraire à la remettre entre les mains d'un Hospodar qu'elle choisira parmi les boyards respectifs des deux Principautés, ce qui serait bien plus à sa place que cette administration d'un individu totalement étranger au pays qu'il est appelé à gouverner et où pour la majeure partie il semble ne connaître d'autre but que celui de le pressurer et de s'enrichir à ses dépenses » <sup>44</sup>.

<sup>43</sup> H.H.u.S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 85—87.

<sup>44</sup> Lützwow à Metternich, rapport n° 103 du 18 août 1821 (H.H.u.S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 65 et suiv.).

Dans la déclaration adressée à l'internonce par la Porte l'on fournit des détails sur la situation des Principautés, et l'on essaie de justifier la position de l'Empire ottoman. « Dans le moment actuel — décrivait-on les circonstances des Principautés — les rassemblements des rebelles sont à la vérité réduits à peu de choses, mais il y a encore des insurgés par-ci par-là qui paraissent inopinément même à présent et qui infestent le pays dans des endroits où à peine la tranquillité paraît rétablie ». « Les commandants de la Sublime Porte — ajoutait la déclaration — se font un devoir d'aller à la recherche de ces insurgés éparpillés et la Providence s'est montrée favorable au but salutaire qu'ils se sont proposé de nettoyer entièrement ces contrées des rebelles »<sup>45</sup>.

Le 25 août 1821, l'internonce Lutzow envoyait encore un ample rapport à Metternich, où il débattait la situation politique compliquée des milieux diplomatiques de Constantinople. Lutzow exprimait sa reconnaissance pour les appréciations élogieuses du tsar à l'égard de son activité, mais il essayait en même temps de défendre ses collègues, représentants d'autres puissances, contre les inculpations que l'empereur Alexandre I<sup>er</sup> avait formulé à leur égard, relevant, également que lui — Lutzow — s'était efforcé « de maintenir l'accord le plus parfait avec les ministres des Cours qui forment la grande Alliance Européenne, convaincu d'encourir la désapprobation la plus marquée en n'agissant point dans le sens de cette union ». Lutzow considérait que la position de la Porte avait subi une modification dans le sens souhaité par la Russie, le dernier mémoire adressé à l'Autriche — qu'il avait communiqué une semaine auparavant — attestant de la part de l'Empire ottoman « le retour à un ordre des choses qui est conforme aux demandes renfermées dans la note du ministre de Russie du 6/18 juillet. L'internonce soutenait même que la Porte était disposée à un retrait de l'armée d'occupation des Principautés, n'exigeant plus l'extradition des révoltés grecs réfugiés au sud de la Russie, si on pouvait » lui donner la certitude que les armées russes n'y entreraient point le moment après pour faire valoir des droits que la protection sur ces provinces, garantie à Sa Majesté l'Empereur de Russie par les traités, pourrait justifier ». Mais lorsque le Reis Effendi lui avait donné à comprendre que la Porte accepterait le retrait de ses troupes si une puissance lui garantirait que l'Empire tsariste n'agirait pas sur le plan militaire contre les Principautés, Lutzow, en rougissant, n'avait pas osé engager l'Autriche à cette garantie, qui dépassait ses propres instructions, vu surtout qu'il considérait encore avec un certain scepticisme les intentions pacifiques du tsar. L'internonce ajoutait que

---

<sup>45</sup> Déclaration de la Porte adressée au comte Lutzow, annexe du rapport de l'internonce à Metternich n° 103 A du 18 août 1821 (H.H u.S.A., *Turkei. Berichte* 1821, f. 111).

la Porte avait fait la même communication à l'ambassadeur d'Angleterre et il soulignait à nouveau le caractère unitaire des actions diplomatiques exercées par les représentants de l'Autriche, de l'Angleterre, de la France et de la Prusse sur l'Empire ottoman <sup>46</sup>.

D'ailleurs, précisément pour attester ces faits et présenter à son gouvernement une image plus complète de l'activité diplomatique déployée à Constantinople, Lützow envoya à Vienne une copie d'après une lettre de Strangford du 26 août, où l'on posait à nouveau le problème de la garantie exigée par la Porte pour évacuer ses armées des Principautés <sup>47</sup>, ainsi que la copie d'une note adressée à l'Empire ottoman par la Prusse le 28 août <sup>48</sup>. Ce dernier document, de plus grande ampleur démontrait, que toutes les puissances agissaient de manière unitaire envers la Porte. Le chargé d'affaires de la Prusse déclarait à la Porte qu'il lui avait attiré l'attention sur « les dangers imminents auxquels la S. Porte s'exposait en ajoutant les périls inséparables d'une guerre avec la Russie aux calamités déjà trop accablantes de la guerre civile », vu surtout qu'il considérait « le maintien de la paix extérieure comme la seule et unique base solide de la prospérité future de l'Empire ottoman ». Le représentant de la Prusse plaidait ensuite en faveur de l'évacuation des Principautés, car le maintien de l'occupation de celles-ci « serait évidemment contraire à l'esprit et à la lettre des Traités » et demandait la nomination des nouveaux princes, en essayant d'apaiser les appréhensions de la Porte au sujet d'une éventuelle pénétration des armées russes dans les Principautés. Dans la partie finale de sa note, il insistait « sur la nécessité absolue de séparer la question de l'évacuation des Principautés de celle de l'extradition des transfuges ».

Mais au cours du mois de septembre, les espoirs de l'internonce de l'Autriche et des autres représentants accrédités près la Porte quant à une proche solution de l'état de tension en Europe orientale s'avèrent illusoire. L'Empire ottoman exigea à nouveau l'extradition des insurgés grecs réfugiés en Russie et ne se contenta pas de recevoir des assurances

---

<sup>46</sup> Lützow à Metternich, rapport n° 101 E du 25 août 1821 (H.H.u.S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 145—148).

<sup>47</sup> Strangford à Bagot, 26 août 1821, annexe du rapport de Lützow à Metternich, n° 105 F du 10 septembre 1821 (H.H.u.S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 185); des fragments de la lettre ont été publiés par N. Iorga, *op. cit.*, vol. II, p. 594—595.

<sup>48</sup> Note prussienne adressée à la Porte le 28 août 1821, annexe du rapport de Lützow à Metternich n° 105 F du 10 septembre 1821 (H.H.u.S.A., Turkei, Berichte 1821, f. 187—190); des fragments de la note ont été publiés par N. Iorga, *op. cit.*, vol. II, p. 595—597.

que l'Empire tsariste n'occupera pas les Principautés par suite de l'évacuation des armées ottomanes de celles-ci. La crise qui, vers la fin du mois d'août 1821, semblait s'approcher d'un dénouement pacifique, se prolongea, n'étant solutionnée que partiellement pendant l'année suivante, comme suite de la nomination des princes autochtones. Ce n'est qu'en 1824 que la Russie désigna un nouvel ambassadeur à Constantinople, mais l'état de tension russo-turque ne prit fin — d'ailleurs seulement pour quelques décennies — qu'après la guerre de 1828—1829 et la conclusion de la paix d'Andrinople.

## RELATIONS ROUMANO-ALBANAISES À L'ÉPOQUE DE LA RENAISSANCE ET DE L'ÉMANCIPATION DU PEUPLE ALBANAIS, II

SAVA IANCOVICI

### VI. LA PRESSE ALBANAISE EN ROUMANIE

A l'époque de la Renaissance albanaise, la presse a joué un rôle important comme moyen d'agitation et de propagation de la culture. Au dernier quart du siècle passé et durant les premières années du XX<sup>e</sup>, dix hebdomadaires albanais ont paru en Roumanie.

La première feuille albanaise de Roumanie est « *Drita. Jurnal literar și politic* », qui commence à paraître le 15 mai 1887 à Brăila, représentant la succursale de la Société *Drita* à Bucarest. Le journal est publié exclusivement en roumain. Comme nous l'avons vu plus haut, peu avant la date de sa parution, les dissensions parmi les membres de la *Drita* de Bucarest avaient déjà commencé, ce qui a eu pour conséquence l'élection du nouveau comité sous la présidence de V. A. Urechiă. Le 20 mai, ce comité avait envoyé (sous la signature de D. Butculescu) une lettre à la succursale de Brăila pour demander la suppression de la feuille « *Drita* » ou le changement de son nom, car « une telle publication est dangereuse pour tous les Albanais, surtout pour ceux de Turquie ». Nous ne sommes pas informés sur les problèmes politiques soulevés par le premier numéro du journal<sup>169</sup> ; on lui reproche de « traiter plus de questions politiques que de choses qui nous intéressent ici et toute la nation albanaise »<sup>170</sup>.

---

<sup>169</sup> Manque dans la collection de la Bibliothèque de l'Académie. Mais on sait qu'il a été publié en 1 000 exemplaires. D'après certaines informations ultérieures on apprend que le journal écrivait, entre autres, que la cité de Brăila avait été désignée « comme berceau d'une société culturelle albanaise ».

<sup>170</sup> Phrase insérée dans la lettre mentionnée du 20 mai, publiée dans le journal « *Cooperatorul român* », conduit par D. Butculescu, n<sup>o</sup> 21/24 mai 1887. Le concept de la lettre dans la collection *Drita*, n<sup>o</sup> 17, aux Archives de l'Etat de Bucarest. Le 7 mai 1887, Butculescu signait une lettre à Konst. Zappa, sur une feuille à l'en-tête de *Societățile și Expozițiunile cooperative* (Coll. *Drita*, doc. 14 orig.).

La rédaction du journal répond sur un ton révolté que la gazetta « Drita » n'appartient plus à la Société culturelle albanaise *Drita*, mais qu'elle « est indépendante, sous la présidence de son propre Comité de rédaction et toute la documentation publiée nous intéresse exclusivement... »<sup>171</sup>. Malgré l'affirmation que le nom de « Drita » ne puisse être le monopole de personne, à son troisième numéro (1<sup>er</sup> juin 1887) la gazette s'appelle « Lumina » (Lumière), le même titre traduit en roumain. Dorénavant, malgré un nouvel essai de polémique avec la centrale, la gazette s'abstient d'écrire quoi que ce soit sur le problème des Albanais et jusqu'à son dernier numéro (11 du 12 décembre 1887) elle ne s'occupe plus que de problèmes intéressant la ville de Brăila.

Les débuts de la presse albanaise en Roumanie ont donc été modestes et difficiles ; tout comme au début l'organisation a eu à souffrir des incertitudes et des ambitions soit individuelles soit collectives. Les dissensions d'entre les membres de la colonie ont mis leur empreinte sur les débuts et l'évolution de la presse albanaise.

Le second journal albanaise de Roumanie est, « Sqipetari-Albanesul ». Il paraît le 7 août 1888 en albanaise et roumain ; les 44 numéros de ce journal (albano-roumain) à titre symbolique se succèdent comme suit : août 1888 — 26 juillet 1889 ; 12 janvier 1890 ; 9 janvier — 15 février 1899 ; 8 juin — 14 novembre 1903<sup>172</sup>.

Longtemps cet hebdomadaire paraîtra sous la « rédaction d'un comité », étant, au fond, un organe de la *Drita* de Bucarest. Il est évident que le journal a été dirigé par N. N. Naço, malgré le fait que son nom en tant que directeur n'apparaît sur l'en-tête qu'à partir du numéro 30, donc en 1899. D'ailleurs, les initiés parmi les contemporains étaient au courant dès le début de ce fait. La « Gazeta Macedoniei », par exemple, définissait très bien le rôle de Naço et celui de « Sqipetari » en écrivant que Naço, « par la publication du journal "Sqipetari" en 1888 à Bucarest, a aidé à la formation d'un langage polémique en albanaise »<sup>173</sup>.

A partir du numéro 28/1890, le journal adopte un plus petit format, gardant le même nombre de pages (quatre), et les informations

<sup>171</sup> Le journal « Drita », n° 2/1887, p. 1.

<sup>172</sup> Numéroté comme suit : 1—30 (9 janvier 1899). Le n° 29 manque de la collection de la Bibliothèque de l'Académie. La collection est reprise avec le n° 2 (17 janvier 1899) — n° 4/15 février 1899. La parution du journal a été interrompue plus de trois ans. Il reprend son activité le 8 juin 1903, avec les numéros 1—11. Il était publié dans la typographie de P. Cucu. Toutes ces interruptions sont dues aux avatars de la *Drita* dont dépendait ce journal.

<sup>173</sup> « Gazeta Macedoniei », n° 9/29 mars 1897, p. 3. Le journal reprend cette phrase de « Albania », Bruxelles, n°1/897, p. 8.



sont publiées cette fois-ci en albanais, français et roumain<sup>174</sup>. Le journal change également de motto<sup>175</sup>.

Le journal « Sqipetari » demeure tout le temps philo-ottomane et antihellène, d'après les directives de N. N. Naço. D'un esprit parfois excessivement combatif, le journal entre en polémique avec les Grecs et les grécisants albanais et aroumains ; il mène une campagne contre la politique tsariste<sup>176</sup>, contre la politique contraire aux Albanais des Balkans, de Bulgarie et de Serbie, critiquant même les autorités de Roumanie. Toutefois, en tenant compte du fait que la Porte avait reconnu la *Drita* en tant qu'organisation légale et qu'on ne pouvait pas risquer de provoquer des persécutions contre les Albanais, les critiques adressées à la Porte demeuraient prudentes. C'est ainsi que, adoptant une attitude apparemment hostile aux tendances de désintégration de la Turquie, le journal se permettra néanmoins d'avertir très clairement (en 1903) qu'il ne cessera de demander l'application de la Constitution de 1876, de Mithad-pacha (donc prenait partie pour les réformes). Au cas contraire, précisait le journal à une autre occasion, « nous nous adresserons à la haute instance diplomatique de l'Europe »<sup>177</sup>. Cet « *unique et premier journal en langues albanaise et roumaine* » (souligné par nous) persévère avec force dans sa lutte pour améliorer la situation des Albanais. « *Notre gazette, l'unique en langue nationale* (notre soulignement), est à la disposition de tous les Albanais qui désireraient y publier leurs doléances ainsi que les souffrances causées par les intrigues étrangères »<sup>178</sup>. Le journal insiste fréquemment sur l'hospitalité que les Albanais ont trouvée en Roumanie<sup>179</sup>.

<sup>174</sup> Dimitrie Făţea est désigné maintenant comme gérant responsable. Le siège de la rédaction a été successivement 6, rue Doamnei; 86, rue Teilor; 5, rue Colţei.

A sa reparation en 1903, toujours sous la direction de Naço, le journal compte six grandes pages, imprimées cette fois-ci 3, rue Academiei. Les rubriques apparaissent toujours en trois langues.

<sup>175</sup> Au début le journal comportait, en guise de motto, la précision suivante : « Del mjé here ne jeve urdherit te ne pleqesie (Apparaît chaque semaine sous les soins du Comité) A droite : Ndrite qe te jeş (Frappe et on t'ouvrira). En commençant avec le numéro 28/1890, à la gauche du titre, la mention suivante : Godit te te hapin/Thire te te digjojne Kerke tete japin (Crie, pour que l'on t'entende/Demande pour que l'on te donne). A la droite du titre : Ndritu qe te jeş / Duaj qe temundeş / Puno qe të keş (Apprends pour que tu puisse vivre / Désire pour que tu puisse / Travaille pour avoir).

<sup>176</sup> Entre autres, le journal raconte en détail le cas de Isac de Dibra, retenu par les Turcs comme agent russe. En fait, il s'agit de Isaiya Majovski, connu sous le nom de Radev ou Radulev, ainsi que sous le nom de guerre de Isaac R. Obşti, qui conduit à un moment donné un groupe de 15 *komitadji* albanais, aux environs de Dibra. Il est arrêté par les Turcs en janvier 1889, en même temps que l'albanais Maliç. En 1890 il agit de nouveau, en compagnie du révolutionnaire macédonien Bone Gherghiev (I. G. Senkevici, *Dokumenti od istorijala na Makedonija vo arhvata na M. A. Hitrovo*, « Glasnik na Institutot za natsionalna istoria, Skopje, n° 1, 1965, p. 183 ; Idem, *Novi materiali ot arhivot na M. N. Hitrovo, ibidem*, n° 2, 1966, p. 113-118).

<sup>177</sup> « Sqipetari », n° 2/1899, p. 1.

<sup>178</sup> N° 1/1888, p. 2, sous le titre « Ce que nous demandons et ce que nous désirons ? »

<sup>179</sup> « Nous les Albanais, un petit nombre établis en Roumanie, le pays le plus hospitalier de l'Orient, pays du progrès et de toutes les libertés, tenant compte de ses lois et de ses institutions, nous avons fondé, en 1884, la société culturelle *Drita* ». (« Sqipetari », n° 1/1888, 1).

Dès sa parution, « Sqipetari » a eu un grand nombre d'abonnés dans le pays : Bucarest, Brăila, Călărași, Medjidia, Corabia. Inusuf-bey Ali, leader albanais de Sofia, avait réussi à abonner plus de trente personnalités remarquables parmi les Bulgares, dont le premier ministre Stamboulov ; de même, le Comité de rédaction des gazettes « Svoboda » et « Narodni Prava ». Il y avait également des abonnés à Varna et Roustchouk. « Sqipetari » était également connu par quelques albanologues d'Europe, tels le prof. Jan Jarník de Prague et Gustav Weigand de Leipzig, qui félicitèrent, par écrit, les Albanais de Bucarest pour la société *Drita* et sa gazette en albanais<sup>180</sup>.

Il faut noter également que c'est dans les pages de « Sqipetari » que débute le poète albanais Lono-Logori. Aleks Stavri (connu en littérature sous le nom de Asdreni), un des poètes les plus célèbres de la Renaissance albanaise, a joué un rôle très efficace dans la parution de « Sqipetari »<sup>181</sup>.

Le troisième hebdomadaire, dans l'ordre de la parution, a été « Alvano-Makedonia », propriété de *Steflu al Damciu Makedon et Co*. Il devait être imprimé en grec et en albanais. Le seul numéro, paru le 25 décembre/6 janvier 1893, a été confisqué.

« Albanezul-Sqipetari », journal littéraire, instructif et éducatif commence à paraître à Bucarest le 6 janvier 1895, justement à l'époque où l'autre « Sqipetari » ne paraissait plus depuis longtemps. Ce journal était publié par les soins d'un « groupe de professeurs roumains et albanais » sous la présidence de C. Predescu. En fait, ce journal était l'organe de la société *Dituria*. Il paraissait en roumain et en albanais, sur quatre pages<sup>182</sup>.

Le journal « Albanezul » définissait comme suit son but : « une nation sans presse est aveugle, sourde et muette, car elle ne voit rien, n'entend

<sup>180</sup> N. N. Naço continuera sa correspondance avec le prof. Jan Jarník C'est ainsi que nous apprenons qu'on envoyait à Jarník le journal « Sqipetari » de Bucarest et que celui-ci avait envoyé à Naço un abécédaire et une grammaire de la langue albanaise (Tr. Ionescu-Nișcov, *Jan Urban Jarnik et la colonie albanaise de Roumanie à la fin du siècle dernier*, dans « Revue des études sud-est européennes », Bucarest, tome VII/1969, n° 4, p. 666—670).

<sup>181</sup> Originaire de Drenova, Asdreni arrive à Bucarest en 1889, où il entretient des relations plus étroites avec N. N. Naço qu'avec ses compatriotes. Il suit les cours de l'École d'études politiques, prenant contact aussi avec le mouvement démocratique de Roumanie. Asdreni publie à Bucarest, entre autres : *Rézé Djelli*. *Vjersha lirike*, Bukureshti, Shtyeshkrim « Perghitheshme » 1904, 224 p. ; *Endra e Lote*, *Vjersha*. Bukureshti, typo. Gutenberg, 1912, 248 p. (Le livre contient aussi des vers en grec).

<sup>182</sup> Les colonnes I et III de la page sont en roumain, les colonnes II et IV sont en albanais. Le n° 8 est entièrement en roumain « à cause de la richesse du matériel ». A gauche du titre, la devise en deux langues : « Prin virtuți națională / Ne distingem d'animale » — « Ngaj te kombit te mira qi bojme / Prej kafsheeve të ndrojmë » (Par les vertus nationales / Nous sommes différents des animaux). De l'autre côté du titre : « Fă binele cînd trăiești / Că altfel te păcălești » — « Bej te mire qe kur pon / Se tjtärerë soje pëson » (Fais de bonnes actions dans la vie / Si tu ne le fais pas, tu sera berné).

La typographie qui imprimait le journal appartenait à Motzățeanu et Lambru ; elle avait une section albanaise « avec tout le nécessaire et prête, à tout moment d'imprimer en albanais et en caractères adoptés en Albanie n'importe quelle étude ».

rien et ne peut pas s'exprimer »<sup>183</sup>. Il s'agit évidemment des Albanais car : « entre toutes les nations européennes, la pauvre Albanie est la seule sans ressources de culture et de lumière ».

Les huit numéros parus<sup>184</sup> de « Albanezul-Sqipetari » sont écrits dans un style sobre, sans caractère polémique ; ils traitent des problèmes de la *colonie albanaise de Roumanie*, des exigences culturelles du peuple albanais. Demandant à la jeunesse albanaise d'organiser des sociétés culturelles et d'envoyer des informations sur les nouvelles « entendues et cueillies des milieux populaires » le journal cite un fragment de l'hymne roumain sur l'Union.

Le journal « Albanezul » était envoyé « aux Roumains connus et cultivés » dans le but de « mettre en évidence le passé, les qualités et les droits du peuple albanais ». Les nombreux lecteurs de la Capitale, ainsi que ceux de Brăila, Roman, Bacău, Constanța, de Korça et de Grèce ont écrit à la rédaction en saluant la parution du journal. Eftimie S. Kantili écrivait qu'« il est temps de nous réveiller du long sommeil de notre indifférence »<sup>185</sup>.

Le vide qui survint dans la presse albanaise de Roumanie après la disparition de « Albanezul » a été comblé, entre le 10 mai 1897 et le 30 mars 1898 par la gazette « Sqiperia », éditée sous la direction du patriote Visar Dodani. Cette publication paraissait en albanais avec, parfois, certains articles en grec. Fait exception l'éditorial du premier numéro, la rédaction ayant décidé que c'était de « son devoir » d'exprimer en roumain sa reconnaissance envers ce pays pour « l'aide et la sympathie » qu'il avait témoignées envers le peuple albanais<sup>186</sup>. Parfois le journal donne des informations en français<sup>187</sup>. Thoma Avrami, éditeur de journaux albanais, y publie ses vers et Ioan Mihali-Lehova en fait de même.

Cette publication se considère indépendante et affirme n'avoir rien de commun avec la société *Dituria*.

Dans son ensemble, le journal est d'un niveau assez élevé. Il s'adresse, sur un ton énergique, à la Porte en plaidant la cause albanaise. Le peuple albanais, écrit « Sqiperia », « est le plus persécuté, le plus maltraité par

<sup>183</sup> N° 1/1895, p. 2.

<sup>184</sup> Le dernier numéro apparaît le 1<sup>er</sup> janvier 1896.

<sup>185</sup> N° 7/1895, p. 1.

<sup>186</sup> Le titre du journal est suivi de la précision : « Flete e perjaveshme. Del nga ana e nje Komiteti. Per pajtimet, arketar eshte ». Entre les lignes : « Shpresa te nglhal. Desprimi te shuan ». Un peu à droite, en français, la maxime de M. Nordau : « La langue est en réalité l'homme même ».

Ont paru au total 39 numéros.

<sup>187</sup> De pareilles informations se trouvant dans les n°s 10/12 juillet 1897, p. 4, 20/10 septembre 1897, p. 3. La documentation en langue française devient plus fréquente à partir du mois de novembre 1897 et regarde en premier lieu les événements du territoire albanais.

le gouvernement turc. Le développement de la culture dans notre langue nous est interdit, nous ne jouissons d'aucun des privilèges dont jouissent les autres peuples de l'Empire ottoman »<sup>188</sup>.

Il paraît que Dodani et d'autres encore groupés autour de ce journal se sont orientés vers la Serbie<sup>189</sup>.

Le journal « Sqiperia » était connu à Corfou, Skodra, Korça, Jannina, Philippopoli, Rome, Athènes, Bruxelles. En Roumanie il était lu surtout à Bucarest, Brăila, Tulcea, Constanța. Il paraît que les autorités turques contrôlaient de près sa diffusion. L'interdiction de distribuer en Albanie la « Sqiperia » éditée en Italie, visait également le journal du même nom paru à Bucarest. Albert Ghica mentionne que la feuille « L'Albanie » de Bruxelles venait en fait remplacer « Sqiperia » de Bucarest, étant donné que les consuls turcs en Roumanie<sup>190</sup> avaient insisté pour que celle-ci soit suspendue.

« III-I Shqipetarise » est un journal qui, conformément à certaines sources<sup>191</sup> a paru à Bucarest en 1898 par les soins de l'avocat Demetrio K. Illio. La plupart des informations étaient publiées en albanais, d'autres en français et en grec<sup>192</sup>.

La même année, Dervish Hima (Ibrahim Mehmet Noxhiu, de son vrai nom) avait eu à Bucarest l'initiative du journal « L'indépendance albanaise » transféré en 1899 à Rome, sous le nom « Albania »<sup>193</sup>.

<sup>188</sup> N° 28/15 novembre 1897, p. 4.

<sup>189</sup> Quelques notes sans date émanant de la Police de Bucarest nous renseignent sur la « Liste des Albanais rassemblés à Bucarest pour établir avec les Serbes une entente concernant une révolte en Albanie ». La séance qui a eu lieu ces « jours-ci » avec la participation du secrétaire de la Légation de Serbie, Živković, aurait été convoquée après le retour de Meksi de Belgrade. C'est là qu'il aurait arrangé que la Serbie offre des armes et les Albanais provoquent, le moment venu, la révolte en Albanie. Il est mentionné qu'à cette séance secrète, qui a eu lieu dans la maison de Sotir Tarpo, ont pris part : Vasil Tarpo, Pandeli (probablement Vangjeli), le docteur Bilbil, Erakli Duro, Hristu Dukani, Visko Dodani et Meksi (sur une autre feuille de papier se trouve mentionné aussi le nom de Naço (Bibl. de l'Académie roumaine, section des manuscrits, archive D. A. Sturza, VI/125–128).

La mention, près du nom de V. Dodani, qu'il était propriétaire du journal albanais « Sqiperia » nous aide à dater cet intéressant événement dans la seconde moitié du mois d'octobre 1897. Au mois de novembre, la « Gazeta Macedoniei » écrivait que « Sqiperia » avait proposé aux Serbes une action commune.

<sup>190</sup> Prince Albert Ghica, *L'Albanie et la question d'Orient (Solution de la question d'Orient)*, Paris, 1908, p. 280.

Il s'agit de « Albania. Revue mensuelle albanaise de littérature, linguistique, histoire, sociologie », Bruxelles, 1897. Pendant que le siège de la revue se trouvait à Bruxelles (Trank Spiro), son secrétariat, dirigé par Visko Babasi, se trouvait à Bucarest. Ont paru trois numéros. Elle a été soutenue, du point de vue matériel, par la *Dituria* de Bucarest, par le poète Toma Abrani, par Ioan Kuneshka de Bucarest et par le D<sup>r</sup> Temo, établi à Medgidia.

<sup>191</sup> Le journal « L'Albanie » de Lausanne, bien informé sur la vie de la colonie albanaise de Bucarest, cite le journal avec ce titre parmi ceux qui ont été édités ici (n° 6/1915, p. 42). Il est difficile de croire que cette feuille a pu paraître jusqu'en 1900, compte tenu du fait qu'aucun exemplaire ne s'est gardé dans les archives publiques.

<sup>192</sup> Un journal albanais avec le même titre avait paru un an auparavant à Carigliano-Calabrese en albanais et en français.

<sup>193</sup> Les informations sont indirectes : aucun exemplaire de cette feuille ne s'est gardé en Roumanie.

En 1903 eurent lieu en Turquie d'importants troubles liés à la mise en œuvre des réformes promises. En Macédoine et en Bulgarie ces troubles ont été à l'origine de la grande insurrection d'Ilinden (juillet). L'écho de ces troubles de Macédoine, à propos des réformes, sera très fort en Roumanie. A Bucarest prit naissance une publication appelée « Reforme ». Ce fait suggéra au patriote albanais Thoma Avrami<sup>194</sup> l'idée de publier à Bucarest le journal intitulé « Përlindja Sqipëtare — La renaissance albanaise », en français et albanais, dont parurent quatre numéros, entre le 15 mai et le 25 juillet 1903. Le journal avait comme motto : *Sqipërija e sqipetarevet — l'Albanie aux Albanais*<sup>195</sup>. Attirant l'attention sur le fait que toutes sortes de propagandes étaient admises dans l'Empire ottoman, excepté une propaganda albanaise, le journal « Përlindja Sqipëtare » déclare que les Albanais demandent « que la nation albanaise soit reconnue une fois pour toutes ; qu'on permette le développement d'une culture en albanais, comme c'est le cas pour d'autres nations »<sup>196</sup>.

Comme l'opinion publique européenne croyait que les Albanais s'opposaient aux réformes, sans comprendre un tel point de vue, le journal s'était chargé d'expliquer les doléances des Albanais. C'est ce qui explique le fait que la plupart des informations étaient publiées en français. Ceux-ci informaient les lecteurs que les Albanais ne s'opposaient pas aux réformes, mais s'élevaient contre leur application partielle, notamment sur une partie seulement (le nord) du territoire albanais, ce qui était injuste envers les Albanais et favorables aux Serbes. Mais, demande le journal en s'adressant aux puissances de l'Europe : « Qu'a fait l'Europe pour les Albanais depuis le temps que ceux-ci protestent contre le gouvernement ottoman qui leur interdit une culture dans la langue maternelle ? »<sup>197</sup>.

Nous ajouterons ici quelques informations concernant le journal « Atdheu », qui commence à paraître le 1<sup>er</sup> août 1912, en langue albanaise, comme organe de la filiale de la *Bashkimi* de Constanța<sup>198</sup>. Le journal paraissait sous la direction de Ioan Mihali Lehova<sup>199</sup> ; il eut, entre autres, la collaboration d'Asdreni et de Loni Logori.

<sup>194</sup> Thoma Avrami, poète albanais, animateur de la presse albanaise. En dehors de « Përlindja Sqipetare » de Bucarest, il a été aussi l'imitateur du journal « Vetetimi » à Sofia (1903) ; il a publié plus tard la revue « Besa » (au Caire).

<sup>195</sup> Organe albanais bi-mensuel. Publié sous la direction d'un comité. Siège de la rédaction : 3, rue Inocenției. Gérant responsable N. Voicu. Publié en quatre pages de grand format. Annonçant la parution de cette feuille albanaise, le journal « Reforme » lui exprimait ses vœux de réussite (« Reforme » n° 12/26 mai 1903, p. 4).

<sup>196</sup> N° 4/25 juillet 1903, p. 1.

<sup>197</sup> N° 1/15 mai 1903, p. 1.

<sup>198</sup> Titre intégral du journal : « Atdheu. Mpron té drejbat e Kombit Sqipetar ». Il paraîtra jusqu'au 15 octobre 1914, à partir du mois d'avril, même année, il paraîtra à Durazzo et puis, immédiatement, à Shkodra.

<sup>199</sup> Ioan (Iani) Mihali-Lehova avait été en 1898 secrétaire du cercle des étudiants albanais à Bucarest (critiqué par N. N. Naço), que dirigeait Derviş-Hima. Il devient, plus tard, président de la filiale de la société Bashkimi de Constanța.

Avec son caractère littéraire et son orientation générale patriotique, paru au moment où l'on préparait l'insurrection générale en Albanie, peu avant la proclamation de l'indépendance, ce journal dépasse l'époque de la Renaissance albanaise, celle qui a préparé la libération.

Les neuf journaux que nous avons présentés constituent la presse albanaise entre 1887—1912 <sup>200</sup>, donc au début d'une action plus intense d'émancipation de la part des colonies albanaises de Roumanie et d'autres pays, et au moment où des événements décisifs d'Albanie feront de ce pays le centre du mouvement albanais <sup>201</sup>.

Les journaux parus en Roumanie ont été éphémères, leur durée ne dépassant pas quelques mois — à l'exception de « Sqipetari » (organe de la *Drita*) qui a paru 15 ans, par intermittence ; en réalité il n'a été actif que trois années. L'absence de cet important journal albanais durant neuf ans (1890—1899) a été compensée par la parution de « Alvano-Makedonia, Albanezul-Sqipetari » (organe de la *Ditura*) et de « Sqiperia », publiés successivement le long de cette période. Après 1903, quand « Sqipetari » cessera définitivement de paraître, la presse albanaise de Roumanie continuera d'exister par « La Renaissance albanaise » et puis par « Viața albano-română » et finalement par « Atdheu » de Constanța. On peut donc parler d'une continuité (sauf d'importantes interruptions) de la presse albanaise de Roumanie.

A l'exception du journal « Drita » (de Brăila) et du « Sqipetari » conduit par N. N. Naço, les deux organes de la *Drita*, ainsi que de « Atdheu », aucun des autres journaux albanais dont nous avons parlé plus haut ne se considère comme appartenant à une organisation albanaise de Roumanie. Toutefois, même si les journaux albanais paraissent en général « sous la rédaction d'un comité » il n'est pas difficile de s'apercevoir que derrière ces comités se tenait un groupement ou l'autre des Albanais de Roumanie.

Un trait commun à la presse albanaise est représenté, d'une part, par les efforts d'informer les Albanais et, de l'autre, de gagner et de mobiliser l'opinion publique de Roumanie et d'autres pays pour la cause albanaise. C'est dans ce but que la presse albanaise de Roumanie a adopté la méthode appliquée par la plupart des journaux albanais d'autres pays, de publier leur documentation dans plusieurs langues : albanais, roumain, grec, français.

Toutes ces publications ont fait naître et s'approfondir l'amitié et la collaboration roumano-albanaïses. D'ailleurs de nombreux membres

<sup>200</sup> Sur un dixième journal, « Viața albano-română » (1909—1910), on en parlera plus tard.

<sup>201</sup> A cette époque parurent à l'étranger 40 journaux albanais. Dans les pays voisins, les débuts de la presse albanaise sont encore plus tardifs.

des comités de rédaction, parfois même les rédacteurs responsables, étaient roumains ou du moins portaient des noms roumains.

Aucun des journaux mentionnés n'adopte un programme antiottoman ou une position antiottomane. Cette réalité est facile à comprendre si l'on tient compte des événements de l'époque et de la situation des Albanais, notamment du fait qu'il n'avaient pas un Etat à eux sur lequel ils auraient pu compter en cas de besoin, comme c'était le cas des Grecs, des Bulgares, des Serbes. Les Albanais étaient obligés de lutter dans un cadre légal, pour éviter des mesures répressives extrêmes de la part de l'Empire ottoman et aussi pour ne pas engager la Roumanie dans des situations délicates envers la Porte.

La presse albanaise a réussi à formuler des critiques de plus en plus véhémentes contre l'Empire, à mesure que le mouvement albanaise des Balkans, de leur patrie, devenait plus fort, plus acerbe. Ces protestations contre le régime ottoman seront plus fréquentes durant les dernières années d'avant la libération.

La préoccupation de la même presse d'informer les lecteurs sur la vie de la colonie albanaise de Roumanie et sur les événements d'Albanie est un point essentiel de son programme.

Le problème fondamental de tous les journaux albanaise — indifféremment de leur orientation ou du groupe d'intérêts qu'ils représentaient — demeure indubitablement le progrès de la langue et de la culture albanaise, l'émancipation de la nation par la voie de l'instruction du peuple dans sa propre langue.

A l'époque du grand essor du mouvement albanaise (1909) on dira que « pendant la tyrannie c'est uniquement la presse qui a réussi à répandre la langue albanaise, et non pas l'école »<sup>202</sup>. En effet, le mérite principal de la presse albanaise a été la preuve matérielle, concrète de l'existence d'une langue et d'une écriture albanaise. En soulignant l'aide offerte par la presse centrale roumaine justement dans ce domaine, le journal « Sqipetari » écrivait que : « Les sacrifices que la presse a faits pour nous . . . demeureront toujours présents dans la mémoire du peuple albanaise »<sup>203</sup>.

#### VII. L'APPUI ACCORDÉ PAR LES ROUMAINS À L'affIRMATION DE LA LANGUE ET AU DÉVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT ALBANAIS

On peut constater aisément que les Roumains ont témoigné d'une large compréhension en ce qui concerne le développement de la langue albanaise, en tant que moyen le plus efficace pour l'éducation des masses

<sup>202</sup> « Românuł din Pind », n° 50/4 janvier 1909, p. 2.

<sup>203</sup> « Sqipetari », Bucarest, n° 20/30 avril 1889, p. 1.

et l'émancipation de la nation albanaise. Nous avons vu que deux personnalités appartenant à l'intellectualité roumaine, à savoir G. Barițiu et I. Heliade-Rădulescu, ont fait montre d'une grande sollicitude à l'égard du problème de la langue albanaise, en prodiguant des conseils amicaux et désintéressés en cette matière.

L'attitude qu'ils avaient adoptée à cet égard est restée constante durant toute la période de la Renaissance albanaise, et en entière concordance avec celle des intellectuels albanais. Ainsi, Konst. Kristoforidhi écrivait en janvier 1888 à N. N. Naço (qui se trouvait à Bucarest) : « Si la langue albanaise arrive à s'affirmer, étant admise dans les écoles d'Albanie, nous pourrions nourrir l'espoir d'être reconnus en tant que nation représentant notre pays et de prendre place parmi les peuples d'Europe »<sup>204</sup>.

La langue maternelle et son progrès incessant constituent donc le problème essentiel, toujours présent dans la presse albanaise paraissant en Roumanie, autant que dans les périodiques roumains qui s'étaient engagés à soutenir la cause albanaise. Voici quelques-uns des aspects sous lesquels était abordée cette question : l'importance de la langue albanaise ; l'écriture et l'alphabet ; le problème des abécédaires, de la littérature et de l'enseignement en langue albanaise ; la diffusion et la propagation des ouvrages imprimés en albanais ; l'introduction de la langue albanaise dans les églises.

*La langue.* Le problème de la langue albanaise figure parmi les principaux objectifs énoncés dans le statut de la société *Drita* de Bucarest, qui se proposait (voir art. 1<sup>er</sup>) de militer pour l'éducation du peuple albanais dans sa propre langue. L'article 6 du même statut prévoyait que la qualité de membre de la société était conditionnée par la connaissance de la langue albanaise. Cette exigence allait être justifiée en 1888 par le journal « *Sqipetari* » de la manière suivante : « Il faut que l'on s'applique à se servir exclusivement de la langue maternelle pour apprendre à lire et à écrire, et non pas faire son éducation en une langue étrangère comme l'avaient fait nos prédécesseurs ; car apprendre en premier lieu une langue autre que la sienne cela signifie renoncer de bon gré aux droits ancestraux... »<sup>205</sup>. Par conséquent, le journal invite, ceux de ses lecteurs, qui sont avancés en âge et « connaissent la langue grecque, de mettre leur savoir au service de la langue maternelle ». A cet égard, S. Andreadis

<sup>204</sup> Dans la même lettre, Kristoforidhi faisait part de son intention de se rendre à Bucarest pour y publier des manuels scolaires albanais (Lettre datée du 21 janvier, parue dans « *Gazeta* » de Korça, des 16 et 30 janvier 1927 ; voir dans *Historija e Letersise shqipe*, vol. II, 1960, p. 247).

<sup>205</sup> Particulièrement dans « *Sqipetari* », n° 1/7 août 1888, p. 1.



déclarait que les Bulgares (en l'occurrence, les marchands) se servaient autrefois de la langue grecque, « mais n'emploient guère actuellement que leur propre parler national »<sup>206</sup>.

Entre-temps, nombreux furent les Albanais qui avaient pris conscience de la nécessité d'un retour à la langue maternelle. Ainsi Maria A. Dodani de Bucarest déclarait qu'elle avait ressenti à l'âge de 52 ans « un feu sacré s'emparer de mon cœur à l'égard de notre langue et de la littérature albanaise » et qu'elle s'était mise aussitôt à étudier, à lire et à écrire en sa langue maternelle<sup>207</sup>. En ce qui concerne les voies et les méthodes utilisées par les Albanais de Bucarest pour acquérir l'usage de leur propre langue, on trouve, en guise d'exemple, une annonce parue dans un journal, par laquelle « un étudiant albanais offrait ses services pour enseigner, dans le cadre familial, la langue albanaise à des enfants albanais... ». De telles initiatives particulières deviennent plus fréquentes autant en Roumanie qu'en Albanie. Certains instituteurs de l'école roumaine de Berat se risquèrent même à enseigner sur place la langue albanaise, sans avoir requis au préalable l'avis des autorités locales<sup>208</sup>.

Particulièrement au cours de la période du gouvernement du parti des Jeunes Turcs et de celle qui s'ensuivit, alors que le problème de la langue était devenu une question politique de première importance, la presse bucarestois informait avec régularité l'opinion publique sur son évolution. On publia ainsi l'appel lancé en juillet 1908 par les Albanais de Monastir, déclarant entre autres : « il faut que nous nous appliquions à faire notre éducation dans la langue maternelle, pour pouvoir occuper notre place parmi les autres nationalités ». A cette même époque, les patriotes albanais inculquaient à la population albanaise l'idée de prendre « conscience de sa nationalité » et « d'aimer sa langue maternelle ».

Dans la presse roumaine des années 1909—1910 avaient paru d'abondantes informations concernant l'opposition manifestée par les Albanais devant le remplacement de leur langue nationale par le turc — en 1909 — ainsi que différents autres aspects du problème, qui avait pris une acuité particulière. « Les dirigeants albanais ont prouvé qu'ils savaient travailler et se sacrifier pour le progrès de la patrie et de la langue nationale »<sup>209</sup>.

Au bout d'une lutte acharnée et de longue durée, concernant la question de la langue, on put entendre, lors de sa solution favorable, les suivantes paroles prononcées par le D<sup>r</sup> Shunda de Roumanie, au

<sup>206</sup> « Albanezul-Sqipetari » n° 3/13 août 1895, p. 2.

<sup>207</sup> *Ibidem*, n° 6/1895, p. 2.

<sup>208</sup> « Gazeta Macedoniei » n° 32/16 novembre 1897, p. 2.

<sup>209</sup> « Românul din Pind », n° 1, janv. 1910, p. 1.

Congrès de Trieste, en mars 1913 : « c'est la première fois que l'albanais, la plus ancienne langue d'Europe, peut se faire écouter par toutes les nations civilisées ».

*L'alphabet.* La question de l'alphabet albanais a été longuement débattue et s'est trouvée presque constamment à l'ordre du jour dans les matériaux parus à l'époque.

L'usage de l'alphabet composé en son temps par Naum Vekilharxhi s'étant avéré assez malaisé, Sami-bey Frashëri, l'un des promoteurs du mouvement albanais de 1878, proposa un alphabet nouveau composé de caractères latins <sup>210</sup>, adopté par la *Société pour les éditions en langue albanaise* d'Istanbul, qui s'en servit pour imprimer la revue « Drita » (devenue plus tard « Dituria ») dans la capitale de l'Empire ottoman. La société *Drita* de Bucarest l'accepta à son tour, et l'on trouve à l'article 3 de son statut (publié en 1887) la suivante stipulation : « L'alphabet latin constitue la base de l'écriture, tel qu'il a été adopté par la société de Constantinople et dont on se sert pour imprimer la „Dituria”... ».

En ce qui concerne la presse, on sait que cet alphabet a été employé en Roumanie, en premier, par le journal « Sqipetari » dirigé par N. N. Naço. Considérant que ses lecteurs en avait déjà connaissance par les abécédaires, son directeur ne crût pas nécessaire de le publier dans les pages de son journal. Mais « L'Albanais-Sqipetari » (édité par C. Predescu) fut d'un avis différent et fit paraître le nouvel alphabet albanais, « pour qu'on puisse l'apprendre », en indiquant que l'on s'en servait en Albanie (1895). Quelques Albanais de Roumanie inclinaient pour l'adoption d'un alphabet « purement latin », mais — peut-on lire dans ce journal — « il vaut mieux en laisser la décision à l'élite littéraire albanaise de Constantinople ». Il restait encore quelques problèmes à élucider, quelques inconséquences dans la question de l'alphabet, surtout du fait qu'il y avait des dissemblances par rapport aux alphabets employés par les Albanais résidant dans d'autres pays d'Europe. Par endroits, persistait encore l'écriture en caractères grecs ou arabes. En fait, l'histoire de l'alphabet des Albanais s'étend sur une assez longue période et présente de nombreuses hésitations et initiatives éphémères. Ainsi, un alphabet albanais composé de 28 lettres a été employé pour imprimer la grammaire parue à Rome en 1716. Vers le milieu du XVIII-ème siècle, Grégoire, évêque de Durazzo (originaire de Moscopolis) avait créé une série de lettres albanaises et s'en était servi pour transcrire en albanais quelques textes bibliques. Vers 1780, le diacre

---

<sup>210</sup> Quatre alphabets avaient été proposés : Iani Vreto avait conçu un, basé sur les lettres grecques ; Vasa Pashko, un autre, latin ; Hoxha Tahsini présentait un troisième, entièrement original ; en dernier, celui proposé par Sami-bey Frasherli se basait sur le latin, avec un ajout de lettres grecques, et partait du principe phonétique qui exige une lettre spéciale, pour chaque son.

Théodore Haxhi Philippe de Elbasan composait à son tour un alphabet « albano-pélasgique ». En 1827, on imprima à Kerkira une Bible à l'aide d'un alphabet composé de 33 lettres en caractères grecs. L'alphabet employé par De Rada en Italie avait 29 lettres. On se servait aussi parfois d'un alphabet ecclésiastique composé de 30 lettres semblables aux caractères phéniciens et arméniens. Tous ces essais isolés pour résoudre le problème de l'écriture albanaise (à l'exception de celui dû à De Rada) ainsi que les impressions qu'on en avait tirées n'ont guère dépassé des cercles fort restreints de lecteurs. Avant Naum Veqilharxhi il n'avait jamais été question que l'on s'en servît pour l'éducation des masses populaires résidant en territoire albanais.

Mais bientôt allait se manifester le besoin d'arriver à un alphabet unique pour tous les Albanais, où qu'ils se trouvent. La « Gazette de la Macédoine », en publiant l'appel de la *Société nationale albanaise* de Palla-goria (Italie) pour l'adoption d'un alphabet unique, exprime le vœu que cette initiative soit couronnée de succès « pour la félicité de la brave et clairvoyante nation albanaise »<sup>211</sup>.

Au printemps 1907, le problème d'un alphabet latin unique à l'usage des Albanais constitue la préoccupation majeure des milieux albanais de Roumanie. On avait même envisagé la réunion d'un Congrès des Albanais du Sud, qui devait se tenir à Bucarest, pour débattre le problème sur des bases scientifiques. On ignore les raisons pour lesquelles ce projet fut abandonné et le Congrès ne put se réunir. Au mois de décembre 1907, l'idée fut reprise par une Commission composée d'Albanais « tosca » et « ghega » qui prit l'initiative de convoquer un Congrès plus large en Suisse, auquel devaient participer des délégués des sociétés albanaises des différents pays, mais à son tour, ce projet n'eut pas de suite<sup>212</sup>.

La question de l'alphabet a constitué l'une des principales causes de l'intense activité qui a agité les milieux albanais pendant la prise du pouvoir par le parti des Jeunes Turcs. Cette époque marque la création de nombreuses associations albanaises, un accroissement sensible du nombre des journaux édités en langue albanaise, la fondation de plusieurs écoles albanaises. Dans ces conditions, le problème d'un alphabet albanais unique prend un caractère d'acuité et les associations intéressées sont convoquées à se réunir en congrès à Monastir, les 14—21 novembre 1908. Ainsi se réalise, en fin de compte, l'idée d'un Congrès consacré à l'étude du thème de l'alphabet, qui avait été lancée en premier par la colonie albanaise de Roumanie. Ayant à se prononcer entre l'alphabet latin et

<sup>211</sup> « Gazeta Macedonici », n° 4/22 février 1897, p. 2.

<sup>212</sup> Voir : Gaço Peci, *Problemi i nje alfabeti teperbashket në gazetën «Kombi» të Bostonit*, dans « Studime Filologjike », Tirana, n° 4, 1968, p. 123—125.

celui arabe, le congrès de Monastir décide l'adoption du premier ; on va se servir de l'alphabet latin simple et en lui adaptant quelques signes particuliers pour les sons caractéristiques à la langue albanaise. Parmi les participants au Congrès figurait l'ingénieur Eftimiu, représentant la colonie albanaise de Constanța. Un professeur roumain, G. Z. Zuca, fut désigné comme membre dans la commission chargée par le congrès de procéder au choix de l'alphabet. Dans son allocution, il plaida pour l'alphabet latin, qui fut adopté, d'ailleurs. Le congrès décida que cet alphabet latin sera obligatoire dans les écoles, mais que les personnes d'un âge plus avancé pourront se servir d'un autre ayant les mêmes caractères, auxquels seraient ajoutées quelques lettres grecques<sup>213</sup>. Assistèrent également à ce Congrès M. Grameno, Thomas Avrami, les frères Topulli, qui avaient vécu en Roumanie où s'y étaient rendus accidentellement.

Le problème de l'alphabet resta actuel jusqu'en 1910. Lorsque le parti des Jeunes Turcs se plaça sur des positions chauvines, il s'efforça d'imposer aux Albanais l'alphabet arabe. Le congrès qui se réunit à Dibra exigeait en effet que les Albanais acceptent la nationalité ottomane et adoptent l'alphabet arabe. Répondant aux pressions auxquelles ils étaient soumis, les patriotes albanais convoquèrent à leur tour un congrès à Elbasan (en septembre 1909)<sup>214</sup>, qui confirma les décisions prises à Monastir concernant l'adoption définitive de l'alphabet latin. Par ce geste, le mouvement albanais prenait ses distances d'une manière pleine de significations à l'égard de la politique nationaliste ottomane du parti des Jeunes Turcs. La question de l'alphabet « était arrivée à représenter une véritable affaire d'Etat », écrivait N. Batzaria, qui avait participé aux événements de l'époque<sup>215</sup>.

La presse de Roumanie est particulièrement riche en commentaires en cette question. Les Albanais de Elbasan, Koritza, Berat, etc. se réunirent dans des meetings comptant de 10 à 15 mille personnes, pour manifester en faveur de l'adoption des caractères latins. Des livres imprimés en lettres arabes furent brûlés en place publique. Ainsi, au cours du meeting réuni à Elbasan, le nombre des personnes favorables à l'alphabet latin s'éleva à 7 000. La presse roumaine relatait avec enthousiasme la nouvelle (en 1910) selon laquelle Talaat-bey ainsi que le grand-vizir avaient garanti que la langue albanaise allait être admise « dans toutes les villes, communes et hameaux d'Albanie »<sup>216</sup>.

<sup>213</sup> « Românuł din Pind », n° 44 et 45, novembre 1908.

<sup>214</sup> Au temps du gouvernement jeune-turc, quatre congrès albanais se sont réunis pour débattre le problème de l'alphabet.

<sup>215</sup> N. Batzaria, *Din lumea Islamului. Turcia junilor turci* (Le monde de l'Islam. La Turquie au temps des Jeunes Turcs) Bucarest, [s.a.], p. 120.

<sup>216</sup> « Românuł din Pind », n° 1, janvier 1910, p. 1.

Sous ce rapport, c'est le journal « Românuł din Pind » qui semblait le mieux renseigné et offrait les plus amples nouvelles. On trouve ainsi dans ses colonnes la fort intéressante information (provenant de *Bashkimi Kombit*) concernant le professeur Safet-efendi qui enseignait la langue turque au lycée roumain de Monastir, qui, bien que d'origine arabe, s'était déclaré favorable à l'adoption de l'alphabet latin par les Albanais <sup>217</sup>. Dans un article spécial, intitulé *L'Alphabet albanais* <sup>218</sup>, ce même journal écrivait que, tandis que les Ottomans avaient organisé dans différents centres des soi-disant meetings, hostiles à l'alphabet latin, une pareille réunion n'avait pu se tenir dans le villayet de Ianina. « Les Albanais de ce villayet avaient subi de trop cruels sévices, au temps de l'absolutisme, pour la *défense de la langue albanaise* (souligné par l'auteur), et malgré la sévérité et la cruauté de Osman-pacha, ils avaient réussi à avoir des écoles clandestines dans les casernes et les prisons, de sorte qu'ils refusèrent d'obéir aux injonctions exprimées par ces messages télégraphiques <sup>219</sup> qui ne pouvaient que nuire à l'Albanie ». Le même journal relatait également une série d'aspects locaux se rapportant au même thème de l'alphabet. Ainsi à Ianutza, quelques Albanais s'étant prononcés en faveur de l'alphabet arabe, l'association locale des patriotes albanais réunit 126 signatures sur une note de protestation. Une attitude semblable, contraire également à l'introduction de l'alphabet arabe, fut adoptée par les habitants de Preveza, Luros, Filat, Aidomat, Delvino, Konitza, Leskovik, Arghirokastro, Tepeleni, Berat et Avlona <sup>220</sup>. Evoquant les efforts déposés par Zihni-pacha, qui dirigeait le villayet de Ianina, à faire des prosélytes favorables à l'enseignement de la langue albanaise en caractères arabes, le journal se montrait sceptique quant aux chances de succès, scepticisme confirmé d'ailleurs par les événements qui suivirent, car, écrivait-il, « en se servant de l'alphabet latin, les Albanais avaient réussi après seulement 20 jours d'études à apprendre à lire convenablement et devinaient dans les agissements du vali une manœuvre sournoise (c'est la part du parti des Jeunes Turcs et du gouvernement de Constantinople, ayant pour but de créer des dissensions entre les Albanais ». De son côté, le parti des Jeunes Turcs insinuait que même parmi les Albanais on n'avait pas adopté une attitude unanime à l'égard de l'alphabet et que ceux qui se prononçaient pour l'alphabet latin étaient à la solde de l'étranger.

Il semble que chez aucune autre population du Sud—Est européen le problème de l'alphabet n'ait provoqué autant de tiraillements et de

<sup>217</sup> N° 8/20 février 1910, p. 1.

<sup>218</sup> *Ibidem*, p. 3.

<sup>219</sup> Télégrammes intimant l'ordre d'organiser des meetings pour contraindre les participants à se prononcer en faveur de l'alphabet arabe.

<sup>220</sup> N° 10/14 mars 1910, p. 1.

tourments, jusqu'à l'instant où triompha la conception saine et de caractère avancée de la généralisation de l'alphabet latin, qui gagna définitivement la partie. En Roumanie, la lutte menée par les Albanais dans ce problème a bénéficié d'une totale compréhension et d'un soutien absolu. Les livres édités en Roumanie et distribués en Albanie ont pu affirmer de la manière la plus concrète les avantages de l'emploi de l'alphabet à caractères latins.

*Abécédaires et livres.* L'abécédaire de Naim-bey Frashëri, imprimé à Bucarest en 1886, représente le *premier abécédaire albanais* « à lettres purement latines ». Il fut réalisé avec le soutien matériel des Albanais, autant que des Roumains. Ainsi, Alexandrine Ioanid fit imprimer à ses frais (173 lei) 1 000 exemplaires de ce manuel. Le commerçant Nitza Sterie, de son côté, offrit 80 lei pour sa réédition, tandis que l'imprimeur P. M. Cucu offrit gratuitement 2 000 exemplaires <sup>221</sup>.

Un second abécédaire albanais parut un peu plus tard en Macédoine, également par l'amicale collaboration roumano-albanaise. Papa Hristu, ardemment attaché à sa patrie albanaise, sentiment qui lui a coûté d'ailleurs la vie, car il fut abattu par les « antartes » \* grecs de Negovani, avait fait imprimer en albanais un *abécédaire* et une *Histoire Sainte*. C'était un patriote fort attaché à l'école roumaine, « qu'il considérait comme un foyer de lumière, qui rayonnait également pour les étrangers plongés dans les ténèbres » <sup>222</sup>.

Il convient de mentionner aussi d'autres *ouvrages didactiques* imprimés à Bucarest, qui furent acheminés vers l'Albanie, pour y accomplir leur mission éducative. Sterio Stelidi, originaire de Magarova, offrit 200 francs pour l'impression de 2000 exemplaires de manuels de lecture. Six mille autres exemplaires pareils furent imprimés « pour l'usage des écoles albanaises » par la société *Drita* de Bucarest, « qui les fit expédier en différents endroits » <sup>223</sup>. N. N. Naço déclarait plus tard aux autorités supérieures roumaines que la société *Drita*, qui siégeait à Bucarest, « a fait imprimer également des manuels scolaires qui, après avoir été censurés (par les autorités ottomanes, précisons-nous), ont été bien accueillis et admis non seulement dans les écoles, mais aussi par de nombreux

<sup>221</sup> Le journal « Sqipetari », n° 1, 1888, p. 1.

\*) comitadjis grecs.

<sup>222</sup> « Românul din Pind », n° 1/1905, p. 2. Papa Hristu Negovani (1875—1905) était un écrivain albanais renommé, qui avait fait ses études à Athènes, avait passé quelque temps en Roumanie où il fut gagné à la cause des patriotes de son pays, manifestant de vifs sentiments nationalistes. Ses sympathies à l'égard des Roumains peuvent y trouver une explication. Des raisons patriotiques le déterminèrent à entrer dans le clergé. On le considère comme l'un des martyrs du mouvement albanais.

<sup>223</sup> Le journal « Sqipetari », n° 1/1888, p. 1.

gens du peuple <sup>224</sup>. Le journal « Sqipëria » ne manquait pas de souligner que grâce à la sollicitude témoignée par les Roumains, les Albanais « avaient imprimé des ouvrages didactiques dans leur langue maternelle, afin qu'ils puissent contribuer à leur tour au développement de leur peuple, lui ouvrant la voie vers la culture et la civilisation ». Le mérite d'avoir fait imprimer différents ouvrages scolaires en langue albanaise revient également à la société *Dituria* de Bucarest <sup>225</sup>. Ultérieurement, c'est la société *Bashkimi* qui se chargea de poursuivre l'édition des livres à caractère didactique <sup>226</sup>.

*Diffusion des livres et de la littérature albanaise.* Les livres albanais, dont l'impression avait été réalisée avec un substantiel apport roumain, ont bénéficié de la collaboration albano-roumaine même lorsqu'il s'est agi de leur distribution sur le territoire de l'Albanie. C'est d'abord grâce à l'aide roumaine que les manuscrits albanais étaient dirigés vers Bucarest pour y être imprimés. Plusieurs Roumains entretenaient des relations avec les membres de la colonie albanaise de Constantinople et facilitaient la transmission des manuscrits à Bucarest. L'impression achevée, ces livres didactiques albanais étaient envoyés à la censure d'Istanbul, dont le chef se trouvait être justement l'auteur, c'est-à-dire Sami-bey Frashëri lui-même. D'Istanbul, ces ouvrages étaient expédiés vers le sud de l'Albanie d'où on les distribuait dans diverses localités. A ces opérations assez délicates et non dépourvues de risques participaient également des éléments roumains (sans doute d'origine macédonienne). L'un d'eux, raconte — sous le pseudonyme « Le glaneur » — que vers 1886—1887 ces livres étaient distribués par l'intermédiaire de deux sujets roumains travestis en chantres d'église, qui voyageaient en compagnie d'un prêtre qui était leur compatriote également. Tout en faisant parvenir à destination ces premiers ouvrages didactiques qui venaient de Bucarest, les deux soi-disants chantres s'étaient mis à enseigner aux gens du pays l'écriture et la lecture en albanais, comme de véritables instituteurs ambulants. De la sorte, « on peut dire qu'ils firent copieusement leur devoir envers leurs frères albanais ». Cette collaboration dans la diffusion du livre albanais a eu un incontestable caractère de continuité. Une confirmation nous

---

<sup>224</sup> Bibliothèque de l'Académie roumaine, Section des Manuscrits, Archive D. A. Sturza, VI/125. Orig. roum.

<sup>225</sup> Parmi ces ouvrages, citons *Dituriti per mesonetoret te para* par N.H.F. (Notions élémentaires pour élèves commençants) par Naim Frashëri, Stypure prej Soqerise, Bucarest, 1888, 212 p. En dernière page se trouve une liste des membres de la société *Dituria* qui avaient contribué à son impression par leur apport financier, dont une partie était destinée à une réédition d'un *Abécédaire*. Parmi les 34 noms cités, se trouvaient : Vasil Terpo, Vangjel Gjeçua, Costaqi Durua, Sotir Terpo, Kost. Eftuni, Timi Marku, Naum Kamenica, Pandeles Vargjeli et autres.

<sup>226</sup> « Românuł din Pind », du 21 août 1911, p. 2.

vient du fait que lors d'une perquisition effectuée par les autorités ottomanes de Berat, en 1897, plusieurs livres albanais furent saisis, ce qui attira la fermeture de l'école <sup>227</sup>.

Considérons également un autre aspect du problème : non seulement les journaux albanais paraissant en Roumanie, mais également la presse roumaine contribuait à l'œuvre de popularisation du livre albanais, en relatant dans un esprit de compréhension et de sympathie les plus importants événements de la vie culturelle des Albanais. On connaissait déjà avant 1895 <sup>228</sup> le *Dictionnaire* d'Aleks Cikosh, comptant 2 000 mots albanais et signalant les ressemblances entre les vocabulaires albanais et roumain. On possédait également des informations sur le projet d'un *Dictionnaire albanais*, élaboré à Pallagoria, ainsi que sur le *Dictionnaire* composé par Kristoforidhi <sup>229</sup>. Des recommandations concernant la lecture de la « Chrestomathie » albanaise contenant des vers, chansons, dialogues et récits <sup>230</sup> ou la suggestion qu'une histoire des Albanais serait souhaitable d'entreprendre, ou bien l'annonce qu'une pièce dramatique albanaise écrite par St. G. <sup>231</sup> verra bientôt les feux de la rampe dans un théâtre de Bucarest, et qu'une Société culturelle albanaise a été créée à Koritza pour faire imprimer des livres en albanais (1909), toutes ces informations attestent que l'on a su saisir la signification des différentes actions culturelles dans le mouvement national initié par les Albanais <sup>232</sup>. Cette attitude était partagée par la majorité des promoteurs de la culture albanaise en plein développement, selon laquelle : « Il faut que nous fassions parvenir des livres dans tous les recoins de l'Albanie, indifféremment des caractères qui auront servi à leur impression, ces caractères fussent-ils chinois, juifs ou tures, pourvu que ces ouvrages soient rédigés dans une pure langue albanaise, afin que les lèvres et les oreilles de la jeune génération s'accoutument à la prononcer et à la comprendre » <sup>233</sup>. Lorsque Iusuf-bey, personnalité albanaise d'élite de Sofia, était venu s'établir à Bucarest, en compagnie de Konst. Zappa, décidés tous deux à « se consacrer entièrement à la cause de la culture de la langue et à l'épanouissement de la littérature albanaise » (souligné par l'auteur), nous pouvons constater qu'ils partageaient la même opinion, que le caractère des lettres n'importait guère, et que « c'était de livres qu'on avait surtout besoin, pour que le peuple puisse être éclairé » <sup>234</sup>.

<sup>227</sup> « Gazeta Macedoniei », n° 32/1897, p. 2.

<sup>228</sup> « Albanczul-Sqipetari », n° 4/27 août 1895, p. 4.

<sup>229</sup> « Românul din Pind », n° 14/16 novembre 1903, p. 3 ; 37/18 novembre 1903, p. 4.

<sup>230</sup> « Reforme », n° 7/21 avril 1903, p. 4.

<sup>231</sup> « Albanczul-Sqipetari », n° 4/1895, p. 2.

<sup>232</sup> La société *Drita* avait envisagé la publication d'une revue, et en 1888 ou avait commencé déjà à constituer une bibliothèque albanaise.

<sup>233</sup> « Sqipetari », n° 2/1899, p. 3 (sous le titre « Livres albanais »).

<sup>234</sup> Ibidem, n° 11/1888, p. 3.



La presse albanaise de Roumanie mettait l'accent, en particulier, sur l'information, la polémique et l'agitation. Toutefois, malgré le nombre réduit des pages, ces publications albanaises, et souvent aussi les périodiques roumains, accueillirent quelques produits littéraires. On a ainsi publié des récits <sup>235</sup>, des poésies <sup>236</sup>, une étude sur « La poésie populaire chez les Monténégrins, Bosniens, Serbes, Albanais et Macédoniens » <sup>237</sup>, parfois des relations concernant les coutumes des Albanais <sup>238</sup>, des proverbes, des charades, des récits des aventures de Gjoka, personnage imaginaire, sorte de Trivelin des Albanais, ainsi que des études de qualité sur la littérature albanaise <sup>239</sup>.

*L'Enseignement albanais.* Dans le problème des écoles et de l'enseignement albanais, il existe une étroite collaboration entre Roumains et Albanais, qui se développe autant en territoire albanais qu'en Roumanie.

L'appui accordé par les Albanais établis en Roumanie a été prépondérant pour l'existence et la continuité de l'enseignement albanais en territoire national. C'est le mérite de Pandelee Sotir que d'avoir inauguré la première école à Korça <sup>240</sup>; à ce sujet, le journal « Drita », qui paraissait à Brăila (1887), affirme qu'il est également l'auteur de plusieurs ouvrages en albanais imprimés en caractères latins <sup>241</sup>, rédigés en collaboration avec deux de ses compatriotes ayant fait leurs études en France. Le « Sqipetari » de Bucarest relatait que la création de l'école de Korça est due au Parti national albanais de cette localité <sup>242</sup>. Les considérables dépenses exigées par l'entretien de cette école ont été supportées, en grande partie, par la famille Kosturi, établie dans cette ville et connue pour ses sentiments patriotiques et ses sympathies à l'égard de la Roumanie. Dès le début, cette première école albanaise rencontra de sérieuses difficultés; entre autres, ce fut l'excommunication prononcée par le prélat grec de Korça contre l'école même et contre la langue qu'on y enseignait. En échange, les intellectuels roumains groupés autour de l'école roumaine de l'endroit, lui ont accordé un bienveillant concours en toutes occasions <sup>243</sup>.

<sup>235</sup> « Lăutarul. Poveste albaneză »; « Copilul ingrat ».

<sup>236</sup> Poésies par Konstantin Ianit Trebicka, D. Dabija, ainsi que différentes autres dans « Viața albano-română ».

<sup>237</sup> Cette étude avait paru dans « Albina Pindului », 2/1 mai 1875, 1.

<sup>238</sup> Ibidem, le 15 novembre 1875 (La cérémonie nuptiale chez les Albanais).

<sup>239</sup> « Gazeta Macedonei », 9/29 mars 1897, p. 3 reproduit une telle étude d'après la revue « L'Albanie », paraissant à Bruxelles.

<sup>240</sup> Vlad Bănățcanu, *op. cit.*, p. 89-90.

<sup>241</sup> Le journal « Drita », Brăila, n° 2/25 mai 1887, p. 1.

<sup>242</sup> « Sqipetari », Bucarest, n° 4/11 septembre 1888, p. 2.

<sup>243</sup> Un personnage ayant participé à ces débuts de l'école albanaise relatait ultérieurement, sous le pseudonyme *Le glaneur* (« Românu din Pind », 15/21 août 1911, p. 2) différents aspects de ce concours, dont nous reproduisons quelques-uns. L'auteur n'indique pas le non de la ville, mais affirme que les faits se sont passés lors de la fondation de la première école albanaise.

Lors de l'inauguration de cet établissement scolaire <sup>244</sup> les premiers élèves qui récitèrent des vers de Naim-bey Frashëri en albanais avaient déjà suivi les cours de l'école roumaine locale. L'assistance « n'arrivait pas à comprendre comment ces enfants avaient réussi, en une seule journée, à apprendre à lire, à écrire et à réciter en albanais ». Le fait souleva en effet un prodigieux enthousiasme et les inscriptions d'élèves à l'école albanaise affluèrent. Il fallut que des élèves roumains viennent pour quelque temps à l'école, venir en aide à l'unique professeur albanais qui enseignait l'écriture et la langue albanaises, que même certains adultes avaient voulu suivre.

L'école albanaise de Korça, inaugurée en 1885 a fonctionné jusqu'en 1902 <sup>245</sup>, quand elle a été fermée par les autorités turques. C'est en bonne partie grâce à l'aide financière de la société *Ditura* de Bucarest qu'elle a eu les moyens de poursuivre son activité <sup>246</sup>.

Entre temps, d'autres écoles furent créées dans le sud de l'Albanie. On en signalait une à Pogradec (district de Monastir), que le même prélat grec avait frappée d'anathème. Cette double excommunication prononcée par une des hautes personnalités grecques locales atteste le conflit aigu qui opposait les propagandistes philo-hellènes aux patriotes albanais, ces derniers s'efforçant de développer le réseau d'écoles albanaises au détriment de celles à caractère grec. Cet affrontement eut des répercussions jusqu'à Bucarest. Les Albanais qui y résidaient exigèrent en 1888, par une « Requête qui devait être remise à la Patriarchie de Constantinople », que l'admission de la langue albanaise soit accordée par voie administrative, sinon cet objectif serait atteint par le recours à la force. Portant les signatures de 250 membres de la colonie albanaise de Bucarest, la requête circula encore en d'autres endroits du pays, pour réunir un plus grand nombre de signatures.

A l'organisation des écoles albanaises sur le sol national a contribué également la société *Drita* de Roumanie <sup>247</sup>. La création d'écoles en langue albanaise en Albanie constituait, en vertu de l'article 11 des statuts,

<sup>244</sup> A cette occasion, un service divin pour la bénédiction de l'établissement fut célébré par un prêtre roumain, en langue albanaise.

<sup>245</sup> Lors de la fermeture de l'école, l'instituteur Naçe avait été arrêté. « soupçonné comme étant un patriote albanais » et emprisonné durant 8 mois (Le journal « Reforme », n° 7/21 avril 1903, p. 4). Considéré révolutionnaire, un autre professeur albanais, qui enseignait dans les îles Ioniennes et qui était venu en passant à Korça d'où il était originaire, avait été également appréhendé, tout comme le professeur Eftime Marku. On attribuait ces arrestations aux délations de Koust. Zappa, qui vivait en Roumanie (Ibidem, 18/7 juillet 1903). Par la fermeture de l'école, le livre albanais fut totalement interdit. « Tout Albanais possédant un ouvrage écrit dans sa langue natale sera considéré par les organes du pouvoir comme traître envers l'Empire »

<sup>246</sup> Cette affirmation a été avancée au cours d'une réunion de la société tenue le 2 mars 1897 (« Gazeta Macedonei », 6/8 mars 1897, p. 2).

<sup>247</sup> « Sqipetari », Bucarest, n° 4/11 septembre 1888, p. 2.

datant de 1887 et 1892, l'une de principales missions que s'était proposées cette société. N. N. Naço, secondé par Petro Luarasi, fondent des écoles albanaises à Kolonja, Selenica, Vodica et Treska <sup>248</sup>. Ces réalisations dues à Naço, respectivement à la *Drita* de Bucarest, sont confirmées par de nombreux documents. Ainsi, Naço en personne écrivait quelque temps après que la société *Drita* de Bucarest « avait fondé sur le sol de la patrie quelques écoles élémentaires, avec l'assentiment du gouvernement impérial »<sup>249</sup>. On signale ailleurs qu'en dehors des quatre écoles déjà mentionnées, réservées aux garçons, il y avait en Albanie trois autres écoles pour filles, entretenues par la société albanaise de Roumanie <sup>250</sup>. D'après les comptes publiés en décembre 1893, la société *Drita* de Bucarest avait affecté la somme de 18 288 lei pour l'entretien des écoles d'Albanie <sup>251</sup>. On devrait convenir un peu plus tard que « les sociétés culturelles albanaises constituées dans les pays libres avaient contribué en quelque sorte à l'activité de certaines écoles d'Albanie, se trouvant sous le contrôle sévère du gouvernement turc » <sup>252</sup>. Les écoles mentionnées ci-dessus ont été fermées en 1892 sur l'ordre du gouvernement ottoman, à l'exception de l'école pour filles de Korça. Les encouragements venant de Roumanie ne cessèrent pas pour autant. Dans le premier numéro du journal « *Albanezul* » (1895), C. Predescu invitait « les Albanais jouissant d'une bonne situation matérielle, où qu'ils se trouvent, à faire des donations de leur vivant pour la création d'écoles nationales albanaises, qui porteraient leurs noms ». Peu après, C. Predescu faisait paraître (dans le n° 7 dudit journal) un appel adressé au gouvernement ottoman, réclamant l'admission « de la langue nationale dans l'église et l'administration nationale ». Un correspondant de Korça écrivait également que la création d'écoles nationales est nécessaire <sup>253</sup>.

L'enseignement albanais resta en suspens jusqu'en 1908, lorsque à la suite du mouvement révolutionnaire du parti des Jeunes Turcs auquel avaient participé également des Albanais, on arriva à l'émancipation cultu-

<sup>248</sup> Vlad Bănăţeanu, *op. cit.*, p. 90. On en parle dans une lettre adressée à la société *Drita* à Bucarest (mentionnée dans « *Peninsula Balcanică* », n° 56/23 janvier 1894). Après avoir créé une école albanaise à Erseku, Petro Luarasi se rend en Roumanie dans l'intention de se procurer les moyens matériels pour son entretien. Il se lie d'amitié avec N. N. Naço et tous les deux contribuent à augmenter le nombre des écoles albanaises.

<sup>249</sup> Le mémorandum de N. N. Naço du 19 février 1908 (Bibliothèque de l'Académie roumaine, Section des manuscrits, archives D. A. Sturza, VI/125). Dans un rapport adressé à Pallavicini, représentant de l'Autriche-Hongrie à Bucarest, Naço affirmait également avoir accordé son soutien pour la création d'écoles albanaises dans la région Kolonja.

<sup>250</sup> Le journal « *Peninsula Balcanică* », n° 21/23 mai 1893, p. 3.

<sup>251</sup> *Ibidem*, n° 54/9 janvier 1894, p. 2 (Il s'agit d'un procès-verbal de l'assemblée annuelle de la société *Drita*). Les détracteurs de Naço (Lazar Daia et autres) contestaient que cette somme ait été employée pour les besoins des écoles d'Albanie, tout en admettant qu'une partie de ces fonds eussent été expédiés en Albanie.

<sup>252</sup> Le journal « *Macedonia* », n° 3/15 oct. 1901, p. 2.

<sup>253</sup> « *Albanezul-Sqiptari* », Bucarest, n° 5/14 septembre 1895, p. 2.

relle, par la création d'associations albanaises et d'écoles leur étant attachées. C'est à la même époque que l'école de Korça reprit son activité. Le congrès albanais d'Elbasan (septembre 1909) décida d'ouvrir à Korça une *Ecole normale* pour instituteurs ainsi que la création d'un *Fonds culturel albanais* pour faire imprimer des livres en albanais. Quant à l'intérêt accordé aux informations relatives à ces réalisations des années 1909—1910 qui se placent parmi les plus importantes dans l'histoire du mouvement culturel en Albanie, il faut citer en premier le journal « *Românul din Pind* » qui s'érige en même temps en défenseur de la cause de la langue et de la culture albanaises dans la période du gouvernement du parti des Jeunes Turcs.

L'Etat roumain semble avoir contribué, par un apport matériel concret, à l'enseignement albanais, à juger d'après l'information qui indique que l'institutrice albanaise de Belcamen était subventionnée par le ministère des Affaires étrangères de Bucarest. C'est dans le même esprit qu'en 1913, lorsque l'Albanie accédait à l'indépendance, le gouvernement roumain affirmait son intention de créer à Bucarest une chaire pour la langue albanaise et se déclarait disposé de « couvrir toutes les dépenses réclamées par l'activité des écoles d'Albanie aux programmes desquelles serait prévu l'enseignement du roumain en même temps que celui de l'albanais »<sup>254</sup>.

Il nous reste à examiner l'intéressant aspect de la collaboration albano-roumaine dans la question de *l'enseignement albanais en Roumanie*. Sous ce rapport, l'on constate qu'en 1888 fut lancé un appel pour le recueil de fonds nécessaires à la création et à l'entretien d'une école à Bucarest, pour former de jeunes instituteurs appelés à se rendre ensuite en Albanie pour instruire leurs compatriotes, « pour que vous sachiez qui étaient vos ancêtres et ce que l'on attend de vous »<sup>255</sup>.

Cette initiative prenait corps en 1892, c'est-à-dire au moment de la fermeture des écoles d'Albanie. Le 10 mai de la même année, bénéficiant du concours de D. Butculescu, la société *Drita* créait la « première école normale albano-roumaine, malgré tous les obstacles soulevés par les adversaires acharnés de la renaissance des nations », selon les propres paroles de N. N. Naço le 24 juillet de la même année, dans la lettre par laquelle il faisait parvenir à D. Butculescu « le règlement concernant la constitution, l'administration et l'objectif que se proposait à réaliser ce

<sup>254</sup> Archives de l'Etat, Bucarest, Collection *Drita*, doc. n° 94.

<sup>255</sup> Le journal, « *Sqipetari* », n° 1/7 août 1888, p. 1 ; 9/6 décembre 1888, p. 2.

centre de lumière et d'éducation »<sup>256</sup>. Ce règlement prévoyait, entre autres, que « ceux qui auront achevé les cours de cette école seront envoyés en qualité d'instituteurs et professeurs, aux frais de la société, dans différentes localités à population albanaise, se trouvant en Albanie, Macédoine, Bulgarie, Serbie, Monténégro, Grèce, Russie, Autriche-Hongrie, Italie, etc. pour y créer des écoles albanaises, dont les dépenses seraient supportées par la société *Drita*, qui s'engageait à accorder son appui à ces apôtres de la culture, par tous les moyens matériels et spirituels à sa disposition, afin qu'ils puissent remplir la mission sacrée qui leur est confiée, et cela, au risque même de leur vie, sachant que la société garantissait aide et soins aux familles de tels martyres de la nation ». L'école devait être pourvue également d'une section pour les internes. Quinze bourses d'études, constituées sur les fonds de la *Drita* seraient accordées à de jeunes Albanais ou Roumains venus d'Albanie. De cette manière, l'école albanaise entendait prendre soin de « l'esprit de tout un peuple »<sup>257</sup>. Bogdan Petriceicu Hasdeu avait été désigné pour le poste d'administrateur<sup>258</sup>.

L'activité de l'école se poursuivit au cours de l'année scolaire 1892—1893. En décembre 1893, paraissait une note précisant que l'école « continue [à exister] et que son entretien exige beaucoup de dépenses ». On affirmait de même que le gouvernement roumain accordait à l'école albanaise de Bucarest une subvention de 32 000 lei et que N. N. Naço avait également contribué avec une somme de 15 000 lei aux frais d'entretien<sup>259</sup>, bien que les adversaires de ce dernier contestent cet apport matériel et parlent de cette école qu'il avait créée comme d'un « pénitencier pour cinq élèves ». D'un tout autre avis semblent se montrer les partisans

<sup>256</sup> Archives de l'Etat, Bucarest, Collection *Drita*, doc. n° 29.

Le texte du Règlement est imprimé en langues albanaise, roumaine et française. Le titre, en albanais, est le suivant : *Regulla enisur Epara-bereskoli mesonietore me ghuhen sqipe velaqçe ne Bukurest dhe Kanonet esaja*. Edité à la Typo-lithographie et fonderie de lettre d'imprimerie D<sup>r</sup> P. Cucu, [Bucarest] 1892. Le Règlement se compose de 23 articles, la plupart se référant aux disciplines devant être enseignées dans l'école et particulièrement à l'organisation de l'internat qui lui était attaché. On prévoyait, entre autres, que durant les repas des élèves, la lecture devait se faire alternativement en albanais et en roumain, jour après jour. Le règlement était considéré comme un « contrat national » pour ceux qui avaient achevé les cours.

<sup>257</sup> Ibidem, doc. n° 53. Imprimé. Date fort probable : juillet 1893.

<sup>258</sup> L'école fonctionnait dans le local de l'auberge sise 1, rue Lumina (Bibliothèque de l'Académie roumaine, archives D. A. Sturza, VI/125). C'est à cette adresse que le professeur G. Weigand écrivait à N. N. Naço en mars 1893 (« *Revista Arhivelor* », 1/1967, p. 106). Par ses travaux scientifiques, B. P. Hasdeu s'était constamment affirmé comme un ami sincère des Albanais. « Ce que vous avez fait pour la malheureuse nation albanaise », lui avait écrit N. N. Naço le 11 janvier 1903, « a une trop grande signification, pour que nous puissions jamais oublier votre appui éclairé et nous retenir de vous exprimer nos sentiments de vive gratitude » (Archives de l'État, Bucarest, Collection Hasdeu, doc. n° 1017. Original.)

<sup>259</sup> Voir le procès-verbal de la *Drita*, du 12 décembre 1893, ainsi que la polémique engagée avec les dissidents de la société, dans le journal « *Peninsula Balcanică* », n° 51, 54, 56/1894.

de Naço, tel Mihalake Grameno<sup>260</sup>, qui déclarait « qu'à cette école du Jérusalem des Albanais » venaient la jeunesse « des montagnes de Dibra et d'Elbasan »<sup>261</sup>. On connaît toutefois des cas où d'autres jeunes-gens ont été empêchés de quitter l'Albanie.

Le soutien financier accordé à l'école albanaise de Bucarest par l'Etat roumain apparaît clairement en 1898, lorsque l'on voit le ministère de l'Enseignement et des Cultes lui allouer la somme de 8 000 lei<sup>262</sup> pour l'année scolaire 1898—1899. D'après les déclarations des détracteurs de Naço, il résulte que « l'Etat roumain a accordé plusieurs années de suite des subsides pour l'entretien d'un Institut albanaise à Bucarest »<sup>263</sup>. Cette affirmation, en date de 1903, peut être valable également pour les années 1894—1897. Momentanément on ignore ce qu'est devenue cette école par la suite, mais il est certain qu'en 1907 Naço n'en faisait plus aucune mention.

Une autre école « pour adultes Albano-roumains » devait être fondée à Constanța. La communauté albanaise de cette ville, par ses représentants ayant Ibrahim Themo à leur tête, avait entrepris les préparatifs et les démarches nécessaires en ce sens<sup>264</sup>. L'école devait posséder deux sections, respectivement pour les langues albanaise et roumaine<sup>265</sup>. Parmi les professeurs on avait pressenti Gheorghe Biçola, Zaharia Zamfirescu, Simion Neofit et Ioachim Cosma. Un établissement spacieux, à l'usage de 40 élèves avait déjà été aménagé<sup>266</sup>. Pour l'instant, nous ne connaissons rien de plus concernant cette initiative restée vraisemblablement à l'état de projet.

Il résulte de toute évidence, que la collaboration roumano-albanaise s'est manifestée de façon concrète également dans la lutte pour l'émancipation de la langue albanaise, enregistrant des progrès substantiels et des réalisations incontestables à la veille de l'insurrection de 1912, quand l'Albanie a recouvré son indépendance.

<sup>260</sup> Il s'agit de l'écrivain albanaise Mihail Grameno (1872—1931), originaire de Korça ; il vint en Roumanie en 1885 et se lia d'amitié avec N. N. Naço, militant à ses côtés, occupant en même temps la fonction de secrétaire de la société *Drita*. Quelque temps après il fonda à Korça la *Ligue orthodoxe* et prenait une part active aux combats engagés dans le sud de l'Albanie.

<sup>261</sup> Les détracteurs de Naço ne niaient pas que six élèves avaient été amenés d'Albanie, mais prétendaient qu'il « les aurait laissés dans la rue ».

<sup>262</sup> Archives de l'État, Bucarest, ministère de l'Enseignement et des Cultes, dos. 100/1898, f. 1. Mentionné dans « Revista Arhivelor » 1/1967, p. 106.

<sup>263</sup> On accusait Naço d'avoir délapidé l'argent, en prétendant que l'activité de « la soi-disant école albano-roumaine » restait « énigmatique » (« Românil din Pind », n<sup>os</sup> 23, 29/1903).

<sup>264</sup> Archives de l'État, Bucarest, ministère de l'Enseignement et des Cultes, dos. 1128/1905.

<sup>265</sup> On avait prévu deux heures de cours par semaine pour la langue albanaise et une de rétroversion en albanaise, pour la 1-ère classe ; deux heures de cours pour l'albanaise et une pour « la conversation en albanaise et roumain » pour la 11-ème classe.

<sup>266</sup> Il était situé à Constanța, au 13 de la rue Dorobanți.

## DEUX LETTRES INÉDITES DU DR PIERRE BERON

CONSTANTIN N. VELICHI

La renommée de Pierre Beron en tant que pédagogue et réformateur de l'enseignement en Bulgarie est chose depuis longtemps établie. Son *Abécédaire*, imprimé à Braşov en 1824, véritable programme d'enseignement moderne, est apprécié comme « une parution neuve à tous points de vue dans la littérature de la Renaissance bulgare. Par son contenu riche et varié, par son caractère laïque, ainsi que par ses idées nouvelles, progressistes, il se place bien au-dessus de tout ce que cette époque avait créé. Après l'*Histoire* de Paisji de Chilandar, l'*Abécédaire* [de Beron] est le premier livre laïque par son esprit autant que par son contenu. Qui plus est, c'est le premier livre contemporain de caractère national et scientifique, en tous points différent de ceux de la littérature ancienne, ayant une grande importance sous le rapport de la connaissance et de l'éducation »<sup>1</sup>.

Pierre Beron a été non seulement un réformateur de l'enseignement bulgare, mais aussi un encyclopédiste qui a donné une forte impulsion au développement de la langue littéraire bulgare et le savant auteur de nombreux ouvrages scientifiques. C'est à l'Académie grecque de Bucarest que Beron doit sa formation intellectuelle. Même les débuts de ses études — commencées dans la modeste localité qu'était Kotel, sa ville natale — portent la marque, d'une manière indirecte, il est vrai, de cette grande école, puisque ses premiers maîtres, le « dascāl » Andronaki et Raïno Popović étaient eux aussi d'anciens étudiants de l'académie bucarestoise. Venu, à son tour, à Bucarest, il y prit ses inscriptions, attiré par le prestige croissant de cette haute institution culturelle à la tête de laquelle se trouvait alors Constantin Vardalah. Celui-ci fut un véritable modèle pour Pierre

<sup>1</sup> C'est l'opinion de l'équipe de chercheurs travaillant à l'Institut de Littérature de l'Académie Bulgare des Sciences, qui s'est occupée de l'édition de *История на българската литература*, II, Sofia, 1966. Le chapitre consacré à Pierre Beron est signé par Cvetan Minkov, comportant, page 140, le passage cité.

Beron. Marchant sur ses traces, Beron s'est proposé de réformer l'enseignement bulgare, d'y remplacer les anciennes « écoles » épanouies dans les cellules des couvents par un enseignement moderne, lancastérien, qu'il avait appris à connaître à Bucarest. Son *Abécédaire* s'attache à propager la nouvelle méthode d'enseignement.

En prenant pour modèle les premières pages de certains abécédaires roumains, le livre de Beron est, dans sa majeure partie, la traduction et l'adaptation de l'« eclogar » de l'Aroumain Démètre Darvaris, véritable petite encyclopédie<sup>2</sup>. Grâce à cet *Abécédaire*, le nom de Beron allait devenir célèbre non seulement dans tous les recoins de la Bulgarie, mais aussi parmi tous les protagonistes slaves des Lumières. Dix ans plus tard (1834), Neofit de Ryla devait se rendre à Bucarest pour se familiariser avec la nouvelle méthode d'enseignement, introduite dans la première école moderne bulgare (Gabrovo — 1835). Aussi, l'*Abécédaire* de Beron connaîtra-t-il par la suite bon nombre de rééditions : à Bucarest en 1841, 1847, 1850, puis à Constantinople en 1856, 1862, etc.<sup>3</sup> Durant toute cette période, Beron ne cessa pas de publier en Occident des milliers de pages consacrées à ses recherches dans le domaine de la physique, de la météorologie, etc. ; cependant si son nom était connu en Bulgarie ce fut presque exclusivement grâce à son petit *Abécédaire*.

La première édition, celle de 1824, fut publiée aux frais du marchand bulgare Antoine Hadji Ioanović, fixé à Braşov avant 1800, dans la maison duquel Beron fonctionna comme précepteur. Pour satisfaire aux désirs de son protecteur, Beron aurait dû poursuivre ses études à l'Université de Heidelberg (se spécialisant dans la philosophie et la philologie), en tant que compagnon du fils de Ioanović. Bien qu'ayant pris ses inscriptions à cette université, Beron l'a quittée au terme de trois semestres<sup>4</sup>. La raison de cet abandon est facile à comprendre : sous l'influence de l'encyclopédiste Vardalah et de l'école de Bucarest, il a renoncé à toute aide matérielle et décidé de quitter Heidelberg. Fidèle toujours à l'exemple de Vardalah, qui avait étudié la médecine à Padoue, Beron a suivi les cours de la Faculté de médecine de Munich, en soutenant sa thèse de doctorat en juillet 1831<sup>5</sup>.

Rentré en Valachie, il exerça durant un temps à Craiova tout en s'occupant parallèlement de négoce. Bientôt il amassa suffisamment pour

<sup>2</sup> Constantin N. Velichi, *Influente româneşti şi contribuţia emigraţiei bulgare din Ţara Românească la începuturile şcolii moderne în Bulgaria*, « Revista Pedagogică », XII. Bucarest, 1963, n° 3, p. 61—68 ; Idem, *Ролята на българската емиграция в Румъния за културното възрождение на българите през периода 1800 — 1840*, *Славянска филология*, V, Sofia, 1963, p. 185—189 ; Idem, *La contribution de l'émigration bulgare de Valachie à la renaissance politique et culturelle du peuple bulgare (1762—1850)*, Bucarest, 1970, p. 205—216.

<sup>3</sup> Manu Stojanov, *Българска възрожденска книжнина*, I, Sofia, 1957, p. 13.

<sup>4</sup> I. Ormagiev, Dr I. Repakov, *Др. Петър Берон и Одринска българска мъжка гимназия*, Sofia, 1958, p. 553—555.

<sup>5</sup> *Ibidem*, p. 565—566.



s'acheter plusieurs propriétés terriennes, comme celle de Prindești (Dolj) ou celle de Scorila (Mehedinți), dont la dernière, à elle seule, lui assurait un revenu annuel d'un millier de ducats <sup>6</sup>. A ce qu'il paraît, durant toute cette période, Beron ne renonça pas un moment à ses préoccupations scientifiques. C'est sans doute pour suivre l'exemple du même Vardalah, qui avait abandonné la médecine pour se dédier à l'enseignement d'abord et ensuite à des recherches faisant une grande place à la physique, que Beron partit en 1839 pour Paris, où il allait s'adonner complètement à la science. Une certaine part dans cette décision doit revenir sans doute aussi à Jean Oteteleşanu, riche propriétaire terrien, ami et voisin de Beron <sup>7</sup>.

Toutefois, déjà dans son *Abécédaire*, Beron réservait une large place au chapitre intitulé Физически сказания. Parmi les recherches scientifiques de grande envergure qu'il allait entreprendre durant son séjour en Occident, la physique se placera au premier rang. Connaissant huit langues, il publie — de 1831 à 1870 — de nombreux ouvrages (totalisant plus de dix mille pages) en français et en allemand, à Paris, Prague, Berlin et autres grands centres <sup>8</sup>. Quelques savants de son époque connurent et apprécièrent cette œuvre. Dans sa patrie, par contre, elle n'était que peu connue, malgré les efforts en ce sens qu'il entreprit surtout vers la fin de sa vie.

En effet, pendant longtemps l'activité multiple de ce remarquable savant ne sera pas étudiée dans son ensemble. Ce n'est qu'en 1958, qu'un membre de l'Académie Bulgare des Sciences, D. Mihaltchev, attire l'attention sur la nécessité de procéder enfin à cette étude. Les deux ouvrages qui lui furent consacrés après cette date traitent surtout des concepts philosophiques de Beron et notamment de ses vues en ce qui concerne la philosophie de la nature, de ses idées sur le macro- et le microcosme, de ses conceptions gnostiques, sociologiques, etc.<sup>9</sup> Quant à ses ouvrages de physique et de météorologie, ils ne furent que fort peu étudiés, sinon complètement négligés. Comme il fallait bien s'y attendre, l'auteur du chapitre de l'*Histoire de la littérature bulgare* consacré à Beron n'essaie lui non plus d'approfondir ce côté de son activité.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 54. Cette propriété à elle seule était estimée à 30 000 ducats (p. 42)

<sup>7</sup> Comme l'écrivait son neveu, Constantin Beron, dans une lettre du 3 décembre 1855 : « ... un riche propriétaire terrien de la région, M. Oteteleşanu, le prit en affection et le poussa dans ses études » (*ibidem*, p. 559). Jean Oteteleşanu (1795—1876), ministre des finances sous le règne du prince Alexandru I. Cuza, légua la majeure partie de ses biens à l'Académie roumaine. Un de ses descendants, le professeur Henri Oteteleşanu, a été le directeur de l'Observatoire astronomique de Bucarest.

<sup>8</sup> V. la liste complète des ouvrages de Beron, totalisant plus de 20 volumes, chez Mamu Stojanov, *op. cit.*, p. 13—14.

<sup>9</sup> V. M. Băčhivarov, *Мирогледът на Др. Петър Берон*, Varna, 1961 et le recueil, *Петър Берон, Изследване и материали*, Sofia, 1962, dans la rédaction de P. Dinekov et J. Atanasov.

Ceux qui se sont occupés d'étudier l'œuvre de Beron n'ont pas manqué de souligner les contradictions qu'ils ont relevées entre certaines de ses thèses — contradictions explicables si l'on tient compte que leur auteur s'inspirait tantôt des formulations matérialistes de l'époque des Lumières, tantôt des systèmes idéalistes engendrés par le XIX<sup>e</sup> siècle. Ceci ne fait qu'augmenter du reste l'intérêt à accorder aux contributions de Beron dans le champ de la physique et de la météorologie, car son apport dans ce domaine-là s'avère d'importance. Mentionnons en ce sens sa *Thermostatique*, où il est parlé d'un système de machine à vapeurs et de « télégraphes sans fils et sans câbles ». L'ouvrage en question est daté de 1863, alors que Marconi obtient son premier brevet pour la télégraphie sans fil seulement en 1896. Egalement en faveur d'une étude plus poussée de cet aspect de son activité plaident les comptes rendus qui ont salué dans les milieux scientifiques certains de ses ouvrages, ses communications à la Société française de météorologie, l'appréciation dont faisait preuve à son égard le météorologiste allemand Kassner<sup>10</sup>.

Les deux lettres de Beron conservées à la Bibliothèque de l'Académie roumaine et que nous publions ici ont justement pour sujet ses études de physique et de météorologie, témoignant du désir de Beron de rendre connus ses ouvrages non seulement en Bulgarie, mais aussi dans sa patrie adoptive : la Roumanie. Dans sa première lettre, datée de Paris, le 10 mai 1864, le D<sup>r</sup> P. Beron s'adressait à Baligot de Beyne, le secrétaire du prince Alexandru Ioan Cuza. Il lui envoyait le prospectus de son ouvrage de *Physique simplifiée*, en lui annonçant en même temps qu'il veut offrir au prince 80 exemplaires de cet ouvrage, afin qu'une partie en soit distribuée aux bibliothèques de Bucarest, Iassy et des chefs-lieux du pays, quant au reste, il sera à la disposition du prince pour en faire don aux personnes avec des préoccupations scientifiques. Ce désir de faire connaître son œuvre se manifeste aussi dans l'envoi de quelques pages du même ouvrage à la gazette bulgare de Brăila, « Българска пчела », ainsi que dans le fait qu'il fait parvenir au D<sup>r</sup> Ivan Seliminski plusieurs volumes à distribuer à Sliven, Bolgrad, etc.<sup>11</sup> La même gazette bulgare de Brăila recevait aussi un compte rendu de l'ouvrage respectif qui avait déjà paru « dans plusieurs gazettes françaises »<sup>12</sup>.

Pour revenir à cette première lettre adressée à Baligot de Beyne, Beron lui écrivait que toutes les capitales européennes ont pris des mesures pour enregistrer certaines observations météorologiques, qui sont télégraphiées à Paris. Il insistait sur le fait que la fondation à Bucarest d'un

<sup>10</sup> Bojan Penev, *История на новата българска литература*, III, Sofia, 1933, p. 462.

<sup>11</sup> V. la correspondance rattachée à l'envoi des livres chez I. Ormangiev et I. Penakov, *op. cit.*, p. 139–145.

<sup>12</sup> Bojan Penev, *op. cit.*, p. 459.

observatoire météorologique apporterait une contribution importante aux progrès de la science, tout en augmentant le prestige du pays à l'étranger. A Paris, affirmait-il, les données fournies par un tel observatoire seraient accueillies très bien, car on s'en ressentait de leur absence<sup>13</sup>. Comme il se rendait compte que la dotation du pays avec un observatoire qui réclamait des appareils coûteux ne pouvait se faire qu'à grands frais, Beron s'offre à couvrir ces frais grâce à certaines sommes que devait lui rapporter sa maison de Craiova. En effet, durant la guerre de Crimée, sa maison avait été occupée à tour de rôle par les Russes et les Autrichiens et on venait de lui communiquer qu'il avait droit à un dédommagement qui pouvait varier de 400 à 1 000 ducats. Beron en parlait dans sa lettre, en se déclarant prêt à acheter sur cette somme les appareils nécessaires, tout en rappelant à Baligot de Beyne que, malgré la procuration donnée à Jean D. H. Bacaloglou, cet argent ne lui a pas été encore payé.

On ne connaît pas la réponse que Baligot de Beyne fit à sa lettre, mais les volumes de Beron sont bien arrivés à Bucarest et l'Ecole nationale de médecine et de pharmacie dirigée par le docteur Davilla en a reçu un certain nombre, ainsi qu'il résulte de la lettre de remerciement envoyée par le docteur Davilla au prince, lettre à laquelle il avait ajouté une autre pour Beron<sup>14</sup>. Davilla étant au courant de l'intérêt que portait Beron à la météorologie, joignit à sa lettre une série de tableaux avec les observations et les données météorologiques enregistrées à l'école qu'il dirigeait. La gazette « Monitorul » les avait déjà publiées. Les tableaux respectifs notaient la température et la pression de l'air à six, quatorze et vingt-deux heures, la direction du vent, l'aspect du ciel, l'humidité atmosphérique, etc.<sup>15</sup> Ajoutons que l'Ecole nationale de médecine devait recevoir un autre don de livres de la part de Beron, cette fois par l'intermédiaire de Seliminski, comme le montre la lettre de remerciement de Davilla<sup>16</sup>.

La deuxième lettre de Beron que nous publions dans ces pages a toujours pour objet les sommes qui lui revenaient de droit pour la location de sa maison de Craiova. On y trouve mentionnés les mille ducats, dont six cents devaient être payés par les Russes et quatre cents par les Autrichiens. Cette fois Baligot était prié d'aider l'un des frères Moustakoff de récupérer l'argent. Les documents ne montrent pas ce qu'il advint

<sup>13</sup> Il est clair que Beron avait besoin de ces données, car il en parle aussi à Seliminski, le priant d'enregistrer à certaines heures la température, la pression atmosphérique, la vitesse du vent, etc., données qui seraient ensuite publiées dans la même gazette bulgare de Brăila (*ibidem*, p. 463).

<sup>14</sup> Cette lettre s'est elle aussi perdue.

<sup>15</sup> V. par exemple ces données pour l'intervalle 16—29 février 1864 dans « Monitorul », supplément du n° 53 du 5/17 mars 1864 ; de même pour l'intervalle 16—30 avril dans *Monitorul* n° 100 du 5/17 mai ; on y notait aussi les précipitations atmosphériques, les tremblements de terre, etc.

<sup>16</sup> I. Ormangiev et I. Penakov, *op. cit.*, p. 144.

de ces démarches ; fort probablement, Beron ne rentra jamais en possession de ces sommes, aussi dut-il laisser tomber également l'idée de doter les Principautés roumaines d'un observatoire météorologique. D'ailleurs, il semble qu'au moment où Beron écrivait cette première lettre, à Bucarest on procédait déjà à des recherches météorologiques dont les résultats étaient publiés dans « Monitorul » ; mais peut-être qu'il n'en était pas au courant. De toute façon, ce désir de fonder un observatoire météorologique à Bucarest témoigne de l'attachement de Beron vis-à-vis de sa patrie adoptive. Il le prouvera encore par son testament qui, outre les legs prévus pour l'entretien de plusieurs écoles bulgares, n'oublie pas les paysans de sa propriété de Scorila.

En effet, le testament qu'il rédigea à Paris le 2/14 octobre 1867 décide d'affecter les revenus de ces terres à la construction de maisons à deux étages où la jeunesse de la commune apprendrait à lire et à écrire. L'école devait être bâtie par les paysans avec des matériaux que les exécuteurs testamentaires de Beron mettront à leur disposition. Les élèves seraient internes et tenus à apporter leur linge, ainsi qu'une certaine quantité de farine pour en faire du pain, quant au reste de leur entretien et les salaires des enseignants ils seraient couverts par les revenus de la propriété. Parmi les matières à apprendre venaient en premier lieu l'écriture, la lecture et l'arithmétique élémentaire, mais l'école disposera aussi de plusieurs maîtresses de russe, allemand, français et italien ; celles-ci devaient être capables d'enseigner la couture aux filles et de surveiller le menu des élèves. Pour les garçons, il était prévu de leur enseigner deux métiers de ceux les plus nécessaires dans les villages qu'ils habitaient<sup>17</sup>. Le testament désignait comme exécuteurs testamentaires Teohari Papazoglou et ses deux neveux, V. H. Papazoglou et Luca Radoulov. Mais constatant certaines activités de ses exécuteurs testamentaires qui laissaient à désirer, Beron rentre au pays en 1869 ; il y rédige un autre testament qu'il fera légaliser par le Tribunal de Mehedinți le 15 octobre de la même année.

Ce nouveau testament nous apprend la raison qui incita Beron à révoquer l'autre. En effet, il nous apprend que ses trois exécuteurs testamentaires antérieurs ont fait preuve d'une attitude « envers moi-même et envers les intérêts des établissements de bienfaisance que j'ai fondés » qui s'avère « non seulement préjudiciable, mais même condamnable, car ils se proposaient indirectement de détourner de sa véritable destination ma plus belle propriété, appelée Scorila, afin de se l'approprier ». C'est ce qui l'incite à rédiger un autre testament et à appeler en justice les trois personnages incriminés.

<sup>17</sup> V. son testament chez I. Ormangiev et I. Penakov, *op. cit.*, p. 163—165.

Dans son second testament, après avoir précisé les sommes qu'il destinait à l'entretien de plusieurs écoles de Bulgarie, Beron s'occupe des paysans de Scorila. Il prend des dispositions pour que les terrains recouverts de fourrés de cette propriété soient divisés en lotissements de deux arpents chacun et distribués aux paysans avec l'obligation de les transformer en terrains agricoles. Quand les paysans de Scorila auront utilisé pendant deux ans ces terres, il leur sera distribué tout le terrain arable de la propriété, qui comportait aussi 400 arpents de forêt. Chaque paysan devra recevoir cinq arpents de terre de labour et deux cents toises carrées pour y construire une maison et aménager un potager. En échange, le bénéficiaire était tenu à donner durant 33 ans une moitié de ses produits au débarcadère de Cetate. La forêt aussi sera distribuée — sauf 50 arpents nécessaires à l'entretien de l'école de Scorila — aux « paysans prolétaires », c'est-à-dire à ceux n'ayant aucun bien. Le terme de 33 ans une fois dépassé, les paysans recevaient l'entière propriété de ces terres ; les « paysans prolétaires » étaient eux aussi inclus dans cette distribution de terres, mais leur obligation de céder une partie de leurs produits ne courait que sur 23 ans.

En ce qui concerne l'école de Scorila, dont le plan était déjà dessiné et les fondations jetées, Beron revient avec d'autres précisions. L'enseignement devait durer trois ans, les garçons débutant à dix ans et les filles à huit. Le nombre des élèves était illimité quand il s'agissait des habitants de la commune de Scorila parce que « les frais d'entretien étaient eux aussi illimités », pour les autres communes, on devait prendre autant d'élèves « que le local et les moyens le permettaient ». L'internat était obligatoire pendant l'hiver et facultatif durant la chaude saison. Cette fois l'enseignement des langues étrangères était réduit à l'allemand et à l'italien — « qu'ils apprennent seulement à les parler ». Les ateliers de l'école prévoyaient une forge et un atelier de charpentier, le forgeron et le charpentier salariés de l'école ayant l'obligation d'enseigner aux élèves leurs métiers. Malheureusement, ces dispositions testamentaires n'ont jamais été exécutées. Juste à la veille du procès qu'il avait intenté à ses anciens exécuteurs, Beron a été assassiné. Son testament fut annulé pour des raisons qu'il n'y a pas lieu d'examiner ici.

De toute façon, les deux lettres publiées ci-après ont leur importance. Elles montrent le désir de leur auteur de fonder un observatoire météorologique à Bucarest, ainsi que le grand intérêt qu'il aurait eu de recevoir à Paris des données exactes sur ces phénomènes. Celui qui s'attacherait à reconstituer l'activité et les préoccupations scientifiques de Beron devrait nécessairement tenir compte de leur contenu.

De Paris, 10 mai 64

Monsieur,

Je félicite Son Altesse notre Prince du bonheur d'avoir à son côté un homme comme vous êtes.

Du prospectus ci-joint vous voyez que mon ouvrage intitulé *Physique simplifiée* est un traité complet des fluides impondérables. J'en offre à Son Altesse 80 exemplaires dont je désire d'être déposé dans chaque bibliothèque de Bucarest, Jassy et des capitales des districts un exemplaire et les autres restent à la disposition de Son Altesse pour être distribués aux individus qui s'occupent de la science. Monsieur le colonel Alexandri attend l'ordre pour recevoir l'offre et l'expédier.

En toutes les capitales d'Europe s'opèrent observations météorologiques qu'on communique ici par les télégraphes; pour prouver que nous différons des Turcs exclus de cette association, il serait beaucoup fait pour la science et pour l'honneur du pays si Son Altesse ordonne l'établissement d'un observatoire météorologique à Bucarest. Ses observations seront accueillies ici avec tant plus de satisfaction que le manque en est plus sensible.

Pour mon hôtel à Craiova, occupé pendant la guerre par les Russes et par les Autrichiens, je devais obtenir un dédommagement qui était fixé d'abord à 600 ducats par an; plus tard on m'a averti en époques différentes de recevoir 1000 ducats, puis 800, plus tard 600 et avant deux ans on avait réduit le dédommagement à 400 ducats. Chaque fois qu'on m'a invité, j'ai donné l'ordre à M. Jean D. H. Bacaloglu pour aller toucher la somme, mais on ne lui a rien donné.

Au lieu de se perdre cette somme, si Son Altesse ordonne d'être payé, je me chargerai d'acheter les instruments de l'observatoire météorologique.

Recueillez, Monsieur, mes salutations amicales

Votre intime,  
P. Béron

Paris, Hôtel du Louvre  
1864 mai 10.

Monsieur Baligant, secrétaire de Son Altesse le prince I. Couza

Bibl. Acad. R.S.R. Cuza, L.II, f. 147<sup>r</sup> — 147<sup>v</sup>

Școala Națională  
de  
Medicină și Farmacie.  
Nr. 773.

București 20/2 mai 1864

Monsieur,

Je m'empresse de vous accuser réception des ouvrages de Monsieur Béron que Son Altesse Sérénissime le Prince régnant a bien voulu envoyer à la bibliothèque de l'école de Médecine.

\* Textes transcrits en français moderne.

Je vous prie de vouloir bien déposer aux pieds de Son Altesse Sérénissime l'expression de ma reconnaissance pour le choix qu'il a bien voulu faire de la bibliothèque de l'école de Médecine pour conserver ce précieux dépôt. Je joins une lettre de remerciement à Monsieur Béron, qui sera publiée au Moniteur, et des tableaux météorologiques faits à l'école et que je vous prie de lui faire parvenir.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Davilla.

Monsieur Baligot de Beyne chef du cabinet de S.A. le Prince régnant

Bibl. Acad. R.S.R. Arh. Cuza, LII, f. 148<sup>r</sup> — 148<sup>v</sup>

Calea Covatch, Colore Roşie Nr. 18 près le Khan Manouk

Monsieur,

Après ma dernière lettre par laquelle je vous ai annoncé de la somme d'argent qu'on a destinée pour mon dédommagement, j'ai été averti qu'il y a 600 ducats pour moi de la part des Russes et 400 ducats de la part des Autrichiens. Quelqu'un des employés m'offre 350 ducats pour donner un acquit de toutes mes prétentions.

Le porteur de cette lettre, Monsieur Moustacoff est chargé de ma part avec votre assistance de toucher la somme qu'on lui donnera.

Recueillez, Monsieur, mes salutations amicales.

Votre dévoué,  
P. Beron

Paris 1864 mai 24.

Hôtel du Louvre.

Bibl. Acad. R.S.R. Arh. Cuza, LII, f. 149





Pour mon hôtel à Crajsva occupé pendant la guerre par les Russes et par  
 les Autrichiens je devrais obtenir un dédommagement qui doit être d'abord de 8000#  
 par an; puis tant on m'a assés engagé différentes de recevoir 1300 ducats,  
 puis 200, plus tard 600 et avant deux ans on avait réduit le dédommagement  
 à 400 ducats. Chagrin qui me malheureusement j'ai donné l'ordre à M. Jean D. H.  
 Balcadon pour aller toucher la somme mais on ne lui a rien donné.

Au lieu de se perdre cette somme on s'en dit avec certitude d'être payée je me  
 chargerai d'acheter les instruments de l'observatoire météorologique.

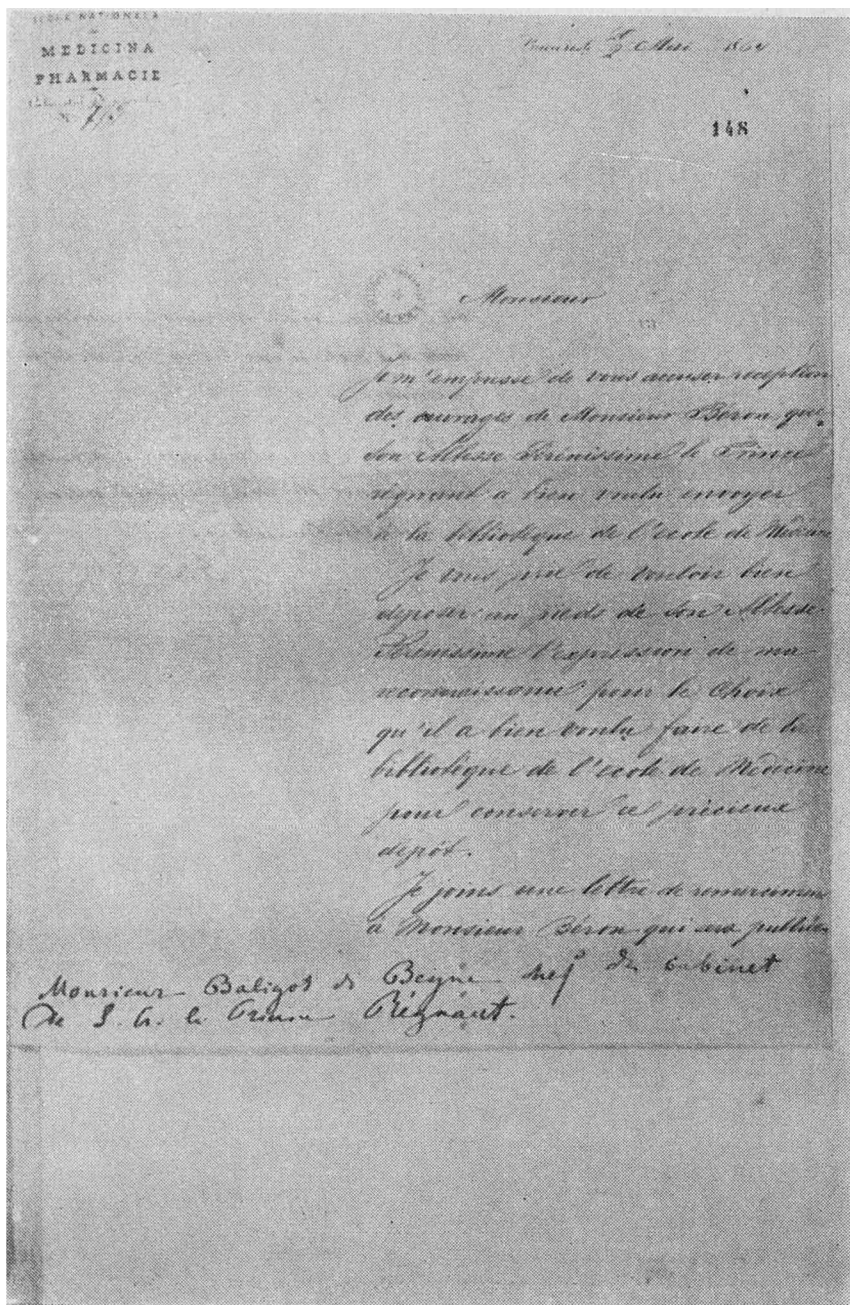
Recevez, Monsieur, mes salutations amicales.

Pour Hôtel Sudmore

votre intime

1859 Mai 10

P. Beron



au Montan, et des tables météorologiques  
faits à l'usage et qui je suis prié de lui faire  
parvenir.

Veuillez agréer Monsieur le secrétaire  
l'assurance de ma considération  
la plus distinguée.

Javilly

149

Calca Covatchy, Catoră Căsu, N<sup>o</sup> 18  
 prin le Khan Cosovan

Monsieur

Après ma dernière lettre par laquelle j'ai été averti de la somme d'argent qui m'a  
 été destinée pour mon établissement, j'ai été averti qu'il y a 600 ducats pour moi de part de  
 Amurat, 400 ducats de la part de Achmet. Quelqu'un m'a proposé m'en offre 300  
 ducats pour terminer au sujet de toutes mes prétentions.

Je vous prie de cette lettre Monsieur Mourtaïff, est chargé de ma part de vous  
 en faire toucher le somme qui m'en sera  
 remise. Recevez, Monsieur, mes salutations amicales

votre dévoué

Perrin 1814 Mai 24  
 Hôtel de la Cour

Perrin

## EXPRESSIONS PARALLÈLES EN GREC ET EN ROUMAIN

Le problème des expressions parallèles dans les langues balkaniques a attiré depuis longtemps l'attention des spécialistes (voir Per. Papahagi, *Parallele Ausdrücke und Redensarten im Rumanischen, Albanischen, Neugriechischen und Bulgarischen*, Leipzig, 1908 ; bien des études et des notes éparses dans les périodiques et les livres se sont ajoutées depuis aux exemples cités par Papahagi). Malgré tout, il reste beaucoup à faire sur ce terrain, entre autres parce qu'il s'agit souvent de formules populaires, qui ne sont pas toujours enregistrées dans les dictionnaires. Le sujet n'en est pas moins important pour la linguistique, comme pour l'histoire des relations culturelles, et je pense qu'on ne lui a pas accordé l'intérêt qu'il mérite.

Deux jeunes égyptotes, Christakis Anastasiou et Marios Karmellos, qui font leurs études à Bucarest, à l'Institut Agronomique « Nicolae Bălcescu », se sont avisés de rassembler les expressions roumaines qui ont un parallèle grec moderne (parfois uniquement dans le dialecte égyptote) ; encouragés par Maria Alexe, qui leur a enseigné le roumain, ils ont dressé une longue liste qu'ils m'ont demandé de réviser et que j'ai présentée pour être publiée dans le présent fascicule.

On y trouvera quelques formules qui ne sont pas limitées au grec et au roumain, soit qu'elles aient été empruntées au grec ancien par les langues occidentales, soit que le grec les ait puisées ailleurs. Je n'ai pas cru devoir les supprimer, car il me semble possible que le parallélisme, même dans ces conditions, ait une signification. J'ajoute qu'un petit nombre parmi les exemples rassemblés étaient déjà connus.

Quoi qu'il en soit, la grande masse des faits nouveaux est de nature à souligner l'importance des recherches dans ce domaine.

A. Graur

- |                             |                                |
|-----------------------------|--------------------------------|
| 1. A cădea în mîmîle cuiva  | — Πέφτω στὰ χέρια του          |
| 2. A cădea în mîini bune    | Πέφτω σέ καλά χέρια            |
| 3. Atît il taie capul       | Τόσο κόβει τό κεφάλι του       |
| 4. A fi alături de cineva   | — Είμαι δίπλα του              |
| 5. De la afla la omega      | = 'Από τό άλφα ως τό ώμέγα     |
| 6. A aluneca printre degete | = Ξεφεύγω μέσα από τά δάκτυλα. |
| 7. Acum să te vād           | = Τώρα θά σέ δώ                |
| 8. A face viața amară       | = Τοῦ κάνω τή ζωή φαρμάκι.     |
| 9. N-am chef                | = Δέν έχω κέφι.                |
| 10. N-am poftă              | = Δέν έχω όρεξη.               |
| 11. Din an în an            | = 'Από χρόνο σέ χρόνο.         |
| 12. A făcut picioare        | — Έγκανε φτερά                 |
| 13. A depune armele         | = Καταθέτω τά όπλα.            |

11. A ridica armele = Σηκώνω τὰ ὄπλα.
15. A face din țințar armăsar = Κάμνει τὸ ψύλλο κάμηλο
16. A arunca o vorbă = Πετάσσω μιὰ κουβέντα.
17. A arunca pe drumuri - Πετάω(κάποιοι) στούς δρόμους.
18. A se ascunde după deget = Κρύβεται πίσω ἀπὸ τὸ δάκτυλό του.
19. Ce vint te abate pe la noi = Τί ἄνεμος σ'ἔφερε σ'ἐμᾶς.
20. A sta ca pe jeratic = Κάθομαι πάνω σὲ ἀναμμένα κάρβουνα.
21. Așa (acum) mai vii de acasă = Τώρα ἐρχεσαι ἀπὸ ἔσω σου.
22. Chit pe chit = Ἴσια-ἴσια.
23. Fugi de aici = Φύγε ἀπὸ κεῖ.
24. A cădea din acord = Καταλήγω (πέφτω) εἰς συμφωνία.
25. A cădea lat = Πέφτω φαρδύς πλατύς.
26. Alb ca varul = Ἄσπρος σάν ἀσβέστης.
27. A avea ceva la activul său = Ἔχει κάτι στὸ ἐνεργητικό του.
28. A trece la acțiune = Περνώ εἰς τὴ πράξιν.
29. Acu-i acu = Τώρα-τώρα.
30. Ai greșit adresa = Ἔκανες λάθος στὴ διεύθυνσιν.
31. A aduce la același numitor = Φέρνω εἰς τὸν ἴδιον παρονομαστή.
32. A lua aer = Παίρνω ἀέρα.
33. Mi-a ajuns pînă aici = Μοῦ ἔφθασε ὡς ἐδῶ.
34. Munte cu munte (nu) se ajunge = Μόνο βουνό μὲ βουνό δὲ σμίγει.
35. Deal cu deal nu se ajunge = Βουνό μὲ βουνό δὲν σμίγει.
36. Cine se amestecă în țărițe îl mănîncă porcii : Cine se amestecă în țărițe îl mănîncă găinile = Ὅποιος ἀναγατώνεται μὲ τὰ πίτυρα τὸν τρώει οἱ κότες
37. A avea limba ascuțită = Ἔχει κοφτερή γλῶσσα
38. Așa și așa = Ἔτσι κι'ἔτσι.
39. A da atenție = Δίδω προσοχή.
40. Cu atît mai bine = Τόσο τὸ καλύτερο.
41. Nici atîta = Οὔτε τόσο δά.
42. Atîta tot și nimic mai mult = Αὐτὸ εἶναι ὅλο καὶ τίποτε περισσότερο.
43. A atrage atenția (cuiva) = Ἐπισύρω τὴ προσοχὴ κάποιου.
44. A inota în aur = Κολυμπῶ στὸ χρυσάφι.
45. Să te audă Dumnezeu = Νά σὲ ἀκούσῃ ὁ Θεός.
46. Eu spun, eu aud = Ἐγὼ λέγω, ἐγὼ ἀκούω.
47. Nu se aude mei musca = Δὲν ἀκούεται οὔτε μυῖγα.
48. Ce am avut și ce am pierdut = Τί εἶχα καὶ τί ἔχασα.
49. În ziua de azi = Τῆ σήμερον ἡμέρα.
50. Bani lichizi = Ρευστό χρῆμα.
51. A minca bani cu lingura (cu lingurița) = Τρώει τὰ λεπτὰ μὲ τὸ κουτάλι (μὲ τὸ κουταλάκι)
52. A ieși basma curată = Βγῆκε μαντήλα ἄσπρη («serviette blanche»).
53. A-și bate capul cu ceva = Κτυπᾶ τὸ κεφάλι του.
54. A se da cu capul de pereți = Δίνει τοῦ κεφαλιοῦ του στὸ τοίχο.
55. Bate firul cit e cald = Κτύπα τὸ σίδηρο ὅπου εἶναι ζεστό.
56. A punc bazele la ceva = Θέτω τίς βάσεις σὲ κάτι.
57. A-și băga mințile în cap = Βάζει μυαλό στὸ κεφάλι.
58. A băga pe cineva la (o) idee = Τὸν βάζω στὴν ιδέα.
59. A băga pe cineva (de viu) în mormînt = Τὸν θάβω ζωντανόν.
60. A băga de seamă = Βάζω ὑπ'ὄψιν.

61. A pune bețe în roate Βάζω ἀντρόχια.
62. A face bine cuiva Κάμνω καλό σέ κάποιον.
63. A primi cu brațele deschise Τόν δέχομαι μέ τά χέρια ἀνοιτά.
64. A sta cu miinile în briu Στέκω μέ τά χέρια στή μέση.
65. Vorbește ca din butoi – Συντηγχνάει σάν ἀπό μέσ'ἀπ'τό πυθάρι.
66. A dormi buștean – Κοιμοῦμαι σάν τόν κοῦκον.
67. A rămînc cu buzele umflate Μένω μέ τά χεῖλη καμένα («les lèvres brùlées »)
68. A trimite de la Ana la Caiafa – Τόν στέλνει ἀπό τόν Ἄνα στόν Καιάφα.
69. Nu-mi ținc nici de cald, nici de rece Δέν μοῦ κάνει οὔτε κρῦο οὔτε ζέστη.
70. A se culca cu găinile = Κοιμᾶται μέ τίς κόττες.
71. A cădea pe capul cuiva – Πέφτει στό κεφάλι του.
72. A-și face de cap – Κάνει τοῦ κεφαλιοῦ του.
73. I.a capătul lumii (pămîntului) – Στό τέλος τοῦ κόσμου.
74. A punc capăt = Θέτω τέρμα.
75. Ca pisica și ciinle – Σάν τό σιύλλο καί τή γάτα.
76. Are o stîină de copii = Ἐχει μιά στάνη παιδιά.
77. A face sat cu cineva = Κάμνω χωριό μέ κάποιον
78. A cădea la pat – Πέφτω στό κρεβάτι.
79. A căuta ceartă cu luminarea = Γυρεύω καυγά μέ τό κερί.
80. A merge ca ceasul – Πάει σάν ρολοί.
81. A fi departe ca cerul de pămînt = Εἶναι μακριά σάν ἀπό τόν οὐρανό στή γῆ
82. A cădea (pica) din cer Πέφτει ἀπό τόν οὐρανόν.
83. Nu pică din cer – Δέν πέφτει ἀπό τόν οὐρανόν.
84. Pe cinstea mea = Στή τιμή μου.
85. A sta ciocan pe capul cuiva = Μέ πελεκᾶ μέ τό σφυρί πάνω στή κεφαλή
86. Ciinle care latră nu mușcă – Τό σκυλλί πού γαυγίζει δέν δαγκώνει.
87. A cîntări din ochi = Ζυγίζει μέ τό μάτι.
88. A-și cîntări vorbele = Ζυγίζει τά λόγια του.
89. A scoate vorba cuiva (din gură) cu cleștele = Τοῦ βγάζει τά λόγια μέ τή τανάλια.
90. Și-a vîrit dracul coada = Ἐβᾶλε ὁ διάβολος τήν οὐρά του.
91. A pleca cu coada între picioare = Φεύγει μέ τήν οὐρά στά σιέλη.
92. A pune sula în coaste = Μπήγει τό σουβλί στά πλευρά.
93. A da din colț în colț = Ἄπό γωνιά σέ γωνιά.
94. Pe cont propriu – Ἰδίους ἐξόδοις (Υἱά λογαριασμό του).
95. A da cont = Δίνω λογαριασμόν.
96. A ține cont = Κρατῶ λογαριασμόν.
97. A cere cont = Ζητῶ λογαριασμόν.
98. A crăpa de necaz = Σκάζει ἀπό τή στενοχωρία. (ἀπό τό κακό του).
99. Cu alte cuvinte = Μέ ἄλλα λόγια.
100. Într-un cuvînt = Μέ μιά λέξη.
101. A da la lumină = Βγάζω στό φῶς.
102. A bate darabana = Τό κάνει τύμπανο.
103. Dat dracului = Δοσμένο-χαρισμένο στό διάβολο.
104. Îi numeri pe degete = Μετριοῦνται στά δάκτυλα.
105. A pune degetul pe rană = Βάζω τά δάκτυλα μου στή πληγή.
106. A-și deschide sufletul Θέτω τόν δάκτυλον ἐπί τοῦ τύπου τῶν ἤλων
107. A se ține de ceva cu dinți = Ἀνοίγει τή καρδιά του.
- Κρατιέται μέ τά δόντια (κρατῶ κάτι μέ τά δόντια).

108. A vorbi pe uas = Μιλᾶ μέ τή μύτη (του)  
 109. Nici una nici două Ούτε ένα, ούτε δύο.  
 110. Unu și cu unu fac două — "Ένα και ένα κάνουν δύο  
 111. A se uita la cineva ca la dracul — Τόν κοιτάζει σάν τόν διάβολον.  
 112. Și-a băgat dracul coada = "Έβαλε ό διάβολος τήν ουράν του.  
 113. Că dracu Τί διάβολο (« que diable »)  
 114. Dumnezeu știe — 'Ο θεός ξέρει.  
 115. Mă doare inima = Μοῦ πονάει ή καρδιά.  
 116. A trece (a cădea) de la o extremă la alta = Πέφτει από τό ένα άκρο στό άλλο  
 117. A face praf = Κονιορτοποιῶ.  
 118. A ieși (a scăpa) cu fata curată = Βγήκε μέ τό πρόσωπο καθαρό.  
 119. Cu voință de fier = Μέ σιδεριένα θέληση  
 120. A pune pe cineva pe foc = Τόν βάζω στή φωτιά.  
 121. A juce în friu — Τόν κρατᾶ από τά χαλινάρια.  
 122. A tuna și a fulgera = 'Αστράφτει και βροντᾶ  
 123. A se face galben ca ceapa = Γίνεται κίτρινος σάν τό κερύ.  
 124. A cădea în ghearele cuiva = Πέφτει στά νύχια κάποιου  
 125. A sparge gheața — Σπάζω τόν πάγον.  
 126. A pune pe giuduri = Τόν βάζω σέ σκέψεις.  
 127. A-și pune în giud = Βάζει εις τή σκέψιν του  
 128. A scăpa ca din gura lupului = Γλύτωσε από τό στόμα τοῦ λύκου  
 129. A vorbi cu jumătate de gură = Μιλᾶ μέ μισό στόμα.  
 130. A face un halit = Κάνω ένα χατῆρι.  
 131. A face haz = Κάνω χάζι.  
 132. A avea haz = "Έχει χάζι.  
 133. A avea mina deschiisă = "Έχει ανοικτή καρδιά.  
 134. A sta la indoială = Πέφτω σέ άμφιβολία  
 135. Fără indoială = Χωρίς άμφιβολία.  
 136. A i se îneca cuiva corăbιle = Βυθίστηκαν τά καράβια του.  
 137. A se întinde la vorbă = Παρατραβάω τή κουβέντα  
 138. A întoarce foaia = Γυρίζω τό φύλλον.  
 139. A juca un rol = Παίζω κάποιον ρόλο.  
 140. A leșina de ris = Λιγοθύμισε από τό γέλοιο.  
 141. A-i veni inima la loc = "Ήρθε ή καρδιά (μου)στό τόπο της.  
 142. A avea loc = Λαμβάνει χώραν.  
 143. A lua parte = Λαμβάνει μέρος.  
 144. A lua sfârșit = Παίρνει τέλος.  
 145. A se lua cu vorba = Πιάστηκε στή κουβέντα.  
 146. A avea mina lungă = "Έχει μακρύ χέρι.  
 147. A duce (a purta) pe cineva de uas = Τόν τραβᾶ από τή μύτη.  
 148. Corb la corb nu-și scoate ochii = Κόρακας κοράκου μάτι δέν βγάζει.  
 149. A se omori de ris = Πεθαίνω από τά γέλοια.  
 150. A fi unuia pică și oasc = Είμαι πετσί και κόκκαλο.  
 151. O palmă de loc = Μιά σπιθαμή τόπο.  
 152. A face pe cineva de două parale = Τόν εκάμε δυό παραδειῶν.  
 153. A face un pas greșit = Κάμνω ένα λαθεμένο βῆμα  
 154. A face primul pas în lunie = Κάμνω τό πρώτο βῆμα στό κόσμο.  
 155. A păși (a merge) pe urmele cuiva = 'Ακολουθῶ τά ἔχνη κάποιου.  
 156. A lăcea ca peștele = Σιωπᾶ σά ψάρι.  
 157. A juce pe cineva din scurt = Τόν κρατῶ από κοντά  
 158. A lua seama = Λαμβάνω ὑπ'όψιν.



159. Sferă de influență Σφαῖρα ἐπιρροῆς.  
 160. A vedea ca prin sită Βλέπει σάν μέσα από τή σίτα.  
 161. A-i singera inima Τοῦ ματώνεται ἡ καρδιά.  
 162. A doîmi iepurește — Λαγοκοιμᾶται.  
 163. A trage un sonu Τραβῶ ἔνυχ ὕπνο.  
 164. A trăi pe spinarca cuiva Ζεῖ στή καμπούρα κάποιου.  
 165. A spumega de furie Ἐφρίζει ἀπό τό θυμό του.  
 166. A-î sta cuiva in calc Στέκει στό δρόμο του.  
 167. A fi stăpin pe situație Εἶναι κύριος τῆς καταστάσεως.  
 168. A fi stăpin pe soartă Εἶναι κύριος τῆς τύχης του  
 169. Cu inima strinsă Μέ σφιγμένη καρδιά.  
 170. A merge strună Πάει κορδόνι.  
 171. A strica calimera (cuiva) Τοῦ ἔκοψε τή καλημέρα.  
 172. Copil de suflet = Ὑψοπαίδι.  
 173. A sta cu ochii în tavan Στέκεται μέ τά μάτια στό ταβάνι  
 174. A se teme și de umbra lui Φοβᾶται καί τόν ἴσχιό του.  
 175. A se unfla în pene Τοῦ φουσκώνουν τά φτερά.  
 176. Ulciorul nu merge de multe ori la apă Ἡ στάμνα δέν πάει πολλές φορές στή βρύσι.  
 177. A fi văzut cu ochi buni — Τόν βλέπει μέ καλά μάτια  
 178. A pune în vedere Θέτω ὑπ' ὄψιν.  
 179. A avea ceva în vedere — Ἐζῶ κάτι ὑπ' ὄψιν μου.  
 180. A pune venin în inimă (cuiva) — Βάζω φαμάλι ν) στή καρδιά.  
 181. A-și vărsa veninul Χύνει τό δηλητήριο (του).  
 182. A prinde de veste — Τόν βρῆκε τό μήνυμα.  
 183. A-și pune viața în primiejdie — Θέτει τή ζωή του εἰς κίνδυνον.  
 184. A arunca banii în vînt Πετάσσει τά λεπτά στον ἀέρα.  
 185. A vorbi în vînt Μιλᾶ στον ἀέρα  
 186. A face pe voia cuiva Κάνει τό θέλημα κάποιου.  
 187. Că bine zici = Σάν καλά τά λές.  
 188. A se lupta ca un zmeu Πολεμᾶ σά τό δράκο.  
 189. Mi se urcă singele la cap = Μοῦ ἀνεβαίνει το αἷμα στό κεφάλι  
 190. A da papucii cuiva — Τοῦδωσε τά παπούτσια στό χέρι.  
 191. A lua pe cineva la bani mîrunti — Τόν παίρνει στό ψιλό.  
 192. Sint unu și unu — Εἶναι ἕνας καί ἕνας.  
 193. Pe cuvîntul meu de onoare — Στό λόγο τῆς τιμῆς μου  
 194. Cînd pisica nu-i acasă soarecii joacă pe masă "Όταν λείπει ἡ γάτα χορεύουν τά ποντίκια.  
 195. Lung cit o prăjină = Μακρὺς σά τό στυλλάρι(ν).  
 196. A curma (a tăia) răul din rădăcină — Κόβω τό κακό σύρριζα.  
 197. A ridica pretenții Ἐγείρω ἀπαιτήσεις.  
 198. A muri de rușine Πεθαίνω ἀπό τή ντροπή.  
 199. Sărac și curat = Φτωχός καί καθαρός.  
 200. A schimba vorba — Ἀλλάσσει κουβέντα.  
 201. A scoate apă din piatră scacă — Βγάζω νερόν ἀπό τήν ξηρόπετραν.  
 202. A tăia nodul gordian = Κόβω τό γόρδιο δεσμό  
 203. Cuțit cu două tășuri — Δίκοπο(ν) μαχαίρι.  
 204. A fugi de cineva, ca diacul d- tămice Τόν ἀποφεύγει σάν ὁ διάβολος τό λιθάνι.  
 205. A pune temche Θέτω τά θεμέλια.  
 206. A ciștiga teren Κερδίζω ἔδαφος.  
 207. A pierde teren — Νάνω ἔδαφος.  
 208. A fi timpul cuiva = Εἶναι ὁ καιρός του.

## RELATIONS ROUMANO-SERBES ET ROUMANO-YOUGOSLAVES DANS LES TRAVAUX DU PROFESSEUR RADU FLORA\*

Après maintes études remarquables concernant les relations roumano-serbes, publiées tant dans les périodiques de Yougoslavie que dans ceux de Roumanie, le professeur Radu Flora, titulaire de la chaire de langue et littérature roumaines à l'Université de Belgrade, réunit les résultats de ses recherches en deux synthèses que nous tenons à signaler aux spécialistes.

En raison de l'espace limité, l'auteur a dû restreindre sa synthèse concernant les relations roumano-yougoslaves à une centaine de pages et, partant, aborder seulement les principaux contacts du passé des deux peuples. Une caractéristique des études du prof. Radu Flora est — ainsi qu'il en témoigne lui-même — d'avoir cherché à mettre en lumière « les aspects positifs et beaux de ces rencontres historiques », qui prédominent dans l'histoire des peuples roumain et serbe et non pas « les désaccords et les litiges ». D'ailleurs, ajoute l'auteur, ces divergences ont été rares, notamment lors de la bataille de Rovine, en 1394—1395, et, plus récemment, pendant les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, lorsque se produisit la séparation de l'Eglise roumaine de l'Eglise serbe. Toutefois, même à Rovine, le chroniqueur serbe Konstantin le Philosophe prête au prince Marko des paroles qui démontrent son attachement au parti de Mircea l'Ancien : « Je dis et prie le Seigneur qu'il veuille secourir les chrétiens, dussé-je être le premier des morts de cette guerre » (« Les relations yougoslavo-roumaines », p. 292). Quant au processus de séparation hiérarchique amorcé fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, il s'est achevé à l'amiable, en 1864.

Parmi les historiens roumains s'étant occupés des relations entre les deux pays, l'auteur cite Ilie Bărbulescu, Nicolae Iorga, Constantin B. Obedeanu, A. Iordan, Sava Iancovici et, sur le plan linguistique, Alexandru Rosetti, G. Mihăilă ; du côté serbe, P. Skok, T. R. Đorđević, D. Sp. Radojičić. Plus récemment, l'auteur mentionne encore S. Anuichi, V. Karanović et autres.

En ce qui concerne la thématique, les relations roumano-yougoslaves sont traitées de différents points de vue : politique (p. 300—332) ; culturel (p. 334—354) ; littéraire (p. 335—376) et linguistique (p. 376—387).

Le relations politiques débutent à l'époque des contacts slavo-roumains sur le territoire de la Dacie. Elles se prolongent durant la dynastie Nemanjić. et même avant la fondation des principautés, les documents émis par la chancellerie de ces rois font mention des « vlahi » (p. 301). Après la création des principautés, ces liaisons s'intensifient par suite des mariages dynastiques des XIV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, ainsi que de ceux avec certains boyards d'Olténie (p. 302—304).

---

\* Radu Flora, *Relațiile serbo-române* (Les relations serbo-roumaines), Panciova, 1968, 406 p. + 6 pl. + 2 cartes ; Idem, *Relațiile jugoslavo-române* (Les relations yougoslavo-roumaines). Synthèse. Extrait de la revue « Lumina » a. XXII, n<sup>o</sup> 6, p. 291—396.

Outre les liens dynastiques, on constate des influences dans l'organisation ecclésiastique, dans l'organisation de l'Etat, dans l'attestation de certains villages serbes de Valachie et de Moldavie. L'armée de Michel le Brave comptait aussi des guerriers serbes (p. 307) et à la cour des princes régnants des XVI<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> il y avait bon nombre de dignitaires serbes. Parmi ces derniers, le plus notable fut le chroniqueur Gheorghe Brancovici qui s'était réfugié à la cour de Șerban Cantacuzène. Durant le XVIII<sup>e</sup> siècle, les relations roumano-serbes « languissent », pour devenir très intenses au XIX<sup>e</sup> siècle.

Les liaisons politiques avec les Croates ne font non plus défaut ; l'auteur mentionne Gașpar Gracijani-Milostić, voïvode de Moldavie, puis certains ecclésiastiques catholiques d'origine croate, ainsi que les mercenaires des princes régnants roumains (p. 313—315). Les liaisons avec Raguse s'affirment surtout sur le plan commercial. En ce qui concerne les Monténégrins, le représentant le plus important en est le typographe Macarie, bien que, selon certains auteurs, il serait d'origine macédonienne. Après la conquête de l'autonomie et ensuite de l'indépendance, les relations des deux dynasties serbes — Karađorđević et Obrenović — avec les princes régnants des pays roumains s'intensifient. Les pays roumains deviennent un lieu de refuge des princes exilés. La révolution de 1848—1849 contribua de même à intensifier ces relations, lorsque Serbes et Roumains de l'Empire autrichien se retrouvèrent sur les mêmes positions. Un aspect moins connu — relevé pour la première fois par l'auteur — est la lutte commune des députés roumains et serbes de Hongrie contre le dualisme austro-hongrois (p. 329).

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la coopération se développe aussi dans le domaine militaire, par la participation des deux pays, en tant qu'alliés, à la guerre balkanique et à la première guerre mondiale. Dès la première guerre mondiale sont jetées les bases des deux pactes : la Petite Entente (1920—1921) et le Pacte Balkanique (1934), qui ont contribué au rapprochement des deux pays, bien qu'aux moments décisifs ils n'aient pas donné les résultats prévus (p. 332).

Les relations politiques se joignent à de fécondes relations culturelles. En rappelant la présence de Nicodème, fondateur de monastères, l'auteur montre que tous les voïvodes roumains, jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, édifièrent des monastères ou firent des donations en territoires sud-danubiens. Parmi ceux-là, les plus marquants sont Radu le Grand, Neagoe Basarab, Petru Rareș, Matei Bassarab, Vasile Lupu et Constantin Brancovan (p. 334—340), ainsi que certains boyards. Toujours sur le plan culturel, l'auteur mentionne bon nombre de typographes, traducteurs ou copistes serbes ayant déployé leur activité dans les Principautés (p. 341—345). Une place à part occupent les chroniqueurs d'origine serbe, comme l'évêque Macarie de Roman, Gheorghe Brancovici, ainsi que nombre de hauts prélats, dont Grigore Țamblac, les métropolitains de Valachie, Maxim Brancovici (1461—1516), Longin Brancovici-Korenić, et Sava Brancovici, métropolitain de Transylvanie. Au début du XVII<sup>e</sup> siècle, vivait à Pécs le patriarche Iovan, d'origine roumaine, tué par les Turcs (p. 347).

L'intensité des relations culturelles roumano-serbes ressort aussi de la totalité des manuscrits slaves conservés à la Bibliothèque de l'Académie ; presque le quart en est de provenance serbe. La bibliothèque de l'Académie des Sciences de Belgrade, ainsi que la Bibliothèque nationale, possèdent de nombreux manuscrits slavo-roumains ; un dictionnaire de 1767 élaboré par un prêtre du Banat dans les langues roumaine, serbe et allemande a été malheureusement détruit pendant la deuxième guerre mondiale (p. 349).

Un mérite tout particulier du livre présenté ici se dégage de l'attention accordée aux relations roumano-serbes au sein de l'Empire des Habsbourg. Celles-ci s'amorcent dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et ne cessent de s'intensifier aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. L'auteur mentionne les écoles cléricales communes à Virșeț, Timișoara et, plus tard, à Arad, et le rôle de quelques personnalités serbes dans l'organisation de l'enseignement, tels Teodor Jancović-Mirijevski,

Urós Nestorović et Gligore Obradović à côté des Roumains Paul Iorgovici, Andriei Şaguna, Nicolae Tincu Velha (p. 353—354).

Aux universités de Belgrade et de Bucarest, sont soutenues plusieurs thèses de doctorat ayant des sujets communs roumano-serbes (p. 354).

Sur le plan littéraire, on constate d'abord une influence réciproque dans l'épopée populaire. L'épopée serbe et croate fait mention des Roumains ainsi que de certaines personnalités comme : Iancu Sibiancu, Mircea l'Ancien, le voïvode Radu, etc. La ville de Bucarest y est aussi mentionnée. Dans l'épopée roumaine paraissent des héros serbes, tels le prince Marco, Iovan Iorgovan, tandis que certains personnages comme Gruiia lui Novac, Mihai, Doicin, etc. figurent dans l'épopée des deux peuples (p. 355—357). En ce qui concerne la culture écrite, les lettrés les plus représentatifs ayant eu des contingences avec la littérature et l'histoire roumaines sont Dositei Obradović, Vuk Stefanović Karadžić, Iovan Sterija Popović et Sava Tekelija. D'autres écrivains serbes, parmi lesquels Joakim Vujić et Vladan Đorđević, ont laissé de précieuses notes de voyage sur les Roumains. Parmi les Roumains sont cités Gheorghe Asachi, Nicolae Bălcescu, Dimitrie Bolintineanu, Alexandru Odobescu, Ioan Slavici et autres. A la fin de ce chapitre, l'auteur publie une précieuse liste de traductions en langue roumaine des œuvres de la littérature des peuples yougoslaves, ainsi que des traductions d'œuvres littéraires roumaines dans les langues des peuples yougoslaves (p. 368—376).

Du point de vue linguistique, on constate des influences réciproques dans la toponymie roumaine et serbo-croate, dans l'onomastique, dans diverses formes grammaticales (postposition de l'article, constructions phraséologiques identiques, etc.). En outre, le roumain comprend nombre de mots d'origine serbe, notamment dans le Banat, en Olténie et en Munténie ; dans le serbo-croate on trouve des mots d'origine roumaine. L'auteur s'est attaché à distinguer les mots serbes des mots slaves, dans tous les domaines d'interférence (p. 377—386).

Certes, une matière aussi vaste concernant les multiples relations au long des siècles réclamait un espace plus étendu. Aussi, l'auteur a-t-il le mérite d'avoir réussi à synthétiser dans les quelque cent pages de son ouvrage les éléments les plus représentatifs. Une vaste bibliographie complète d'une façon heureuse cette synthèse (p. 387—396).

Sans aucun doute, le prof. Radu Flora rend un service insigne aux spécialistes qui se préoccupent de l'histoire des deux peuples et c'est pourquoi nous voudrions faire quelques précisions susceptibles, à notre sens, de servir à l'auteur, lors d'une prochaine édition.

En premier lieu, son affirmation concernant « la réintégration de la population romane du sud du Danube » (p. 296) touche un problème trop vaste pour être épuisé dans le cadre d'une discussion ; il suffit de signaler ici les recherches historiques, archéologiques et philologiques récentes qui ont démontré que le peuple roumain s'est formé à la suite d'un long processus historique, dans l'espace qu'il habite à présent. Dans le traité d'histoire de la Roumanie, aussi bien que dans les synthèses récemment parues, ce problème est amplement analysé et la théorie de la réintégration solidement réfutée. On ne saurait partager ni l'affirmation de l'auteur selon laquelle « les Roumains aient reçu le christianisme des Slaves, plus précisément des Bulgares » et que « les tentatives de démontrer les caractères latins du culte sur la base, disons-nous, de la terminologie chrétienne de la langue roumaine sont demeurées vaines » (p. 304). A la suite des découvertes archéologiques de Biertan, Tibiscum et d'autres localités, ainsi que des témoignages philologiques, on ne saurait contester que les Roumains ont reçu *le christianisme* par intermédiaire latin et seulement *l'organisation ecclésiastique* par intermédiaire slave. Tout aussi hasardeuse nous paraît l'affirmation selon laquelle « les premiers évêchés roumains, avant la formation de la soi-disant *métropole* autonome de la Hongro-Valachie, en 1359, étaient soumis à l'Eglise bulgare » (p. 314). Du point de vue documentaire un seul archevêché est attesté, celui de Tomis (VI<sup>e</sup> siècle) qui, selon les informations que

nous possédons, appartenait à la patriarchie de Constantinople ; dans la légende de Saint Gerhard on spécifie que les moines de Morisena étaient « grecs ».

Les relations politiques entre Roumains et Serbes pendant la révolution de 1848—1849 (p. 326) ont été plus amples, ainsi qu'il résulte de nombreux témoignages de plus grande portée, tel l'appel adressé par le Congrès de Sremski Karlovci au peuple roumain, le refus des Roumains du Banat de se battre contre les Serbes, qu'ils considéraient comme des frères ; il faut souligner surtout l'attitude du cnez Alexandre Karađorđević, qui a refusé l'extradition des révolutionnaires roumains réfugiés en Serbie.

En ce qui concerne la collaboration des députés roumains et serbes contre le dualisme austro-hongrois (p. 329), nous devons préciser que cette collaboration commence après le Diplôme du 20 octobre 1860 ; elle s'intensifie lors de la discussion de la loi des nationalités (1868) et se concrétise dans les programmes politiques de Beckserek et de Timișoara (1869). Suit une période d'apathie, jusque vers 1894, date à laquelle commence l'organisation du congrès des nationalités de Budapest. Cette collaboration n'eut pas lieu entre « les Serbes de la Voïvodine et les Roumains transylvains », mais bien entre les Serbes de cette province-là et les Roumains du Banat et de la Crișana, notamment ceux du Banat. Les Roumains de Transylvanie n'ont point participé à la Diète de 1861 ni à celle de 1865 et ils ne pouvaient donc pas collaborer avec les députés serbes.

Il y a certainement un lapsus calami, page 325, où Alexandre Obrenović est indiqué comme étant « le fils de Karađorđević ». Il s'agit d'Alexandre Karađorđević (1842—1858), et non pas d'Alexandre Obrenović.

En ce qui concerne le début des relations ecclésiastiques roumano-serbes, que l'auteur considère imprécis (p. 350), signalons ici le document qui parle en termes précis de la subordination des prêtres roumains à la hiérarchie serbe : le diplôme de l'empereur Léopold I<sup>er</sup>, du 21 août 1690, qui confère au patriarche Arsenje III Čarnojević la juridiction sur toutes les églises « de rite grec » de l'empire.

Les professeurs Gherasim Raț et Gheorghe Chirilović d'Arad n'étaient point serbes, mais roumains (p. 351) ; Gherasim Raț sera évêque d'Arad. Andrei Șaguna n'a pas été « consacré évêque de Transylvanie » en 1840 (p. 353).

Quant aux liens de Vuk Stefanović Karadžić avec les Roumains, on pourrait mentionner aussi son influence sur Nicolae Tincu Velia, ainsi que les éloges que lui accorda Eftimie Murgu.

Dans le second livre, « Les relations roumano-serbes », le P<sup>r</sup> Radu Flora s'est proposé « d'aborder quelques questions de détail » ; ce volume est le fruit de longues recherches scientifiques faites par l'auteur.

Du point de vue historique, l'auteur complète les informations concernant les relations des deux peuples par des matériaux inédits, qu'il a découverts dans les archives serbes. Parmi ceux-ci, mentionnons le parchemin de Constantin Brancovan de 1701, se trouvant dans les archives de Sremski Karlovci et qui indique en tant que fondateur du monastère Rakovica, près de Belgrade, le voïvode Radu le Grand (1495—1508). Deux autres documents découverts dans les mêmes archives fournissent de nouvelles données sur les relations du voïvode Radu Léon avec le monastère Milosevo, auquel il faisait une donation de 2 000 aspres par an, en 1665, et sur l'activité d'Alexandre Ypsilanti à Brno, en 1791.

Tout aussi précieuses sont les informations qui s'ajoutent à l'histoire du Banat, durant les années révolutionnaires, 1848—1849 ; l'auteur reproduit trois témoignages contemporains rédigés sur les couvertures des livres de messe du village Nicolinț (p. 102—103) et signale la pétition des habitants de Sîn Mihai à Iosif Rajačić en 1849, après la dévastation du village. Quant à l'attitude politique de la population de Sîn Mihai, pendant la révolution (p. 83), qu'il nous soit permis de rappeler notre ouvrage « La Révolution de 1848—49 dans le Banat ».

Les débuts de la section roumaine de l'école cléricale de Virșeț (1822—1823) sont amplement évoqués par l'auteur. La statistique des élèves de cette année-là indique 89 Roumains et 28 Serbes (p. 119—120). D'un grand intérêt pour l'historiographie roumaine serait la publication d'une monographie de cet institut de culture ; il serait intéressant d'établir la liste nominale de tous ceux qui en achevèrent les cours, jusqu'en 1864. Vu que l'auteur nous promet de s'engager à cet important travail, nous lui signalons les notes des élèves des professeurs Dimitrie Petrovici Stoichescu et Nicolae Tincu Velia, conservées dans les manuscrits de la Bibliothèque de l'Académie roumaine et de la bibliothèque du Séminaire de Garansebeș.

Certains documents des XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles sont de moindre importance, mais ils complètent utilement les renseignements concernant la vie des Roumains du Banat (p. 135—147). L'auteur signale un portrait de Dositei Obradović à Zrenjanin et offre de nouvelles données sur le peintre Constantin Daniel, d'origine roumaine, qui s'est intégré, en tant qu'élève d'un maître serbe, dans le mouvement artistique serbe de la Voïvodine ; la majeure partie de ses œuvres se trouvent dans les musées et les collections yougoslaves (p. 157). La série de relations est complétée par la publication de deux lettres de Stojan Novacović adressées à B. P. Hasdeu (p. 195—203).

L'importance des archives de Sremski Karlovci pour l'histoire roumaine fait l'objet d'une étude à part (p. 204—221). Avant de passer à la description des fonds d'archives, l'auteur évoque la vie de la communauté serbo-roumaine au temps de la juridiction de la patriarchie de Sremski Karlovci sur l'Eglise roumaine. Quant au fonds d'archives de Sremski Karlovci, celui-ci compte plus de 1 300 000 documents des XVII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles, écrits en langues roumaine, serbe, latine, allemande et hongroise. Donc, une richesse de renseignements historiques qui attendent les chercheurs. On y trouve des documents ayant trait aux institutions pédagogiques et théologiques d'Arad et de Virșeț, aux écoles roumaines soumises à la hiérarchie de Sremski Karlovci, à quelques personnalités culturelles comme : Paul Iorgovici, Dimitrie Țichindeal, Constantin Diaconovici Loga, Grigore Obradovici, Andrei Șaguna, Nicolae Tincu Velia, etc., ainsi qu'à des personnalités de la culture serbe de la Voïvodine. Il s'y trouve renfermée une vie historique de plus d'un siècle et demi qui, une fois bien connue, jettera une lumière nouvelle sur quelques étapes importantes de notre passé.

Le haut intérêt que présentent pour nous ces archives ressort du simple fait que la documentation inédite du livre du P<sup>r</sup> R. Flora (hormis les documents ayant trait à Constantin Daniel) a été entièrement puisée dans ces archives ; parmi les documents les plus intéressants, une mention particulière est due aux actes concernant la nomination et la confirmation de l'évêque Georges Brancovici, de 1656 et de 1659, reproduits en annexes (p. 222—229).

La partie finale du livre s'occupe de problèmes de linguistique ; l'auteur nous parle de I. Sterija Popović, philologue serbe d'origine macédonienne (p. 223—268) et des influences réciproques entre les langues roumaine et serbo-croate (p. 304—343).

Il est regrettable que l'auteur n'ait point inclus dans ce volume d'autres études intéressantes qu'il a publiées dans des périodiques, moins accessibles aux chercheurs : nous pensons à celle concernant les relations de Vuk Stefanović Karadžić avec les Roumains ou à l'article sur Dimitrie Țichindeal, basé sur des matériaux d'archives inédits de Sremski Karlovci.

Certains problèmes traités dans ce second livre mériteraient d'être approfondis, comme, par exemple, la caractérisation des trois phases de la révolution de 1848—1849 (p. 96). Le problème est certes complexe et réclame une analyse plus poussée. En ce qui concerne le processus de formation de la « bourgeoisie cléricale » dans le Banat (p. 211), nous sommes d'avis qu'on pourrait fixer ses débuts dès la parution du Règlement illyrien (1770), quand la manière de vivre des prêtres a commencé à se différencier de celle des paysans. Lorsqu'au Congrès illyrien de Tmișoara, en 1790, l'évêque de Virșeț, Iosif Ioanovici Sacabentș emet la circulaire du 5 juin 1790 recommandant que dans les communes roumaines le service reli-

cieux soit célébré en langue roumaine, le processus de séparation de ces « bourgeoisies » atteint une phase décisive.

Ça et là, quelques coquilles : à la page 51 il faut corriger les dates de naissance et de mort de Nicolae Tincu Velia (1816—1867, et non pas 1814—1875) ; à la p. 219, l'année 1613, date de l'acte de donation de Vasile Lupu au monastère Milesevo ; Vasile Lupu est né en 1593, donc, en 1613 il n'avait que 20 ans.

Notre discussion succincte ne saurait récapituler tous les mérites de l'auteur de ces deux synthèses : en se référant souvent à des documents inédits, le P<sup>r</sup> Radu Flora nous reconstitue des facettes jusqu'à présent inconnues des relations roumano-serbes ; en évoquant les phrases d'un destin souvent commun ou des personnalités marquantes, il fournit au lecteur un précieux ouvrage de référence avec des chapitres d'un intérêt incontestable. Nous croyons y découvrir le projet d'une synthèse plus vaste et nous serions heureux de savoir que nos observations ont contribué à sa réalisation. Mais il faut souligner dès à présent la précieuse contribution du spécialiste d'un pays ami à l'étude d'un important chapitre de l'histoire des peuples sud-est européens.

*I. D. Suciu*

## LE BAS-DANUBE DANS UN PROJET DIPLOMATIQUE FRANÇAIS AU TEMPS DU PREMIER EMPIRE

La publication de sources françaises relatives à l'histoire de la Hongrie, dans la collection *Fontes rerum historiae Hungaricae in archivis extraneis*, n'a pas avancé, semble-t-il, depuis le premier volume, publié il y a dix ans : *Témoignages français sur la Hongrie à l'époque de Napoléon (1802-1809)*, recueil de documents avec une introduction par Karoly Keeskéméti, Bruxelles, 1960. S'il n'est jamais trop tard pour bien faire, on nous saura gré, peut-être, d'accorder à ce livre, qui était passé inaperçu, l'attention qu'il mérite. A la suite de recherches entreprises à Paris, dans les archives du Quai d'Orsay et de la Rue Saint-Dominique, les matériaux accumulés réussissent à préciser l'image de l'Europe centrale durant les guerres napoléoniennes. Disons-le tout de suite, l'éditeur a su trouver du neuf, non seulement sur sa patrie mais aussi sur les pays environnants. C'est à ce titre que l'ouvrage nous retient : nombre d'informations concernent les Principautés danubiennes aussi bien que la Transylvanie.

Entre le traité d'Amiens et Wagram, la diplomatie française s'est intéressée aux peuples du Sud-Est européen, dont elle visait à capter à son profit les énergies engagées dans les mouvements de libération nationale. On connaît de longue date les rapports des consuls de Bucarest et de Jassy<sup>1</sup>, auxquels s'ajoutaient à l'occasion ceux d'autres visiteurs d'allure plus militaire<sup>2</sup>. A lire les documents édités et commentés par M. Keeskéméti, on découvre que la Hongrie était surveillée par un service de renseignements pareil, sinon plus actif. De fait, elle tenait une grande place dans les projets de la politique impériale. Pour les encourager il ne fallait pas plus que la crise que traversait la Hongrie après l'échec du josphinisme et le lendemain de graves troubles intérieurs, telle la rébellion manquée des « jacobins magyars ». Alors, comme en 1784, l'année de la jacquerie transylvaine, la répression avait été sanglante et le pays s'en remettait lentement<sup>3</sup>. L'idée d'une insurrection de la Hongrie qui, n'encaçant

<sup>1</sup> Andrei Oșteca. *Înființarea consulatelor franceze în țărite românești*, « Revista istorică », XVIII, 1932, p. 330-319. Aux nombreuses dépêches consulaires recueillies par Nerva Iliodoș dans les volumes XVI et XVII de la collection Hurmuzaki, il faut joindre d'autres travaux, de plus longue haleine, sur lesquels ont peiné les représentants successifs de la France dans les Principautés ; voir, par exemple, le *Rapport sur la Valachie et la Moldavie par Reinhard*, dans la « Revue historique du Sud-Est européen », XII, 1935, p. 23-46, 125-141, 237-249, (déjà commenté, *ibid.*, VII, 1930, p. 230-242), et un rapport semblable de Lagan, consul à Jassy, dans le « Buletinul comisiei istorice a României », IX, 1930, p. 148-176, les deux édités par Maria Holban.

<sup>2</sup> Auguste Boppe, *La mission de l'adjudant-commandant Mértage à Vidin (1807-1809)*, in « Annales de l'Ecole libre des sciences politiques », Paris I, 1886, p. 259-293 ; Mareel Emeit, *L'enquête de Napoléon I-er sur les Principautés roumaines*, RIISEE, XIII, 1936, p. 188-196 (à propos du capitaine Aubert).

<sup>3</sup> Bela K. Kirily. *Hungary in the Late Eighteenth Century, the Decline of Enlightened Despotism*, New-York, 1969 ; George Barany, *Stephen Szecsenyi and the Awakening of Hungarian Nationalism, 1791-1841*, Princeton, 1968



l'arrière du front, eût affaibli considérablement l'Autriche, prit corps au début du siècle et elle sera reprise en 1858 par Napoléon III, sous l'influence de Cavour qui la lui avait suggérée à l'entrevue de Plombières. On voit déjà en 1801 l'ébauche de ce plan, tracée par un ancien prisonnier de guerre en Hongrie, demeuré anonyme, en proposant la création d'un royaume hongrois indépendant. La couronne de Saint Etienne serait échue à l'archiduc Joseph (1776—1847), lequel aurait épousé, à cet effet, la princesse Alexandra, fille du tzar Paul I-er : on est encore à l'époque de l'alliance franco-russe. Plus certain que ce mariage, destiné à assurer quelques garanties extérieures au futur Etat, eût été l'appui donné aux armées françaises par « le grand nombre de protestants de la religion grecque », ce qui signifie évidemment les Roumains de Transylvanie, où l'on comptait deux millions d'orthodoxes pour quelques milliers d'uniates<sup>4</sup>.

Une propagande active aboutit à la proclamation de Schonbrunn, le 15 mai 1809 : « Je ne veux rien de vous. Je ne désire que vous voir nation libre et indépendante ! » S'ils savaient ce que parler veut dire, les Hongrois n'ont pas dû se fier aux paroles de Napoléon. D'ailleurs, la noblesse n'osait pas se révolter parce qu'elle craignait pour ses privilèges. Le soulèvement attendu par la diplomatie française ne se produisit jamais. Il en advint comme de tant d'autres projets plus ou moins chimériques, qui finissent par être enfouis dans les archives. Au dossier de cette vaine tentative, le recueil paru à Bruxelles ajoute plusieurs pièces d'un grand intérêt.

D'abord, les rapports du colonel Gérard Lacuée (1774—1805), secrétaire d'ambassade à Vienne, « un jeune homme de la plus grande distinction ». Il voyagea en Hongrie en mai-juin 1802. Ses impressions prirent la forme de très longues lettres dont le premier lecteur fut Bourricone mais qui, peut-être, s'égarèrent ensuite sur le bureau de Bonaparte.

Un personnage moins banal est le marquis Claude-François-Adrien de Lezay-Marnésia (1769—1814), traducteur de *Don Carlos* et auteur de plusieurs écrits sur l'Amérique et la Révolution<sup>5</sup>. Bourricone s'était renseigné sur son compte, en mars 1802, auprès du conseiller d'Etat Roederer. Le mois suivant, le Premier Consul, qui lui gardera ensuite sa faveur, en le nommant ministre de France à Salzbourg, préfet de Coblenz en 1806 et préfet du Bas-Rhin en 1810, décida de « l'employer à un voyage politique et géographique en Hongrie, à peu près avec les instructions de celui qui est déjà à votre connaissance » (probablement Lacuée). Une mission d'espionnage, sous prétexte de l'étude des dernières méthodes agricoles, ne réjouissait guère M. de Lezay-Marnésia qui déclare « que je suis très peu propre à la bien remplir ». Ce gentilhomme ruiné par la Révolution avait du mal à accepter le rôle d'un vulgaire comparse que le nouveau régime voulait bien lui confier. Il se vantait d'être connu par « Madame de Bonaparte » : en effet, sa sœur avait épousé Claude de Beauharnais, proche parent de Joséphine<sup>6</sup>. Le 27 mai, on lui remit des instructions officielles qui lui recommandaient de bien observer « la manière d'élever les bestiaux en différentes parties de l'Europe, notamment les bœufs en Hongrie » (!) Le 30 mai, le marquis fut reçu en audience par Bonaparte. Il écrit, le lendemain : « Il s'agit d'un voyage de plus de douze cents lieues, dont les deux tiers à faire à petites journées et près d'un quart sous escorte (Transylvanie, Bukovine, Dalmatie et Banat). A peine six ou huit mois suffiront-ils ? » Venant de Genève et passant par le Tyrol, le voyageur s'arrêtera à Vienne, pour repartir bientôt, par Bratislava, vers la Hongrie. Ainsi, il a l'occasion de voir l'ouest de la Transylvanie. En route, le 20 octobre, il envoie au Premier Consul une carte militaire de la Haute-Autriche et une autre de la Hongrie, ahurissant détail qui montre que le « cabinet noir » n'était pas trop à craindre.

<sup>4</sup> *Témoignages français sur la Hongrie*, p. XL—XLIII.

<sup>5</sup> Avec ça, en 1787 il avait publié un *Essai sur la nature champêtre et L'heureuse famille, conte moral*.

<sup>6</sup> « L'Illustration », 11, 1846, p. 339.

Ses observations sur l'état économique et social du pays qu'il traversait sont d'une justesse frappante : « La bourgeoisie est pauvre parce qu'elle n'a que peu de terres, pas de fabriques et peu de commerce. La petite noblesse et le bas-clergé sont pauvres aussi. Le haut clergé et la haute noblesse ont des richesses immenses ». Tout en connaissant parfaitement les vastes plans amorcés à Paris, l'envoyé de Napoléon osait leur opposer la réalité qu'il avait observée de près : « Les causes prochaines de révolution manquent dans la bourgeoisie. La bourgeoisie n'est pas assez pauvre pour être séditeuse, elle l'est trop pour avoir de l'ambition. La faim et l'excès des mauvais traitements pourroient seuls révolter les paysans. . . Les mauvais traitements sont devenus plus rares depuis qu'ils sont devenus dangereux aux seigneurs »<sup>7</sup>. Entendons : depuis 1784, à moins que l'allusion n'ait trait au mouvement paysan de 1790 en Transylvanie<sup>8</sup>. Cependant, il convient de mieux juger la bourgeoisie roumaine de cette province qui n'avait pas abandonné l'action politique. preuve ce mémoire adressé à François II en 1804, que l'académicien David Prodan vient de découvrir presque miraculeusement<sup>9</sup>.

Dans l'exposé du marquis de Lezay-Marnésia, un sous-titre fait sursauter : *Avantages que retireroit la Maison d'Autriche de la réunion de la Moldavie et de la Wallachie à ses domaines*. Ce n'était pas la première fois que la diplomatie française envisageait le partage de l'Empire ottoman. La veille d'Austerlitz, Talleyrand concevra le projet de céder les Principautés à l'Autriche en échange de ses possessions du Tyrol et de la Souabe, tandis que l'ancien territoire de Venise, livré à l'Autriche à Campo-Formio, serait revenu à la France. Ces froids calculs du prince de Bénévent, développés dans un texte de 1805, n'étaient-ils pas inspirés par le rapport de Lezay ? Selon celui-ci . « Dans un démembrement de l'Empire turc, la Moldavie et la Wallachie tomberaient vraisemblablement à l'Autriche, si l'on n'en avait pas formé d'avance un Etat séparé. L'accroissement de forces qu'elle en retireroit ne peut point s'estimer au juste, sans savoir l'administration qu'elle donneroit à ses nouvelles acquisitions ; cependant, l'on peut croire qu'elles seroient pour elle d'un prix immense.

La Wallachie et la Moldavie qui bordent à l'est et un peu au midi les possessions de la Maison d'Autriche sont des pays d'une fertilité extraordinaire en blé, vin, fruits, lin, chanvre et la plupart des productions nécessaires à la vie. On trouve aussi dans l'une et l'autre de ces contrées des forêts d'une immense étendue, remplies de chênes propres à la construction et de sapins propres aux mâtures : deux produits qui manquent aux pays situés autour de la Méditerranée et qui par les rivières qui descendent du pays dans le Danube et moyennant la sortie libre de la mer Noire peuvent leur arriver<sup>10</sup>. . . On ne sait rien d'exact sur la population. Elle est très faible en Wallachie et va s'affaiblissant de jour en jour, parce que de jour en jour, les demandes du Sérail devenant plus considérables, les vexations des princes pour y fournir se multiplient. Quant à l'étendue de ces deux pays réunis, elle peut être égale au tiers de la Hongrie.

Réunis aux Etats de la Maison d'Autriche, ces pays n'ajouteroient rien à la force de ses frontières : à l'est elle ne peut en avoir de plus fortes que celles que lui procurent les montagnes de Transylvanie et de la Bukovine.

<sup>7</sup> *Témoignages français sur la Hongrie*, p. 76—77.

<sup>8</sup> I. Sabău, *Problema influenței primei revoluții burgheze din Franța asupra agitațiilor țărănești din Transilvania în anul 1790*, « Anuarul Institutului de istorie din Cluj », I—II (1958—1959), p. 163—178.

<sup>9</sup> D. Prodan, *Încă un Supplex Libellus românesc, 1804*, Cluj, 1970.

<sup>10</sup> *Témoignages français sur la Hongrie*, p. 116. Ailleurs (p. 132), on affirme que « la Moldavie et la Wallachie tirent par Debretzin pour quatre à cinq millions de florins de marchandises fabriquées en Allemagne. Les villes du Bas-Danube sont l'entrepôt du coton que l'on tire du Levant par terre, et des laines de Wallachie ».

l'ormant un Etat à eux seuls, ils ont eux-mêmes de ce côté une frontière très forte qui est comme le dédoublement de celles de la Transylvanie et de la Bukovine, les mêmes chaînes de montagnes qui les en séparent étant assises moitié sur un Etat moitié sur l'autre »<sup>11</sup>.

Il peut être intéressant de connaître les idées remarquablement claires, quoiqu'un peu sommaires, d'un Français averti au sujet des pays roumains qu'il concevait comme « formant un Etat à eux seuls ». Il y pense lorsqu'il mène l'Autriche d'une coalition, « si jamais il se forme vers la Wallachie une puissance qui, tombant par le Bas-Danube sur ses derrières, tandis que, par le Haut-Danube, la France l'attaquerait de front, serait d'ailleurs établie là, selon que la France l'entendrait, ou pour soutenir la Turquie, ou pour ramasser ses débris ». Ce même observateur devait avouer que « la Hongrie est trop faible aujourd'hui, je ne dis pas pour arriver, mais pour aspirer même à l'indépendance. Il lui faudrait pour exister par elle-même ou les deux Gallicies au nord, ou à l'est la Moldavie jointe à la Wallachie, ou au midi toutes les provinces turques qui s'étendent de la Wallachie jusqu'à la Croatie hongroise »<sup>12</sup>.

On s'aperçoit que les prévisions les plus justes voisinent avec des rêveries picrochelliennes. Tout de même, le personnage retient l'attention et auprès de lui les autres dont ce volume rassemble les relations de voyage font petite figure. Ils ne sont pas, eux, hantés par de grands songes, ce sont, pour la plupart, des ingénieurs, topographes ou géographes, chargés de dresser les cartes pour la future invasion. Seul, fait exception le comte Philippe-Camille-Marcellin-Casimir de Tournon-Simiane (1778—1833), un grand fonctionnaire de l'Empire. Cet intendant de Bayreuth, ayant été pris par les uhlands dans la ville conquise, fut emprisonné pendant un mois au château de Munkács. En mai 1807, un certain Léon Duplex, agent du comte Marscalchi (l'ambassadeur d'Italie à Paris), faisait semblant de se diriger vers Constantinople mais trafiquait en route le plus longtemps qu'il pouvait, pour glaner des renseignements. A Timișoara, par exemple, il apprend que « dans le Banat et généralement sur les frontières de la Turquie, l'on est obligé d'exercer la surveillance la plus active pour maintenir la tranquillité et empêcher la désertion des Valaques »<sup>13</sup>.

Des témoignages semblables sont assez fréquents dans le recueil. L'exactitude de l'édition est telle qu'à peine y aurait-il une légère inadvertance à signaler : au lieu de « Vernina » (p. 60), lire Raymond de *Vernnac*, le beau-père du peintre Delacroix, un ci-devant, envoyé par la République en ambassade à Constantinople<sup>14</sup>.

Le fait que beaucoup de Roumains se trouvaient obligés de combattre la Grande Armée sous les drapeaux autrichiens a eu des conséquences dont il est difficile d'apprécier l'importance<sup>15</sup>. En tant que chapelain militaire ayant pris part aux campagnes de 1788—1791, Nicolae Stoica de Hașeg, un pauvre prêtre du Banat, a entendu parler de « la Convention tyrannique des Français », de leur « constitution enragée, empoisonnée, qui, en plantant les arbres de liberté, égalité (sic), foulait au pieds la foi, abandonnait la religion pour en embrasser une nouvelle », du calendrier républicain « inouï » et d'autres merveilles. Ce modeste chroniqueur fait mention

<sup>11</sup> *Ibid.*, p. 117. Voir aussi Th. Holban, *Documente românești din arhivele franceze (1801—1812)*, Bucarest, 1939, p. 33—34, 56—62. Cf. *ibid.*, p. 37—38, un rapport de 1806 sur les Principautés par Pierre-Amédée Jaubert, auteur du *Voyage en Arménie et en Perse, fait dans les années 1805 et 1806*, Paris, 1821.

<sup>12</sup> Témoignages, p. 78—79.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 150.

<sup>14</sup> N. Iorga, *Un discours jacobin à la Sublime Porte — Vieux souvenirs : un document*, RHSEE, XVII, 1910, p. 228—230.

<sup>15</sup> Voir Emil Virtosu, *Napoleon Bonaparte și dorințele moldovenilor la 1807*, in « Studii », 18, 1965, p. 403—420 (avec abondante bibliographie) et, surtout, l'étude très fouillée d'Alexandru Dușu, *L'image de la France dans les pays roumains pendant les campagnes napoléoniennes et le Congrès de Vienne*, in « Nouvelles études d'histoire », III, Bucarest, 1965, p. 219—242.

de la traversée du désert par l'armée d'Égypte sur les traces de Moïse (!), il connaît les noms de Kléber, Murat, Bernadotte, Sébastiani, etc. La carrière de Napoléon est ainsi retracée avec beaucoup de détails pittoresques<sup>16</sup>. Récemment on a évoqué le rôle des prisonniers de guerre rentrés de France dans les émeutes paysannes de Transylvanie au début du XIX-e siècle<sup>17</sup>. De leur côté, les faux *touristes* — le mot est de Stendhal, donc presque contemporain — ont pu attiser le mécontentement populaire et, le cas échéant, semer l'espérance dans la mission libératrice de la France impériale.

*Andrei Pippidi*

---

<sup>16</sup> N. Stoica de Hațeg, *Cronica Banatului*, éd. Damaschin Mioc, Bucarest, 1969, p. 291, 294—304. Cf. I. Corfus, *Cronica meșteșugarului Ioan Dobrescu (1802—1830)*, « Studii și articole de istorie », VIII, 1966, p. 344—345.

<sup>17</sup> Aurel Cosma, dans la revue « Orizont », 1970, 1, p. 95—96.

LE II<sup>e</sup> CONGRÈS INTERNATIONAL DES ÉTUDES DU SUD-EST EUROPÉEN,  
ATHÈNES, 7-13 MAI 1970

II

Ainsi que nous l'avons vu dans la première partie de cette chronique, les thèmes d'histoire ont bénéficié d'une participation particulièrement large, tant par les nombreuses communications que par l'ampleur des discussions soulevées. Les thèmes traités, tout en élucidant quelques aspects fondamentaux de l'histoire sud-est européenne, ont en même temps justifié ce domaine d'activité en tant que discipline autonome. Une fois les facteurs communs détectés et analysés, l'utilité des études sud-est européennes s'impose avec évidence.

A la section « Droit et économie », les travaux se sont concentrés sur trois thèmes seulement. Pourtant leur intérêt n'en fut pas moindre, car les problèmes attaqués sont essentiels pour la compréhension de l'histoire sud-est européenne sous la domination ottomane. En effet, le thème « Echanges et circulation monétaire dans les Balkans à l'époque de l'Empire ottoman » permit aux participants d'examiner les cours des monnaies, leur histoire, le processus de leur dépréciation aux XV<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles, leur falsification, ainsi que le rapport existant entre le cours des monnaies turques et les monnaies européennes (John Lampe — U.S.A., S. Rizay — Yougoslavie, Dém. Hemmerdinger-Eliadou — France, Ömer Barkan — Turquie). Le développement économique de la Grèce fut étudié par P. B. Dertilis et Dém. Délvanis, tandis que les exportations grecques au début du XVIII<sup>e</sup> siècle ont été présentées par D. Gofas (Grèce) d'après des documents inédits. Le rôle du facteur albanais dans le commerce balkanique du XVIII<sup>e</sup> siècle et au commencement du XIX<sup>e</sup> a été démontré par S. Naçi (Albanie). L'activité des colonies de marchands balkaniques des villes hongroises a fait l'objet de la communication de Martha Bur-Markowska (Bulgarie). Olga Cicanci (Roumanie) — *in absentia* — a montré le rôle des compagnies grecques de Transylvanie dans le commerce sud-est européen de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle. Par son emplacement géographique, la Transylvanie offrait des conditions particulièrement favorables au développement du commerce de transit par Vienne, vers l'Europe centrale. L'auteur signale la richesse des matériaux d'archives — la plupart inédits — qui permettent de suivre la manière dont ces compagnies étaient organisées, leur statut juridique, leurs relations avec les autorités locales et la Cour de Vienne, etc.

Les débats autour du second thème, dédié aux « Privilèges et franchises dans le Sud-Est européen à l'époque de l'Empire ottoman » ont été ouverts par le rapport du prof. N. Pantazopoulos (Grèce). L'auteur a examiné avec sa compétence bien connue l'évolution des rapports musulmano-chrétiens sur le plan juridique et ecclésiastique depuis l'apparition de l'Islam

jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle. Il a donné une analyse très nuancée de « la nécessité de coexistence des seigneurs et des vassaux » qui engendra les « privilèges » de l'Empire ottoman.

Les différents aspects de cette coexistence entre Turcs et chrétiens (Église, corporations, autonomie locale) ont été abordés par les représentants de presque tous les pays sud-est européens. L'aspect ecclésiastique, c'est-à-dire les privilèges de l'Église orthodoxe dans l'Empire ottoman et ses principaux attributs, a formé l'objet de la communication de Gerasimos Komdans (Grèce). Ömer İntfi Barkan (Turquie) s'est occupé du statut des corporations d'artisans dans l'Empire ottoman et Nikola Vučko (Yougoslavie) a analysé l'influence du système corporatif ottoman sur le processus de désagrégation des corporations serbes. Fanny Milkova (Bulgarie) — *in absentia* — a examiné de près les difficultés auxquelles se heurta l'évolution de la propriété foncière des « telhliks » vers la propriété privée, de type bourgeois. Le problème des capitulations a formé l'objet de la communication d'Hélène Koukkou, tandis que celui de l'autonomie locale et des privilèges a été traité par C. Kyrris (Chypre) dans sa communication « Armées locales et luttes de libération en Chypre 1570–1670 » et par Maria Alexandresen-Dersea Bulgaru (Roumanie), « L'origine et l'importance historique des khatt-ı cherifs de privilèges accordés aux Principautés roumaines ». M. Alexandrescu-Dersea y a analysé le statut juridique des pays roumains, en s'occupant tout spécialement des khatt-ı cherifs de 1774–1826, qui ont régi les rapports des Principautés roumaines avec l'Empire jusqu'au traité d'Andrinople (1829).

Un thème fondamental pour l'histoire du droit, qui a figuré avec succès dans le programme du Congrès, fut celui de la « Réception du droit byzantin dans les droits des peuples balkaniques ». Pour la Grèce, ce phénomène a été étudié par les professeurs G. Michaléhdés-Nouaros et Gh. Frangistas (Grèce). Le premier a mis en lumière d'une manière fort suggestive les valeurs durables du droit byzantin, ainsi que les conditions historiques dans lesquelles ces valeurs ont jusqu'à présent joué un rôle insigne dans le développement du droit civil grec. Le second a soumis à une analyse serrée et pertinente les problèmes d'ordre historique et constitutionnel que soulève en droit grec actuel la réception du droit canon byzantin. Présentant une vue d'ensemble sur la réception du droit byzantin en Bulgarie, le prof. M. Andreev (Bulgarie) s'est attaché aux aspects bulgares, fort intéressants, des rapports du droit byzantin et de la coutume. La synthèse réalisée dans ce domaine par le droit roumain a été examinée par le prof. Val. Georgescu dans sa communication intitulée « Réception roumaine du droit byzantin dans le contexte sud-est européen ». Ce processus dans les Principautés roumaines est caractérisé par une double tendance : d'une part l'opposition, la lutte des deux systèmes (droit coutumier et droit byzantin), de l'autre, une continue interaction jusqu'au triomphe final du droit écrit, législatif et national, qui ne fut d'ailleurs pas le droit byzantin dans aucun des pays balkaniques. En étendant ses conclusions à tous les pays de la zone sud-est européenne, le prof. Val. Georgescu a attiré l'attention sur le rôle de l'Église œcuménique et des Églises nationales dans la réception du droit byzantin, sur la position complexe adoptée par la Porte ottomane, ainsi que sur les rapports existant entre la réception justicienne et la culture juridique occidentale. Une conclusion s'imposerait, selon l'auteur. C'est la nécessité que l'AIÉSEE prenne l'initiative de l'élaboration d'un ouvrage qui soit — pour la zone sud-est européenne — le pendant du *Ius romanum mediæ ævi* (le nouveau Savigny).

Les brillantes discussions soutenues par le prof. Gh. Frangistas, le prof. M. Andreev, l'acad. Gr. Gasmatis, Romulus Vulcănescu et Val. Georgescu ont contribué à définir l'unité fondamentale de la réception byzantine, tout en détachant ses particularités nationales, tant en ce qui concerne la périodisation, que les sources employées et le cadre politique, après la conquête de la péninsule par les Turcs. On posa aussi le problème de l'application du droit byzantin et de la résistance obstinée et prolongée opposée par la coutume. La réception fut définie comme étant un processus nécessaire de la formation du droit national de chaque peuple.

Les rapports de la section de linguistique, présentés par l'acad. Alex. Rosetti (Roumanie), l'acad. Vladimir Georgiev (Bulgarie), le D<sup>r</sup> Radoslav Katičić (Yougoslavie) et le prof. Androkli Kostallari (Albanie) ont fait le bilan des recherches sud-est européennes effectuées dans ce domaine après le Congrès de Sofia. Le prof. Rosetti a attiré l'attention sur les éléments de substrat communs aux Roumains et aux Albanais. Le prof. Georgiev — donnant un aperçu général des réalisations des chercheurs bulgares — a surtout insisté sur les tâches plus pressantes de la linguistique balkanique. Il a proposé l'élaboration d'un « Atlas toponymique balkanique » fondé sur les sources historiques, à partir des temps les plus reculés jusqu'au VI<sup>e</sup> siècle, quand les Slaves s'établirent dans la péninsule balkanique. R. Katičić a présenté les recherches illyriennes en Yougoslavie et A. Kostallari, celles d'Albanie.

Les discussions ont porté sur le problème de « l'union linguistique balkanique ». N. Andriotis a exprimé sa conviction dans l'individualité de chaque langue balkanique, sans nier l'influence naturelle qu'exerce une langue sur une autre, mais sans toutefois admettre que par le bilinguisme on puisse arriver à l'union linguistique. I. Zaimov a indiqué l'importance de la densité ethnographique aux Balkans à partir du VI<sup>e</sup> jusqu'au XII<sup>e</sup> siècle, ainsi que l'importance de ce facteur pour les relations linguistiques balkaniques. Il a souligné les facteurs qui aident à déterminer les « balkanisines » des langues balkaniques.

Les communications se sont groupées autour des deux thèmes de la section linguistique, dont le premier (« Héritages grecs successifs dans les langues balkaniques ») a bénéficié de la contribution de Peter Ilievski (Yougoslavie), Kiril Vlahov (Bulgarie), Boris Markov (Yougoslavie), Demiraj Sh. (Albanie). I. Zaimov (Bulgarie), Eric P. Hamp (U.S.A.), Idriz Ajeti et Ivan Pudic (Yougoslavie). Le prof. Haralambie Mihăescu (Roumanie) *in absentia* — a analysé l'influence grecque slave par le roumain à travers les siècles, en montrant que cette influence eut son apogée au XVIII<sup>e</sup> siècle. Sur les 1330 hellénismes datant de l'époque phariote, seuls 120 ont persisté jusqu'à nos jours. E. Djamo-Diaconiță (Roumanie) — *in absentia* a apporté des « Contributions à l'étude de l'influence de la langue grecque sur le slavo-roumain (XIV<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles) », son étude renfermant l'analyse des emprunts lexicaux et des termes composés calqués sur le modèle grec.

Tout aussi fructueuse s'avère l'enquête menée par les collaborateurs du second thème linguistique concernant « La formation des langues littéraires dans les pays du Sud-Est européen ». Aux vues d'ensemble esquissées pour toute la zone par Dalibor Brozović (Yougoslavie), R. Auty (Angleterre), J. Haimm (Autriche) ont succédé les communications envisageant ce processus pour chaque pays sud-est européen. M. Domi (Albanie), B. Stolz (U.S.A.), L. Mulaku (Yougoslavie), Eren Hasan (Turquie), etc. Florica Dimitrescu-Niculescu (Roumanie) — *in absentia* — s'occupa du rôle des éléments d'origine grecque dans la formation des nouveaux termes du roumain littéraire, en montrant la productivité de certains éléments formatifs. D'amples discussions portant, entre autres, sur l'époque de la formation de la langue littéraire bulgare, sur certains changements phonétiques du bulgare, sur le rotacisme en albanais ou sur l'activité de Vuk Karadžić ont complété la riche activité de cette section.

À la section de littérature, le rapport a été fait, du côté roumain, par le prof. Al. Dina, qui donna un ample aperçu de l'état actuel des études littéraires en Roumanie, doublé d'un tableau des principales étapes parcourues par la critique et l'histoire littéraires roumaines.

Le premier thème de cette section, dédié à l'« Humanisme dans le Sud-Est européen (sources, caractères, diffusion, moyens d'enseignement) », suscita l'intérêt de nombreux chercheurs et une large participation des Roumains. La variété des sujets choisis s'explique surtout par l'interprétation différente que les auteurs ont donnée au terme d'humanisme. En commençant par l'acad. Gr. Cassimatis (Grèce), qui a fait quelques réflexions sur l'humanisme byzantin et en finissant par M. Z. Xholi (Albanie), qui a détaché l'humanisme des idées de Naim Frashëri (1846—1900), nous avons assisté — ainsi que l'a si justement remarqué dans ses conclu-

sions le prof. Mihai Berza — à toute une gamme d'« humanismes ». Le prof. A. Pertusi (Italie) a analysé la formation de Digenis Akritas ; G. Papoulidis (Grèce) a étudié l'« influence de la renaissance spirituelle athonite du XVIII<sup>e</sup> siècle sur l'école de Paissij Velicikovki dans les pays roumains et en Russie du Sud » ; Vuh Nedeljković (Yougoslavie) a présenté « Esope et Dositej Obradović » et Roxani Argyropoulou (Grèce) a analysé la « Traduction manuscrite de l'*Ethique* de Benjamin de Lesbos ». Anté Kadić (U.S.A.) a montré le rôle joué par l'évêque Strossmayer dans la Renaissance bulgare, A. Taclnaos (Grèce) a parlé de « L'autobiographie en tant que genre littéraire de la littérature balkanique du XVIII<sup>e</sup> siècle » et D. Geanakoplos (U.S.A.) a présenté un humaniste crétois : Markus Musurus. L'activité des sociétés littéraires grecques au XIX<sup>e</sup> siècle a été présentée par Dim. Picraménou et Lucie Drouha (Grèce). Un sujet fort intéressant pour les Roumains a été attaqué par M. Léandre Vranoussis (Grèce). Il s'agit de « La question homérique de la littérature slavo-roumaine », c'est-à-dire de la paternité des « conseils » attribués au prince Neagoe Basarab (1512—1521). Malgré le ton convaincant de notre érudit collègue, son hypothèse selon laquelle le manuscrit d'Athos serait l'autographe de Manuel de Corynthie, qui aurait rédigé les « conseils » à la demande du prince Neagoe, a soulevé bien des discussions<sup>1</sup>.

En ce qui concerne la participation roumaine à ce thème, on pourrait dire qu'elle s'est moins éloignée du but proposé et que les communications présentées ont eu, pour la plupart, pour objet l'humanisme, tel que le conçoit la définition classique du terme. Le prof. Carol Gollner jeta « Un coup d'œil sur la réforme de l'enseignement en Transylvanie par Johannes Honterus », en montrant que les manuels de Honterus ont largement contribué à la formation d'un point de vue scientifique pour les jeunes générations de son temps. Le prof. Eugen Stănescu a analysé « La structure humaniste de l'historiographie roumaine de la Grande époque (1650—1725) ». En appliquant la méthode structuraliste à l'analyse des chroniques roumaines, le prof. Stănescu constate que l'historiographie de cette période peut être caractérisée comme étant humaniste. Elèves des grandes écoles humanistes de Pologne, d'Italie ou de Constantinople, les auteurs des chroniques sont des intellectuels doublés d'hommes politiques, souvent chefs des grands partis du temps. Une doctrine politique se dessine, qui dans un sens plus large a pour principaux composants l'origine commune, l'unité ethnique et de langue et surtout la continuité du peuple entier. C'est toujours à l'histoire des idées que se rattache la communication de Virgil Căndea « Doctrine et éthique chez les humanistes du Sud-Est européen », qui fait l'analyse de l'attitude mentale des intellectuels de cette zone. Les concessions toujours plus grandes auxquelles étaient contraints ces derniers expliquent la nécessité pour eux de sacrifier leurs convictions profondes à une idéologie conforme à leurs intérêts. Considérant cette contradiction entre ce que *croient* et ce que *font* les hommes, du point de vue propre aux sociétés sud-est européennes, l'auteur explique les antécédents historiques d'un débat moderne. Alexandru Dușu, en traitant de l'« Idéal éducatif des humanistes du Sud-Est européen », s'attaque précisément à ce chapitre de la pédagogie qui forme le centre même de la pensée humaniste. L'enquête menée par l'auteur à l'aide de quelques textes représentatifs lui permet de saisir comment l'« humanisme religieux » a élaboré une nouvelle idée de l'homme et comment le « rationalisme orthodoxe » a facilité la prise de conscience nationale. Ceci explique pourquoi, « dans cette zone, l'humanisme s'est très peu cantonné dans l'érudition et a revêtu un caractère nettement militant ». Dans la même section ont encore présenté des communications : Maria Marinescu-Himu (Roumanie), qui a parlé de « La diffusion du roman grec en Roumanie », en montrant les liens étroits de la culture rou-

<sup>1</sup> V. aussi Dan Zamfirescu *Învățăturile lui Neagoe Basarab către fiul său Teodosie* (Les conseils de Neagoe Basarab à son fils Teodosie), Bucarest, 1970, p. 17. Selon cet auteur qui rejette l'hypothèse de M. Vranoussis, on ne peut attribuer à Manuel que la traduction en grec ou la copie du texte grec.



maine avec la culture grecque au XVIII<sup>e</sup> siècle, quand les Ethiopiques d'Héliodore jouissaient d'un grand succès dans toutes les couches de la société et Mihai Vasiliu (Roumanie), qui a présenté le théâtre roumain de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle dans le contexte sud-est européen mettant en lumière les parallélismes du développement de la dramaturgie roumaine et grecque.

Les conclusions des travaux concernant ce vaste thème furent tirées par le prof. Mihai Berza, qui profita de cette occasion pour souligner l'importance de quelques résultats déjà obtenus dans l'étude de l'humanisme sud-est européen et indiquer, en même temps, les directions que devraient suivre les recherches à venir.

Le second thème de la section de littérature, « Traits communs de la littérature épique chez les peuples balkaniques », offrit un terrain particulièrement favorable au comparatisme. Le sujet d'élection fut l'épique populaire, si riche dans tous les pays balkaniques. Certains motifs et thème littéraires furent présentés pour l'ensemble de la zone (B. Nastev, O. Jašar-Nasteva et B. Koneski — Bulgarie, T. Ćubelić — Yougoslavie, D. Economidis — Grèce, D. Antonijević — Yougoslavie). D'autres communications ont analysé des relations bilatérales, comme, par exemple « Les traits communs des poèmes épiques serbo-croates et néogrecs » (Z. Mladenović — Yougoslavie) ou « La littérature grecque en Bulgarie au cours des XVII<sup>e</sup> — XVIII<sup>e</sup> siècles (D. Petkanova — Bulgarie). D'autres, enfin, ont eu en vue le folklore balkanique en tant que manifestation de la conscience nationale (A. Fico — Albanie, D. Nedeljković — Yougoslavie, etc.). Adrian Fochi (Roumanie) — *in absentia* — a analysé le balkanisme de la ballade populaire roumaine, en constatant que seuls 24 sur les 352 sujets traités dans ces ballades se retrouvent chez les peuples balkaniques. L'auteur a pu établir que les plus nombreuses relations des textes folkloriques roumains visaient surtout le folklore bulgare, suivis par le folklore serbo-croate, albanais et, en dernier lieu, par le folklore grec.

Le troisième thème de cette section fut « Le romantisme dans les littératures des peuples du Sud-Est européen ». Là aussi on a souvent eu recours au comparatisme, soit pour établir les traits communs du romantisme dans les pays du Sud-Est européen (I. Konev, K. Genov, G. Dimov, N. Dragova — Bulgarie, Z. Milisavać — Yougoslavie), que les particularités du romantisme national d'un pays ou d'un autre (J. Roos — France, D. Shapplo — Albanie, E. D. Goy — Angleterre, K. Akyuz — Turquie) ou bien le rôle de personnalités intéressantes, telles que Nicolas Piccolos (prof. Basile Laourdas — Grèce), « Ugo Foscolo et Niccolò Kefalos » (G. Fischetti — Italie). M. Léandre Vranoussis a présenté « Les étapes successives et l'état actuel des études sur la littérature néo-hellénique », en montrant d'une manière extrêmement nuancée les difficultés auxquelles s'est heurtée l'histoire de cette littérature avant de se constituer en science autonome.

Les rapports de G. Tzanev (Bulgarie) et de Valeriu Râpeanu (Roumanie), tout en mettant l'accent sur le romantisme de chacun de ces pays, eurent le mérite, en plus, de donner également un large aperçu du romantisme sud-est européen. En examinant le romantisme en tant que « dimension permanente de la culture roumaine » et en détachant les caractères essentiels du romantisme sud-est européen, Valeriu Râpeanu constate que dans cette zone ce courant, dépassant la sphère de l'esthétique, a représenté plutôt une modalité d'expression offerte aux idées de libération nationale, une tribune idéologique et littéraire de l'émancipation nationale. Autant dire que le romantisme s'y est confondu avec l'idée de révolution. Le prof. Tzanev a souligné lui-aussi le caractère militant du romantisme dans les Balkans, où « il a joué un rôle important pour le réveil national et l'élan patriotique du peuple ».

La section d'art, ethnographie et folklore s'est proposé de grouper ses travaux autour de quatre thèmes. Les deux premiers (« Le Mont Athos comme centre artistique de rayonnement dans les pays du Sud-Est européen » et « La genèse de l'art moderne dans le Sud-Est européen ») ont inscrit au programme un très petit nombre de communications (Th. Tzanné-

tatos — Grèce, V. Pandurski et V. Dimova Rousseva — Bulgarie, Dh. Dhimo — Albanie) — C'est grâce au rapport de Eleonora Costescu (Roumanie) — *in absentia* — qu'on a eu un aperçu de l'état actuel des études roumaines concernant l'art moderne sud-est européen.

La plupart des communications se sont concentrées sur le troisième thème de cette section : « L'art post-byzantin dans les pays du Sud-Est européen : œuvres et artistes ».

L'un des problèmes essentiels que comporte cet art et qui éveilla l'intérêt de nombreux participants fut la notion d'« école » locale, régionale, nationale, dans la peinture et l'architecture post-byzantines. C'est dans ce sens que le prof. N. Moutsopoulos (Grèce) a étudié « Les églises post-byzantines de type basilical en Macédoine » et que Ath. Papageorgiou (Chypre) a présenté « Quelques peintres chypriotes au XVI<sup>e</sup> siècle et M. Theoharis (Grèce), « L'école de Nauplie aux XVI<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècles ». Les discussions soulevées par cet intéressant problème, tout en contribuant à éclaircir la notion d'« école », ont aussi permis de constater une impressionnante unité de la peinture sud-est européenne au XVI<sup>e</sup> siècle. Oncy Gouml et Goyunç Nejat ont présenté, le premier « Les éléments byzantins de l'art de l'Anatolie seldjoukide » et le second, d'après des documents d'archives, « Les monuments architecturaux ottomans en Morée ». S. Ageman — V. Căndea (I. Iban — Roumanie) ont attiré l'attention sur la limite orientale de l'art post-byzantin, présentant les icônes melkites (XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles). Verena Han a montré dans sa communication « Les courants des styles dans les métiers, l'art des artisans chrétiens au XVI<sup>e</sup> siècle et aux premières décennies du XVII<sup>e</sup> siècle dans les régions centrales des Balkans », combien fortes sont les influences orientale et occidentale dans les arts somptuaires de cette région. Le rapport de Maria-Ana Musicescu (Roumanie), qui offre un ample tableau des recherches sur l'art roumain du Moyen Age, a donné une analyse de la notion d'« école » dans la peinture moldave et valaque, en expliquant, en même temps, la synthèse artistique réalisée. Vasile Drăguț (Roumanie), étudiant « La peinture murale en Valachie et en Moldavie et ses rapports avec la peinture sud-est européenne au XVI<sup>e</sup> siècle », constate que ces rapports sont dus surtout à la circulation des artistes et aux relations des pays roumains avec le Mont Athos et la Serbie. Cornelia Pillat (Roumanie) — *in absentia* — a analysé « L'interprétation de l'iconographie athomite de l'Apocalypse au XVIII<sup>e</sup> siècle en Valachie et en Transylvanie ». Corina Nicolescu (Roumanie) — *in absentia* — a présenté « Les icônes grecques en Roumanie » (XVI<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècles), qu'elle a groupées en trois catégories. 1) Icônes d'origine grecque, exécutées par des maîtres grecs, voyageurs ou établis dans les pays roumains ; 2) Icônes d'école vénéto-crétoise, apportées par les moines, les négociants ou les collectionneurs ; 3) L'exemple singularisé d'une icône du XVIII<sup>e</sup> siècle apportée du Mont Athos. G. Cantacuzino (Roumanie) a évoqué « L'évolution des résidences seigneuriales de Valachie au XVII<sup>e</sup> siècle et leurs rapports avec les arts de l'Orient et de l'Occident ». L'auteur démontre le caractère spécifique et original de la résidence seigneuriale de Valachie, qui constitue une synthèse d'éléments autochtones, byzantins, orientaux et occidentaux. Dans ses « Contributions à l'étude de la formation du "zougrave" sud-est européen à l'époque post-byzantine », Aurora Nasta (Roumanie) s'est occupée surtout du manuel de peinture attribué à Denys de Fomina. Au dernier thème de cette section, « Arts et métiers populaires dans les pays du Sud-Est européen », les communications à caractère comparatif ont traité des chansons populaires balkaniques (N. Kaufmann — Bulgarie), des danses de femmes (O. Mladenović — Yougoslavie), des textiles et de leurs motifs décoratifs (A. Papanichael — Gr. M. Veleva — Bulgarie), de la structure thématique et du spécifique des métiers populaires chez les peuples balkaniques (I. Konev — Bulgarie), du travail des métaux dans le Sud-Est européen (R. Vulcănescu — Roumanie). D'autres problèmes spéciaux y furent également présentés, traitant du théâtre ture (Elçin Şukru), de l'architecture des Albanais de Yougoslavie (M. Krasniqi — Yougoslavie), de l'activité des orfèvres albanais dans les Balkans (D. Petrović — Yougoslavie), des échanges bulgare-byzantins en matière de musique ecclésiastique (E. Tontscheva — Bulgarie).

Au bout de ce compte rendu des travaux du II<sup>e</sup> Congrès international des études sud-est européennes, on peut constater avec satisfaction que l'œuvre commencée sous d'admirables auspices à Sofia a été continuée à Athènes dans les mêmes conditions. Les thèmes choisis, le ton des discussions et l'atmosphère de cette importante réunion ont montré la tendance générale des participants à mettre en lumière les points communs de l'histoire de nos pays. Les particularités nationales qui s'en détachent, loin de constituer un élément de divergences, ne font que mieux ressortir les parties communes. Montrer ce qui nous sépare aide parfois davantage à voir ce qui nous unit.

Il faut souligner que le comité d'organisation grec, dirigé par le prof. Cl. Frangistas, et dont le Secrétariat a été assuré par Marie Nystazopoulou-Pélékide, fut pour beaucoup dans la réussite de ce Congrès. Il serait difficile d'imaginer hospitalité plus prévenante et plus soucieuse envers les invités. Des réceptions, spectacles et belles excursions ont complété fort agréablement le programme, permettant aux participants de mieux se connaître et de mieux connaître, ensemble, la Grèce.

*Cornelia Papacostea-Danielopolu*

## LE XIII<sup>e</sup> CONGRÈS INTERNATIONAL DES SCIENCES HISTORIQUES

Entre le 16 et le 23 août 1970 se sont déroulés à Moscou les travaux du XIII<sup>e</sup> Congrès International des Sciences Historiques, manifestation qui a lieu une fois tous les cinq ans, devenue depuis longtemps habituelle entre les historiens du monde entier. A peu près quatre mille historiens ont pris part, dans les nombreuses sections du Congrès, aux débats suscités par les thèmes mis en discussion. Une délégation roumaine d'environ quatre-vingts personnes, ayant à sa tête le professeur Mirou Constantinescu, président de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques de la République Socialiste de Roumanie, a été présente aux travaux de cette réunion. Dans ce qui suit nous nous arrêterons sur les problèmes spécifiques de l'aire historique sud-est européenne et sur l'apport de la délégation roumaine aux discussions.

De nombreux aspects de l'histoire de cette zone ont été abordés dans le grand rapport intitulé *Le féodalisme comme moment historique, comme mouvement social, comme mode de production*. Dans « La genèse du féodalisme dans les pays d'Europe », Z. V. Oudaltzova et E. V. Goutnova (URSS) ont assemblé dans un tableau unitaire les situations différentes créées par le passage au féodalisme en divers pays de l'Europe. Aussi bien D. Anghelov et V. Velkov (Bulgarie), qui se sont occupés de « Quelques problèmes du développement socio-économique du sud-est de l'Europe aux II<sup>e</sup>—V<sup>e</sup> siècles et le passage de l'Antiquité au Moyen Age », que G. Szekely (Hongrie), qui a retracé « Les voies historiques du développement de la féodalité et les variantes de la société médiévale », ou H. Lowmianski (Pologne) qui, dans les « Transformations sociales en Europe centrale et orientale du V<sup>e</sup> au XII<sup>e</sup> siècle », a prolongé le débat jusqu'à une date plus avancée, se sont tous proposés de démontrer qu'en dépit du décalage chronologique, qu'il ne faut pas sous-estimer, l'Europe a connu, du point de vue social et économique, un seul destin après la fin du monde antique : genèse et développement d'un féodalisme assez varié mais le même dans son essence.

Un autre grand rapport a été consacré aux *Problèmes de l'Europe au XVII<sup>e</sup> siècle*. J.A. Gerowski (Pologne) a brossé dans son exposé sur « L'Europe centrale au XVII<sup>e</sup> siècle et ses

principales tendances politiques », un vaste panorama de l'Europe centrale et du Sud-Est à une époque de transition qui peut être considérée l'aube de l'âge moderne. Références à la zone sud-est européenne ont été faites aussi dans les rapports de U. Steensgaard (Danemark), « La crise économique et politique du XVII<sup>e</sup> siècle » et de G. Polisenski (Tchécoslovaquie), « Les révolutions sociales et politiques du XVII<sup>e</sup> siècle », qui se complètent, en dépit de leurs visions fortement contradictoires.

Enfin, un troisième grand rapport s'est proposé de traiter une période de l'histoire très rapprochée de nous : *Le monde entre les deux guerres mondiales*. Les problèmes de l'aire centrale et sud-est de l'Europe ont été pris en considération par L. Valiani (Italie), qui, dans « Le mouvement socialiste en Europe après 1914 », a dressé un bilan de la résistance du mouvement socialiste européen en face de l'avance fasciste, en relevant quelques facteurs qui ont facilité la victoire provisoire, entre les deux guerres mondiales, des forces antisocialistes dans certains pays de l'Europe centrale et du Sud-Est. Encore plus poussée dans cette direction a été l'analyse de M. Jasko (Hongrie), « Le fascisme — les fascismes en Europe centrale orientale » ; enfin, « Le problème de la sécurité collective entre les deux guerres mondiales » a été discuté par I. Oprea et E. Campus (Roumanie), qui ont parlé des avatars connus par les tentatives de mettre en place un système de sécurité collective en Europe.

Dans de nombreuses sections du Congrès les rapports ont évoqué le destin historique de l'Europe du Sud-Est pendant certaines périodes. Parmi ceux de la section consacré à l'Antiquité, il faut mentionner « Le monde antique et l'ancien Orient » (W. D. Blavatski, URSS) et « La fin du monde antique et les *Barbares* » (I. Nestor, Roumanie). En jalonnant les limites chronologiques et géographiques de « La romanité orientale », Em. Condurachi et Gh. Ștefan (Roumanie) ont accordé leur attention surtout au processus historique de la formation du peuple roumain.

Dans la section de l'histoire du Moyen Age, ont présenté des rapports qui nous intéressent ici : James Post (USA), « La souveraineté et ses limitations au Moyen Age (1150—1350) », et N. Filipović (Yougoslavie) qui, en parlant de « L'économie des Balkans et la Méditerranée aux XV<sup>e</sup>—XVI<sup>e</sup> siècles » a formulé des considérations très suggestives sur l'interdépendance balkano-méditerranéenne qui s'est prolongée même à l'époque de la conquête ottomane. D'un intérêt de premier ordre s'est avéré le rapport des P<sup>r</sup> Baykal, Altunday et Erzi (Turquie) sur les « Problèmes de la publication des sources turco-arabo-persanes de l'histoire de la Turquie ». F. Dvornik (USA/St. Siège), « Les Missions orientales des Eglises grecques et occidentale pendant le Moyen Age » et Ch. Verlinden (Belgique), « Le commerce en mer Noire des débuts de l'époque byzantine au lendemain de la conquête de l'Égypte par les Ottomans (1517) », ont passé en revue les résultats des recherches, même les plus récentes, et ont signalé de nouveaux aspects que ces problèmes suscitent.

En partant d'une analyse du mouvement des idées à l'époque moderne et contemporaine, Chr. Christov (Bulgarie) a exposé les principaux aspects des « Mouvements idéologiques en Europe du Sud-Est au cours des XIX<sup>e</sup>—XX<sup>e</sup> siècles (jusqu'à la première guerre mondiale) » ; la conjoncture internationale au début de notre siècle a été le thème traité par le rapport de D. Zografski (Yougoslavie) sur « Les puissances européennes et les Balkans au début du XX<sup>e</sup> siècle (1900—1914) ». On peut ajouter aux problèmes d'histoire moderne les débats qui ont eu lieu dans la Commission internationale des études slaves sur la ville et son rôle dans la formation de la conscience nationale, de même que les travaux de la Commission Internationale pour l'Histoire des Assemblées d'États sur les ordres et les assemblées dans les pays slaves et orientaux de l'Europe. L'Association Internationale des Etudes Byzantines a organisé dans le cadre du Congrès un ample débat sur le caractère des relations entre la Russie et l'Empire byzantin. Le rapport de D. Obolensky (Grande-Bretagne) sur « Les relations entre Byzance et la Russie depuis le onzième jusqu'au quinzième siècle » a traité des multiples for-

mes que revêt l'action d'un modèle de civilisation sur une grande aire culturelle, en parlant surtout du point de vue de l'existence d'une « acculturation » véritable ou seulement apparente. D'autres communications ont approfondi les divers aspects du problème mis en discussion. Hélène Ahrweiler (Paris) s'est occupée de l'expédition russe de 860 contre Constantinople et a avancé la thèse que cette expédition n'a pas été organisée par Kiev, comme on le croyait jusqu'à présent. Ihor Sevcenko (Dumbarton Oaks) s'est attaché à la question de la Note du Toparque Grec (ou de l'Anonyme de Hase selon une appellation plus fréquente) pour démontrer qu'il s'agit d'un faux de B. Hase, conservateur à la Bibliothèque Nationale de Paris, fait à la demande du comte Roumiantzev. L. Muller (Göttingen) a parlé des premiers métropolitains grecs de Kiev et V. Lazarev (Moscou) des relations russo-byzantines reflétées dans l'ancienne architecture russe.

Quant aux interventions faites par les historiens roumains, il faut mentionner la discussion engagée par le P<sup>r</sup> M. Berza en marge du rapport du P<sup>r</sup> A. Dupront, autour de l'« Unité des chrétiens et l'unité de l'Europe », vues du sud-est du continent. Le rapport de D. Anghelov permit à Eugen Stănescu de discuter la périodisation de la féodalité byzantine et les traits spécifiques de celle-ci. C. Gollner et L. Demény, en partant du rapport de J. Gerowski, ont fourni des détails sur les relations de la Transylvanie à la fin du XVI<sup>e</sup> et au commencement du XVII<sup>e</sup> siècle avec le sud-est de l'Europe. Reprenant les problèmes posés par le rapport de Ch. Verlinden, R. Manolescu et S. Goldenberg ont formulé des considérations sur les aspects chronologiques et géographiques du sujet.

Ajoutons, enfin, les interventions des membres de la délégation roumaine sur des problèmes tels que « La civilisation daco-romaine et l'ethnogenèse du peuple roumain » (N. Gostar, Bucur Mitrea, D. Berciu, Kurt Horedt), « La formation des Etats féodaux roumains en tant qu'aspect de la féodalité européenne » (Șt. Ștefănescu, Șt. Pascu), « L'Union des pays roumains au temps de Michel le Brave » (Eugen Stănescu, Paul Cernovodeanu), « La formation de la conscience nationale chez les Roumains » (Șt. Ștefănescu), « La formation de l'Etat national au XIX<sup>e</sup> siècle » (Dan Berindei), « Le mouvement socialiste en Roumanie à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle » (Traian Lungu), « La grande révolte paysanne de 1907 » (Damian Hurezeanu), « Le parachèvement de l'unité nationale roumaine » (Miron Constantinescu, Aug. Deac, Alex. Porțeanu), « La participation de la Roumanie à la guerre antihitlerienne et le combat populaire contre l'hitlérisme » (G. Zaharia), « L'insurrection militaire et populaire du 23 Août 1944 et la libération de la Roumanie » (Miron Constantinescu).

C'est avec une satisfaction légitime que nous consignons aussi l'élection du P<sup>r</sup> M. Berza au Bureau du Comité International des Sciences Historiques (C.I.S.I.).

*Eugen Stănescu*

J. J. WILKES, *Dalmatia*, Harvard University Press, Cambridge (Massachusetts), 1969, XXVII, 572 p., 59 planches, 24 figures, 1 carte.

La présente monographie embrasse une période historique de plus d'un millénaire et suppose la connaissance directe des sources historiques de l'antiquité, des interprétations modernes, des découvertes archéologiques et numismatiques, ainsi que des principaux résultats obtenus dans le domaine de la linguistique indo-européenne. Les archéologues ont mis au jour des matériaux d'une richesse impressionnante, publiés dans toutes sortes de revues, petites ou grandes, parfois difficilement accessibles, rédigées en albanais, allemand, français, hongrois, italien, serbo-croate et slovène. Le nombre des inscriptions latines de Dalmatie est de plus de neuf mille, mais elles n'ont pu jusqu'à présent être concentrées toutes dans un *Corpus*, de sorte qu'il faut les chercher dans une multitude de publications souvent de peu d'importance ou dans des périodiques pour la période de 1902 à ce jour. A toutes ces connaissances, l'auteur ajoute celle *de visu* de la Yougoslavie d'aujourd'hui, avec ses montagnes, ses vallées, ses îles et sa végétation, connaissance nécessaire pour offrir une idée approximative du cadre géographique dans lequel ont vécu et exercé leur activité les habitants de la Dalmatie d'autrefois.

Les quatre cinquièmes du volume traitent des I<sup>er</sup>—III<sup>e</sup> siècles de n.è., de sorte qu'il aurait pu avoir pour titre la « Dalmatie romaine ». En effet, les cinq premiers chapitres, concernant la colonisation grecque, le royaume illyrien (230—167 av n.è.), les luttes avec les Romains, les conquêtes d'Auguste et la transformation en province romaine, sont traités assez sommairement et, par rapport à l'ensemble de l'ouvrage, ont plutôt le caractère d'une introduction. Quant au dernier chapitre, consacré à l'époque tardive, jusqu'à la venue des Slaves, l'auteur l'a réduit intentionnellement aux proportions de quelques constatations générales, pour éviter de donner un volume exagéré à l'ouvrage. Par conséquent, le contenu proprement dit de celui-ci et la contribution personnelle de l'auteur sont constitués par les chapitres centraux, où sont examinées les données concernant la Dalmatie romaine, à savoir l'administration militaire et les gouverneurs, l'armée, les populations autochtones, l'organisation municipale, les villes et les principales localités, la société, les efforts d'urbanisation, le commerce et les métiers. Notons avec regret l'absence d'une description systématique des voies de communication et des liaisons avec les autres provinces de l'Empire romain, ainsi que celle d'un répertoire des localités ayant livré des vestiges archéologiques ou des inscriptions latines, qui aurait permis d'évaluer l'extension et le degré d'intensité du processus de romanisation. En général, les itinéraires antiques ont, à notre avis, été trop peu exploités, autant pour les données concernant l'histoire militaire et des transports que pour le matériel onomastique qu'ils renferment et qui aide non seulement à la connaissance et à la localisation des tribus autochtones, mais aussi à dépister les voies de pénétration de la langue latine.

La colonisation grecque a été limitée et n'a pas pénétré à l'intérieur des terres : ce fait ressort aussi de la faible influence exercée par le grec ancien sur la langue latine du sud-est de l'Europe, ainsi que sur les langues thrace et illyrienne. Les éléments de provenance grecque antique transmis au roumain, au dalmate et à l'albanais sont sporadiques et ne peuvent attester des liens étroits et durables entre les Grecs et l'intérieur du continent. En échange, l'apport des tribus autochtones à l'éthnogenèse des Albanais, des Slaves du Sud et des Roumains a été des plus importants. L'auteur a fait de louables efforts pour tenter de décrire ces tribus, utilisant dans ce but les résultats obtenus par A. Holder (1896—1914), C. Patsch (1896—1944), R. Vulpe (1925), H. Krahe (1929—1955), A. Mayer (1929—1957), D. Rendić-Miočević (1935—1965), A. Mócsy (1939—1969), J. Untermann (1961), R. Katičić (1962—1968) et G. Alföldy (1965—1969), mais il n'a pas tracé la limite entre les tribus illyriennes et thraces (qui s'étendait approximativement de Singidunum-Belgrade vers le sud jusqu'à Héracléa Lyncestis-Bitolj en Macédoine); de même, il a omis les travaux de I. I. Russu. Le schéma de la diffusion des tribus autochtones publié à la p. 175 est utile, mais trop sommaire en comparaison de l'excellente carte des territoires occupés par les Illyriens et les Thraco-Daces, publiée dans l'ouvrage de I. I. Russu, *Elementele autohtone în limba română* (Les éléments autochtones de la langue roumaine), Bucarest, 1970.

Dans l'étude du processus de romanisation, il faut absolument tenir compte des conditions géographiques et des voies d'accès vers l'intérieur. Plus de 95 % des neuf mille et quelque inscriptions latines se trouvent à l'ouest des Monts Dinariques, près de la mer, sur la côte ou dans les îles; à l'est des monts Dinariques, les localités ayant livré des inscriptions latines sont plus rares et le nombre de celles-ci est beaucoup plus réduit. Alors que sur la côte et dans les îles il existait des colonies et des villes pourvues d'une organisation romaine, telles que Tarsatica (Rijeka), Senia (Senj), Ortoplinia (Stinica), Vegium (Karlobag), Aenona (Nin), Iader (Zadar), Corinium (Karin) et Arba (Rab), le centre et l'est de la Dalmatie n'étaient pas encore sous la domination romaine. Sept autres localités ont reçu le droit de municipale sous le règne de l'empereur Tibère (14—37) : Alvona (Labin), Flanona (Plomin), Lopsica (Jurjevo), Varvaria (Bribir), Argyruntum (Starigrad), Apsorus (Cres) et Crexi (Osor), suivies sous le règne de Claude (41—54) d'Alveria (Dobropolje), Asseria (Podgradje), Curicum (Krk), Fulvinium (Omišalj) et Nedinum (Nadin). On compte au total vingt villes ayant une vie romaine et dont la langue était le latin dans la partie septentrionale de la mer Adriatique, dans les îles, sur la côte ou à immédiate proximité de la mer, alors que l'intérieur avait à peine été effleuré par l'influence de la culture romaine. Ceci représente une avance de près d'un siècle sur la Dacie, la dernière en date des provinces romaines du sud-est de l'Europe, et explique en partie les grandes différences qui existent entre les langues dalmate et roumaine. On peut se demander pourquoi tant de villes sont apparues dans le nord de la Dalmatie, alors que le sud, pourtant conquis dès le II<sup>e</sup> siècle av.n.è., est resté tellement en retard. Il existe probablement deux explications : d'une part, l'Italie du Nord a eu une agriculture prospère et a pratiqué des échanges commerciaux dont les villes de Dalmatie ont profité; d'autre part, celles-ci se trouvaient à proximité d'Aquileia, qui a favorisé les liaisons entre la vallée du Pô et les vallées de la Drave, de la Save et du Danube.

Dans l'énumération et la description des localités plus importantes de l'intérieur de la Dalmatie, l'auteur va du nord-ouest au sud-est, en tenant compte de certaines unités géographiques naturelles, dépressions fermées ou vallées des grandes rivières, telles que : les plate-formes de Lika, Livno, Glamoč et Duvno et les vallées des rivières Una, Vrbas, Bosna, Drina et Morava. Les premières sont de hautes vallées encaissées, dont les eaux se perdent avant d'arriver à la mer, tandis que les dernières sont des cours d'eau qui se dirigent vers le nord et se versent dans la Sava ou le Danube. L'aspect même du relief explique le manque de convergence et d'unité de la Dalmatie : la partie située sur le versant occidental des monts

Dinariques était orientée vers l'Adriatique et l'Italie méridionale et centrale, tandis que les vallées de l'Una, du Vrbas, de la Bosna, de la Drina et de la Morava convergeaient vers le nord, dans la direction de la Pannonie et de la Mésie Supérieure, elles-mêmes reliées à l'Italie septentrionale par la grande artère de communication Viminacium (Kostolac), Singidunum (Belgrade), Sirmium (Sremska Mitrovica), Emona (Ljubljana) et Aquileia. Seul le fait qu'elle était située loin des frontières et son caractère de *provincia inermis* ont, dans l'antiquité, empêché la Dalmatie de se démembrer et de s'émietter en tant que grande unité administrative, car il est difficile de croire que les routes rares et imparfaites de ce temps aient pu être en mesure d'assurer des communications normales et permanentes entre la Dalmatie orientale et la Dalmatie occidentale. Le regretté Esad Pašalić, de Sarajevo, a le mérite d'avoir étudié la situation des voies de communication de la Dalmatie centrale et d'avoir considérablement enrichi nos connaissances sur les principaux tracés menant de Pannonie, de Mésie et de la Dacie vers la rive de l'Adriatique. L'une d'elles partait de Siscia (Sisak) sur la Sava et se dirigeait vers le sud-ouest, elle s'unissait à Romula (Kamensko) à l'artère secondaire venant de Zagreb, puis elle continuait vers le sud-ouest, arrivant à Metulum (Čakovac) et avant de traverser le mont Albius (Velika Velebit) elle bifurquait à Bivium (Munjava) l'un de ses embranchements arrivant à Senia (Senj), sur le bord de l'Adriatique, tandis que l'autre se dirigeait vers le sud, passait par Arupium (Vital), Asseria (Podgradje), Burnum (Šuplja Crkva), pour arriver à Salona (Solun, près de Split), la capitale de la Dalmatie. Une route de moindre importance partait de Ad Praetorium (Bos. Dubica) sur la Sava, passait par Bos. Novi, remontait la vallée de l'Una, passait par Splonum (Stari Majdan), montait vers Sarnacla (Pecka) et Drvar, puis redescendait sur Burnum, d'où elle se dirigeait vers Salona. La troisième route partait de Servitium (Bos. Gradiška) sur la Sava, remontait la vallée du Vrbas, franchissait les montagnes vers Leusaba (Bunari), Ionnaria (Vaganj) et Šipovo, touchait Delminium (Županac) et s'arrêtait à Salona. Une quatrième route remontait la vallée de la Bosna, passait par Bistue Nova (Vitez), Bistue Vetus (Varvara) et arrivait à Delminium et Salona. Enfin, une cinquième route remontait la vallée de la Drina, passait par Sarajevo, Konjic, Mostar et arrivait à Narona, dans la vallée de la Narenta (Neretva). Toutes ces routes passaient par des montagnes hautes et difficiles à franchir, de sorte qu'il n'existe aucune comparaison possible entre elles et la confortable artère Aquileia-Singidunum, qui longeait les vallées larges et fertiles de la Drava et de la Sava.

Le chapitre qui nous semble le plus réussi est celui consacré à l'armée. Y compris ses annexes sur les gouverneurs, les légions, les délimitations territoriales, les recrutements et les troupes auxiliaires, ce chapitre compte plus de 100 pages, c'est-à-dire plus du quart de la partie concernant la Dalmatie romaine. L'auteur n'a épargné aucun effort dans l'étude du riche matériel épigraphique existant et il a su en tirer des conclusions précieuses, d'une grande utilité pour la connaissance de l'organisation militaire non seulement de la Dalmatie, mais de tout l'Empire romain. De même, la tentative de l'auteur pour déterminer dans quelle mesure il s'est produit, du point de vue social, un clivage progressif de la population de la Dalmatie, par lequel elle s'est intégrée dans le système esclavagiste de l'Empire romain, est digne d'éloges. En revanche, les données concernant le commerce et les métiers sont par trop sommaires, sans doute vu la pénurie des sources. Le chapitre consacré à l'urbanisation et à l'introduction des techniques romaines contient des informations nombreuses et variées, pouvant compléter utilement notre vision d'ensemble de l'Empire romain. La bibliographie comprend surtout des articles et des études parues dans différentes revues et présente l'avantage de réunir presque tout ce qui a été publié jusqu'à ce jour sur la Dalmatie romaine. L'index des matières, des personnes, des peuples et des noms de lieux aide le lecteur et le guide à travers les très nombreuses données dont on dispose. La carte de la fin du volume, bien qu'utile, nous semble un peu sommaire par rapport à la richesse du contenu de l'ouvrage.



En échange, les planches sont d'une exécution irréprochable. Rédigée dans un style coulant et agréable, la monographie de J. J. Wilkes constitue indiscutablement un ouvrage fondamental pour l'étude de la Dalmatie romaine.

H. Mihăescu

CORNELIA BODEA, *The Romanian's Struggle for Unification, 1834—1849*, Bucarest, Ed. Academiei, 1970, 295 p. (Bibliotheca Historica Romaniae, 25).

Lorsqu'en 1967 parut la version roumaine de l'ouvrage de Cornelia Bodea, *Lupta românilor pentru unitate națională (1834—1849)* (La lutte des Roumains pour l'unité nationale (1834—1849), une longue activité de recherche arrivait ainsi au point où les divers éléments s'assemblent afin de s'éclairer réciproquement et dévoiler à l'historien les contours d'une étape de la vie politique d'un peuple. L'auteur s'était occupée de Moise Nicoară, avait retrouvé des pages égarées écrites par Bălcescu, avait analysé des documents provenant de lord Paget, avait publié des études sur divers thèmes concernant la première partie du XIX<sup>e</sup> siècle ; des enquêtes entreprises dans les archives de l'étranger, tout particulièrement à Vienne, et l'étude attentive des recueils de documents et des collections de périodiques conservés dans les bibliothèques de Bucarest, Cluj et autres centres du pays, assuraient à son œuvre de synthèse une solide base documentaire. Il est certain que l'auteur a bénéficié des résultats auxquels étaient parvenus ses prédécesseurs, tels Nicolae Iorga, I. C. Filitti, Silviu Dragomir et, auparavant, A. D. Xenopol, tout comme de ceux obtenus par les historiens contemporains.

Cornelia Bodea a vu, cependant, le phénomène dans son ensemble. C'est là, le premier mérite de son ouvrage, auquel vient s'ajouter un certain nombre d'interprétations nouvelles. Le livre qu'elle a publié présente un phénomène unitaire, se déroulant dans toutes les trois provinces roumaines — Valachie, Moldavie, Transylvanie. Pour la première fois, la lutte pour l'unité des trois provinces apparaît dans son ensemble, en tant qu'effort soutenu, parti de chacun des trois coins de la terre roumaine.

L'édition anglaise reproduit le texte de 1967, moins les précieuses annexes, auxquelles le chercheur anglais, possédant la langue roumaine, ne manquera sûrement pas de faire appel.

L'auteur, elle-même, avoue le but qu'elle a poursuivi et nous dévoile en même temps le plan de son ouvrage : « We have embarked on the study of common Transylvanian, Moldavian and Wallachian actions, prompted by the idea of following up the unitary development of the Romanian national movement and of the 1848 Revolution in all three Romanian countries. Thus, we are to blend in one single study the history of the movements of the same people, divided only by political boundaries into different countries » (p. 23). Tout naturellement, son attention s'est concentrée sur l'année de la révolution, sur la situation politique internationale du moment, extrêmement difficile, ainsi que sur l'importance que détiennent dans la destinée du peuple roumain les 15 années poursuivies par l'auteur ; le plan de l'ouvrage indique amplement le chemin suivi par l'auteur, à travers la complexité des phénomènes qui — réunis — ont constitué une étape d'existence historique du peuple roumain. Dans la première partie, on nous présente *Faza prerevoluționară* (La phase prérévolutionnaire) ; dans la seconde, *Răstimpul Revoluției* (L'étape de la Révolution).

La constatation majeure de Cornelia Bodea porte sur le contact permanent qui s'était établi entre les protagonistes de la révolution, lesquels furent, en somme, aussi les protagonistes de l'unification : ils s'étaient groupés en des sociétés culturelles qui poursuivaient un dévelop-

pement unitaire de la culture *roumaine* et non pas, simplement, le progrès d'une culture provinciale ; ils avaient subordonné l'activité culturelle à des buts politiques ; ils ralliaient toutes les énergies disponibles des trois provinces roumaines. Ainsi, pendant la période 1834—1840, le programme d'une unification nationale se fait clairement voir au Banat tout comme dans le cercle révolutionnaire de Paris, tout comme il stimule, à partir de 1839, la Société pour l'éducation du peuple roumain ; les contacts avec la Transylvanie prennent de l'ampleur et arrivent à alarmer les autorités des Habsbourg. Plus tard, au cours des années 1840—1846, le cercle de Vienne et la presse de Braşov s'affirment, en même temps que la société clandestine « Frăția » déploie dans les Principautés une vive activité ; la cause de l'unité trouve un enthousiaste défenseur dans le professeur français J. A. Vaillant, cependant qu'en 1845 prend naissance « Asociația literară a României ». La veille de la Révolution, néanmoins, le groupe qui paraissait compact, se scinde, et les « jeunes » prennent l'initiative dans le cadre de la Société des Etudiants de Paris.

La seconde partie déroule le film des événements de l'année révolutionnaire : l'échec du mouvement en Moldavie, l'activité du gouvernement provisoire en Valachie, la lutte menée par les transylvains — pris entre le conservatisme des milieux gouvernementaux d'Autriche et l'hostilité des chefs de la révolution hongroise. L'auteur insiste sur l'aspect militaire des événements et présente de précieux détails qui éclaircissent la coopération toujours plus étroitement établie entre les révolutionnaires : les bases d'un accord d'assistance militaire mutuelle sont posées, une intervention des transylvains en Valachie est projetée, en même temps que sont mis en pleine lumière le moment décisif que représenta l'assemblée de Blaj et le mémorandum qui y fut adopté. La répression de la révolution en Valachie détermine en conséquence un changement de tactique, orientée dès lors vers l'organisation d'un « Etat roumain » en Transylvanie ; mais, la constitution de mars 1849 promulguée par la Cour de Vienne vient frapper cruellement les aspirations des transylvains et obliger tous les partisans de l'union de chercher une nouvelle forme de lutte, dont l'auteur nous promet de nous entretenir dans un prochain ouvrage.

En ce qui concerne la situation internationale de l'époque, cet ouvrage de synthèse nous offre des données utiles pour une meilleure compréhension des rapports des révolutionnaires avec la Porte, vers laquelle ceux-là s'étaient orientés la veille et durant la révolution ; ces données nous aident également à mieux pénétrer la signification des négociations menées avec le gouvernement autrichien et les rapports avec les cercles libéraux de Vienne. Une attention toute particulière est accordée aux relations avec les révolutionnaires polonais ; de manière convaincante, l'auteur établit que le plan d'une coopération militaire des Polonais et de toutes les provinces roumaines remonte à 1837 et non pas seulement à la veille de la révolution, comme on le croyait jusqu'à présent (p. 41 sq.) ; elle relate également l'ampleur qu'avait prise le projet de coopération avec les Balkans au cours des années 1842—1846 (p. 84 et p. 131 — la mission d'Hippolyte Desprez). Dans l'ensemble, toutes les missions diplomatiques roumaines et tous les pourparlers menés par les émissaires roumains se trouvent évoqués dans le cadre de ce conflit majeur qui opposait la Turquie à la Russie et à l'Autriche, dans l'espace capato-danubien. De fait, si les projets d'unification n'ont pas abouti, cela est dû en grande partie, aussi, à cette conjoncture — très simple — que la Transylvanie appartenait à l'Empire des Habsbourg, tandis que les deux Principautés se trouvaient sous la domination de l'Empire ottoman ; leur union ne sera réalisable qu'avec l'écroulement des deux colosses. Le rôle joué par les consuls des puissances limitrophes procure des arguments en ce sens : Casimir von Timoni nous apparaît dans l'ouvrage non seulement comme un personnage dont la parole avait du poids à la Cour du prince roumain, mais aussi comme un infatigable rédacteur de missives lues avec passion par la police autrichienne et ses chefs ; et le baron Noptsa, délateur aristocrate, nous apparaît dans toute son attitude néfaste, établie avec précision par l'au-

teur. Il ressort clairement que l'union des Principautés n'aura été possible que dans un contexte international plus favorable et sous l'impulsion de forces internes plus vigoureuses, plus compactes et plus décidées à l'action. Quoiqu'il en fût, le plan politique de l'unification, expression d'un puissant mouvement politique roumain, a été clairement exposé pendant cette étape et c'est le mérite de l'ouvrage en cause de le mettre en lumière de manière prégnante. Aussi bien, la période 1834—1849 acquiert-elle une nouvelle signification dans la destinée du peuple roumain.

Nous affirmions ci-dessus que la version anglaise reproduisait le texte roumain ; deux observations s'imposent d'elles-mêmes : premièrement, dans le texte du livre que nous présentons, apparaissent un certain nombre de passages concis, qu'il nous est difficile de croire à même de faciliter leur lecture par un étranger : à la page 82, par exemple, en parlant des faibles résultats acquis par la Société littéraire de Bucarest, l'auteur les met au compte de l'activité « divergent, both political and philological, which Eliade had started among the young people beginning in 1839 and 1840 », sans fournir de détails. Bien plus, à la même page, on parle de l'écho obtenu par une poésie d'Héliade qui servait la cause de la Révolution. En quoi a donc consisté l'action divergente d'Héliade ? A la page 242, on parle de « the historical argumentation of Bishop Inochentie Micu in the *Supplex Libellus* of 1791 », bien que la modalité de l'adoption des thèses d'Inochentie Micu, par les auteurs du mémoire de 1791, eût mérité un plus ample exposé. Dans d'autres endroits, on accorde une importance excessive à certains documents : le chant de 1843, mentionné aux pages 16 et 21, pour être reproduit à la page 78, peut être encore un sujet de discussion, car sa valeur en tant que témoignage péremptoire est douteuse.

En second lieu, certains renvois à des ouvrages parus après 1967 auraient été les bienvenus : nous nous bornerons à mentionner ici l'excellente synthèse de Keith Hitchins, *The Rumanian National Movement in Transylvania, 1780—1849* (Harvard, 1969), qui projette de nouvelles lumières non seulement sur l'évolution de l'idéologie roumaine de Transylvanie, mais aussi sur le rôle décisif des années 1848—1849 dans l'élaboration du prochain programme politique transylvain, sans omettre aussi l'ouvrage de synthèse de Dumitru Popovici, *Romantismul românesc* (Le romantisme roumain), Bucarest, 1969, qui contient un vaste chapitre concernant *Marile inițative culturale* (Les grandes initiatives culturelles) de la génération de '48.

Au demeurant, en nous dévoilant l'effervescence idéologique de ces 15 années qui font l'objet de son étude, Cornelia Bodea incite, par son livre, à de nouvelles recherches qui, à notre avis, se dessinent vers deux directions :

En premier lieu, il faut s'attendre à voir ressortir toute l'activité déployée par les protagonistes de l'unité politique, comme plus profondément implantée dans la structure sociale des trois provinces roumaines. Il est évident que nous avons à faire, dans les trois provinces, à une *intelligentsia* de formation similaire et animée des mêmes idéaux. Et l'ouvrage nous apporte en fait, au premier plan, un groupe compact d'intellectuels dont se détachent les Goleseu, Barițiu, Ion Ghica, Alecu Russo et — tel que nous nous attendions de la part de l'auteur, depuis longtemps familiarisé avec les documents émis par le personnage ou le concernant — Nicolae Bălcescu. Le rôle de ceux-là, auquel vient s'ajouter la fréquente apparition d'Avram Iancu et de ses lieutenants, a été particulièrement important et de récents ouvrages nous le dévoilent de plus en plus pregnant (nous nous référons à Paul Cornea et Mihai Zamfir, *Gîndirea românească în epoca pașoptistă* (La pensée roumaine à l'époque des années '48), Bucarest, 1969, 2 vol. ; à l'ouvrage d'un groupe d'historiens de Cluj, *Ideologia generației române de la 1848 în Transilvania* (L'idéologie de la génération roumaine de 1848 de Transylvanie), Bucarest, 1968 ; enfin, à des chapitres du livre *Unitate și continuitate în istoria poporului român* (Unité et continuité dans l'histoire du peuple roumain), Bucarest, 1968). Cette *intelligentsia* est, en même temps, tout une génération (ainsi que nous l'avons, à notre tour, soutenu, en

apportant nos arguments, dans *Explorări în istoria literaturii române* (Explorations dans l'histoire de la littérature roumaine) Bucarest, 1969) ; mais, une génération qui occupe une place bien définie dans la structure sociale, qui exprime les aspirations de certains groupements et — lorsque l'on fait appel à l'adage « Liberté, Egalité, Fraternité » — l'aspiration majeure des larges masses. Par rapport à cette place, nous voyons se dessiner aussi la position du « parti phanariote », auquel l'auteur se réfère plusieurs fois ; à la lumière des recherches entreprises par Vlad Georgescu (et consignées dans un article de 1967, pour être exposées, plus tard, sur d'amples bases documentaires, dans son ouvrage *Mémoires et projets de réforme dans les Principautés roumaines, 1769—1830*, Bucarest, 1970), il s'avère que la lutte pour l'autonomie, la liberté et l'unité avait des antécédents vénérables. Il reste donc à établir quelles ont été les forces qui se sont groupées à l'encontre de l'élan révolutionnaire afin de constituer une réaction ; ceci d'autant plus que pour définir une génération il faut tenir compte non seulement des aspirations des groupements sociaux qu'elle exprime, mais aussi des résistances auxquelles elle se heurte.

En second lieu, la lutte pour l'unité — dans la mesure où elle a pris la forme de programmes, tel que c'est ici le cas — a eu un caractère nettement idéologique. A cet égard, il reste à établir non seulement les antécédents (comme par exemple ceux que décrit Dumitru Popovici dans *La littérature roumaine à l'époque des Lumières*, Sibiu, 1945), mais aussi le conflit des thèses. Il est certain — ainsi que nous le montre l'auteur — que les premières manifestations ont apparu dans le Banat, mais cela fut dû aussi au fait que dans cette partie de l'espace roumain l'enseignement avait fait de bonne heure des progrès rapides ; en plus, il existait partout une croissance marquée de l'influence des idées de la Révolution Française. Il convient de signaler en ce sens l'écho provoqué par les écrits de Lammenais dans les rangs de cette génération (avant même qu'il n'eût atteint la Hongrie, tel que nous l'avons indiqué dans le compte rendu aux *Etudes historiques* de E. Révész, publié dans « Studii », 1958, 4), aussi bien que les lectures de Robespierre et de Marat par les élèves de Gheorghe Lazăr. En relation avec cette tendance au radicalisme de l'idéologie de ceux qui s'inspiraient de la leçon donnée par « la grande Nation », on voit se dessiner avec toujours plus de clarté la position conservatrice et même les fluctuations de certains membres des sociétés culturelles et politiques.

Autrement dit, le livre de Cornelia Bodea occupe une place à part parmi les ouvrages historiques récemment, publiés non seulement par la démonstration qu'elle nous offre, mais aussi par les nouveaux problèmes qu'elle soulève.

*Alexandru Dușu*

VLADIMIR DICULESCU, SAVA IANCOVICI, CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU, MIRCEA N. POPA, *Relațiile comerciale ale Țării Românești cu Peninsula Balcanică (1829—1858)* (Les relations commerciales de la Valachie avec la péninsule balcanique, 1829—1858), Bucarest, Editura Academiei, 1970, 305 p. (Biblioteca Istorică, XXII).

Rédigé par un groupe de chercheurs de la section d'Histoire de l'Institut d'Etudes Sud-Est Européennes, ce travail est paru par les soins de cet Institut.

Le thème abordé, très important pour la connaissance de certains problèmes d'histoire économique roumaine et balkanique, met en évidence une période des relations économiques

permanentes entre les peuples balkaniques à l'époque respective. Pour la première fois la littérature de spécialité met à la disposition des lecteurs un travail de ce genre. C'est un travail systématique, basé sur des informations inédites, contenant un recueil de données d'archives de sources variées, surtout des registres douaniers des « échelles » du Danube. En dehors des fonds et des dossiers trouvés dans les archives d'Etat de Bucarest, qui ont fourni un immense volume de matériaux, les auteurs ont également consulté une série de travaux roumains et étrangers, déjà publiés, se référant aux opérations d'importation-exportation dans les Principautés roumaines.

L'intervalle de temps choisi pour les recherches s'étend entre 1829, année de la conclusion de la paix d'Andrinople et 1858, année qui a précédé l'union des Principautés. La nécessité de tracer une courbe du commerce extérieur a déterminé les auteurs de choisir un nombre d'années caractéristiques pour le flux commercial au sud du Danube et d'éviter une simple accumulation numérique annuelle. Ils se sont donc concentrés sur les années 1834, 1840, 1850 et 1858 au cours desquelles les opérations d'importation-exportation du pays n'ont été entravées par aucune condition défavorable au déroulement du commerce (calamités naturelles, épidémies, moments de crise politique).

Ainsi que les auteurs même le témoignent, leur but n'a pas été celui d'épuiser le problème des relations commerciales de l'époque, mais celui d'obtenir des résultats réels au sujet de la valeur du commerce extérieur au cours des années étudiées et d'en établir la direction d'évolution.

Après un bref avant-propos, dans lequel ils présentent la méthode d'investigation et de travail, ainsi que les sources dont ils se sont servis, dans l'introduction ils présentent les cadres généraux du commerce roumain pendant l'époque investiguée, tels qu'il s'est développé à la suite de la nouvelle réglementation de la vie économique et politique spécifiée dans le traité d'Andrinople et à la suite des mesures d'ordre administratif et économique imposées par le Règlement organique (1831).

Limitant les immixtions de la Porte dans les affaires internes des Principautés, exigeant la restitution des « raia » et la suppression totale des livraisons en nature et des réquisitions, délivrant le commerce sur le Danube, le traité d'Andrinople permettait aux Principautés de pratiquer une politique commerciale indépendante.

Les auteurs insistent sur les prévisions du Règlement organique qui, en lignes générales, correspondent aux nécessités internes issues du développement économique, prévisions se référant à l'entretien des voies publiques et aux constructions de ponts, pour faciliter la circulation des marchandises, à l'organisation de l'activité des négociants, à la répression de la contrebande.

Certains paragraphes de l'introduction s'occupent des points de douane fixés par le Règlement et des taxes sur les marchandises. Vu que la Valachie était toujours vassale de l'Empire ottoman elle était obligée d'appliquer les taxes de douane (c'est-à-dire 3 % *ad valorem*) pratiquées par l'empire suzerain, ainsi que le régime des capitulations conclues par la Porte avec les autres pays.

Afin de faciliter la tâche des chercheurs qui désireront utiliser les matériaux publiés, les auteurs ont pris comme base des calculs, nécessaires pour l'établissement de la valeur des marchandises, une seule unité monétaire, notamment le « leu » et par conséquent, les valeurs inscrites dans les tableaux statistiques sont nominales et non pas réelles, vu qu'à l'époque (commencement du XIX<sup>e</sup> siècle) le « leu » n'était pas une monnaie réelle mais seulement une valeur qui servait pour tenir les comptes. Les explications qu'on donne dans les paragraphes qui traitent de la valeur des marchandises et du problème des prix sont particulièrement utiles.

Le chapitre introductif s'achève par une brève description de la configuration des routes commerciales à l'intérieur de la Valachie et sur l'étendue de la péninsule balkanique.

La première partie du travail est dédiée à l'étude des exportations de la Valachie dans les pays balkaniques. Les auteurs s'occupent de l'analyse d'un nombre de 23 marchandises dont les plus importantes : 1) gros et petit bétail (vivants) et les produits dérivés ; 2) sel ; 3) légumes et fruits ; 4) bois ; 5) mazout ; 6) poisson ; 7) miel et cire.

Le bétail (vivant), une des plus grandes richesses de la Valachie depuis les temps les plus anciens, s'exportait autant en Europe centrale qu'au sud du Danube. Ces opérations continuent de se dérouler intensément aussi dans la période 1829—1858 bien que vers la fin de l'époque elles marquent une diminution.

Dans l'étude concernant l'exportation du bétail, les auteurs font d'abord une présentation des aspects internes de l'exportation, c'est-à-dire taxes, points de passage sur la frontière, limitation périodique de l'exportation de certaines catégories de bétail, etc. Il faut remarquer que les détails se référant aux acquéreurs de bétail sont très intéressants. Les auteurs ont même dressé une liste des noms des acheteurs et de leurs lieux d'origine du sud du Danube, pour l'année 1831.

L'exportation du bétail effectuée au cours de la période mentionnée est illustrée par des données statistiques qui se réfèrent aux catégories d'animaux, à leur nombre, aux prix de vente et à la valeur de l'exportation annuelle.

Il faut remarquer également que les auteurs essaient d'établir la destination du bétail exporté en la déduisant des lieux d'origine des négociants indiqués comme acheteurs. Les villes vers lesquelles on dirige le bétail sont celles de Bulgarie et de Macédoine et tout sporadiquement de Serbie.

La courbe de l'exportation de bétail au sud du Danube, pour toute la période mentionnée, indique qu'en 1834 elle est de plus en plus élevée pour toutes les catégories, qu'elle diminue en 1840 et particulièrement en 1850, pour reprendre un rythme plus élevé dans l'intervalle suivant, jusqu'en 1857.

Si on fait une comparaison entre le volume général de l'exportation du pays avec le volume de l'exportation dirigée vers les pays balkaniques, on remarque que le commerce avec les pays de l'Europe centrale occupe une place nettement prépondérante.

Les marchandises les plus sollicitées sont les dérivés animalières telles que : graisses, viande, produits laitiers, laine, peaux brutes et travaillées. Le volume de l'exportation de ces produits augmente parallèlement au nombre du bétail sacrifié à l'intérieur du pays. On remarque pourtant une diminution de l'exportation des produits animaliers vers les pays balkaniques, vu que d'importantes quantités de graisse sont dirigées de plus en plus fréquemment vers l'Europe centrale et de considérables quantités de laine vers la France.

Très intéressant, et peut-être, le plus riche en considérations historiques, le chapitre sur l'exportation du sel est le résultat d'une investigation minutieuse et d'une très bonne connaissance des conditions historiques de l'époque.

Le sel, un des plus importants produits d'exportation, négocié exclusivement au sud du Danube car les régions balkaniques sont extrêmement pauvres en sel, était une des plus riches sources de revenu pour le budget de la Valachie. Les autorités du pays s'intéressaient de façon spéciale de l'exploitation et de l'exportation de cette marchandise. La vente s'effectuait en vertu d'un contrat conclu pour un intervalle de temps variable, c'est-à-dire de 2 ans au commencement et jusqu'à 9 ans vers la fin de la période étudiée.

Le total des quantités exportées ressort des contrats et de l'évidence tenue par les parties contractantes qui contrôlaient l'exécution des conditions stipulées.

L'investigation de ces évidences a permis l'étude des plus importants problèmes de l'exportation de sel effectuée entre 1829 et 1858, notamment l'exportation par mois et « échelles » portuaires, la destination des quantités transportées au sud du Danube (en 1833 le sel était mis en dépôt dans 8 villes du sud du Danube : Vidin, Roustchouk, Schichtow, Prahovo,

Rahova, Lom, Tzimbru, Nikopole). Les acheteurs de sel, des sanniers turques (reizi) en majorité, opérant comme intermédiaires entre les entrepreneurs du pays et les négociants de l'intérieur de la péninsule balkanique, font également l'objet de l'étude. Les conclusions concernant la position-clé détenue dans le commerce de la Valachie par les représentants de la bourgeoisie serbe sont particulièrement intéressantes.

L'évolution de l'exportation du sel est caractérisée par un saut considérable enregistré au commencement de la période étudiée, ensuite par un niveau constant mais un peu plus réduit qui se maintient cependant au cours de deux décennies avec une moyenne annuelle de 15—16 000 *ocale*. La quantité totale des exportations de sel pendant les 25 années est de 390 000 000 *ocale*.

Les autres chapitres qui font l'objet de l'étude de l'exportation roumaine dans les pays balkaniques traitent de l'exportation quantitative et de la valeur de quelques centaines d'assortiments, notamment aliments, vêtements, matériaux de construction, quelques produits traditionnels de l'économie roumaine et certains produits d'une date plus récente comme, par exemple, le mazout. En ce qui concerne ce dernier, on constate une augmentation considérable de l'exportation à mesure que la technique d'extraction commence à s'améliorer.

Le bilan des exportations roumaines vers les régions du sud du Danube marque, après 1840, une baisse générale atteignant entre 1850—1858 une stabilisation valorique de 700 000—800 000 lei. Dans le cadre de la valeur totale de l'exportation du pays, la valeur des exportations vers les régions balkaniques est d'environ 15 000 000 lei, contre 32 457 037 lei en 1840, soit une valeur presque égale à la moitié de l'exportation générale.

L'importation des produits balkaniques représentant un nombre de 18 catégories de marchandises fait l'objet de la seconde partie du travail. La méthode d'investigation des catégories de marchandises importées est la même que celle utilisée pour l'étude des produits exportés. Les recherches, basées sur l'analyse statistique, et dont les résultats sont illustrés par des tableaux généralisateurs, montrent que l'importation suit une courbe descendante qui se range entre 12 028 986 lei en 1834 et 10 074 154 lei en 1858, fait qui s'explique par l'extension des relations commerciales de la Valachie avec les pays de l'Europe centrale. Rapportée à la valeur totale de l'importation effectuée par la Valachie, l'importation des produits balkaniques indiquent une proportion de 38 % en 1840. Au point de vue valeur, les produits d'épicerie occupent la première place dans le cadre de l'importation. Leur provenance n'est pas strictement balkanique. Il y en a qui viennent des sources extra-balkaniques et qui font l'objet d'une ré-exportation.

Le fer brut (« fer de Bosnie », « fer de Belgrade », « fer ture », etc.), les produits en fer, généralement des objets utilisés par les paysans, les produits textiles, les objets en cuivre travaillé, le poisson, représentent des catégories de marchandises qui occupent la valeur la plus importante dans les opérations d'importation de la Valachie. Certains produits des artisans bulgares tels que souliers en maroquin confectionnés à Târnovo et Gabrovo et les fameuses passementeries de Karlovo, Kazanlâk, Gabrovo et Skodra étaient très appréciés.

La période étudiée est particulièrement intéressante du fait des transformations économiques, sociales et politiques précédant la naissance de l'Etat roumain. Cet état de choses se reflète également dans les relations économiques du peuple roumain avec les peuples balkaniques. Les auteurs de cette monographie ont le mérite d'avoir mis en évidence, au-delà des statistiques concernant l'exportation et l'importation des marchandises, fruit de l'analyse d'un vaste matériel documentaire, les transformations subies par ces relations économiques millénaires en raison de l'évolution de la société roumaine, du développement du commerce et de la bourgeoisie, de l'activité des villes portuaires.

Le développement du commerce avec l'Europe centrale, où les produits roumains étaient dirigés de plus en plus fréquemment, ainsi que les préférences manifestées pour certaines caté-

gories de marchandises d'importation qui satisfaisaient aux goûts d'une société en formation, font l'objet de quelques constatations très intéressantes. Le poids de certains produits d'importation (surtout de ceux qui intéressent certaines catégories sociales), qui marque un accroissement, comme par exemple les vêtements pour les paysans ou les objets dont ceux-ci se servaient, etc., constitue une indication éloquentes pour en tirer des conclusions intéressantes par rapport au standard de vie des différentes catégories sociales des consommateurs.

Dans les conclusions de l'ouvrage les auteurs font une synthèse de l'évolution des différentes catégories de marchandises importées et exportées, de leur valeur en chiffres. On remarque que la balance commerciale de la Valachie avec les régions balkaniques est excédentaire au cours de cette période.

L'ouvrage conclut avec un glossaire des termes peu connus et avec un excellent résumé en français.

Cette monographie, résultat des efforts d'un groupe de chercheurs bien connus pour leurs études concernant les divers aspects des relations du peuple roumain avec les pays balkaniques, s'adresse à un grand nombre de spécialistes.

La valeur scientifique de l'étude est toute aussi évidente que son utilité, autant pour les historiens roumains que pour les historiens balkaniques, car elle leur fournit un matériel inédit, conservé uniquement dans les archives roumaines et très rarement dans les archives du sud du Danube, où l'évidence des marchandises d'importation-exportation n'était pas rigoureusement tenue.

Les matériaux présentés fournissent des données concrètes sur les négociants balkaniques, données que, dans la mesure du possible, nous aurions désirées plus amples aussi sur les relations constantes de quelques villes balkaniques avec la Valachie. Ces données pourraient servir pour tracer une carte des relations économiques, chose que nous nous permettons de suggérer aux auteurs.

L'intérêt suscité par l'ouvrage, riche en informations documentaires et suggestions historiques, nous autorise d'affirmer qu'il constitue une contribution originale à l'éclaircissement de quelques problèmes d'histoire économique roumaine et balkanique.

*Anca Iancu*

C. TH. DIMARAS, Δημήτριος Καταργής, Τὰ εὐρισκόμενα (Dimitrie Catargi, Les œuvres trouvées) Ἀθήνα Ἔκδοσις «Ἑρμῆς» 1970, ιβ' + 499 σ. (Ὁμιλῶς μελέτης τοῦ Ἑλληνικοῦ Διαφωτισμοῦ Νέα Ἑλληνικά κείμενα).

L'édition des œuvres de Dimitrios Catargi est un événement de tout premier intérêt pour les lettres néo-grecques. C. Th. Dimaras qui, ainsi qu'on l'a dit, « a rappelé l'importance de cet auteur pour l'histoire de l'hellénisme »<sup>1</sup>, parachève par ce beau volume une rigoureuse enquête menée pendant 30 ans. La pensée de Catargi, que les circonstances avaient cachée pendant si longtemps, est enfin restituée à la culture grecque. C'est d'ailleurs précisément la tâche que s'est proposée le recueil de l'O.M.E.D., celle de faire voir le jour aux textes inédits de la littérature néo-hellénique à l'époque des Lumières, base indispensable de toute recherche dans ce domaine

<sup>1</sup> Borje Knos, *Histoire de la littérature néo-grecque*, Stockholm, 1962, p. 562.



En 1940, paraissait la première étude de C. Dimaras sur Catargi<sup>2</sup>, suivie depuis par plusieurs autres qui attaquent, tour à tour, les différents chapitres de son œuvre, dont il publie des fragments<sup>3</sup>. Il est difficile à imaginer personnalité plus méthodiquement cernée que le fut Catargi dans ces ouvrages. Non seulement C. Th. Dimaras y a analysé sa pensée et sa formation intellectuelle, telles qu'elles se détachaient de ses écrits, mais il chercha à discerner les traces de ses principes linguistiques dans l'œuvre de ses élèves<sup>4</sup> et même d'élèves qui l'ont trahi par la suite, comme Daniel Philippides.

Une vue d'ensemble de la vie et de l'activité de Catargi en Valachie nous fut donnée dans le petit volume paru en 1965<sup>5</sup>, ainsi que dans les différentes éditions grecques, française et roumaine de son *Histoire de la littérature néo-hellénique*. Cette dernière offre en plus d'une vision synthétique de l'œuvre de Catargi l'image de son action sur l'esprit des intellectuels grecs de Valachie et de Constantinople, tels Rigas, Perraivos, Perdiciaris, Christopoulos, etc. Nous ne devons pas oublier que, auteur d'un système scientifique et philosophique qu'il voulait faire appliquer au profit de la Nation, Catargi représente — avec Moesiodax — le point de départ de ce que deviendra bientôt « la question de la langue grecque ». Si ses idées avaient produit une telle effervescence, pourquoi le silence qui s'est étendu sur son œuvre a-t-il tant duré ? C. Th. Dimaras nous en a donné la double explication : d'une part, le fait qu'aucun des ouvrages de Catargi ne fut imprimé de son vivant. D'autre part, l'éparpillement du cercle d'élèves et d'admirateurs qui auraient pu continuer l'œuvre du maître.

Le présent volume a été conçu — ainsi que l'avoue son éditeur — dans l'esprit de la plus fidèle reproduction des intentions de Catargi, tel que l'aurait fait un de ses élèves, tout imbu de sa pensée. C'est en suivant ce principe que la disposition des différentes pièces dans le livre n'a pas suivi, strictement, l'ordre chronologique, mais bien l'importance que l'auteur lui-même avait accordée.

Dans le premier chapitre (A') de la première partie, l'éditeur a groupé les ouvrages rédigés entre 1783—1791, période où Catargi a appliqué ses principes touchant l'emploi de la langue vulgaire. Il s'agit de ses fameux essais, dont le premier contient un écrit-programme destiné à démontrer la supériorité de la langue grecque parlée, tandis que le second, le « Discours sur l'éducation », prend pour exemple dans ses démonstrations le système d'enseignement de l'Académie princière de Bucarest. Un autre essai adresse des conseils aux jeunes gens « sur la manière de tirer profit des ouvrages turcs et orientaux », un autre encore fait « l'Eloge du philosophe et de l'orthodoxe, blâme l'athée et plaint le superstitieux », selon l'attitude compréhensive des adeptes du despotisme éclairé. Le dernier, le fameux « Connais-toi toi-même » a été signalé par C. Dimaras comme étant le plus caractéristique pour la conception de Catargi, car on y trouve l'ensemble de son système, s'inspirant de la division des sciences préconisée par les encyclopédistes. On peut juger de l'originalité de ce penseur, qui crée une typologie

<sup>2</sup> C. Th. Dimaras, 'Η γλωσσική θεωρία του Δ. Καταρτζή, « Αθηνα », 1940, p. 197—234.

<sup>3</sup> V. par exemple : "Ένα ανέκδοτο έργο του Δ. Καταρτζή, « Παιδεία », 1947, p. 383—387, 430—435, 482—488 ; D. Katartzi, Έγκώμιο του φιλοσόφου, μακαρισμού του όρθόδοξου, ψόγος του έθρου, ταλάσιμα του δεσιδαίμων, "Έκδοσις και σχόλια, Athènes, 1955, 66 p. ; D. Katartzi, Γραμματική τής φυσικής γλώσσας, έκδοσις και σχόλια, « Νέα Έστία », 1957, p. 1—65 ; D. Catargi, « philosophe » grec, *Studies on Voltaire and the eighteenth century*, Genève, 1963, p. 509—518 ; 'Ο φιλελευθερισμός του Δ. Καταρτζή, με άποσπάσματα από το ανέκδοτο, « Γνώθι σαυτόν », Athènes, 1964, p. 1—87.

<sup>4</sup> K. Th. Dimaras, 'Ο πρώτος μαθητής μου, ή γλωσσική θεωρία τής γεογραφίας των Δημητριάων, Athènes, 1960, p. 95—105 (Άνάτυπο από το άφιέρωμα στη μνήμη του Μανόλη Τριανταφυλλίδη). V. aussi Φροντίσματα, Athènes, 1964, p. 91—92.

<sup>5</sup> K. Th. Dimaras, Δημήτριος Καταρτζής (Σχεδιάγραμμα βιογραφίας), Athènes, 1965, 45 p. Voir aussi le compte rendu de Al. Duțu, dans RESEE, n<sup>o</sup> 3—4, 1967, p. 606—609.

humaine en tenant compte des différents degrés d'instruction de l'individu et — qui plus est — qui donne l'alerte sur le danger que représente pour la société le demi-lettré, autrement nuisible que l'inculte !

Le dernier de cette série de projets s'occupe tout spécialement des professeurs et de l'importance de l'enseignement des langues étrangères. L'exemple de l'Europe éclairée y est présent tout comme dans les ouvrages précédents. Mais dans tous ces textes, malgré l'emprunt évident des idées de Locke, de Rousseau ou de l'Encyclopédie en général, la personnalité de l'auteur y reste inaltérée.

Le premier chapitre a été dédié aux principes didactiques de ce protagoniste des Lumières, tandis que le second (B') renferme les écrits de Catargi ayant trait à la méthode même : la « Grammaire de la langue roméique et l'Art du barreau », résultat de son activité juridique déployée en Valachie.

Le troisième et dernier chapitre (Γ') de cette première partie nous livre les deux prologues écrits par Catargi pour sa traduction de Réal De Curban. Dans le premier de ces prologues, adressé au prince Michel Soutzo, Catargi expose les mobiles qui l'ont poussé à traduire « La Science du gouvernement » en faisant aussi d'amples considérations sur l'utilité des traductions.

C'est la seconde partie du livre qui reflète l'« échec » de la tentative linguistique de Catargi. M. Dimaras y a fait paraître ses textes en langue « αἰρετή », c'est-à-dire ceux dans lesquels Catargi, obligé à abandonner ses principes, adopte une langue factice, faisant un compromis entre la langue naturelle et la langue archaïque. Il s'agit de « Γνωθῆ σαυτὸν », de la table des matières de la traduction de Réal, transposés dans cette langue, ainsi que des lettres envoyées à Lambros Photiades et au Patriarche Callinique III et d'une épigramme attribuée par C. Th. Dimaras à Catargi.

Si les textes ne sont précédés que par un discret prologue, les annonçant tout juste, c'est dans le « Ἰπρόμνημα » final que nous trouvons les précieux commentaires que ces textes ont suggérés à l'éditeur. Ils nous donnent en même temps des conclusions et des explications, sans lesquelles on ne saurait aborder avec profit l'étude de cette œuvre.

Un premier chapitre de ce mémoire porte sur la tradition manuscrite et imprimée, ainsi que sur l'édition elle-même. La liste des sources révèle la diffusion très large des œuvres de Catargi dans les archives et les bibliothèques grecques, ainsi que la place qu'y tiennent les fonds documentaires roumains (4 manuscrits de la Bibliothèque de l'Académie roumaine). Un tableau récapitulatif le nombre des copies trouvées pour chaque ouvrage de Catargi permet à l'éditeur de constater qu'une édition littéraire critique — dans le sens stricte du mot — ne serait pas possible, puisque seuls trois de ces écrits ont plusieurs copies.

Parmi les difficultés éditoriales soulignées par C. Th. Dimaras, notons les lacunes des textes, ainsi que les contradictions auxquelles il s'est heurté, car Catargi, loin de partager la sévérité grammaticale qui sera de mise plus tard, abandonne son lecteur à un libre arbitre des plus inquiétants. Tel signe d'orthographe dont il indique l'emploi dans une ample définition est aussitôt annulé par la remarque « il peut aussi manquer » (« μπορεῖ καὶ νᾶ παραλειφθεῖ »). On voit bien, ainsi que l'explique C. Th. Dimaras, que les manuscrits de Catargi ont été privés de cette phase indispensable pour les rendre définitifs qu'est la préparation pour l'imprimerie. Ayant pour but de rendre ce livre accessible non seulement aux spécialistes, mais aussi au public des lecteurs, en général, l'éditeur a choisi de présenter le texte de manière à garder le juste milieu entre une édition de sources et une édition littéraire.

La chronologie des œuvres fait l'objet du second chapitre des notes de l'éditeur. Tout en expliquant la voie suivie pour l'établir, C. Dimaras constate que, dans ce cas, la chronologie n'est pas particulièrement intéressante. En effet, on doit limiter la période de création théorique de Catargi à un laps de temps très court : janvier 1783—1791, donc huit à neuf ans

seulement. Si on s'en tient à la période que l'auteur lui-même déclare comme étant décisive pour sa technique (1783—1787), il est évident que l'on ne peut trop spéculer sur l'évolution de sa mentalité, ni comparer une période de début à une autre de maturité. Nous avons là le cas heureux d'une œuvre de l'âge mûr, exprimant d'un trait les résultats d'une longue expérience.

Les notes analytiques formant la troisième partie de cet « Ἰστορικόν » indiquent l'état des principaux manuscrits et leurs annotations<sup>6</sup>, les rapports de certaines copies et la bibliographie des ouvrages qui les ont enregistrés ou publiés.

Deux indispensables index de noms communs et de noms propres rendent bien aisé le maniement de ces précieux matériaux, également utiles au chercheur de la culture grecque comme à celui du passé roumain.

Si la personnalité de Catargi présente un intérêt des plus larges puisque, dépassant la sphère de l'hellénisme, elle se place dans le mouvement général des idées sud-est européennes à l'époque des Lumières, il ne faut pas oublier son importance pour l'histoire des Roumains aussi. Vivant en Valachie, où il remplit de hautes fonctions, apparenté par sa femme à la noblesse autochtone, Catargi est un phanariote adapté, connaissant la culture roumaine et les méthodes d'enseignement pratiquées à Bucarest ou à Jassy et occupant un poste important dans la justice valaque. C'est pourquoi, en réfléchissant sur des problèmes théoriques concernant la pédagogie, l'instruction ou la justice, puise-t-il amplement ses exemples dans la vie du peuple roumain. Qu'il s'agisse des élèves — grecs et roumains — de l'Académie de Sft. Sava ou bien des professeurs et de leur méthode, ou encore de l'avantage des Roumains sur les Grecs en fait d'unité linguistique<sup>7</sup>, nous le trouvons toujours préoccupé par les réalités de sa nouvelle patrie.

Que l'échec de Catargi n'en ait pas été un, pour la postérité, c'est chose évidente. M. Dimaras l'a démontré avec succès à plusieurs reprises et ce volume en donne une preuve éclatante. Quant à l'écho de son œuvre pour notre culture, il suffit de rappeler le rôle joué dans les Principautés par un de ses fervents adeptes, le poète Christopoulos.

*Cornelia Papacostea-Danielopolu*

*Rumanian Studies. An International Annual of the Humanities and Social Sciences, Leiden, E. J. Brill, 1970, 225 p.*

Les études incluses dans le premier volume de l'annuaire édité par le professeur Keith Hitchins, de l'Université de l'Illinois, répondent amplement au double but que leur éditeur s'est fixé dans son avant-propos : de contribuer, d'une part, à une meilleure connaissance de la civilisation roumaine, à travers certains thèmes se rattachant à l'histoire, l'art, la littérature ou la culture en général ; d'offrir, d'autre part, aux spécialistes la possibilité de présenter à un cercle large de lecteurs les nouvelles directions de recherche dans l'historiographie roumaine.

Trois de ces études ont pour objet une époque majeure dans la vie du peuple roumain. Il s'agit d'abord de celle consacrée par l'académicien David Prodan à la vie et à l'œuvre de l'un des grands protagonistes de l'École transylvaine, Gheorghe Șineai, dont les écrits ont con-

<sup>6</sup> Deux des manuscrits employés par l'éditeur pour la « Δικωνική τέχνη » sont les n<sup>os</sup> 155 et 993 de la Bibl. de l'Académie roumaine, dont seul le n<sup>o</sup> 155 est de la main de Catargi, ainsi que l'a établi C. Th. Dimaras.

<sup>7</sup> C'est avec une véritable envie qu'il constate que chez les Roumains, paysan (τζαράνος), habitant des villes (ώρασάνος) ou boyard (μπογιαράρης) s'entendent tous, malgré les différences de vocabulaire.

tribué massivement au développement de la conscience nationale, aussi bien qu'à la cristallisation du programme politique des Transylvains. Axée sur la même époque, l'étude de Dan Berindei s'occupe de l'édification de l'Etat national roumain avant et pendant les événements révolutionnaires de 1848. Enfin, Barbara Jelavich traite de l'activité diplomatique des années 1858—1859, quand la double élection dans les Principautés danubiennes du prince Alexandru Ioan Cuza détermina la précision de l'attitude des grandes puissances à l'égard des destinées de l'Empire ottoman.

Ce fut surtout l'analyse des documents politiques élaborés par la génération de 1848 qui a poussé Dan Berindei à constater que l'aspiration vers l'unité politique a été précédée d'une façon toute naturelle par une affirmation résolue de l'entité nationale du peuple roumain et, implicitement, de son unité. Ce processus, note l'auteur, fut favorisé par le fait que, « à la différence des pays limitrophes, obligés de subir la domination *directe* de la Porte ottomane, les pays roumains purent conserver *sans interruption* leur entité d'Etat ». L'union des principautés, qui s'était conservée entre des frontières nationales, s'est imposée comme objectif essentiel aux intellectuels des troisième et quatrième décennies du siècle dernier, qui passèrent de la sorte de l'action culturelle à l'activité politique. Mettant à profit une bibliographie récente, l'auteur analyse les principes proposés par les programmes et les constitutions des années '30, des mouvements révolutionnaires de 1840 et de 1848. Il insiste notamment sur la pétition de Blaj et sur la proclamation d'Islaz qui affirmaient hautement que les Roumains « adorent leur liberté de même que celle des autres nations, qui dans leur désir de se voir rétablir dans leurs droits savent respecter ceux d'autrui » ; le programme moldave rédigé par Mihail Kogălniceanu (*Dorințele partidei naționale în Moldova* — Doléances du parti national de Moldavie) est amplement commenté. Formulés séparément dans les trois provinces roumaines, ces programmes coïncidaient quant à leurs objectifs majeurs : liberté nationale, justice sociale, unité.

Pour ce qui est de l'étude du P<sup>r</sup> Barbara Jelavich, elle reprend la discussion de l'attitude adoptée par les puissances européennes vis-à-vis de l'union de la Valachie et de la Moldavie, partant des lettres (qu'elle publie) d'A. B. Lobanov-Rostovskii, chargé d'affaires à Constantinople, adressées au consul de Bucarest, N. K. Giers. Esprit fin et diplomate subtile, l'ambassadeur de Russie brosse une image suggestive de la situation diplomatique internationale à une époque où l'Angleterre se posait en ferme soutien de l'Empire ottoman, alors que la France et l'Autriche s'engageaient sur la piste d'un conflit armé. L'auteur souligne l'aide apportée à la cause roumaine par le consul français Place et par son homologue russe Popoff — cause qui a fini par s'avérer gagnante surtout grâce à la fermeté de décision du peuple roumain. Le 2/14 mars 1859, notre diplomate constatait que « l'état des choses actuelles dans les Principautés continuerait à exister *de fait*, sans que les puissances fussent parvenues à les consacrer *de droit*. Mais, dans l'un comme dans l'autre cas, les Principautés, ce me semble, peuvent être tranquilles pour l'avenir et attendre avec calme l'issue des complications qui se sont si subitement produites devant l'Europe le 1<sup>er</sup> janvier de cette année ». On y trouve aussi d'intéressantes références au sujet des événements de Serbie et des troubles de Constantinople de 14/26 septembre 1859.

Ensuite, Philip Eidelberg donne la description des conséquences contradictoires entraînées par la politique agraire du parti national-libéral entre les années 1900—1916, se fondant en tout premier lieu sur l'analyse de la loi des banques populaires de 1903 et sur la loi des coopératives de 1904.

Une ample discussion du volume *Histria*, II, 1966, incite Richard Todd à souligner les résultats obtenus par les fouilles récentes, effectuées sous la direction du professeur Emil Condurachi dans la zone du mur de défense d'époque hellénistique, le quartier habité de la zone ouest à l'époque archaïque et la nécropole tumulaire. L'auteur note aussi quelques pro-

blèmes, dont la proche solution lui semble inévitable vu les progrès des travaux, car «we are fortunate that the excavation of a site so important for the history of classical antiquity is in the hands of scholars as capable as the authors of this volume».

Un autre mérite de cet annuaire est d'avoir ajouté aux questions d'histoire et d'archéologie des thèmes appartenant à la littérature et à l'art, ce qui permet au lecteur étranger de pénétrer plus avant dans l'étude de la culture roumaine. On y trouve, dans cet ordre d'idées, l'analyse de Mircea Zăciu des romans de Camil Petrescu ; la découverte d'une tendance «structuraliste» chez ce romancier entraîne l'auteur à relever les préoccupations esthétiques du remarquable écrivain roumain contemporain. D'autre part, le regretté Petru Comarnescu s'attache à mettre en lumière la présence de deux éléments essentiels dans l'œuvre de Brancusi : l'élément roumain et l'élément universel.

Deux instruments de travail particulièrement utiles se placent à la fin de ce volume. D'abord le Pr Ștefan Pascu passe en revue des sources concernant la révolte à large écho européen de Horia. Annonçant l'édition à Cluj d'un corpus de ces sources, l'auteur en donne une synthèse préliminaire qui s'impose à l'attention du lecteur surtout par l'esprit critique qui préside à la juste estimation de chaque ouvrage, brochure ou article mentionnés. Vient ensuite un guide bibliographique de l'histoire du Moyen Age et des temps modernes de Roumanie, rédigé par Paul Simionescu. L'auteur présente les sources bibliographiques, les ouvrages de synthèse et les sources historiques dans le cadre d'un article constituant en même temps une précieuse introduction à l'historiographie roumaine.

Au terme de la substantielle lecture que ce volume édité par le professeur Hitchins nous offre, l'intérêt pour les problèmes énoncés dans l'avant-propos semble bien parti pour suivre une ligne ascendante. Attaquant toute une série de problèmes de premier ordre de l'histoire et de la civilisation roumaine, les études publiées dans ce volume gagnent sans cesse du fait de leurs références au contexte européen et à la zone du Sud-Est, en particulier. De cette manière, les enquêtes envisagent aussi bien les phénomènes d'un processus historique que les mouvements du vaste engrenage de toute une zone géographique ; elles définissent une tradition culturelle en évoquant ses contacts multiples. C'est une invite à attendre avec le plus haut intérêt les volumes prochains.

*Alexandru Dușu*

---

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Rédigées par : H. MIHĂESCU (H. M.); ION MATEI (I.M.); SFRGIU COLUMBEANU (S.C.); J. IRMSCHER, Berlin, D.D.R. (Irm.); NICOLAE-ȘFRBAN TANAȘOCA (N.-Ș.T.); NESTOR CAMARIANO (N.C.); ALEXANDRU DUȚU (A.D.); CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLOU (C.P.D.); GELCU MAKSUTOVICI (G.M.); C. IORDAN-SIMA (C.I.S.); LIVIU P. MARCU (L.P.M.); ADELINA PIATKOWSKI (A. P.)

*Saggio di carte e di commenti dell'Atlante linguistico regionale del Friuli — Venezia Giulia*, diretto da G. B. Pellegrini. Carte a cura di G. Fraù e P. Benincà Ferraboschi. Commenti a cura di G. B. Pellegrini e P. Benincà Ferraboschi. Estratto da « Studi linguistici friulani », I, 1969, p. 40—98 + 11 tavole.

Le nouvel atlas linguistique de la région de Frioul — Vénétie Julienne fournira des matériaux utiles pour la clarification des rapports linguistiques entre l'Italie du Nord-Est et la Romanité occidentale, d'une part, et l'Italie du Nord-Est et la Romanité orientale, d'autre part. On pourra mieux saisir le rôle joué par l'Europe du Sud-Est, ainsi que l'influence exercée sur celle-ci par l'Europe centrale et occidentale. Des enquêtes ont été menées dans 129 localités et les résultats en seront consignés dans environ 700 cartes, accompagnées de nombreuses listes de mots. Le territoire étudié est compris approximativement entre les rivières Adige et Isonzo, et entre l'Adriatique et la frontière autrichienne. Outre les auteurs mentionnés dans le titre, ont collaboré également R. Appi, M. Cantarutti, M. Doria, G. Francescato, A. Giacomini, G. Gremese, M. Matićetov, E. Meneghetti, E. Mirmina, N. Persici, G. B. Rossi, L. Vanossi et A. Zamboni. Une attention particulière a été accordée au côté ethnographique et à la description des objets étudiés. Trois des cartes reproduites ici présentent la répartition des noms utilisés pour la « charrue », une d'entre elles donne quelques noms de réceptifs, deux autres des noms d'insectes. On remarque le commentaire bien informé et plein de vie, dû à G. B. Pellegrini, sur les termes pour la « charrue » (p. 44—61), d'où il ressort que la richesse en termes du Frioul correspond à une variété supérieure dans la technique du confectionnement et de l'usage de cet instrument, en fonction du terrain et de la saison : en latin, *aratrum*, *\*aratrarium*, *plovum*, *versorium*, *quadriga*, *organum* (avec les variantes *\*orginum*, *\*orgina*, *\*organum*). Par l'attention qu'il accorde à la culture matérielle, l'« Atlas linguistique du Frioul » complètera utilement les informations fournies par l'« Atlas général italien » et permettra de mieux connaître cette importante zone de liaison entre l'est et l'ouest, par laquelle a eu lieu la diffusion non seulement des influences linguistiques, mais aussi des outils et de leur technique de production.

H. M.

EQREM ÇABEJ, *Mbi disa rregulla të fonetikes historike të shquipes* (A propos de quelques règles phonétiques de l'albanais). « Studime filologjike », XXIV (VII), 1970, n° 2, p. 73–97.

L'auteur rectifie certaines thèses soutenues par des albanologues plus anciens et propose des interprétations nouvelles pour les changements phonétiques suivants : 1. les oppositions des quantités vocaliques dues à la présence de voyelles longues par leur nature ou à la contraction de deux voyelles (par exemple, lat. *medicus*, alb. *mjek*) se sont nivelées peu à peu et sont arrivées avec le temps à une quantité isochrone ; 2. les diphtongues indo-européennes *oi*, *ai* ont donné en albanais *a*, et non pas *o* ; 3. l'affirmation que le *r* syllabique indo-européen aurait donné en albanais *ri* ne correspond pas à la vérité ; 4. aux gutturales indo-européennes *k'*, *g'* correspondent en albanais *th*, *dh* ; 5. les groupes consonantiques *sk*, *sg*, *ks* ont donné *sh* ; 6. les groupes *nt*, *nd* ont donné *n* ; 7. les groupes *vr*, *vl* initiaux sont devenus *r*, *l* ; 8. *rr* ne provient pas d'un ancien *rn*, mais est une apparition de date relativement récente, c'est-à-dire une gémination de nature expressive.

Ces résultats contribuent à l'établissement d'une chronologie plus adéquate et facilitent l'étude des éléments latins de l'albanais. Ces derniers temps, certains de ces éléments ont été contestés et attribués au fonds autochtone, en échange des étymologies latines ont été proposées pour d'autres mots albanais. Nous préciserons que le *x* du latin est noté dans les inscriptions avec *s* dès le III<sup>e</sup> siècle de n.è. (cf. *vissi* = *vixit*, Dalmatie ; *cusit* = *coxit*, Mésie supérieure) : par conséquent, l'alb. *frashcr* et le roum. *frasin* peuvent être expliqués par un lat. *frasinus*. D'autre part, *diabolus* apparaît avec le phonétisme *zabolus* en Pannonie au début du IV<sup>e</sup> siècle. Une meilleure détermination chronologique de l'alb. *djall* demande que l'on tienne compte du processus de diffusion du christianisme en Albanie, où se sont entrecroisés des courants orientaux et occidentaux. Une évolution tardive et spécifique est celle du mot latin *conventus*, en alb. *kuvent*, ngr. *κουβέντα*, roum. *cuvnt*. Tout progrès dans l'étude de l'albanais aide indirectement à mieux connaître les autres langues du Sud-Est européen et mérite d'être pris en considération.

H. M.

ALFÖLDY, GÉZA, *Die Personennamen in der römischen Provinz Dalmatia*. Mit 13 Karten im Text und 1 Faltkarte. Winter, Heidelberg, 1969, 400 p. (« Beiträge zur Namensforschung », 4).

L'auteur a étudié 4100 inscriptions, provenant de 359 localités ; il a enregistré 730 *nomina* et 2030 *cognomina*, qui peuvent être illyriens, vénétiens, celtiques, latins ou grecs. Ces noms ont été examinés, en ce qui concerne leur diffusion géographique et leur évolution historique, dans le but d'établir des conclusions sur la diffusion des populations autochtones et sur le processus de romanisation. Les noms vénétiens s'étendent sur la côte dalmate, approximativement entre la presqu'île d'Istrie et Jader (Zadar, Zara). Les noms celtiques apparaissent surtout dans les vallées supérieures de l'Ouna et de la Drina ; les noms grecs, sur la côte

de l'Adriatique, entre Jader (Zadar) et Salona (Solun, Split). Très utile, la carte de la diffusion des inscriptions latines de Dalmatie, d'où il ressort que la plupart des inscriptions latines proviennent des six régions suivantes : 1. la côte dalmate, entre Jader (Zara) et Narona ; 2. la vallée de l'Ouna et de ses affluents, à l'est de Zagreb ; 3. le bassin supérieur de la Bosna, à l'ouest de Sarajevo ; 4. le bassin supérieur de la Drina, 5. le bassin de la Morava occidentale ; 6. la région située au nord du lac de Scodra (Shkoder, Scutari). On pourrait objecter à ces classifications que les noms propres passent facilement d'un pays à l'autre et que, par conséquent, ils n'indiquent pas toujours l'appartenance ethnique de ceux qui les portent : il en est ainsi pour des noms d'origine hébraïque (Jean, Johannes, Ioan, Ivan), grecque (Georges, Georg, George) ou latine (Constantinus), etc. De tels noms se sont répandus avec le christianisme, de même que certains noms modernes cheminent grâce aux moyens techniques développés de notre temps. Cependant, l'isolement relatif où vivaient à l'époque antique les tribus autochtones ne permettait pas aux noms de personnes de dépasser de beaucoup les frontières ethniques de leur lieu de formation, de sorte que nous pouvons considérer comme positifs les résultats obtenus par l'auteur, les données linguistiques de l'ouvrage complétant de façon utile les informations dues aux sources historiques.

H. M.

NICOLAI P. KOVAČEV, *Топонимията на Троянско* (La Toponymie de Trojansko), Sofia, 1969. 263 p. (Bulgariska Akademia na Naukite Institut za bulgarski ezik).

Le district de Trojansko est situé au nord du mont Balkan (Stara Planina), à peu près à mi-chemin entre Pleven et Plovdiv, ou entre Sofia et Târnovo. Il comprend 1 ville, 25 communes et 113 villages, avec une population d'environ 207 000 habitants. L'auteur a recueilli 9 000 noms, qu'il a classifiés et mis en valeur du point de vue linguistique. La plupart d'entre eux sont d'origine slave, suivis de ceux d'origine turque et roumaine. Le nom de *Trojan* vient du latin *Traianus* et a été mis en relation avec la route romaine nommée *Via Traiana*, qui menait du Danube à la plaine thrace, jusqu'à Philippopolis (Plovdiv). Parmi les mots d'origine roumaine, certains sont d'origine latine, comme *cale*, lat. *callis*, *Кала Черкова*; *chişa* — *рица*, lat. *pissiare*, *Кишовото*, *Кишов мран*; *cuplor*, lat. *coctorium*, *Кокторуме*; *firicidă*, lat. *fulum* + *-ică* + *-clum*, *Фиричет*; *lungură*, lat. *lingula*, *Лунгуруме*; *negru*, lat. *niger*, *Несрпа*, *pădure*, lat. *padule* — *palude*, *Пъдуря*; *săra*, lat. *sappare*, *Сарамеец*; *urs*, lat. *ursus*, *Урсел*. Quelques mots sont autochtones : *baci* (« chef d'une bergerie »), *Бачицето*, *Бачията*; *căciulă* (« bonnet de laine »), *Качулет*. Certains mots d'origine médio-grecque existent aussi en roumain (*cordele*, *mandră*, *turlă*), mais en bulgare ils ont été pris directement au grec byzantin. Les toponymes d'origine roumaine font partie surtout du domaine de la flore et de la faune, ils proviennent de pères roumains aujourd'hui complètement assimilés. Le nom de *Vlah* persiste encore dans les noms, par exemple dans *Влаховско*, *Влашка*, *Влашкото*, etc. Le nom de *Балабурска* (de *barclulă* = romme de terre, terme employé seulement en Moldavie) montre que certains des pères d'origine roumaine de Trojansko venaient du nord de la Roumanie.

H. M.



MLADENOV, MAXIM SL., *Говорът на Ново Село Видинско. Принос към проблема за смесените говори* (Le parler de Novo Selo, arrondissement de Vidin. Contribution au problème des parlars mixtes), Sofia, 1969, 312 p. (Българска Академия на Науките. Трудове по българска диалектология, 5)

Le village de Novo Selo, situé sur la rive droite du Danube, à 24 km ouest de Vidin, est entouré d'une population roumanophone et présente une puissante influence roumaine dans son parler. Sur un total de 3707 mots enregistrés par l'auteur, 800 sont d'origine roumaine. Cette influence se fait sentir non seulement dans le domaine du substantif, mais aussi dans les autres parties du langage. On la rencontre, par exemple, dans les interjections : *aide!* « vas-y ! », *hâis, cea!* « à gauche, à droite ! » (dans le langage des bouviers), *măi* (façon d'interpeller une personne de sexe masculin) ; dans les prépositions : *cu toatele* « toutes ensemble », *în pofida* « malgré, en dépit de », *prea* « trop » ; dans une conjonction : *ori* « ou » ; dans des adjectifs : *amărît* « affligé », *arătos* « imposant » ; dans l'article : *bățul, mașele* « le bras, les entrailles » ; dans des substantifs au génitif : *gura văii* « l'entrée de la vallée », *ochiul boului* « aster » ; des substantifs au vocatif : *drace!* « diable ! », *fă!* « fille ! ». On rencontre fréquemment des noms de parentés, d'où il est permis de déduire que les mariages entre Bulgares et Roumains étaient courants : *cuscrul, cuscră* « le père, la mère de l'un des éléments d'un couple marié par rapport aux parents de l'autre », *mireasa* « la mariée », *nepotul, nepoata* « neveu ou petit-fils, nièce ou petite-fille », *socrul, soacră* « beau-père, belle-mère », *văr, verișoară* « cousin, cousine », *vitreg* (dans les expressions *lată vitreg, mamă vitregă, frate vitreg*) « beau-père, belle-mère = marâtre, demi-frère ». Ces rapprochements sont confirmés par la présence des noms de danses populaires roumaines (*bălala, băluta*), de jeux d'enfants (*poarca, popici*), ainsi que du terme *omenie* « humanité, urbanité ». La flore est bien représentée : *arfar* « variété de platane », *burefi* « certains champignons », *ghiocel* « perce-neige » ; de même, la faune : *cioară* « corbeau », *lăstun* « martinet », *pițigo* « mésange », *pupăză* « huppe », *rață* « canard », *șopîrlă* « lézard », *lăun* « taon », *ursoaică* « ourse ». Les noms des parties du corps circulent facilement d'habitude ; il en est ainsi pour : *buric* « nombril », *burtă* « ventre », *falcă* « mâchoire », *gușă* « goitre », *pipolă* « gésier », *pulpă* « mollet ». En même temps que le lexique, la région étudiée a adopté le son *ğ*, absent dans la langue bulgare : *geantă* « serviette, sac à main », *gogeamile* « énorme », *negel* « verrue ». Outre la description du parler, l'auteur publie des textes qui permettent d'évaluer à quel point le système de langage bulgare s'est modifié à Novo Selo sous l'influence d'une langue voisine.

II. M.

ARNULF KOLLAUTZ — HISAYUKI MIYAKAWA, *Geschichte und Kultur eines volkerwanderungszeitlichen Nomadenvolkes. Die Jou-Jan der Mongolei und die Awaren in Mitteleuropa*. I. Teil. *Die Geschichte*. Mit 30 Abb. und 12 Karten. Klagenfurt, 1970, 329 p. (Aus Forschung und Kunst hg. vom Geschichtsverein für Karnten, 10).

Il s'agit d'une monographie détaillée sur les Avars, étudiés depuis leur première apparition dans leur patrie d'origine jusqu'à leur établissement en Hongrie et à leurs dernières infiltrations en Roumanie, Bulgarie, Grèce et Yougoslavie. Le premier volume s'occupe surtout des sources historiques, ethnographiques et archéologiques, alors que le second volume four-

nira une description de la culture matérielle des Avars. La collaboration entre un auteur européen et un autre d'Extrême-Orient a été déterminée par la nécessité d'embrasser également les sources littéraires européennes (notamment byzantines) et asiatiques (surtout chinoises). La littérature consultée est aussi variée qu'abondante, étant écrite en japonais, chinois, anglais, russe, français, allemand, italien, hongrois, roumain, bulgare, serbo-croate, grec et albanais ; en effet, les auteurs ont tenu compte dans une juste mesure des travaux des spécialistes de tous les pays par où sont passés les Avars. Le caractère particulièrement complexe du sujet les a, en outre, incités à avoir recours à différentes disciplines complémentaires, telles que la paléontologie, la géologie, la géographie physique et humaine, la biologie, l'ethnographie, l'archéologie, la préhistoire, l'histoire ancienne, la littérature des peuples primitifs et la byzantinologie. On assiste ainsi à l'entrée sur la scène de l'histoire d'un groupe humain qui est suivi pas à pas dans son milieu géographique et dans ses contacts avec les peuples voisins, dans le processus de production et dans ses besoins de défense, dans son cheminement progressif vers l'Occident, poussé par d'autres peuples et non pas par des raisons climatiques, pour s'établir finalement dans la plaine de la Theiss, où il se perd dans la masse de groupes ethniques plus puissants, mais non sans contribuer dans une certaine mesure à l'ethnogénèse des Hongrois, des Roumains, des Bulgares et des Yougoslaves. Nous tenons à souligner combien la lecture de cet ouvrage est à la fois entraînante et particulièrement utile.

H. M.

ANDREAS MORITSCH, *Das Nahe Triester Hinterland. Zur wirtschaftlichen und sozialen Entwicklung vom Beginn des 19. Jahrhunderts bis zur Gegenwart*. Wien, Bohlaus, 1969, 160 p. (« Wiener Archiv für Geschichte des Slawentums und Osteuropas », 7).

La présente monographie s'est proposé d'étudier l'économie de l'arrière-pays du port de Trieste, afin d'en déduire les caractères de son évolution historique au cours des deux derniers siècles. L'auteur a consulté des sources inédites conservées dans les Arcluves d'Etat de Trieste, Ljubljana et Vienne, ainsi que les archives locales des capitales des sept arrondissements de Slovénie (Ankeran, Slop, Barka, Tomaj, Razdrto, Senožeče et Davača) qui constituent cette région géographique. Celle-ci a fait partie de 1750 à 1918 de l'Empire des Habsbourg, entre 1918—1945 du royaume d'Italie, enfin depuis 1945 elle appartient à la RSF de Yougoslavie. C'est par le port de Trieste que s'écoulaient vers le commerce mondial, durant la première période, les marchandises d'un grand empire, durant la seconde, celles du nord-est de l'Italie, alors que durant la troisième période ce port se trouve coupé de la région susmentionnée par la frontière italo-yougoslave. Il est facile de comprendre que, dans des conditions historiques aussi différentes, l'arrière-pays du port de Trieste, visiblement influencé par le commerce mondial et par ses liens avec les grandes voies de communication, a connu des phases de développement des plus dissemblables. L'auteur a le mérite d'avoir cherché à rassembler le plus de données historiques possibles pour toutes les unités administratives de la région, ce qui lui a permis d'obtenir des matériaux suffisants pour une comparaison entre les trois étapes historiques successives. Du point de vue méthodologique, il faut tenir compte dans ces comparaisons non seulement des données de la région respective, mais aussi de ses rapports successifs avec les ensembles territoriaux dont elle a fait partie. Au XVIII<sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, la région a dirigé ses principaux efforts vers l'agriculture et les produits obtenus trouvaient facilement des débouchés par l'intermédiaire du port de Trieste. Après la seconde guerre mondiale, le processus d'industrialisation a été accéléré en

Yougoslavie, ce qui a déterminé un exode d'une partie de la population rurale vers les villes. Une des lacunes de l'ouvrage serait donc qu'il n'encadre pas assez nettement chacune des étapes de développement de la région dans l'ensemble de l'économie nationale et mondiale.

H. M.

STANISŁAW STACHOWSKI, *Studia nad chronologia turcyzmów w języku serbsko-chorwackim* (Étude sur la chronologie des emprunts tures en serbo-croate), Kraków, 1967, 84 p. (Zeszyty naukowe Uniwersytetu Jagiellońskiego CXLV. Prace Językoznawcze, Zeszyt 18)

Connu par ses études antérieures consacrées à la chronologie des emprunts tures dans la langue serbo-croate<sup>1</sup>, l'auteur, en s'appuyant sur des textes anciens, complète, cette fois-ci, les dictionnaires serbo-croates existants (notamment le renommé *Rječnik hrvatskoga ili srpskoga jezika*, Zagreb, 1882—1963, paru jusqu'à la lettre T). L'auteur présente une liste de mots, en ordre alphabétique : il s'agit soit d'emprunts osmano-tures ignorés par le *Rječnik*, soit de mots dépourvus d'indication concernant leur ancienneté, soit enfin, de mots attestés dans des textes antérieurs à ceux du dictionnaire. Chaque mot est suivi de son étymologie, tenant compte et de la phonétique et de la dialectologie osmano-turque. On y cite enfin les mots équivalents dans les autres langues balkaniques ; de cette manière, l'auteur se propose de démontrer que les emprunts du ture en serbo-croate et en d'autres langues balkaniques remontent approximativement à la même époque historique.

Aux contributions de l'auteur nous pourrions ajouter quelques équivalents roumains, attestés dans les textes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles : *burghiu, cebebi, ciuful, ciuha, ciuruk, chehata, mehenghiu, mubaşir, mufeliş, musulim, murechep, odobaşa, ordie~urdie, peşcheş*, (non seulement en macédo-roumain), *rachui* (même observation), *rusfel, serdar, simigiu, subaşi, lapiu, lefter~defter, lefterdar, lemesiuc, uşur, vizir, zabıl, zahirea, zanal* (non seulement en macédo-roumain), etc. L'étude de St. Stachowski complète d'une manière heureuse nos connaissances sur les emprunts tures dans le serbo-croate et s'inscrit dans un ample domaine de recherches, celui des rapports linguistiques tureo-balkaniques en général.

I. M.

AVEDIS K. SANJIAN, *Colophons of Armenian Manuscripts, 1301—1480. A Source for Middle Eastern History*, Cambridge-Massachusetts, Harvard University Press, 1969, 459 p. + carte.

L'importance des textes écrits par les copistes, d'habitude à la fin des manuscrits qu'ils ont rédigés, a été maintes fois soulignée par les historiens. Le professeur de Los Angeles nous offre dans son livre, publié par Harvard, une source de premier ordre, non seulement pour l'histoire de l'Arménie, mais aussi pour l'histoire du Moyen-Orient en général. L'auteur

<sup>1</sup> Stanisław Stachowski, *Die osmanisch-türkischen Lehnwörter im Serbo-kroatischen und ihre Bedeutung für historische Phonetik des Osmanisch-türkischen* in « Folia Orientalia », IV, 1962, p. 143—170 ; Idem, *Studien über osmanisch-türkischen Wortschatz*, « Folia Orientalia », V, 1—2, 1963, p. 75—88 et VI, 1964, p. 41—54. V. et les considérations de G. Hazai, *Beiträge zu einigen Problemen der Lehnwörterforschung in den osmanisch-türkischen Mundarten des Balkans*, « Acta Orientalia. Hung. », XVIII, 1965, p. 183—190.

a bénéficié des recherches faites par les paléographes et des collections des extraits parus ailleurs ; il utilise, surtout, les extraits publiés par le prof. L. S. Hacikian en trois gros volumes, à Erevan (1950—1958). Leur traduction en anglais accroît, certes, le nombre des spécialistes qui voudraient faire appel à cette source.

Un précieux avant-propos nous introduit dans l'histoire de l'élaboration de ces *colophons*. Il s'agit d'une longue tradition, qui a ses débuts au V<sup>e</sup> siècle, qui marque les commencements de la littérature arménienne. Parfois, les manuscrits sont en même temps richement ornés, cet élément reflétant les penchants artistiques fortement marqués des gens de ce temps-là.

Les historiens du Moyen-Orient pourront trouver, dans les textes extraits des manuscrits arméniens, de nombreuses informations et des données concernant les dynasties et les formes d'Etat qui s'y sont succédé aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles. Ces informations concernent les Seldjoukides de l'Asie Mineure, les mamelouks de Syrie et d'Egypte, la dynastie mongole de Perse, la Horde d'or et la Horde blanche, aussi bien que les royaumes tartares de Crimée et de la région de Kazan. D'autres relations regardent la dynastie fondée par Shaykh Hasan Buzurg en Mésopotamie. On peut trouver aussi d'amples renseignements sur les conquêtes de Timur-Lenk et de ses successeurs, l'activité des chefs ottomans d'Asie Mineure et des principautés curdes. Les textes permettent aussi la reconstitution en grande mesure de l'histoire du royaume arménien de Cilicie, démembré par les mamelouks en 1375.

Quant aux chroniqueurs et aux historiographes arméniens de la période médiévale, le professeur A. K. Sanjian démontre qu'ils représentaient en principal l'idéologie et les intérêts des classes dirigeantes ; c'est pourquoi leurs ouvrages ne reflètent qu'une image partielle de l'époque. Ces chroniqueurs et historiographes sont préoccupés surtout des aspects de l'histoire politique et religieuse de leur temps. En ce qui concerne les auteurs des *colophons* la situation est tout autre. Ils sont en général des scribes appartenant aux couches populaires de la société arménienne, surtout des membres du clergé inférieur. Dans les relations consignées dans les *colophons* ils apparaissent préoccupés par les conditions de vie des hommes, par les circonstances sociales et économiques du temps, éléments qui avaient échappé à l'attention des chroniqueurs et des historiens. Evidemment, les rédacteurs des textes n'évitent pas de relater les événements politiques les plus importants. Mais en même temps ils accordent un large espace à la description des différentes calamités naturelles de leur temps : épidémies, famine, dévastations causées par les sauterelles, tremblements de terre ; ils consignent ensuite des données concernant les systèmes d'impôts établis par différents chefs, les conséquences des invasions étrangères sur le commerce et l'économie, les monnaies en circulation dans le Moyen-Orient, la situation des métiers et en général la situation de la production des biens matériels. Les textes des manuscrits contiennent aussi de nombreux renseignements relatifs aux villes, aux villages, aux monastères, aux cités, aussi bien que des informations concernant l'administration des communautés rurales et la mise en valeur des terres cultivables.

L'éditeur attire l'attention sur le fait que les données et les notes des *colophons* peuvent être utilisées à l'élaboration d'une série de monographies sur les aspects particuliers de la vie de la société du Moyen-Orient, pendant le Moyen Age.

Enfin, les *colophons* ont une grande importance pour l'étude de la démographie et la topographie du Moyen-Orient. Ils comprennent des notes non seulement sur les grandes populations : mongole, tartare et turkmène, mais aussi sur les tribus plus petites, dont quelques-unes n'ont pas encore été identifiées. De même, ces textes mentionnent des noms de lieux qui ne sont pas cités dans les ouvrages historiques ou dans les chroniques, mais qui sont très utiles pour la reconstitution de la topographie du Moyen-Orient.

L'éditeur signale aussi quelques déficiences qui peuvent être rencontrées dans les *colophons* : une certaine uniformisation dans le style du récit et dans le contenu, la tendance à dramatiser et à exagérer la réalité.

Le volume édité par le professeur Sanjian comprend aussi un riche matériel scientifique d'ordre auxiliaire : une carte du Moyen-Orient, une bibliographie des ouvrages relatifs à l'histoire de cette région ; puis un nombre d'indices (noms de personnes, noms de scribes et auteurs de colophons, termes géographiques, noms de peuples et tribus de la région, citations bibliques concernant le Moyen-Orient) ; enfin, un glossaire de termes étrangers.

S. C.

*Ost und West in der Geschichte des Denkens und der kulturellen Beziehungen.* Festschrift für Eduard Winter zum 70. Geburtstag. Hgg. von W. Steinitz, P. N. Berkov, B. Suchodolski und J. Dolanský. Redaktion H. Mohr und C. Grau. Berlin, 1966, X + 816 p.

Die dem Berliner Osteuropahistoriker zum 16. September 1966 dedizierte Festschrift umfaßt 78 Beiträge aus dem umfangreichen Arbeitsfeld des Jubilars. Es sollen hier wenigstens diejenigen aufgeführt werden, die zur Geschichte und Kultur Südosteuropas in Verbindung stehen. S. 5ff. C. Grau und I. Flentje, *Chronologische Bibliographie der Veröffentlichungen von Eduard Winter von 1924 bis 1965*; S. 33ff. B. T. Пашиуто, *Πολιοεεγκοε ενυκονομοο*; S. 41ff. Dj. Sp. Radojičić, *Der alte sudslawische Text von den drei Kaiserreichen auf Erden*; S. 82ff. M. Şesan, *Über die Bemühungen um die Einführung der Volkssprache in die rumanische Kirche*; S. 32ff. A. M. Sacharov, *Über den Kampf gegen das „Lateinertum“ in Rußland am Ende des 15. und zu Beginn des 16. Jahrhunderts*; S. 152ff. A. Angyal, *Martin Szentiványi. Ein ungarisches Gelehrtenleben des ausgehenden 17. Jahrhunderts im Rahmen der deutsch-slawisch-ungarischen Wissenschaftsbeziehungen*; S. 164ff. G. Muhlþfordt, *Gottfried Arnold als Apologet der byzantinischen Bogomilen*; S. 341ff. H. Peukert, *Deutsche Sudslawen-Klassifikationen*; S. 437ff. J. Irmcher, *Griechische Gelehrte in der Berliner Akademie*; S. 466ff. U. Lehmann, *Slawische Studien Goethes in der Weimarer Bibliothek*; S. 477ff. H. Grasshoff, *Aus dem Briefwechsel Therese Jakob-Talvjs an P. I. Koppen*; S. 489ff. F. Hahn, *Deutsch-serbische Begegnung in der Person und im Schaffen von Vuk Stefanović Karadžić*; S. 565ff. B. Szent-Iványi, *Die Lenkung der Studien der Ungarlander in Preußen durch die Österreichische Regierung in der ersten Hälfte des 19. Jahrhunderts*; S. 715ff. L. Sziklay, *Literarhistorische Slawistik oder vergleichende ost- und sudosteuropäische Literaturgeschichtsschreibung?*

Irm.

OTTO GÄRTNER, *Die Kirche im Tempel*, „Hellenika“, 1967, 2, p. 22–24

Über das sog. Theseion in Athen, das seine Erhaltung dem Umstande verdankte, daß es bis in die Neuzeit hinein als Kirche des heiligen Georg umgestaltet war, und Reflexionen darüber, daß das moderne Hellas direkt das christliche Byzanz und nur indirekt das antike Griechenland fortsetzt.

Irm.

DEMOSTHENES SAVRAMIS, *Ostkirche und Ökumene in Vergangenheit und Zukunft*, „Hellenika“, 1967, 2, p. 51—54

Die Vollversammlung des Weltrates der Kirchen in Neu-Delhi vom Jahre 1961 brachte eine grundlegende Neuordnung der ökumenischen Position der Ostkirche. Nach wie vor vom Bewußtsein durchdrungen, die Una Sancta zu sein, arbeitet die Ostkirche jetzt aktiv in den ökumenischen Organisationen mit und rechnet auf spezielle Missionsaufgaben, da sie im Unterschied zu den westlichen Kirchen durch den Kolonialismus unbelastet ist. Für Griechenland, wo die Vorurteile noch sehr groß seien, hofft der Verfasser auf einen verstärkten Ökumenismus.

*Irm.*

PAVLOS HIDIROGLOU, *Berichte osmanischer Historiker des 17. Jahrhunderts über die Insel Kreta*, „Hellenika“, 1967, 2, 55—57

Von den sprachlich fließenden Quellen sind am wichtigsten Evliya Çelebi (\*1611) mit seinem „Fahrtbuch“ (Seyahatname) = „Chronik des Reisenden“ (Ta-rih-i Seiyah) und Mustafa Na—im (+1716) mit seinem Werk Ta’rih-i Wega’i’. Vornehmlich auf die osmanischen Vorgänge orientiert sind Na’ims Nachfolger als Reichsgeschichtsschreiber, Mehmed Rasid (+1735), sowie Silihdar Fındıqlılı Mehmed Aga (\*1658) mit seiner „Geschichte der Silihdare“ (Silihdar Aa’rihi).

*Irm.*

Ἐρανος εἰς Ἀθαμάντιον Κοραῆν, Ἀθήνα 1965, 366 p.

Die Ἐπιτροπή ἀνεγέρσεως ἀνδριάντος Ἀδαμαντίου Κοραῆ ἐν Χίῳ (Ausschuß zur Errichtung einer Statue des Adamantios Korais in Chios) hat durch K. K. Θ. Δημαρᾶς unter Mitarbeit von Ἀ. Ἀγγέλου den vorliegenden Band von Korais-Studien herausgegeben, der zehn Arbeiten verschiedener Autoren zusammenfaßt, die in den Jahren 1952 bis 1965 entstanden. Sie bilden insgesamt einen wertvollen Beitrag zum Leben und Wirken des „Großen Lehrers der Nation“ (1748—1833), der durch ein Gesamtregister gut erschlossen wird. Folgende Autoren und Themen sind beteiligt: Von K. Ἀμαντος findet sich S. 1ff. die Rede, die bei der Enthüllung des Korais-Monuments in Chios am 6. Mai 1951 gehalten wurde. Der Herausgeber, Dımaras, legt S. 13ff. vier unveröffentlichte Briefe von Korais aus der Sammlung Rotas, welche die Athener Akademie verwahrt, vor und kommentiert sie knapp. Korais als Inspirator der mißglückten chiischen Expedition des Obersten Fabvier 1827/28 stellt S. 22ff. Δ. Μαντζουλίνοσ heraus. Mit 29 Briefen aus der Korais-Korrespondenz macht S. 53ff. Φ. Ἡ. Ἡλιοῦ bekannt; sie stammen aus der Gennadios Library, aus der Bibliothek von Chios sowie aus ausländischen Büchern, die in Griechenland unbekannt blieben. Vorangestellt ist eine Bibliographie der Ausgaben von Korais-Briefen. Ein Dokument der griechischen Aufklärung, die 1819 anonym erschienenen „Στοχασμοὶ τοῦ Κρίτωνος“ („Gedanken Kritons“), vermittelt S. 140ff. Δ. Γκίνης in einem erklärenden Neudruck. In gleicher Weise erschließt, S. 157ff. Α. Ἀγγέλου die 1817 erschienene Verssatire „Τράγου κατάργησις“ („Die Beseitigung des Bockes“). Wie diese hatte die Sprachfrage eine Broschüre des Neophytos Dukas, Ἀπάντησις εἰς τὸν

ἐπαγγελλόμενον Μισοπόνηρον („Antwort an den berrnsmäßigen Narrenhasser“), ausgelost, deren Vorgeschichte und Begleitumstände S. 193ff. Αἰκ. Κουμαριανοῦ untersucht. Mit Widmungeh in für Korais bestimmten Buchern und deren Verfassern macht S. 209ff. Στ. Καββάδας bekannt. Über Maßnahmen des Patriarchats gegen die griechischen Aufklärer gibt S. 228ff. Εὐγ. Χατζηδάκη dokumentarischen Bericht. Schließlich macht S. 259ff. Βαγγ. Σκουβαράς mit bisher unedierteu Materialien des Korais-Gegners Stephanos Kommitas bekannt.

*Irm.*

BABIS ANNINOS, Οἱ Φιλέλληνες τοῦ 1821, Ἀθήναι, 1967, 139 p.

Der Athener Publizist Babis Anninos (1852–1934; vgl. Νεώτερον ἐγκυκλοπαιδικὸν λεξικόν, 2, Athen o. J., 908 f.) veröffentlichte 1925 unter dem Titel „Ἱστορικὰ σημειώματα“ („Historische Notizen“) eine Sammlung geschichtlicher Essays, darunter auch den Beitrag über die Philhellenen von 1821, der jetzt in der Βιβλιοθήκη Ἑλλήνων καὶ ξένων συγγραφέων neu vorgelegt wurde. Es handelt sich um eine materialreiche, gut geschriebene, wissenschaftlich anspruchslöse Darstellung, welche die große Philhellenenbewegung von 1821 in den Mittelpunkt rückt, aber auch die weiteren Schicksale des Philhellensims bis zur Seeschlacht von Navarino behandelt. Die Beigabe eines Namensregisters und insbesondere einer Konkordanz der originalen und der griechischen Schreibweise der Philhellenennamen wurde die Branchbarkeit des Buchleins noch erhöht haben.

*Irm.*

N. G. POLITIS, Ἐκλογαὶ ἀπὸ τὰ τραγούδια τοῦ ἐλληνικοῦ λαοῦ. Ἔκδ. πέμπτη, Ἀθήναι, 1966, 326 p.

Die klassische Sammlung neugriechischer Volksheder, 1914 in erster Auflage erschienen ist jetzt neu zugänglich geworden. Veränderungen am Text und an den Beigaben sind gegenüber der 4. Auflage nicht erfolgt.

*Irm.*

VALENTIN GEORGESCO, *Les ouvrages juridiques de la bibliothèque des Maurocordato*, « Jahrbuch der osterreichischen Byzantinistik », 18, 1969, p. 195–220.

Fondée par Alexandre l'Exaporite, enrichie par ses descendants Nicolas et Constantin, la bibliothèque des Maurocordato fut la plus importante des anciennes bibliothèques de Roumanie. Il n'est pas donc étonnant qu'elle ait retenu l'attention de nombreux chercheurs

(N. Iorga, V. Mihordea, C. C. Giurescu, M. Berza, etc.). L'intérêt dont cette bibliothèque a joui est justifié surtout par le rôle qu'elle a joué dans la vie culturelle de la société roumaine au XVIII<sup>e</sup> siècle. Ainsi que le montre le professeur V. Georgesco, la bibliothèque princière des Maurocordato « nous apparaît comme un véritable laboratoire intellectuel et scientifique et le point de départ de certains mouvements d'idées dont les véritables causes, bien entendu, se trouvent dans les transformations générales de la société roumaine » de l'époque.

Dans la première partie de son étude, l'auteur esquisse un véritable programme de recherches concernant les différentes catégories d'ouvrages représentées dans la bibliothèque : ouvrages historiques, philologiques, philosophiques, juridiques, scientifiques, littéraires. Il insiste sur la nécessité de publier tous les catalogues conservés et recommande de dépister dans les bibliothèques roumaines des livres ayant appartenu aux Maurocordato. Car bon nombre d'ouvrages de la bibliothèque se trouvent encore actuellement dispersés dans les bibliothèques publiques de la Roumanie, surtout dans les fonds de l'Académie roumaine et du Collège Bălcescu de Craiova. Un nombre considérable de livres a été vendu aux enchères à Constantinople, en 1757. Les chercheurs qui réussiront à établir la circulation des ouvrages de la bibliothèque des Maurocordato et cela d'une manière systématique, en poursuivant le sort de chaque catégorie de livres, réussiront par là-même de mettre en lumière le rôle culturel joué dans la vie du pays par cette bibliothèque.

Une pareille analyse des ouvrages juridiques ayant appartenu aux Maurocordato fait l'auteur de cette étude. Il dresse un inventaire systématique de ces ouvrages en groupant par matières les titres mentionnés dans trois catalogues de la bibliothèque (dont un catalogue inédit). Il identifie l'édition ou le manuscrit dont il est question dans les listes et, le cas échéant, il donne des renseignements sur la circulation des ouvrages, sur l'importance scientifique ou culturelle de chacun d'entre eux.

Ce n'est pas sans raison que l'auteur parle de son étude comme d'une contribution à celle de la réception du droit byzantin dans les Principautés danubiennes au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il ressort clairement de cet inventaire minutieux et abondamment commenté la place importante des ouvrages et des éditions occidentales dans la transmission du droit byzantin en Roumanie. D'autre part le grand nombre d'ouvrages écrits par des représentants de l'école du droit naturel ou par des précurseurs des Lumières doit être mis en relation avec l'activité réformatrice de ces princes éclairés qu'ont été les Maurocordato. Nous venons de citer les conclusions mêmes de l'auteur.

N. Ş. T.

M. I. MANOUSSAKAS, Συλλογή ανέκδοτων έγγραφων (1578—1685) αναφερομένων εις τοὺς ἐν Βενετίᾳ μωτροπολίτας Φιλαδελφείας (Recueil de documents inédits (1578—1685) de Venise qui se rapportent aux métropolitains de Philadelphie), dans « Θησαυρίσματα », VI (1969), p. 7—112.

Le nouveau volume de l'annuaire de l'Institut grec d'études byzantines et post-byzantines de Venise, réalisé et publié sous la direction du P<sup>r</sup> M. Manoussakas, contient de riches matériaux concernant le passé historique de l'hellénisme d'Italie. La majorité des collaborateurs utilisent dans leurs études surtout les fonds d'archives conservés à l'Institut grec de Venise, dont l'exploration systématique qui est en cours nous réserve encore beaucoup d'agréables surprises.

L'article du P<sup>r</sup> Manoussakas comprend un nombre de 55 documents en langues grecque et italienne concernant l'activité des métropolitains de Philadelphie entre 1578—1685. Les docu-



ments, reproduits en entier, sont accompagnés de commentaires détaillés. A la fin de l'article on donne un index des noms propres et sept planches. La dernière planche reproduit le portrait du métropolite de Philadelphie, Gherasim Vlahos, dont les œuvres ont circulé dans les Principautés roumaines.

N. C.

G. S. PLOUMIDIS, Τὰ παλαιὰ ἑλληνικὰ βιβλία τῆς βιβλιοθήκης τοῦ Ἑλληνικοῦ Ἰνστιτούτου Βενετίας. Μετὰ προσθηκῶν, εἰς τὰς βιβλιογραφίας E. Legrand καὶ Δ. Γκίνη — Β. Μέξα (Les anciens livres grecs de la Bibliothèque de l'Institut grec de Venise. Suppléments aux bibliographies de E. Legrand et D. Ghinis — V. Mexas), dans «Θησαυρίσματα», VI (1969), p. 120—156.

Dans la première partie de cette très utile contribution, l'auteur publie un catalogue chronologique des livres se trouvant à l'Institut grec de Venise, livres parus entre les années 1552 et 1863. Pour cette catégorie on se contente de renvoyer aux bibliographies de Legrand et Ghinis, tout en y ajoutant les cotes de l'Institut de Venise. Les titres d'un nombre de 43 livres inconnus ou incomplètement décrits précédemment sont reproduits ensuite. Un index de noms d'auteurs, traducteurs, correcteurs et typographes s'ajoute à la fin.

N. C.

*Action and Conviction in Early Modern Europe. Essays in Memory of E. H. Harbison*, Princeton University Press, 1969, IX + 463 p.

This volume dedicated to the memory of the author of *The Age of Reformation*, is published by professors Theodore K. Rabb and Jerrold E. Scigel; it includes studies on different aspects of actions and convictions in European cultures. Students and specialists in the history of ideas will gain intellectual stimulation from the essays which discuss *The Renaissance Monarchy as seen by Erasmus, More, Seyssel and Machiavelli* (J. Russell Major), *Utopia and Geneva* (J. H. Hexter), *Francis Bacon and the Reform of Society* (Theodore K. Rabb), *Florence and its Universities, 1348—1434* (Gene A. Brucker), *Talent and Vocation in Humanist and Protestant Thought* (Richard M. Douglas), *History and Politics: the Controversy over the Sale of Offices in Early Seventeenth-Century France* (Davis Bitton), *Reason and Grace: Christian Epistemology in Dante, Langland and Milton* (Roland Mushat Fryc), *John Locke and the New Logic* (Wilbur Samuel Howell) and other interesting topics. In *The Iconography of Temperantia and the Virtuousness of Technology*, Lynn White jr. argues that the increase in speculative emphasis on Temperance in the thirteenth and fourteenth centuries is symptomatic of the growth of lay ascetism, which reached its culmination in the Puritans but which long antedated the Reformation; if in previous centuries Temperance seemed a colorless virtue, by the end of the thirteenth century its situation changed for the better thanks to the ethical system developed by poets, to the revival of Aristotelian ethics and to the gradual identification of Temperantia with Sapientia. References are made to illuminations or sculptures. One may compare the author's conclusions with elements put forward by the study of the ethical system in the South-East European thought in later periods.

Felix Gilbert (*Religion and Politics in the Thought of Gasparo Contarini*) analyses the role of this distinguished Venetian statesman and cardinal in the confessional struggle of the 16th century; special stress is put on Contarini's polemics against Pomponazzi. After the defeat which Venice suffered in its war against the League of Cambrai, the Venetian scholar believed that the republic needed a reform by means of a return to the ideas expressed in the myth of the past.

A study on the influence of Greek scholars in Italy and on the dramatic dialogue of rhetoric with philosophy during the Quattrocento is written by Jerrold E. Scigel (*The Teaching of Argyropoulos and the Rhetoric of the First Humanists*). Whereas Leonardo Bruni believed that philosophy as practised by the ancients was in close union with eloquence, Argyropoulos emphasized the contrast rather than the harmony between rhetoric and philosophy: "for the humanists of Bruni's stamp, the separation of ethics from speculation was complemented by its close tie to the rhetoric, so that true learning in philosophy itself could be said to require a concern for oratory. For Argyropoulos... moral philosophy brings men away from their concern for eloquence toward the true study of wisdom, a pursuit in which rhetoric was not included but in which speculative philosophy certainly was". I would like to add that the study of the relations between rhetoric and philosophy in South-East European cultures seems to be of major importance for a better definition of the relationship between tradition and innovation in the cultural life of this European area.

A. D.

DAVID PRODAN, *Încă un Supplex Libellus românesc, 1804* (Un nouveau Supplex Libellus roumain de 1804), Cluj, Dacia, 1970, 92 p.

Signalé par N. Iorga, le *manuscrit 39* de la Bibliothèque de l'Académie vient d'être analysé par l'auteur du livre magistral sur l'acte politique le plus représentatif du XVIII<sup>e</sup> siècle roumain (D. Prodan, *Supplex Libellus Valachorum*, Editura științifică, 1967) : il s'agit d'une nouvelle supplique adressée à l'empereur de Vienne, au nom du peuple roumain, par un auteur anonyme. Le prof. D. Prodan étudie le texte et relève les principales idées qui s'en dégagent — abolition du servage, égalité de la nation roumaine avec les autres nationalités de la Transylvanie, doléances diverses concernant l'administration, la justice, les questions militaires et fiscales. Un chapitre de « Considérations » souligne la signification des références faites à la conquête de la Transylvanie par Michel le Brave, à la révolte de Horia, et de la vision de l'unité politique qui domine l'argumentation; cette argumentation revêt un aspect juridique saisissant. L'auteur de l'étude attribue la paternité du mémoire à Ion Budai-Deleanu, partisan du josphinisme et sympathisant des jacobins.

A. D.

Dix-Huitième Siècle ». Revue annuelle publiée par la Société française d'Etude du XVIII<sup>e</sup> siècle, Paris, Garnier, I (1969); II (1970).

Paru à la fin de l'année 1969, le savant annuaire français, ayant comme secrétaires les P<sup>r</sup> Paul Vernière et Roland Desné, s'est assuré, dès le début, une place de choix parmi les revues consacrées au XVIII<sup>e</sup> siècle. Guidé par l'idéal encyclopédique, il se propose d'« ex-

plorer et faire revivre dans sa diversité et sa totalité le siècle des Lumières », afin de contribuer à « l'idéal d'humanité généreuse et raisonnable » du présent. Les contributions publiées dans les deux premiers tomes concernent l'histoire, les sciences, la philosophie et l'histoire des idées, les littératures et la musique. Signalons ici l'étude de R. Trousson sur « J. J. Rousseau dans la presse périodique allemande de 1780 à 1800 » et celle de L. Monev, « Les premières mentions de J. J. Rousseau dans la littérature serbo-croate ». Une riche « Documentation » analyse, à partir du II<sup>e</sup> tome, les livres et articles récemment parus. Un annuaire international des dix-huitiémistes, conçu comme un trait d'union entre les chercheurs d'une même discipline ou de disciplines diverses, enregistre les sujets abordés par les spécialistes.

A. D.

ELEPHTERIOS PREVELAKIS, Το κρητικό ζήτημα, 1821—1862. Ὑπόμνημα τοῦ A. S. Green καὶ ἄλλα ἔγγραφα ἀπὸ τὸ Ἀρχεῖο τοῦ Foreign Office (Le problème crétois, 1821—1862. Mémoire de S. A. Green et autres documents des Archives du Foreign Office), Irakleion, 1969, « Κριτικά χρονικά », XXI, 1, p. 55—96.

Le mémoire rédigé en 1866 par le sous-directeur de la Bibliothèque du Foreign Office ne fut pas édité à l'époque, ayant un caractère confidentiel. Contenant un résumé de la correspondance de ce ministère relative à la Crète, ce mémoire est une source intéressante non seulement pour l'histoire crétoise, mais aussi pour les recherches concernant la question d'Orient (1821—1862). Afin de compléter le texte, l'éditeur y a ajouté certaines lettres diplomatiques inédites citées par Green.

C'est parmi ces documents que nous trouvons une requête de la Commission crétoise adressée à Palmerston en 1839, qui donne une véritable définition du « Hospodarat » tel qu'il apparaissait après l'expérience des pays roumains et de l'île de Samos. Les signataires de cette requête, dont le professeur crétois de l'Académie d'Athènes, Misail Apostolidis, déclarent ne jamais accepter pareille institution. D'après eux un Pacha n'est pas plus à craindre qu'un Hospodar chrétien qui, « attaché à la faveur des favoris du Sultan est prêt à commettre les plus viles bassesses pour parvenir ».

C. P. D.

DOMNA DONTA, Τ'ἀπομνημονεύματα τοῦ Στρατιγοῦ Ἰγνάτιεφ καὶ ἡ κρητικὴ ἐπανάσταση τοῦ 1866—1869 (Les mémoires du général Ignatiev et la révolution crétoise de 1866—1869) Athènes, 1969, p. 169—177 (Ἀνάτυπον ἐκ τοῦ Δ'Τόμου τῶν πεπραγμένων τοῦ Β'Διεθνoῦς κρητολογικοῦ Συνεδρίου)

En utilisant les mémoires du général comte Nicolas Ignatiev ainsi qu'une correspondance inédite que celui-ci a entretenue avec le consul russe de Hania (Crète), Dendrinios, l'auteur fait une minutieuse analyse de la politique russe en Orient. La figure d'Ignatiev s'en détache comme étant celle d'un diplomate de premier rang. Evidemment, sa position était faite pour l'aider, puisque depuis 1864 jusqu'en 1877, il fut le représentant du tzar à Constantinople. D'un intérêt tout spécial nous semble le rapprochement qui se produisit à l'époque de la crise crétoise (1866—1869) entre le destin des Principautés roumaines et celui de Crète.

Ignatiev souligne à plusieurs reprises l'écho qu'eut en Crète l'Union des Principautés. Le succès remporté par les Roumains lors de la conférence de Paris (1859) avait été d'ailleurs pour beaucoup dans l'élan révolutionnaire des Crétois.

*C. P. D.*

DIKEOS V. VAGHIAKAKOS, Γλωσσική βιβλιογραφία τῶν ἔτων 1965—1967 (Bibliographie linguistique des années 1965—1967), Athènes, 1968, p. 383 — 421. (Ἀνάτυπον ἐκ τοῦ Τόμου XII τοῦ περιοδικοῦ Ἀθήνα)

Continuant une précieuse œuvre bibliographique commencée en 1939 et parue sans interruption dans la revue Ἀθηνᾶ, l'auteur donne une bibliographie complète des périodiques linguistiques grecs, des périodiques étrangers qui ne sont pas présentés ailleurs, ainsi que des livres parus dans ce domaine. L'utilité de ce bulletin est renforcée par les annotations que M. Vayakakos a ajoutées à la plupart des titres.

*C. P. D.*

ANASTASIOS KARANASTASIS, Ἡ ἐλληνικὴ ἐπίδρασις ἐπὶ τῆς ναυτικῆς ὀρολογίας τῆς Τουρκίας, τῶν Βαλκανίων, τῆς Ρωσσίας ἐπὶ τοῦ Εὐξείνου Πόντου καὶ τῆς Αἰγύπτου ἐπὶ Εἰτῆς. ῥυθρᾶς θαλάσσης (L'influence grecque sur la terminologie navale de la Turquie, des Balkans, de la Russie au Pont-Euxin et de l'Égypte à la mer Rouge), Athènes, 1970 (Ἀνάτυπον ἐκ τοῦ Λεξικογραφικοῦ δελτίου Τομ.ΙΑ'), p. 135—147.

L'intérêt que présente cet article pour la linguistique sud-est européenne est évident. A part Constantinople, Smyrne et d'autres grands ports turcs, l'auteur a examiné des matériaux de Varna et de Sozopole (Bulgarie), Odessa, Sébastopol, Cherson, Cherci et Batoumi (U.R.S.S.), Ag. Saranda et Dyrrachio (Albanie), Cavtat (Yougoslavie), Constanța (Roumanie).

L'influence grecque sur la terminologie navale de ces pays s'est avérée plus forte pour la Turquie, l'Albanie et la Bulgarie, qui ont des frontières communes avec la Grèce.

*C.P.D.*

HARALAMBOS K. PAPASTATHIS, Πέντε ἔγγραφα τοῦ ἐλληνικοῦ προξενίου Θεσσαλονίκης περὶ τῆς ρωσικῆς πολιτικῆς ἐν Ἄγιῳ Ὄρει (Cinq documents du consulat grec de Thessalonique, sur la politique russe au Mont Athos), Salonique, 1967, p. 476 — 489 (Ἀνάτυπον ἐκ τοῦ περιοδικοῦ „Γρηγόριος ὁ Παλαμάς")

Ces documents inédits des Archives du ministère des Affaires étrangères d'Athènes mettent en lumière l'activité des moines russes au Mont Athos et tout spécialement au monastère de St. Pantéléimon (1874), activité qui allait de pair avec la politique générale d'Ignatiev en Orient.

*C.P.D.*

NICOLAE CIACHIR, *Contribuții la istoricul relațiilor româno-turce (1878—1914)* (Contributions à l'histoire des relations roumano-turques, 1878—1914), « Buletin de studii și referate », București, 1970, 5, 36 p. (ADIRI)

L'étude de Nicolae Ciachir ne se propose pas d'épuiser les problèmes se rattachant à l'histoire des relations roumano-turques durant la période de 1878—1914. Il s'agit seulement d'un aperçu des problèmes essentiels, partant surtout du matériel inédit fourni par les archives du ministère des Affaires étrangères (fonds 21, Correspondance avec Constantinople, dossiers concernant les relations économiques) et par les Archives historiques centrales de Bucarest (fonds de la Maison Royale). Travaillant avec minutie sur l'immense matériel archivistique du ministère des affaires étrangères, l'auteur offre une sélection des renseignements relatifs aux moments importants des relations roumano-turques dans la période envisagée, s'efforçant de jalonner la voie d'une prochaine étude d'envergure avec pour objet les rapports des deux Etats.

C'est, pour une bonne part, une véritable œuvre de pionnier qu'entreprend l'auteur, car l'historiographie roumaine ne compte jusqu'à présent que de rares études consacrées à ce sujet d'une importance incontestable. Bon connaisseur des problèmes balkaniques, Nicolae Ciachir traite aussi de la question des Aroumains vivant dans l'Empire ottoman. Il souligne le fait que grâce aux insistances du gouvernement roumain d'obtenir en faveur de cette population des écoles et des églises fonctionnant dans sa langue maternelle, le gouvernement ottoman fit promulguer en mai 1905 une loi (*iradea*) qui reconnaissait cette population et acquiesçait à la constitution des communautés aroumaines dans l'Empire.

Un sous-chapitre à part est consacré à l'étude des relations économiques entretenues par les deux Etats au cours de la période 1878—1914 ; les aspects essentiels du problème sont présentés avec une remarquable précision.

G.M.

BERNARD MICHEL, *La Petite Entente et les crises internationales des années 1930*, « Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale », 77, janvier 1970, p. 15—24.

En analysant les récents ouvrages des historiens roumains, tchécoslovaques, polonais, hongrois, ouest-allemands, consacrés à la Petite Entente, l'auteur nous offre une image synthétique du rôle joué par les Etats membres de cette organisation, d'une « surprenante solidité ».

L'historien français constate que les profondes crises du début des années '30 n'ont pas affaibli la cohésion entre les Etats membres de la Petite Entente, mais l'ont consolidée ; le plan de réorganisation de Genève (février 1933) est apprécié comme une expression éloquent de la nouvelle étape du développement de cette organisation.

Dans une période où la montée des Etats révisionnistes, à la tête desquels se trouvait l'Allemagne d'Hitler, devenait de plus en plus évidente, les actions entreprises par la Petite Entente — défense des principes du Pacte de la Société des Nations, condamnation de l'agression de l'Italie fasciste en Ethiopie et l'intervention en Espagne républicaine — sont hautement appréciées par l'historien français.

B. Michel souligne aussi le rôle positif joué par les diplomates des Etats membres — parmi lesquels N. Titulescu se place au premier rang — dans la lutte pour l'instauration d'un climat de paix et de sécurité en Europe.

L'auteur s'occupe de l'organisation de l'Entente balkanique, dont les actions se sont, au moins dans la phase initiale, entremêlées avec celles de la Petite Entente, du projet de Pacte oriental initié par L. Barthou et de l'intensification des contacts diplomatiques avec l'Union Soviétique.

Quoique avec certaines réserves, l'auteur considère que l'écartement de N. Titulescu n'a pas marqué une nouvelle orientation dans la politique de la Petite Entente ; il souligne néanmoins que l'affaiblissement de l'unité de l'organisation a été une conséquence de la position fluctuante du gouvernement yougoslave de M. Stojadinović. En insistant sur les événements de 1938, l'historien français constate que l'Anschluss a provoqué l'isolement de la Tchécoslovaquie et implicitement le déclin de la Petite Entente.

A la fin de l'étude, l'auteur se réfère aux controverses provoquées par l'attitude de la Roumanie envers la Tchécoslovaquie durant la crise munichoise ; il ne nie pas la loyauté du gouvernement roumain vis-à-vis de son alliée, mais il désire qu'elle soit démontrée par une étude précise de la politique interne roumaine de cette période. Cette analyse a été justement faite dans l'ouvrage d'Al. Gh. Savu, récemment paru : *Dictatura regală 1938—1940* (La dictature royale 1938—1940), Bucarest, 1970.

C.J.S.

MALA, TAHIR et MYFTAR MEMIA, *Disa momente te Luftes nacionalçlirimtare ne Malësinë e Gjakoves dhe ndihma e saj për zhvillimin e lëvizjes nacionalçlirimtare në Kosovë* (Aspect de la lutte de libération nationale de la Malésie de Gjakove et son concours au développement du mouvement de libération nationale dans la Kosove), « Studime historike », 1970, 1, p. 39—52.

Les premières actions contre le fascisme furent des désertions de l'armée. Sous l'influence de la propagande communiste, dans les seules années 1939—40 désertèrent environ 250 Malësors, d'autres prirent le maquis, ne voulant pas être enrôlés. Le conflit entre la population et l'envahisseur devint aigu. Le 7 avril 1941, un conflit armé entre quelques Malësors patriotes et les fascistes italiens s'amplifia rapidement, mettant la région entière en état de guerre ; l'ennemi a été battu et obligé de se retirer dans la région de Puke.

Pour mieux défendre la Malésie, en novembre 1943 arrivèrent sur les lieux deux bataillons de partisans, « Bajram Curri » et « Perlat Rexhepi », qui avaient entrepris des opérations militaires contre les bandes des tchetniks et de ballistes des régions de Plave et de Gucije.

Au printemps, la lutte de libération nationale connut un nouvel essor. Le passage de la 1<sup>re</sup> Division de Choc au Nord permit aux forces partisans de la Malésie d'entreprendre des opérations militaires sur vaste échelle, dans la Kosove, à Plave et ailleurs. En juin 1944, plus de 90 pour cent du territoire de la Malésie de Gjakove était libéré par les forces partisans. qui le tirent entre leurs mains jusqu'à la libération totale de l'Albanie.

L.P.M.

SOKOLOVA, B., *Observations et matériaux ethnographiques du village de Mandrica*, in « Etudes balkaniques », année V (1969), n° 1, p. 63—82.

Le village de Mandrica est la seule localité en Bulgarie où l'on parle, aujourd'hui encore, l'albanais. Ses habitants ont émigré depuis plusieurs siècles du village de Vithkuki, région de Korça, en Albanie et sont venus s'établir sur les terres bulgares. Ce groupe albanophone, détaché

de son pays d'origine et qui se développe isolément, sous l'influence de trois nationalités et langues différentes, est intéressant surtout au point de vue de son langage, tout en attirant aussi l'attention par certains côtés de sa culture intellectuelle et matérielle.

Cette étude vise à examiner certaines particularités caractéristiques de la culture matérielle et intellectuelle des Albanais de Mandrica, tout en relevant les parallèles et les analogies ethnographiques entre ce village albanais et la patrie d'autrefois de ses habitants.

Les quelques siècles de coexistence des Albanais de Mandrica avec les Bulgares et les Grecs des environs a amené un aplanissement presque total des différences dans le domaine de la culture matérielle et intellectuelle de ces différents groupes ethniques.

Certains éléments albanais sont encore conservés dans ce village, modifiés, il est vrai, par le temps et les diverses influences. Ce sont, à un certain point, les beaux et intéressants costumes de femme, certains éléments d'architecture et les divers rites à l'occasion de naissances, de fiançailles et de noces, de fêtes de calendrier qui, dans la plupart des cas, s'identifient avec les rites albanais correspondants.

L.P.M.

P. WALCOT, *Greek Peasants. Ancient and Modern. A Comparison of Social and Moral Values*, Manchester University Press, 1970, 119 p., Select Bibliography + General Index 25 p.

Voilà un livre qui renferme une enquête comparative sur les valeurs sociales et morales de la paysannerie grecque ancienne et moderne, d'un intérêt tout spécial, parce que l'auteur démontre avec succès la continuité de ces valeurs jusqu'à nos jours.

La sociologie comparée, tout comme la littérature comparée, s'affirme de nos jours comme une discipline à part, qui s'érige sur des principes scientifiques solides. Le dilettantisme est exclu de cette investigation qui n'admet plus, comme autrefois, des rapprochements hasardés, fondés sur des ressemblances fortuites.

Le point de départ du livre de P. Walcot, spécialiste dans l'exégèse des poèmes hésiodiques, sont les travaux modernes entrepris par les Anglais et les Américains sur la composition sociale et le mode de vie de certaines communautés rurales qui se trouvent dans différentes régions de la Grèce. La plupart de ces études, citées par l'auteur dans le chapitre intitulé *Sources of Evidence* (p. 11), appartiennent à la sixième décennie. De la liste de ces travaux il paraît que P. Walcot a utilisé avec le plus grand profit possible la monographie sur un village de Béotie, Vasilika, réalisée par Ernestine Friedl, *Vasilika, a Village in Modern Greece*, New York, 1962, la recherche de J. K. Campbell, *Honour, Family and Patronage, A Study of Institutions and Moral Values in a Greek Mountain Community*, Oxford, 1964, et celle de Richard et Eva Blum, *Health and Healing in Rural Greece, a Study of Three Communities*, Stanford, 1965. Auteur de nombreuses études sur les conditions de la vie rurale en Grèce au temps d'Hésiode, M. Walcot a été frappé par les références des sociologues modernes à la continuité du mode de vie dans les communautés grecques. L'intérêt éprouvé pour ces travaux a été si vif qu'il a décidé d'écrire lui-même un livre sur ce thème, étude que je trouve une belle réussite grâce à la prudence exemplaire de l'auteur quand il s'agit d'évaluer les valences sémiotiques des termes employés dans l'investigation sociologique.

Classiciste de formation, P. Walcot connaît à fond l'*Iliade*, l'*Odyssée* et les poèmes hésiodiques, produits d'un temps où les cités grecques de l'époque archaïque étaient encore ancrées dans les formes de la vie rurale, respectivement tribale. Certainement, la tradition familiale si puissante encore dans le milieu rural de la Grèce moderne a des correspondances évidentes avec l'ensemble des valeurs morales respectées par les anciens. Mais, depuis lors,

les fils de cette continuité ont subi diverses influences étrangères, ont été soumis à des modifications substantielles à travers les siècles à ce point qu'aujourd'hui, dans un monde où la révolution de la technique a pénétré dans les régions les plus éloignées des grands centres urbains — les mœms et le folklore portent à leur tour l'empreinte des profonds changements entraînés par la succession des régimes de vie (esclavagiste, féodal, capitaliste). C'est une vérité dont l'auteur tient compte quand il discute et présente les similitudes et les différences entre les paysans modernes et les paysans anciens de la Grèce. Le livre contient six chapitres intitulés *Sources of Evidence; Labour and Agriculture; The Family and Inheritance; The Concepts of Shame and Honour; Envy and the Spirit of Competition; The Wider World*. Le deuxième chapitre, *Labour and Agriculture*, développe une étude plus ancienne de P. Walcot, *The specialisation of labour in early Greek society*, REG, 80 (1967), p. 60—67. Dans ce chapitre, à côté des précisions sur les formes de propriété anciennes et modernes se trouvent aussi quelques observations pénétrantes à propos des modalités de l'hérédité et de la transhumance pastorale. Dans le chapitre intitulé *The Concepts of Shame and Honour* l'auteur discute la portée de ces concepts sur des plans différents. Il y souligne à juste titre que l'évaluation des valeurs est conditionnée par l'appartenance de classe, par l'idéalisation du passé (p. 71 et suiv.) et par le degré culturel des membres d'une communauté soit-elle rustique ou urbaine. Au dernier chapitre, *The Wider World*, se trouve un ample débat sur les opinions des sociologues modernes à propos des relations village-ville.

En écrivant ce livre, P. Walcot a utilisé une vaste bibliographie qui regarde deux pôles opposés du problème choisi : l'antiquité et les temps modernes. Je me demande si le livre n'aurait pas gagné en profondeur par l'introduction d'un chapitre regardant les nombreuses interférences avec les valeurs sociales et morales des autres peuples balkaniques avec lesquels les Grecs sont venus en contact, car j'ai l'impression que l'auteur aurait constaté en ce cas que les traits caractéristiques pour le mode de vie des paysans grecs modernes se retrouvent chez des paysans qui habitent les pays voisins de la Grèce. Mais, peut-être que P. Walcot a limité son sujet justement pour donner plus de relief à la thèse qu'il se proposait de soutenir, ce qu'il a d'ailleurs réussi pleinement.

A. P.

JACQUES VIDALIN, *Pouvoir et Dialectique. La Pensée politique de la Grèce*, Tome I, 1968, Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Rennes (texte lithographié), 217 p.

Cette étude, intitulée *Pouvoir et Dialectique*, ayant comme sous-titre *La Pensée politique de la Grèce*, se propose de mettre en lumière les moments significatifs de la pensée politique dans la Grèce ancienne, c'est-à-dire la théorie de Protagoras sur la formation de l'Etat (la *polis*), le système platonicien, avec ses remaniements successifs et les analyses critiques d'Aristote, à propos des « constitutions ». L'auteur a suivi les fils qui tissent cette fameuse triade de l'époque classique sans approfondir la doctrine de Thucydide qui, lui aussi, bien qu'historien, a le droit d'être considéré comme une personnalité de premier rang pour le développement de la pensée politique dans la Grèce.

L'étendue des chapitres démontre que l'intérêt de l'auteur est au fond attiré par l'œuvre politique d'Aristote, l'apport protagorien et les concepts platoniciens, en ce qui regarde l'éclosion d'une théorie sur la meilleure forme de gouvernement étant discutés d'un point de vue spécial, c'est-à-dire en tant que matériaux préliminaires à l'apparition de la grandiose synthèse aristotélicienne.



Le nouveau point de vue abordé par l'auteur dans un exposé qui d'ailleurs ne comporte aucun détour sensationnel du chemin bien connu doit être cherché dans l'effort de conjuguer la pensée politique des Grecs anciens avec leur pensée juridique. J. Vidalin a observé avec raison que dans la Grèce classique les principes juridiques ne se sont pas nécessairement confondus avec les prescriptions législatives obligatoires, qu'en fin de compte les Grecs anciens ont toujours dirigé leur pensée politique d'après la notion abstraite de *dikaion* (le Juste), conditionnée par celle de *metrion* (la juste mesure). Voilà, selon J. Vidalin, le fondement de la pensée juridique des Grecs anciens qui, à son tour, a engendré les théories politiques sur la meilleure forme de gouvernement.

Les penseurs grecs étaient tout à la fois des observateurs empiristes et des chercheurs scientifiques. Leurs spéculations sur les différents régimes politiques des cités ont abouti à une préoccupation commune : trouver, par voie de comparaison critique, la meilleure formule de gouvernement dans le cadre circonscrit des « constitutions » (*πολιτεῖαι*), tout en proclamant l'impuissance des lois de s'acquiescer de leur devoir suprême : servir intégralement la Justice (*ἡ Δίκη*). Dans cette incompatibilité entre la rigueur de la loi et l'essence du Juste (*τὸ δίκαιον*), l'auteur se propose de trouver la principale différence entre le fondement juridique des États modernes et celui de l'État ancien.

En suivant les directions de la pensée politique en Grèce selon le critère énoncé J. Vidalin discerne plusieurs stades qu'il examine dans la première partie de l'ouvrage (p. 9—42). La démonstration s'attache surtout à l'analyse de deux concepts : celui du *pouvoir* dont l'expression varie suivant les étapes du rationalisme grec ancien, la grande dispute à propos du droit de la force, l'antinomie entre le *λόγος*, en tant que règle morale (du point de vue stoïcien) et le *νόμος*, entendu comme ordre juridique de la société (voir p. 21 et suiv.) et celui, très important, du *rapport dialectique* entre le principe de droit et son exception, rapport qui se traduit par une opposition irréductible. Selon l'auteur, à l'encontre de ce qu'il en est des solutions juridiques modernes, soutenues par des jurisprudences, dans la Grèce ancienne la rupture entre les dispositions législatives et la pratique de la vie était beaucoup plus sensible et la pensée des théoriciens cherchait avec ardeur un point d'appui stable pour atténuer la divergence entre la règle de droit et les situations concrètes. La voie sur laquelle se sont engagés les théoriciens grecs pour trouver une solution raisonnable est celle de la philosophie du Droit, qui soulève de multiples problèmes autour de la personnalité humaine considérée comme membre d'une société. C'est ainsi qu'au V<sup>e</sup> et au IV<sup>e</sup> siècle a.n.è. la pensée juridique arrive à se confondre avec la pensée politique et que pour Aristote, qui a saisi le caractère dynamique du droit, cette évolution s'explique par les rapports établis entre les institutions (qui se succèdent) et les règles de droit, qui se renouvellent.

J. Vidalin a analysé avec finesse les aspects de la pensée politique des Grecs anciens vus sous la lumière de la dialectique et certainement, les thèses qu'il formule, en tant qu'historien du droit, sont parfaitement valables. Pourtant, si l'auteur aurait accepté d'élargir son commentaire en descendant à une analyse des conditions concrètes de la vie des sociétés esclavagistes grecques, son étude aurait gagné en profondeur. Je pense à la variété des constitutions considérées comme résultat des innombrables luttes de classe entre le *δημος* et l'oligarchie. Si l'auteur a bien défini les solutions trouvées par les penseurs de la Grèce ancienne (Protagoras, Platon, Aristote), il n'est pas allé jusqu'au bout quand il a renoncé à commenter la pensée politique de Thucydide, le plus grand parmi les grands, le seul qui ait entrepris une enquête proprement dite sur les causes de la prospérité et de la déchéance des cités, le seul qui ait étudié ces variations selon l'*ἀνθρωπιὰ φύσις* (voir, par exemple, III, 84, 2) sans tâcher d'adapter son entreprise à un schéma idéal.

A. P.

## LIVRES REÇUS

- ANDRÁSFALVY, Bertalan, *A Mohácsiak Állattartása 1686-Tól 1848-IG*, II, Budapest, Dunántúli Tudományos Gyűjtemény 100-Series Historica 57, 1970, p. 153–191.
- ANGYAL, Endre, *Magyar-Horvát Kapcsolatok a Historiográfiában*, Budapest, Dunántúli Tudományos Gyűjtemény 98-Series Historica 55, 1970, p. 77–109.
- BABICS, András, *A Mecseki Bányászok Önképzési, Önszervezési és szakszervezkedési Mozgalma a Baranyai-Pécsi Munkásszervezkedések Tükrében 1874–1918*, Budapest, Dunántúli, Tudományos Gyűjtemény 96-Series Historica 53, 1970, p. 11–61.
- BARTOŠ, Josef, *Postavení Českého obyvatelstva na Severní Moravě za Okupace*, Olomouc, Vlastivědný Ústav v Šumperku – Filosofická Fakulta University Palackého v Olomouci, 1969, 106 p.
- Bibliographie hellénique de la préhistoire (1945–1969)*, Thessalonique, Comité National Hellénique de l'Association internationale d'études du Sud-Est européen, 1970, 118 p.
- БОЛКОВ, Стоико, *Българска Академия Наук – Краткий очерк 1869–1969*, София, Издателство Болгарской Академии Наук, 1969, 199 p.
- CORTELAZZO, M., *L'Influsso linguistico greco a Venezia*, Bologna, Casa editrice Prof. Riccardo Patron, 1970, 382 p.
- Der deutsche Kommunismus – Dokumente* [Herausgegeben und Kommentiert von Hermann Weber], Köln-Berlin, Kiepenheuer & Witsch, 1963, 697 p.
- Die deutsche Revolution 1918–1919 – Dokumente* [Herausgegeben von Gerhard A. Ritter und Susanne Miller], Frankfurt am Main, Fischer Bücherei GmbH, 1968, 381 p.
- DIMARAS, C. Th., C. KOUMARIANOY, L. DROULA, *Modern Greek Culture a Selected Bibliography*, Athènes, National Hellenic Committee of the International Association for South Eastern European Studies, 1970, 110 p.
- DURIDANOV, Ivan, *Thrakisch-Dakische Studien*, Erster Teil, *Die Thrakisch und Dakisch-Ballischen Sprachbeziehungen*, Sofia, Verlag der Bulgarischen Akademie der Wissenschaften, 1966, 103 p.
- Eesti Talupoja Toolid*, Tartu, Eesti Nsv Riiklik Etnograafiamuseum, 1969/1970, 10 p. + 57 p. illustr.
- FILIPović, Milenko S., *Majeвица s Osobitim Obzirom na Etničku Prošlost i Etničke Osobine Majevičkih Srba*, Sarajevo, Akademija Nauka i Umjetnosti Bosne i Hercegovine, 1969, 269 p.
- GARZYA, Antonio, *Une rédaction byzantine du mythe de Pasiphaé* (Extr. de « Le Parole e le Idee » n° 35–36/1967, Napoli, p. 222–226).
- GARZYA, Antonio, *La poesia lirica greca nella Magna Grecia*, Naples, « Le Parole e le Idee », 1970, 19 p.
- GEORGIEV, Vladimir, *Les deux langues des inscriptions crétoises en linéaire A*, Sofia, 1963, 104 p.

- GEORGIEV, Vladimir, *Etruskische Sprachwissenschaft*, I. Teil *Alletruskische Inschriften*, Sofia Verlag der Bulgarischen Akademie der Wissenschaften, 1970, 57 p.
- ΓΚΙΝΙ, Dimitris S., Νομικὸν Θεοφίλου τοῦ ἐξ Ἰωαννίνων (1788), Thessalonique, 1960, 362 p. + πρόλογος.
- HAAS, Otto, *Die Phrygischen Sprachdenkmaler*, Sofia, 1966, 259 p.
- HANNES, J., *L'Atlas cadastral parcellaire de la Belgique de P.-C. Popp*, « Bulletin trimestriel du Crédit Communal de Belgique », Bruxelles, juillet 1968, p. 137—146.
- HARTWIG, Werner, *Wirtschaft und Gesellschaftsstruktur der Naga*, Akademie-Verlag, Berlin, 1970, 271 p. + 1 carte.
- HEMMERDINGER-ILIADOU, Democrazia, *La Crète sous la domination vénitienne et lors de la conquête turque (1322—1684)* (Extr. de « Studi veneziani », vol. IX, 1967, p. 535—623).
- HOERNING, Karl H., *Secondary Modernization: Societal Changes of Newly Developing Nations. A Theoretical Essay in Comparative Sociology*, University of Denver, Colorado, 1970, 46 p.
- HOLLOWAY, Kaye, *Modern Trends in Treaty Law*, Stevens and Sons, 1967, 737 p.
- HUNGER, Herbert, *Byzanz im Europäischen Geschichtsdenken des 20. Jahrhunderts* (Extr. de « Jahrbuch der Osterreichischen Byzantinischen Gesellschaft », t. XV, Graz-Koln, 1966 p. 49—60).
- HUNGER, Herbert, « ἐλιγύσεται ὁ Οὐρανός ὡς βιβλίον » (Extr. de « Κληρονομας », t. 1/A', Thessalonique, 1969, p. 79—82).
- IVANOSKI, Orde, *Балканските Социјалисти и Македонското Правајоје*, Skoplje, Гυ.πυ.πυ.α, 1970, 438 p.
- Koekirjalised Kindad ja Sukad*, Tartu, Eesti Nsv Riiklik Etnograafiamuseumi, 1969/1970, 6 p. + 44 p. illustr.
- KOLAGO, Władysława, *Strój Kotbielski*, Wrocław, Polskie Towarzystwo Ludoznawcze, 1970, 61 p.
- KREMENSĚK, Slavko, *Ljubljansko Naselje Zelena Jama Kot Etnološki Problem*, Ljubljana, Slovenska Akademija Znanosti in Umetnosti, 1970, 145 p.
- KRIARAS, Em., 'Η γλῶσσα τῶν κειμένων τῆς ἐπτανησιακῆς γραμματείας καὶ ἡ Ὁργάνωση Συνάφων ἔρευγών (Extr. de « Πρακτικά », Athènes, 1969, p. 44—49).
- LECOURT, Robert, *Le juge devant le Marché commun*, Genève, 1970, 69 p.
- LINDER, Karl Peter, *Studien zur Verbalsyntax der ältesten provenzalischen Urkunden und einiger anderer Texte mit einem Anhang über das Konditionale QUI*, Tübingen, 1970, 109 p.
- MÁLYUSZ, E., *Les problèmes des sources de l'histoire médiévale hongroise* (Extr. de « Acta Historica Academiae Scientiarum Hungaricae » 14/1968, p. 179—197, Budapest).
- ΜΑΝΑΠΙ, Konstantinou A, *Μοναστηριακά τυπικαδιαθρηκαι*, Athènes, τυπογραφείον Ἀδελφῶν Ῥόδη, 1970, 200 p.
- Narodna nošnja, vez i tkanje Rumuna u Banatu (Poitul popular, broderite și țesăturile la români din Banatul jugoslav)*, Novi Sad-Timișoara, Izdanje Vojvođanskog Muzeja, 1969—1970, 42 p. + 10 p. illustr.
- Onomastica Jugoslavica — Glasilo Međuakademjskog odbora za onomastiku* —, 1 (1969), 250 p.; 2 (1970), 248 p.
- ΡΑΪΑΚΩΣΚΙ, Włodzimierz, *Starożytny Epir i Jego Mieszkańcy-Studia*, Poznań, Drukarnia Uniwersytetu im. A. Mickiewicza, 1970, 130 p.
- PANTAZOPOULOU, N. I., 'Η πτῶσις τοῦ Βυζαντίου ὡς ἀφετηρία ἀνεγερνησέως τοῦ ἐλληνικοῦ δικαίου τύποις « τὸ Νομικόν », Athènes, 1953, 38 p.
- ΡΙ.ΤΡΟΒΑ, Dimitrina V., *Бизе в крак на буржоазното господство в България 1939—1944*, Sofia, Издателство на БЗНС, 1970, 228 p.
- Πравониε на македонскиот литературен јазик со правонисен речник*. Skoplje. Цроосре-тно Дело, 1970, 610 p.

- Проблеми на икономическото развитие и социалното управление*, Sofia, Наука и изкуство, 1969, 492 p.
- PROVERA, Giuseppe, *Il principio del contraddittorio nel processo civile romano*, Torino, G. Giappichelli — Editore —, 1970, 256 p.
- Quinze ans de bibliographie historique en Grèce (1950—1964)*, Athènes, Centre de recherche néo-hellénique de la Fondation royale de la recherche scientifique, 1966, 293 p.
- Rješenja Zemaljske Uprave za Staroniju 1738—1742/Priopćio Ive Mažuran./Osijek*, 1970, 482 p.
- ROBERT, Louis, *Épigraphie et antiquités grecques* (Extr. de « L'Annuaire du Collège de France », 69<sup>e</sup> année (1969—1970), p. 473—478).
- Rukopisy Křivoklátské Kuchovny* (Codices Manu Scripti Bibliothecae Castris Křivoklát) /Conscripsit Jiří Pražák/, Prague, 1969, 300 p. + 8 illustr.
- SCHIRO, Giuseppe, *Testimonianza Innografica dell'attività scriptoria di S. Elia lo Speleota* (Extr. de « Polychordia » — Festschrift Franz Dolger zum 75. Geburtstag — Amsterdam, 1967, p. 313—317).
- SCHIRAN, Peter, *The Development of Chinese Agriculture, 1950—1959*, Urbana-Chicago-London-University of Illinois Press, 1969, 238 p.
- SCHWARZ, Hans-Peter, *Vom Reich zur Bundesrepublik*, Neuwied und Berlin, Hermann Luchterhand Verlag GmbH, 1966, 884 p.
- SESLI, Hüseyin, Wolfgang Borchert, *Ercurum*, Atatürk Üniversitesi Basımevi, 1970, 156.
- E. TH. SOULOGIANNY, *Α' Διεθνές κυπριολόγιον Συνέδριον εις λευκωσίαν* Extr. « Παναριστός », T. IA'/2, p. 3—5. Athènes, 1969).
- SKENDI, Stavro, *Kačić's Razgovor and Fishta's Lahuta e Malcis* (Extr. de « Zeitschrift für Balkanologie », An VI/1968/2, p. 180—197).
- STOKI, Günther, *Osteuropa und die Deutschen*, Oldenburg und Hamburg, Gerhard Stalling Verlag, 1967, 232 p.
- Studia z Dziejów Osadnictwa* [Redaktor Anna Rutkowska Płacheńska], T. 5, Wrocław, Zakład Narodowy Imienia Ossolińskich Wydawnictwo Polskiej Akademii Nauk, 1967, 137 p.
- THIRIET, F., *Régestes des délibérations du Sénat de Venise concernant la Romanie*, T. II : 1400—1430, 299 p., T. III : 1431—1463, 276 p., Paris, Mouton & Co, Hague, 1959—1961.
- THIRIET, F., *Délibérations des Assemblées Vénitiennes concernant la Romanie*, T. I. : 1160—1363, Paris, Mouton & Co, Hague, 1966, 329 p.
- TORNIRÈS, Georges et Démétrios, *Lettres et Discours* [Introduction, texte, analyses, traduction et notes par Jean Darronzès], Paris, Editions du Centre National de la Recherche Scientifique, 1970, 381 p.
- TRENARD, Louis, *L'Histoire des mentalités collectives*. Tiré-à-part de la « Revue d'histoire moderne et contemporaine », T. XV, T. XVI.
- VALLESE, Giulio, *Luce di grazia ed ombra della carne nel canto di Manfredi* : Lettura del III del Purgatorio, Naples, Libreria editrice Ferraro, 1970, 26 p.
- VALLESE, Giulio, « *Novum opus novae scholae* » : *Erasmus e il de Duplici Copia Verborum ac Rerum*, Naples, « Le Parole e le Idce », 1970, 22 p.
- VENIURI, Franco, *Settecento riformatore. Da Muratori a Beccaria*, Turin, Einaudi, 1969, 768 p.

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Le prix d'un abonnement annuel est de 3.6.0 £ ; 8,—\$ ; 40,—F F ; 32,—DM. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnements) sera adressée à Intreprinderea de comerț exterior LIBRI, Boîte postale 134—135, Bucarest, Roumanie, ou à ses représentants à l'étranger :

R. P. d'ALBANIE, Ndermarja Shtetnore e Botimeve, Tirana ■ R. D. ALLEMANDE, Deutscher Buch Export und Import, Leipzig 701, Leninstrasse 16 ■ R. P. de BULGARIE, Hemus Place Slaweikov, 11 Sofia ■ R. P. de CHINE, Waiven Shudian P.O.B. 88, Pekin ■ R. P. D. CORÉENNE, Chulphanmul, Phenian ■ RÉPUBLIQUE CUBA, Cubartimpex, Simón Bolívar 1, Palacio Aldamo, Habana ■ R. P. HONGROISE, Kultura, P.O.B. 149, Budapest 62 ■ R. P. MONGOLE, Mongolgosknigtorg, Ulan Bator ■ R. P. de POLOGNE, Ruch, Ul Wronia 23, Warszawa ■ R. S. TCHÉCOSLOVAQUE, Artia, Ve Smeckah 30 — Praha II ■ U.R.S.S., Mejdunarodnaia Kniga, Moskva G-200 ■ R. D. du VIETNAM, So Xuat Nhap Khau Sach Bao, 32 Hai Ba Trung Hanoi ■ R. S. F. de YOUGOSLAVIE, Jugoslovenska Knjiga Terazije 27, Belgrad ; Prosveta 16/1, Terazije, Belgrad ; Forum Voivode Misica, Novi Sad ; ARGENTINE, Editorial Sudaminter S.A., Alsina 500, Buenos Aires ■ AUSTRALIE, Current Books Ltd., Distributors 168—174, Day Street Sydney ■ AUTRICHE, Globus Zeitung Drucks und Verlagsanstalt GmbH, 1200 , Wien ; Hachestadplatz 3 ■ BELGIQUE, Du Monde Entier, 5, Place St Jean, Bruxelles, Agence Messageries de la Presse, 15—22 Rue du Persil, Bruxelles ■ CANADA, Progress Books 44 Stafford St. Toronto, Ontario ; W. M. Dawson Subscriptions Service Ltd., Six Thorneliffe Park Drive, Toronto 17, Ontario ■ COLOMBIE, Libreria Buchholz Galeria, av. Jiménez de Quesada 8—40, Bogotá ■ DANEMARK, Ejnar Munksgaard, Noregade, 6, Kobenhavn ■ ESPAGNE, Libreria Herder, Calle de Balmés 26, Barcelona 7 ■ ÉTATS-UNIS, Fram Book Service 69, Fifth Avenue, Suite 8 F, New York, 10003 N. Y. ; Continental Publications, 111, South Mermanec Ave., St.-Louis, Missouri 63105 ; Turner Subscription Agency 235, Park Avenue South, New York 3 N. Y. ; ■ FINLANDE, Aka-teeminen Kirjakauppa P.O.B. 10128, Helsingfors, 10 ■ FRANCE, Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne, 111, Rue Réaumur, Paris II, Européodiques S. A. 72, Boul. Senard, 22 Saint-Cloud ■ GRANDE-BRETAGNE, Collet's Holdings Ltd., Denington Estate, Wellingborough, Northants, Central Books, Ltd., 37, Inn Road London W.C. 1 ■ ISRAËL, Lepac Ltd., P.O.B., 1136 Te'-Aviv ; Haiflepac Ltd., P.O.B., 1794, Haifa ■ ITALIE, So. Co. Lib. Ri. Piazza Margana 33 — Roma ; Messagerie Italiana Sp. A. Milano, Via Priv. Renzo e Lucia 7 ■ JAPON, Nauka Ltd. 30—19 Minami — Ikebukuro 2 Chome Toshima Ku, Tokyo ■ PAYS-BAS, N. V. Martinus Nijhoff, P.O.B. 269, Den Haag ; Swetz & Zeitlinger, Keizersgracht 471 — 487, Amsterdam, ■ NORVÈGE, Tryggve Juul Molier-Boekhardel Øvre Slattsgate 15 Oslo 1 ■ R. F. d'ALLEMAGNE, Kubon & Sagner, P.O.B. 68, Munchen 34 ; Presse Vertriebsgesellschaft GmbH. 6, Frankfurt/Main, Borsenstrasse 13—15 ; Kunst und Wiessen, Erich Biber, P.O.B. 46, 7000 Stuttgart 1 ■ SUISSE, Pinkus & Cie, Froschaugasse 7, Zurich, Fachbucherei Bern, P.O.B. 397, 3001 Berne

REVUES PUBLIÉES AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE  
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- STUDII — REVISTĂ DE ISTORIE
- REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE
- STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIE VECHIE
- DACIA, REVUE D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE ANCIENNE
- REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES
- ANUARUL INSTITUTULUI DE ISTORIE — CLUJ
- ANUARUL INSTITUTULUI DE ISTORIE ȘI ARHEOLOGIE — IAȘI
- STUDII ȘI CERCETĂRI DE ISTORIA ARTEI
  - SERIA ARTĂ PLASTICĂ
  - SERIA TEATRU — MUZICĂ — CINEMATOGRAFIE
- REVUE ROUMAINE D'HISTOIRE DE L'ART
- STUDII CLASICE

PRINTED IN ROMANIA

[www.dacoromanica.ro](http://www.dacoromanica.ro)

TRAVAUX D'HISTOIRE RÉCEMMENT PARUS AUX ÉDITIONS DE  
L'ACADÉMIE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- ȘTEFAN ȘTEFĂNESCU, **Țara Românească de la Basarab I « Întemeietorul » pînă la Mihai Viteazul** (La Valachie depuis Basarab I<sup>er</sup> jusqu'à Michel le Brave), « Istorie și civilizație » 1, 1970, 176 p.
- \* \* \* **Bibliografia istorică a României I, 1944—1969** (La bibliographie historique de la Roumanie I, 1944—1969), 1970, 388 p.
- RADU POPA, **Țara Maramureșului în veacul al XIV-lea** (Le Pays du Maramureș au XIV<sup>e</sup> s.), 1970, 305 p.
- \* \* \* **Izvoarele istoriei României** (Sources de l'histoire de la Roumanie), II<sup>e</sup> vol., sous la direction de H. Mihăescu, 1970, 769 p.
- ȘERBAN PAPACOSTEA, **Oltenia sub stăpînireă austriacă 1718—1739** (L'Olténie pendant la domination autrichienne. 1718 — 1739), « Biblioteca istorică XXVIII », 1971, 343 p. +1 pl.
- GHEORGHE MATEI, **Dezarmarea în contextul problemelor internaționale și atitudinea României (1919—1934)** (Le désarmement dans le contexte des problèmes internationaux et l'attitude de la Roumanie. 1919 — 1934), « Biblioteca istorică XXVII », 1971, 307 p.
- DUMITRU PROTASE, **Riturile funerare la daci și daco-romani** (Les rites funéraires chez les Daces et les Daco-Romains), « Biblioteca de arheologie XVI », 1971, 223 p.
- DUMITRU TUDOR, **Podurile romane de la Dunărea de Jos** (Les ponts romains au Bas-Danube), « Istorie și civilizație », 2, 1971.
- NICOLAE GRIGORAȘ, **Instituții feudale din Moldova. I. Organizarea de stat pînă la mijlocul sec. al XVIII-lea** (Institutions féodales en Moldavie. I. L'Organisation de l'Etat jusqu'au milieu du XVIII<sup>e</sup> s.), 1971, 477 p.

REV. ÉTUDES SUD-EST EUROP., IX, 2, P. 195—330, BUCAREST, 1971

